



Bulletin

de l'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Volume 16 - Numéro 49

12 décembre 2019



AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Bulletin de l'Autorité des marchés financiers

Autorité des marchés financiers

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2019

ISSN 1710-4149

Table des matières

1. Gouvernance de l'Autorité des marchés financiers	5
1.1 Avis et communiqués	
1.2 Réglementation	
1.3 Autres décisions	
2. Tribunal administratif des marchés financiers	9
2.1 Rôle des audiences et décisions du TMF	
2.2 Avis légaux de l'Autorité	
3. Distribution de produits et services financiers	48
3.1 Avis et communiqués	
3.2 Réglementation	
3.3 Autres consultations	
3.4 Retraits aux registres des représentants	
3.5 Modifications aux registres des inscrits	
3.6 Avis d'audiences	
3.7 Décisions administratives et disciplinaires	
3.8 Autres décisions	
4. Indemnisation	208
4.1 Avis et communiqués	
4.2 Réglementation	
4.3 Autres consultations	
4.4 Fonds d'indemnisation des services financiers	
4.5 Autres décisions	

5. Institutions financières	214
5.1 Avis et communiqués	
5.2 Réglementation et lignes directrices	
5.3 Autres consultations	
5.4 Avis d'intention des assujettis et autres avis	
5.5 Sanctions administratives	
5.6 Protection des dépôts	
5.7 Autres décisions	
6. Marchés de valeurs et des instruments dérivés	246
6.1 Avis et communiqués	
6.2 Réglementation et instructions générales	
6.3 Autres consultations	
6.4 Sanctions administratives pécuniaires	
6.5 Interdictions	
6.6 Placements	
6.7 Agréments, autorisations et opérations sur dérivés de gré à gré	
6.8 Offres publiques	
6.9 Information sur les valeurs en circulation	
6.10 Autres décisions	
6.11 Annexes et autres renseignements	
7. Bourses, chambres de compensation, organismes d'autorégulation et autres entités réglementées	383
7.1 Avis et communiqués	
7.2 Réglementation de l'Autorité	
7.3 Réglementation des bourses, des chambres de compensation, des OAR et d'autres entités réglementées	
7.4 Autres consultations	
7.5 Autres décisions	
8. Entreprises de services monétaires	389
8.1 Avis et communiqués	
8.2 Réglementation	
8.3 Permis d'exploitation d'entreprises de services monétaires	
8.4 Autres décisions	
9. Régimes volontaires d'épargne-retraite	395
9.1 Avis et communiqués	
9.2 Réglementation	
9.3 Autorisation d'agir comme administrateur d'un régime volontaire d'épargne-retraite	
9.4 Autres décisions	

Liste des acronymes et abréviation :

- Autorité : Autorité des marchés financiers
instituée en vertu de la LESF
- TMF : Tribunal administratif des marchés financiers
- CSF : Chambre de la sécurité financière
- ChAD : Chambre de l'assurance de dommages
instituée en vertu de la LDPSF
- OAR : Organismes d'autoréglementation et
organismes dispensés de reconnaissance
à titre d'OAR mais qui sont assujettis à la
surveillance de l'Autorité
- OCRCVM : Organisme canadien de réglementation
du commerce des valeurs mobilières

1.

Gouvernance de l'Autorité des marchés financiers

- 1.1 Avis et communiqués
 - 1.2 Réglementation
 - 1.3 Autres décisions
-

1.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

1.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

1.3 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

2.

Tribunal administratif des marchés financiers

- 2.1 Rôle des audiences et décisions du TMF
 - 2.2 Avis légaux de l'Autorité
-

2.1 RÔLE DES AUDIENCES ET DÉCISIONS DU TMF

2.1.1 Rôle des audiences



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
12 décembre 2019 – 14 h 00					
2016-006	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de prolongation des ordonnances de blocage	Audience pro forma
	Succession de Luc Roberge, au soin de Revenu Québec, Direction principale des biens non réclamés, agissant à titre de liquidateur de la succession de Luc Roberge Partie intimée	Revenu Québec			
	Nicolas De Smet Parties intimées	M ^e Michel Pelletier			
	Daniel Kaufmann Parties intimées	DesmaraisDesvignes Crespo s.e.n.c.r.l.			
	Jean-Paul Gagnon Parties intimées				
	Syndic du barreau Parties mises en cause	M ^e Guy Bilodeau			



RÔLE DES AUDIENCES

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCTEURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
12 décembre 2019 – 14 h 00					
2016-009	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Mario Langlais et 9183-6643 Québec inc. Parties intimées Banque de Montréal Partie mise en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de prolongation des ordonnances de blocage	Audience pro forma
16 décembre 2019 – 9 h 30					
2019-011	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Manon Michel Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Tremblay Bois Mignault Lemay S.E.N.C.R.L.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'exercer l'activité de conseiller, d'interdiction d'opérations sur valeurs et de radiation d'inscription	Audience au fond
17 décembre 2019 – 9 h 30					
2019-011	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Manon Michel Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Tremblay Bois Mignault Lemay S.E.N.C.R.L.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'exercer l'activité de conseiller, d'interdiction d'opérations sur valeurs et de radiation d'inscription	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
19 décembre 2019 – 14 h 00					
2015-027	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Kamran Shahid, 9322-5746 Québec Inc., Imran Shahid et 7267711 Canada Inc Parties intimées Banque CIBC, Banque de Montréal, Banque de Montréal, Banque TD Canada Trust, Caisse Populaire Desjardins de Sault-Au- Recollet-Montréal-Nord Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Elyse Turgeon	Demande pour lever des ordonnances de blocage et distribuer des sommes bloquées	Audience pro forma
19 décembre 2019 – 14 h 00					
2015-030	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Services Bench & Jerry Inc., Pierre René Benchley et Jerry Peterson Lavoile Parties intimées Banque Toronto-Dominion Partie mise en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Sirois & Associés, Avocats	Elyse Turgeon	Demande de prolongation des ordonnances de blocage	Audience pro forma



RÔLE DES AUDIENCES

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCEUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
9 janvier 2020 – 9 h 30					
2019-006	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, de conditions à l'inscription, de radiation d'inscription et de mesure de redressement	Audience au fond
	Groupe Financier Stratège inc. et Myriam Mercier Parties intimées	Langlois avocats, S.E.N.C.R.L.			
	Nadine Boulet Partie intimée	BCF S.E.N.C.R.L.			
13 janvier 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Elyse Turgeon	- Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller - Avis d'inconstitutionnalité	Audience au fond
	Nicolas De Smet Partie intimée	M ^e Michel Pelletier			
	Daniel Kaufmann Partie intimée	Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.			
	Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées				
	Procureur général du Québec Parties intimées				



RÔLE DES AUDIENCES

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
14 janvier 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond
	Nicolas De Smet Partie intimée	M ^e Michel Pelletier			
	Daniel Kaufmann Partie intimée	Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.			
	Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées				
	Procureur général du Québec Parties intimées				



RÔLE DES AUDIENCES

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
15 janvier 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond
	Nicolas De Smet Partie intimée	M ^e Michel Pelletier			
	Daniel Kaufmann Partie intimée	Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.			
	Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées				
	Procureur général du Québec Parties intimées				



RÔLE DES AUDIENCES

No DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
16 janvier 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Nicolas De Smet Partie intimée Daniel Kaufmann Partie intimée Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées Procureur général du Québec Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers M ^e Michel Pelletier Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond
16 janvier 2020 – 14 h 00					
2017-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Riad Antoine Katach Halabi Partie requérante Dominic Lacroix et Micro-Prêts Inc. Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers M ^e Sarah Desabrais	Lise Girard	Demande de levée partielle des ordonnances de blocage	Audience pro forma



RÔLE DES AUDIENCES

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
17 janvier 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Nicolas De Smet Partie intimée Daniel Kaufmann Partie intimée Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées Procureur général du Québec Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers M ^e Michel Pelletier Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond
21 janvier 2020 – 9 h 30					
2019-008	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse La Corporation Kim Or inc. Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Giuseppe Di Donato	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalité administrative	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCEUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
23 janvier 2020 – 14 h 00					
2019-002	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Agronomix Canada inc., Ghislain Dja Parties intimées Félix Fini Partie intimée Adam Bakary Diawara Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers M ^e Mawa Fofana	Antonietta Melchiorre	Demande de pénalités administratives et d'interdictions d'opérations sur valeurs	Audience pro forma



RÔLE DES AUDIENCES

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
27 janvier 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond
	Nicolas De Smet Partie intimée	M ^e Michel Pelletier			
	Daniel Kaufmann Partie intimée	Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.			
	Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées				
	Procureur général du Québec Parties intimées				



RÔLE DES AUDIENCES

No DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
28 janvier 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond
	Nicolas De Smet Partie intimée	M ^e Michel Pelletier			
	Daniel Kaufmann Partie intimée	Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.			
	Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées				
	Procureur général du Québec Parties intimées				



RÔLE DES AUDIENCES

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
29 janvier 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond
	Nicolas De Smet Partie intimée	M ^e Michel Pelletier			
	Daniel Kaufmann Partie intimée	Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.			
	Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées				
	Procureur général du Québec Parties intimées				



RÔLE DES AUDIENCES

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
30 janvier 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond
	Nicolas De Smet Partie intimée	M ^e Michel Pelletier			
	Daniel Kaufmann Partie intimée	Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.			
	Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées				
	Procureur général du Québec Parties intimées				



RÔLE DES AUDIENCES

No DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
30 janvier 2020 – 14h					
2017-008	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Michel Plante Partie intimée SOLO International Inc. Partie intimée Frederick Langford Sharp Partie intimée Shawn Van Damme, Vincenzo Antonio Carnovale et Pasquale Antonio Rocca Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Marc R. Labrosse Langlois Avocats s.e.n.c.r.l. LCM Avocats inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et d'interdiction d'opérations sur valeurs	Audience pro forma
2019-010	Donald Drouin Partie demanderesse Autorité des marchés financiers Partie intimée	Blouin avocat s.a. Contentieux de l'Autorité des marchés financiers marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de révision d'une décision de l'Autorité des marchés financiers et demande en sursis des procédures	Audience pro forma



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
2017-020	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Xavier Gervais et X Capital Services Financier Inc. Parties intimées</p> <p>Banque nationale du Canada, Banque nationale du Canada et Financière Banque nationale inc., Parties mises en cause</p> <p>Samuel Gervais, Banque de Nouvelle-Écosse et Caisse Desjardins des Hauts-Boisés Parties mises en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Monterosso Giroux Lamoureux Avocats</p> <p>Langlois avocats, S.E.N.C.R.L.</p>	<p>Jean-Pierre Cristel</p>	<p>Demande de levée des ordonnances de blocage</p>	<p>Audience pro forma</p>



RÔLE DES AUDIENCES

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
31 janvier 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond
	Nicolas De Smet Partie intimée	M ^e Michel Pelletier			
	Daniel Kaufmann Partie intimée	Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.			
	Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées				
	Procureur général du Québec Parties intimées				



RÔLE DES AUDIENCES

No DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
3 février 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond
	Nicolas De Smet Partie intimée	M ^e Michel Pelletier			
	Daniel Kaufmann Partie intimée	Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.			
	Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées				
	Procureur général du Québec Parties intimées				



RÔLE DES AUDIENCES

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
4 février 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond
	Nicolas De Smet Partie intimée	M ^e Michel Pelletier			
	Daniel Kaufmann Partie intimée	Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.			
	Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées				
	Procureur général du Québec Parties intimées				



RÔLE DES AUDIENCES

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
5 février 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond
	Nicolas De Smet Partie intimée	M ^e Michel Pelletier			
	Daniel Kaufmann Partie intimée	Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.			
	Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées				
	Procureur général du Québec Parties intimées				



RÔLE DES AUDIENCES

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
6 février 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond
	Nicolas De Smet Partie intimée	M ^e Michel Pelletier			
	Daniel Kaufmann Partie intimée	Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.			
	Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées				
	Procureur général du Québec Parties intimées				



RÔLE DES AUDIENCES

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
7 février 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond
	Nicolas De Smet Partie intimée	M ^e Michel Pelletier			
	Daniel Kaufmann Partie intimée	Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.			
	Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées				
	Procureur général du Québec Parties intimées				



RÔLE DES AUDIENCES

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCEUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
11 février 2020 – 9 h 30					
2019-003	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Contestation d'une décision rendue ex parte pour Youssef Mouloudi et Khalid Manaa	Audience au fond
	Évolution Québec inc. et Ramy Attara Parties intimées	Étude Jean Cantin Avocat			
	9317-9687 Québec inc. Partie intimée	Kaufman s.e.n.c.r.l./LLP			
	Youssef Mouloudi Partie intimée				
	Ahmad Tamim, Partie mise en cause	Kaufman s.e.n.c.r.l./LLP			
	Khalid Manaa et Ahmed Moudrika Parties mises en cause	Liebman Légal Inc.			
	Anfossi Tassé D'Avirro inc., Inter-Groupe Assurances inc., Banque Scotia, Banque TD et Banque Tangerine Parties mises en cause				



RÔLE DES AUDIENCES

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCEUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
12 février 2020 – 9 h 30					
2019-003	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Contestation d'une décision rendue ex parte Youssef Mouloudi et Khalid Manaa	Audience au fond
	Évolution Québec inc. et Ramy Attara Parties intimées	Étude Jean Cantin Avocat			
	9317-9687 Québec inc. Partie intimée	Kaufman s.e.n.c.r.l./LLP			
	Youssef Mouloudi Partie intimée				
	Ahmad Tamim, Partie mise en cause	Kaufman s.e.n.c.r.l./LLP			
	Khalid Manaa et Ahmed Moudrika Parties mises en cause	Liebman Légal Inc.			
	Anfossi Tassé D'Avirro inc., Inter-Groupe Assurances inc., Banque Scotia, Banque TD et Banque Tangerine Parties mises en cause				
25 février 2020 – 9 h 30					



RÔLE DES AUDIENCES

No DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
2019-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Options investissements inc., Zina Pantorno, Mario Trudel, Richard Cardinal et Alain Laplante Parties intimées Louis Gauthier Partie intimée Daniel Taillefer Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Rouleau Boissonneault inc. Cabinet de services juridiques Inc.	Elyse Turgeon	Demande pénalité administrative, retrait des droits d'inscription, de suspension d'inscription et de mesure de redressement	Audience au fond
21 avril 2020 – 9 h 30					
2019-014	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Mieux Planifier inc., Patrick Genest et Marc-André Camirand-Simard Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de révocation de permis	Audience au fond
22 avril 2020 – 9 h 30					
2019-014	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Mieux Planifier inc., Patrick Genest et Marc-André Camirand-Simard Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de révocation de permis	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCEUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
23 avril 2020 – 9 h 30					
2019-014	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Mieux Planifier inc., Patrick Genest et Marc-André Camirand-Simard Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de révocation de permis	Audience au fond
4 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCTEURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
5 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Séguin Racine, Avocats			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			
6 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Séguin Racine, Avocats			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			



RÔLE DES AUDIENCES

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCTEURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
7 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Séguin Racine, Avocats			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			
8 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Séguin Racine, Avocats			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			



RÔLE DES AUDIENCES

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
11 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Séguin Racine, Avocats			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			
12 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Séguin Racine, Avocats			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			



RÔLE DES AUDIENCES

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCTEURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
13 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Séguin Racine, Avocats			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			
14 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Séguin Racine, Avocats			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			



RÔLE DES AUDIENCES

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
15 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Séguin Racine, Avocats			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			
19 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Séguin Racine, Avocats			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			



RÔLE DES AUDIENCES

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCTEURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
20 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Séguin Racine, Avocats			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			
21 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Séguin Racine, Avocats			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			



RÔLE DES AUDIENCES

No DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
22 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Séguin Racine, Avocats			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			
25 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Séguin Racine, Avocats			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			



RÔLE DES AUDIENCES

No DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
26 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
27 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCTEURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
28 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
29 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

No DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
1er juin 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Séguin Racine, Avocats			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			
2 juin 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Séguin Racine, Avocats			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			



RÔLE DES AUDIENCES

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCTEURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
3 juin 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Séguin Racine, Avocats			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			
4 juin 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Séguin Racine, Avocats			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			



RÔLE DES AUDIENCES

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
5 juin 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Séguin Racine, Avocats			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			

11 décembre 2019

2.2 AVIS LÉGAUX DE L'AUTORITÉ

Aucune information.

3.

Distribution de produits et services financiers

- 3.1 Avis et communiqués
 - 3.2 Réglementation
 - 3.3 Autres consultations
 - 3.4 Retraits aux registres des représentants
 - 3.5 Modifications aux registres des inscrits
 - 3.6 Avis d'audiences
 - 3.7 Décisions administratives et disciplinaires
 - 3.8 Autres décisions
-

3.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

3.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

3.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

3.4 RETRAITS AUX REGISTRES DES REPRÉSENTANTS

Courtiers

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
AH CHING	MARIO	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2019-12-02
ANDERSON	PATRICIA	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2019-12-02
BARBER	GUYLAINE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2019-11-15
BEAUDRY	ALEXANDRA	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2019-12-06
BILODEAU	JULIE	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2019-11-29
BILODEAU	KEVIN	PLACEMENTS FINANCIERE SUN LIFE (CANADA) INC.	2019-11-30
BODOR	PATRICIA	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2019-11-30
BOIES	HÉLÈNE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2019-12-06
BROUSSEAU	VALÉRIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2019-12-02
BUFO	MATTHEW	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2019-12-02
CHAMBERLAND	YVES	MICA CAPITAL INC.	2019-12-01
CHAPUT	MANON	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2019-12-02
CHARAFEDDINE	AYAD	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2019-12-06
CHEN	MIN HONG	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2019-12-01
CHUNG	DUY AN	SERVICES EN PLACEMENTS PEAK INC.	2019-12-01
CLOUTIER	LUCIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2019-11-30
CORRIVEAU	ALAIN	GESTION FINANCIERE ASSANTE LTEE	2019-11-29
CÔTÉ	FRANCE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2019-11-30
COURTOIS	JESSICA	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2019-11-29
CYR	PIERRETTE	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2019-12-02
DALLAIRE	HÉLÈNE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2019-11-29
DALY	ADIB	GLOBAL RESP CORPORATION/CORPORATION REEE GLOBAL	2019-12-03

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
DEBIEN	LUCIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2019-12-02
DEGUISE	ROXANNE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2019-12-02
DEMBELE	FATOUMATA	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2019-11-29
DESLANDES	CYNTHIA	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2019-11-29
DI COSTA	ALFREDO	AGF INVESTMENTS INC. / PLACEMENTS AGF INC.	2019-12-02
DUPOIS	JEAN-JACQUES	DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE INVESTISSEMENTS INC.	2019-11-25
EVANS	CHARLES	PLACEMENTS SCOTIA INC.	2019-12-02
FORA	HIDYA	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2019-12-06
GAGNON	RINO	PLACEMENTS FINANCIERE SUN LIFE (CANADA) INC.	2019-12-01
GAUDREAU	CHARLES	INVESTIA SERVICES FINANCIERS INC.	2019-12-02
GAUTHIER	STEVE	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2019-11-29
GODBOUT	JESSIKA	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2019-12-02
GOMES	LORI	PLACEMENTS CIBC INC.	2019-12-02
HASSIN	HUSSIAN	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2019-12-04
HOULE	LUCIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2019-12-03
HUOT	LOUISE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2019-12-02
IMBEAU	STEPHAN	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2019-11-29
JOLICOEUR	CELINE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2019-12-02
KALAKUTA	ALEXANDER	PLACEMENTS SCOTIA INC.	2019-03-15
KARAVELAS	ARTEMIS	PLACEMENTS SCOTIA INC.	2019-11-29
LABBÉ	MÉLANIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2019-12-03
LAFRANCE	NORMAND	DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE INVESTISSEMENTS INC.	2019-11-30
LAIB	KARIMA	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2019-12-05
LANCIAUX-VACHON	CLAIRE	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2019-12-01

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
LAPOINTE	ERIC	CI CONSEIL PRIVÉ S.E.C.	2019-12-03
LAPOINTE-MARINIER	MAXENCE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2019-12-06
LAUZON	SYLVIE	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2019-11-29
LEBLANC	ALEXANDRE-MATHIEU	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2019-12-05
LEMAY	ROXANNE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2019-12-02
LEPORE	THEA-OLIVIA	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2019-11-29
LOMBART	ELISABETH	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2019-10-15
MAHFOUDH	MOHAMED ALI	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2019-12-04
MARINEAU	GUILLAUME	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2019-11-29
MARTIN-PESANT	ANNIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2019-11-29
MC DONALD	BRAD	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2019-11-29
MONGEAU	ALEX	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2019-12-06
NAUD-LECLERC	DIANE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2019-12-02
NEVEU	HUGO	INVESTIA SERVICES FINANCIERS INC.	2019-12-03
NOËL	JULIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2019-12-03
PELLETIER	JOCELYNE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2019-11-30
PEREIRA BRODEUR	ANDRÉA	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2019-11-28
PLANTE	SYLVIE	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2019-12-03
POIRIER-LOISELLE	SYLVIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2019-12-01
PROSPERE FRANCOIS	MONAL	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2019-11-27
RAHILL	JONATHAN	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2019-12-06
RANCOURT	LYNDA	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2019-11-30
RENE	SYLVIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2019-12-02
ROQUE-MOREIRA	CARMO	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2019-12-02

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
ROSS	JOSÉE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2019-12-03
ROUQUETTE	SOPHIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2019-11-29
ROY	BEATRICE	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2019-11-29
SAVARD	ANDRÉ	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2019-11-29
SHANNON	MICHAEL	BT CROISSANCE GLOBALE	2019-11-29
SITA	DAVID	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2019-11-28
ST-PIERRE	DANIEL	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2019-12-02
SUBIRANA	ALEXANDER	LES PLACEMENTS PFSL DU CANADA LTÉE	2019-12-04
TOUCHETTE	CÉLINE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2019-12-02
TOUDAOUI	RACHID	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2019-12-04
TOULO	YASSIR	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2019-11-30
VALIQUETTE	LOUIS-ROGER	EXCEL PRIVATE WEALTH INC.	2019-11-29
VENNE	LINDA	PLACEMENTS SCOTIA INC.	2019-11-29
VÉZINA	GENEVIÈVE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2019-12-02
VIDAL	DENIS	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2019-12-03
VIEL	JEAN-GUY	INVESTIA SERVICES FINANCIERS INC.	2019-12-01
YANG	WENJIA	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2019-11-29
ZHANG	LAN XIN	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2019-12-02

Conseillers

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
DESROCHES	AMELIE	TRANS-CANADA CAPITAL INC.	2019-11-29
DOUAIRE	DIMITRI	PATRIMONICA GESTION D'ACTIFS INC. / PATRIMONICA ASSET MANagements INC.	2019-12-10

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
SHANNON	MICHAEL	BT CROISSANCE GLOBALE / BT GLOBAL GROWTH INC.	2019-11-29

Cabinets de services financiers

Sans mode d'exercice

Liste des représentants qui ne sont plus autorisés à agir dans une ou plusieurs disciplines

Vous trouverez ci-dessous la liste des représentants dont au moins l'une des disciplines mentionnées à leur certificat de l'Autorité est sans mode d'exercice. Par conséquent, ces individus ne sont plus autorisés à exercer leurs activités dans la ou les disciplines mentionnées dans cette liste et ce, depuis la date qui y est indiquée.

Représentants ayant régularisé leur situation

Il se peut que certains représentants figurant sur cette liste aient régularisé leur situation depuis la date de sans mode d'exercice de leur droit de pratique pour la ou les disciplines mentionnées. En effet, certains pourraient avoir procédé à une demande de rattachement et avoir récupéré leur droit de pratique dans l'une ou l'autre de ces disciplines. Dans de tels cas, il est possible de vérifier ces renseignements auprès du agent du centre de renseignements au :

Québec : (418) 525-0337
 Montréal : (514) 395-0337
 Sans frais : 1 877 525-0337.

Veillez-vous référer à la légende suivante pour consulter la liste de représentants. Cette légende indique les disciplines et catégories identifiées de 1a à 6a, et les mentions spéciales, de C et E.

Disciplines et catégories de disciplines	Mentions spéciales
1a Assurance de personnes	C Courtage spécial
1b Assurance contre les accidents ou la maladie	E Expertise en règlement de sinistre à l'égard des polices souscrites par l'entremise du cabinet auquel il rattaché
2a Assurance collective de personnes	
2b Régime d'assurance collective	
2c Régime de rentes collectives	
3a Assurance de dommages (Agent)	
3b Assurance de dommages des particuliers (Agent)	
3c Assurance de dommages des entreprises (Agent)	
4a Assurance de dommages (Courtier)	
4b Assurance de dommages des particuliers (Courtier)	

4c Assurance de dommages des entreprises (Courtier)

5a Expertise en règlement de sinistres

5b Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des particuliers

5c Expertise en règlement de sinistres en assurances de dommages des entreprises

6a Planification financière

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
100414	ARCAND, NATHALIE	6a	2019-12-05
100871	AUMAIS, MARC	2a	2019-07-25
100871	AUMAIS, MARC	1a	2019-07-25
101165	BARRÉ, LOUISE	4a	2019-12-02
101631	BEAULIEU, MARJOLAINE	3a	2019-04-30
102300	BELLE-ISLE, SANDRA	3b	2019-07-09
102470	BENSON, ROBERT	1a	2019-04-11
103574	BLOUIN, DENYSE	1a	2019-12-05
103574	BLOUIN, DENYSE	2a	2019-12-05
104346	BOUCHER, JEAN-YVES	1a	2019-04-30
104346	BOUCHER, JEAN-YVES	2b	2019-04-30
104555	BOULANGER, GILLES	1a	2019-12-05
105547	BUJOLD, ANDRÉ	5a	2019-05-31
108644	CYR, PIERRETTE	1a	2019-12-04
108644	CYR, PIERRETTE	2a	2019-12-04
110314	DIONNE, CARMEL	4a	2019-12-05
114727	GIRARD, MICHEL	5a	2019-12-05
116592	HOULE, MICHEL ROBERT	4a	2019-12-09
119240	LAPIERRE, JEAN-YVES	6a	2019-12-10
119707	LARRIVÉE, GABRIEL	1a	2019-12-05
120840	LEFEBVRE, VALÉRIE	4a	2019-12-04
124129	MONETTE, LUC	2a	2019-12-04
125584	PALARDY, PIERRE	2a	2019-12-10
125584	PALARDY, PIERRE	1a	2019-12-10
130286	SANTELLA, PASQUALE	6a	2019-12-04

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
133663	LANCIAUX-VACHON, CLAIRE	6a	2019-12-10
139913	DUBOIS, RÉAL	5a	2019-12-05
142816	RIVEST, GILLES	5a	2019-12-09
144046	ST-VIL, IGUENSE	4b	2019-12-05
144046	ST-VIL, IGUENSE	E	2019-12-05
145413	BLAIR, MARC	6a	2019-12-03
146445	DELAGRAVE, YVES	1a	2019-12-04
151008	LAUZON, SYLVIE	6a	2019-12-05
155335	BONNEAU, JÉRÉMY	1a	2019-11-05
158534	ST-ONGE, JULIE	4a	2019-12-06
163039	BOUSQUET, GINETTE	4b	2019-09-10
165872	GAGNON, RINO	1a	2019-12-04
165988	SITA, DAVID	1a	2019-12-04
168054	BROUILLETTE, SÉBASTIEN	4a	2019-12-06
169492	BRABANT, BRIGITTE	1a	2019-12-10
169492	BRABANT, BRIGITTE	6a	2019-12-10
171068	BEAULIEU, OLIVIER	4b	2019-04-10
174971	LEBRASSEUR-ARCAND, KIM	2c	2019-12-06
176184	BOURASSA, MARTINE	1a	2019-07-10
177162	MANE, LASSANA	6a	2019-12-10
177776	POISSANT, MARTIN	1a	2019-12-09
177776	POISSANT, MARTIN	4a	2019-12-09
181316	SUBIRANA, ALEXANDER	1a	2019-12-04
195459	GREEN, CHARLES	1a	2019-12-04
196657	BLAIS-DENIS, CATHERINE	3b	2019-05-27
197499	BILODEAU, KEVIN	1a	2019-12-03
197645	MÉNARD, NICOLAS	2b	2019-12-10
198936	BABAN, ANCA	6a	2019-12-10
201006	STIUCA, OLGA	1a	2019-12-06
201061	ARSENAULT, EMILIE	2c	2019-12-09
201805	BEAUDRY, ALEXANDRA	6a	2019-12-06
201805	BEAUDRY, ALEXANDRA	1a	2019-12-06
203614	MAMERI, MEZIANE	1a	2019-12-10
205730	FILLION LAPOINTE, MAXIME	1a	2019-12-10
206451	BRASSARD, PIERRE	1a	2019-06-21

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
206651	ABOU CHROUCH, JEAN PIERRE	1a	2019-12-09
207709	BONNEAU-LAROSE, KYME	4a	2019-12-10
208268	THERIAULT, LUDVIG GUILLAUME	1b	2019-12-10
208530	SYLVESTRE-BERNIER, AUDREY	3b	2019-12-10
208626	MOUGHABGHAB, ANNA-MARIA	3b	2019-12-06
209148	RENE, CHRISTINE	4b	2019-12-05
210386	SHAMASH, KENNETH	1a	2019-12-05
211518	TALHA, ISSAM	1a	2019-12-10
212878	CAUMARTIN, PIER-ALEXANDRE	1a	2019-12-04
212908	BINETTE, MARTIN	2b	2019-08-19
213132	BOURAOUDA, ABDEL-KABIR	6a	2019-03-27
214046	VILSAINT, JOSEPH	4b	2019-12-06
214898	LAPALME, JENNY	4a	2019-12-05
215147	BERGERON, JULIE	4c	2019-11-20
215767	CADETE, VOLTAIRE GONZAG	1a	2019-12-09
216294	BOURQUE, VALERIE	1a	2019-09-05
216647	BELANGER, VICKY	4a	2019-12-09
217013	DOYON, MATHIEU	1a	2019-12-04
218833	BATHILY, AMADOU	1a	2019-12-09
219684	ARCHAMBAULT, DANYEL	5a	2019-12-03
220673	FERREIRA, PEDRO	1b	2019-12-06
222126	ROY, BEATRICE	6a	2019-12-04
222126	ROY, BEATRICE	1a	2019-12-04
224352	FORTIN, SARAH	1b	2019-12-09
224521	CASSELMAN, CHRISTOPHER	1a	2019-12-04
224622	FORTIER, DANY-LEE	1b	2019-12-04
224644	PERRON, SEAN	4b	2019-12-04
224960	CENE, RICHARD	1a	2019-12-09
226270	AUDET, SAMUEL	1a	2019-05-03
226622	BEAUCHAMP, BENOIT	4b	2019-12-04
227116	BOLDUC, JULIE	1a	2019-12-09
227613	NOEL, FANNIE-OCEANE	1a	2019-12-06
228095	LAROUCHE, VALERIE	5b	2019-12-05
228672	BEAULIEU, MARCO	1a	2019-11-14
228802	LANDRY, JESSICA	5b	2019-12-06

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
229691	AUJLA, SAMANDEEP KAUR	1b	2019-12-05
230077	BOULIANNE, ROBBY	1a	2019-10-25
230287	SINGH, GURVINDER	1a	2019-12-05
231225	COUTURIER, STÉPHANIE	4b	2019-12-05

3.5 MODIFICATION AUX REGISTRES DES INSCRITS

3.5.1 Les cessations de fonctions d'une personne physique autorisée, d'une personne désignée responsable, d'un chef de la conformité ou d'un dirigeant responsable

Aucune information.

3.5.2 Les cessations d'activités

Aucune information.

3.5.3 Les ajouts concernant les personnes physiques autorisées, les personnes désignées responsables, d'un chef de la conformité ou d'un dirigeant responsable

Courtiers

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date
CORPORATION FIERA CAPITAL / FIERA CAPITAL CORPORATION	DI STEFANO	THOMAS	2019-12-10

Conseillers

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date
CORPORATION FIERA CAPITAL / FIERA CAPITAL CORPORATION	DI STEFANO	THOMAS	2019-12-10

Gestionnaire

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date
CORPORATION FIERA CAPITAL / FIERA CAPITAL CORPORATION	DI STEFANO	THOMAS	2019-12-10

3.5.4 Les nouvelles inscriptions

Cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet	Nom du dirigeant responsable	Disciplines	Date d'émission
-------------	----------------	------------------------------	-------------	-----------------

Inscription	Nom du cabinet	Nom du dirigeant responsable	Disciplines	Date d'émission
604010	SERVICES FINANCIERS KEYONG INC./KEYONG FINANCIAL SERVICES INC.	Ke Yong Pan	Assurance de personnes	2019-12-04
604014	9405-5530 QUÉBEC INC.	Mathieu Marcil	Assurance de personnes Planification financière	2019-12-05
604016	9355-8005 QUÉBEC INC.	François Paradis	Assurance de personnes	2019-12-06
604018	POULIN BERNIER GESTION DE PATRIMOINE INC.	Vincent Poulin-Bernier	Assurance de personnes	2019-12-06
604022	MOORE WRINN FINANCIAL GROUP INC.	Michael Vincent	Assurance de personnes	2019-12-10
604024	9399-1420 QUÉBEC INC.	Claude Ainsley	Assurance de personnes	2019-12-10

3.6 AVIS D'AUDIENCES

RÔLE DES AUDIENCES DE LA CHAMBRE DE LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE (CSF) - DÉCEMBRE 2019

Partie intimée	N° du dossier	Membres	Date / heure	Lieu	Nature de la plainte	Type d'audition
ZAHIR AHMED FANCY 111944	CD00-1109	M ^e George R. Hendy, Président Mme Dyan Chevrier, A.V.A., Pl.Fin. M. Antonio Tiberio	4 décembre 2019 à 9h30 9 décembre 2019 à 9h30 10 décembre 2019 à 9h30 11 décembre 2019 à 9h30	Chambre de la sécurité financière 2000, avenue McGill College, 12 ^e étage, Montréal (Québec) H3A 3H3 Centre Mont-Royal 2200, rue Mansfield, Montréal (Québec) H3A 3R8 Chambre de la sécurité financière 2000, avenue McGill College, 12 ^e étage, Montréal (Québec) H3A 3H3	Appropriation de fonds pour fins personnelles Non-paiement à l'assureur des sommes perçues Falsification ou contrefaçon de documents Opération non autorisée Fournir de faux renseignements à l'assureur Ne pas avoir effectué un dépôt dans un compte séparé	Culpabilité
MICHEL MICHAUD 123868	CD00-1387	M ^e Lysane Cree, Présidente M. Stéphane Prévost, A.V.C. M. Éric Bolduc	3 décembre 2019 à 9h30	Tribunal administratif du travail (CRT) 900 boul. René-Lévesque Est, 5 ^e étage, Québec (Québec) G1R 6C9	Entrave au travail des organismes d'autoréglementation Divulgence des renseignements personnels et confidentiels	Culpabilité et sanctions

GUY LAMPRON 118869	CD00-1340 CD00-1347	M ^e Marco Gaggino, Président M. Sylvain Jutras, A.V.C., Pl. Fin. M. Frédérick Scheidler	4 décembre 2019 à 9h30 5 décembre 2019 à 9h30	Cour d'appel du Québec 100, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 4B6 Centre Mont-Royal 2200, rue Mansfield, Montréal (Québec) H3A 3R8	CD00-1340 Avoir autorisé une personne à exercer dans des disciplines sans détenir le certificat requis Avoir témoigné de la signature d'un consommateur hors de sa présence CD00-1347 Infraction pénale ou criminelle ayant un lien avec la profession	Culpabilité
FRANÇOIS VEILLEUX 133957	CD00-1338	M ^e Lysane Cree, Présidente M. Denis Petit, A.V.A. M. Robert Chamberland, A.V.A.	9 décembre 2019 à 9h30	Tribunal administratif du Québec 575, rue Jacques-Parizeau, Québec (Québec) G1R 5R4	Défaut d'exercer ses activités avec intégrité, honnêteté, loyauté, compétence, professionnalisme, bonne foi et équité Avoir témoigné de la signature d'un consommateur hors de sa présence Avoir déclaré faussement avoir agi à titre de représentant	Culpabilité et sanctions
ÉRIC MARCHANT 152586	CD00-1382	M ^e Marco Gaggino, Président M. Adélar Berger, A.V.C., Pl. Fin. M. Stéphane Prévost, A.V.C.	12 décembre 2019 à 9h30	Chambre de la sécurité financière 2000, avenue McGill College, 12 ^e étage, Montréal (Québec) H3A 3H3	Entrave au travail des organismes d'autoréglementation	Culpabilité et sanctions

ANDRÉ LOISEL 121965	CD00-1344	M ^e Madeleine Lemieux, Présidente M ^{me} Dominique Vaillancourt M. Kaddis Sidaros, A.V.A.	16 décembre 2019 à 9h30 18 décembre 2019 à 9h30	Chambre de la sécurité financière 2000, McGill College, 12 ^e étage, Montréal (Québec) H3A 3H3	Défaut d'exercer ses activités avec professionnalisme Méthodes de concurrence et de sollicitation ou représentations déloyales, indignes, non objectives ou immodérées Conduite indigne, non discrète, non objective ou immodérée	Culpabilité
PIERRE-PHILIPPE MORIN 124506	CD00-1362	M ^e Claude Mageau, Président M. Shirtaz Dhanji, A.V.A., Pl. Fin. M. Frédérick Scheidler	17 décembre 2019 à 9h30	Chambre de la sécurité financière 2000, avenue McGill College, 12 ^e étage, Montréal (Québec) H3A 3H3	Falsification ou contrefaçon de signature Défaut d'exercer ses activités avec compétence et professionnalisme Avoir fait signer un document en blanc à son client	Culpabilité
OUAFA CHAMMAKHI 175775	CD00-1376	M ^e Madeleine Lemieux, Présidente M. Clément Blais M ^{me} Sylvie Di Pietro	19 décembre 2019 à 9h30 20 décembre 2019 à 9h30	Chambre de la sécurité financière 2000, avenue McGill College, 12 ^e étage, Montréal (Québec) H3A 3H3	Falsification ou contrefaçon de documents Avoir fait signer un document en blanc à son client	Culpabilité

3.7 DÉCISIONS ADMINISTRATIVES ET DISCIPLINAIRES

Aucune information.

3.7.1 Autorité

Aucune information.

3.7.2 TMF

Les décisions prononcées par le Tribunal administratif des marchés financiers (anciennement « Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières » et « Bureau de décision et de révision ») sont publiées à la section 2.2 du Bulletin.

3.7.3 OAR

Veillez noter que les décisions rapportées ci-dessous peuvent faire l'objet d'un appel, selon les règles qui leur sont applicables.

3.7.3.1 Comité de discipline de la CSF

COMITÉ DE DISCIPLINE

CHAMBRE DE LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

N° : CD00-1384

DATE : 20 novembre 2019

LE COMITÉ :	M ^e Claude Mageau	Président
	M. BGilles Lacroix, A.V.C., Pl. Fin.	Membre
	M. Alain Legault	Membre

SYNDIC DE LA CHAMBRE DE LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE

Partie plaignante

c.

KEVIN TURGEON, représentant de courtier en épargne collective (numéro de certificat 133524, BDNI 1812851)

Partie intimée

DÉCISION SUR CULPABILITÉ ET SANCTION

[1] Le 23 octobre 2019, le comité de discipline de la Chambre de la sécurité financière (le « comité ») s'est réuni au siège social de la Chambre, sis au 2000, avenue McGill College, 12^e étage, à Montréal, pour procéder à la plainte portée contre l'intimé le 18 juin 2019, ainsi libellée :

CD00-1384

PAGE : 2

LA PLAINTÉ

1. À Magog, district de St-François, le ou vers le 19 novembre 2013, l'intimé a présenté une fausse réclamation de dommage à son assureur Industrielle Alliance, assurance auto et habitation Inc. en lien avec le vol de son véhicule automobile alors qu'il était rattaché au cabinet Industrielle Alliance, Assurance et services financiers Inc., contrevenant ainsi à l'article 6 *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière*.

[reproduction intégrale]

[2] Le plaignant était représenté par M^e Vincent Grenier-Fontaine et l'intimé, qui était présent, n'était pas représenté.

PLAIDOYER DE CULPABILITÉ

[3] Préalablement à l'audience, l'intimé avait informé le comité et le procureur du plaignant de son intention d'enregistrer un plaidoyer de culpabilité sous l'unique chef d'infraction de la plainte disciplinaire.

[4] Lors de l'audience, l'intimé confirma son intention d'enregistrer un tel plaidoyer et après s'être assuré qu'il comprenait que, par son plaidoyer de culpabilité, il reconnaissait les gestes reprochés et que ceux-ci constituaient une infraction déontologique pour laquelle il serait sanctionné, le comité prit acte de son plaidoyer de culpabilité et demanda au procureur du plaignant de lui présenter un bref sommaire des faits en l'espèce.

[5] Ce dernier déposa, de consentement avec l'intimé, un cahier contenant les pièces P-1 à P-5, dont l'attestation de pratique de l'intimé, démontrant que celui-ci, au moment des faits reprochés, était bien détenteur d'un certificat en assurance de personnes donnant ainsi compétence au comité.

[6] Le procureur du plaignant fit une brève présentation des faits reprochés, après quoi, le comité déclara l'intimé coupable du chef d'infraction unique de la plainte pour avoir contrevenu à l'article 6 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière*.

CD00-1384

PAGE : 3

LES FAITS

[7] Le ou vers le 19 novembre 2013, alors que l'intimé était représentant en assurance de personnes pour Industrielle Alliance, Assurance et services financiers Inc. (« Industrielle Alliance »), à Magog, il a présenté une fausse déclaration de dommage à son assureur Industrielle Alliance, Assurance auto et habitation (« IAAH ») en lien avec le vol de son véhicule automobile.

[8] En fait, l'intimé a alors faussement déclaré avoir été victime du vol de son ordinateur et d'une tablette électronique, lesquels se trouvaient à l'intérieur du véhicule volé, lui permettant ainsi d'obtenir une compensation supplémentaire de 1 072 \$ de l'IAAH.

[9] Le vol de la voiture aurait eu lieu le 19 novembre 2013, mais suite à une dénonciation faite à Industrielle Alliance le 5 février 2018, soit plus de quatre (4) ans après les faits, une enquête interne a été effectuée par Industrielle Alliance concernant une allégation du vol prémédité de la voiture de l'intimé de même qu'une fausse déclaration de sa part quant au vol de son ordinateur et d'une tablette électronique.

[10] L'enquête interne d'Industrielle Alliance a déterminé que la déclaration de l'intimé à l'assureur concernant le vol de son ordinateur et de la tablette électronique était fausse, mais cette enquête n'a pas conclu que l'intimé avait prémédité le vol de sa voiture, celui-ci ayant nié cette allégation lors de ses entrevues avec les enquêteurs de son employeur.

[11] L'enquête a cependant déterminé que l'intimé avait donné des versions contradictoires quant aux circonstances du vol de sa voiture.

[12] Suite à ladite enquête, le 2 avril 2018, Industrielle Alliance mit fin au contrat de représentant qui la liait à l'intimé depuis le 13 octobre 2006¹.

¹ Pièce P-5.

CD00-1384

PAGE : 4

[13] Par la suite, l'intimé répondit aux questions de l'enquêtrice du plaignant et admit avoir fait une fausse déclaration quant au vol de son ordinateur et de sa tablette électronique.

[14] La plainte disciplinaire fut émise le 18 juin 2019 et l'intimé informa immédiatement le secrétariat du comité de son intention de plaider coupable à l'infraction reprochée.

[15] Les gestes commis par l'intimé en l'espèce n'étaient pas des gestes posés dans l'exercice de ses activités de représentant, mais ils constituent néanmoins un manquement déontologique, car ils sont liés à l'exercice de la profession².

[16] D'ailleurs, la Cour d'appel a déjà statué que même les gestes de la vie privée peuvent être considérés des manquements déontologiques s'ils sont liés à la profession :

« [43] À mon avis, le fondement de la responsabilité disciplinaire du professionnel réside dans les actes posés à ce titre tels qu'ils peuvent être perçus par le public. Les obligations déontologiques d'un ingénieur doivent donc s'apprécier *in concreto* et ne sauraient se limiter à la sphère contractuelle; elles la précèdent et la transcendent. Sinon, ce serait anéantir sa responsabilité déontologique pour tous les actes qu'il pose en dehors de son mandat, mais dans l'exécution de ses activités professionnelles et, de ce fait, circonscrire de façon indue la portée d'une loi d'ordre public qui vise la protection du public.

[44] La faute disciplinaire professionnelle est liée à l'exercice de la profession (*Ingénieurs (Corp. Professionnelle des) c. Lévy*, [1991] D.D.C.P. 278 (T.P.); *Béliveau c. Comité de discipline du Barreau du Québec*, précité; Sylvie POIRIER, "La plainte disciplinaire", (1999) 122 *Développements récents en droit professionnel et disciplinaire*, Cowansville, Yvon Blais, 17, à la p. 31; André POUPART, "État de la question" dans *Le contentieux disciplinaire sous le Code des professions*, Barreau du Québec, Formation permanente, Montréal, 1978 aux p. 32-33). Lorsque ce lien existe, il peut même arriver que la faute inclue "des actes de sa vie privée dans la mesure où ceux-ci sont suffisamment liés à l'exercice de la profession et causent un scandale [portant] atteinte à la dignité" de celle-ci (Jacques BEAULNE, "Déontologie et faute disciplinaire professionnelle", (1987) 89 R. du N. 673, à la p. 685, no 81; Jean SAVATIER, *La profession libérale, Étude juridique et pratique*, Paris, L.G.D.J., 1947 à la p. 125). Il en va autrement de la responsabilité contractuelle du professionnel. Son fondement réside dans le contrat qui le lie à son client et qu'il faut nécessairement qualifier et interpréter pour

² *Riendeau c. Deschamps*, 2018 QCCQ 5663 (CanLII), paragr. 58-60.

CD00-1384

PAGE : 5

cerner les obligations contractées (Eric DUNBERRY, "La responsabilité des professionnels" dans *La construction au Québec : perspectives juridiques*, sous la direction d'Olivier F. KOTT et de Claudine ROY, Montréal, Wilson & Lafleur, 1998, p. 461, à la p. 535).³ [l'italique est de l'auteur, nos soulignés]

REPRÉSENTATIONS DU PLAIGNANT

[17] Le procureur du plaignant, après avoir révisé les pièces résumant les faits du présent dossier, suggéra au comité qu'une radiation temporaire pour une période d'un (1) an de même que la publication aux frais de l'intimé d'un avis de la décision à venir et le paiement des déboursés soient ordonnés par le comité.

[18] À titre de facteur aggravant, celui-ci énuméra les éléments suivants :

- Les gestes reprochés à l'intimé sont au cœur de l'activité de représentant et liés à l'exercice de la profession;
- Le caractère malhonnête des gestes posés;
- Un enrichissement de la part de l'intimé pour approximativement 1 000 \$;
- Le bris de confiance entre l'intimé, son employeur et son assureur.

[19] À titre de facteur atténuant, il énuméra les éléments suivants :

- Aucun antécédent disciplinaire;
- Plaidoyer de culpabilité à la première opportunité;
- Collaboration avec l'enquêteuse du plaignant;
- Congédiement de l'intimé;
- Fin de la carrière de l'intimé à titre de représentant.

³ *Tremblay c. Dionne*, 2006 QCCA 1441 (CanLII), paragr. 43-44.

CD00-1384

PAGE : 6

[20] Pour motiver sa recommandation, le procureur du plaignant référé aux décisions du comité rendues dans les affaires *Jacob*, *Labelle-Desbiens* et *Magueny*⁴.

[21] Plus particulièrement, il référé à la décision du comité rendue dans *Magueny*⁵, où comme en l'espèce, il s'agissait d'un geste isolé et où une radiation temporaire d'un (1) an avait été ordonnée à l'intimé, ce qui, selon le procureur du plaignant, lui apparaissait une sanction raisonnable.

REPRÉSENTATIONS DE L'INTIMÉ

[22] L'intimé a été assermenté et a témoigné devant le comité.

[23] Il expliqua tout d'abord qu'actuellement, il est toujours inscrit comme conseiller en épargne collective.

[24] Il fait l'objet d'une ordonnance de supervision par l'Autorité des marchés financiers pour une période de deux (2) ans, devant se terminer en septembre 2020.

[25] Il expliqua que les gestes reprochés à la plainte disciplinaire ont, en fait, mis fin à sa carrière de représentant, et ce, même s'il avait toujours été respectueux envers ses clients et qu'il n'avait jamais eu de plainte contre lui antérieurement.

[26] Il considère que sa carrière est terminée et qu'une radiation suite à la plainte disciplinaire portée contre lui à l'effet qu'il a fait une fausse déclaration à l'assureur, fait en sorte qu'il ne pourra plus jamais poursuivre honorablement sa carrière.

[27] Compte tenu de ce qui précède, il n'a pas l'intention de continuer à œuvrer dans l'industrie, car il considère qu'il y est maintenant *persona non grata*.

⁴ *Chambre de la sécurité financière c. Jacob*, 2015 QCCDCSF 45 (CanLII); *Chambre de la sécurité financière c. Labelle-Desbiens*, 2018 QCCDCSF 4 (CanLII); *Chambre de la sécurité financière c. Magueny*, 2018 QCCDCSF 54 (CanLII).

⁵ *Chambre de la sécurité financière c. Magueny*, *id.*

CD00-1384

PAGE : 7

[28] Il a donc perdu ce qu'il avait bâti pendant vingt (20) ans et il sait que la dénonciation faite auprès d'Industrielle Alliance quatre (4) ans après les faits, était celle de sa conjointe, alors qu'ils étaient en instance de divorce.

[29] Il est âgé de quarante-trois (43) ans et est issu d'une famille qui a toujours été impliquée dans la finance.

[30] Il déclara au comité qu'il comprend qu'une radiation d'un (1) an semble être la norme et que la demande faite par le procureur du plaignant n'est pas exagérée, mais considère tout de même qu'il a déjà payé grandement pour son erreur de jugement en ayant été congédié par Industrielle Alliance.

[31] Relativement à la somme de 1 072 \$ obtenue pour la fausse déclaration du vol de son ordinateur et de sa tablette électronique, il mentionna qu'il ne l'a pas remboursée à l'assureur, celui-ci ne l'ayant finalement pas réclamée.

[32] Enfin, il déclara qu'il avait été suffisamment sanctionné, mais que de toute façon, il est découragé de toute la situation et fatigué de se battre et que pour lui, sa présence dans l'industrie est chose du passé.

[33] Il indiqua au comité qu'il était d'accord pour qu'une ordonnance de notification par courriel de la décision sur sanction soit émise afin de limiter les frais.

ANALYSE ET MOTIFS

[34] Le procureur du plaignant a recommandé au comité qu'une radiation temporaire d'un (1) an soit ordonnée à l'intimé avec la publication d'un avis de la décision aux frais de l'intimé, de même qu'il soit condamné au paiement des déboursés conformément à l'article 151 du *Code des professions*.

[35] L'intimé, quant à lui, considère qu'il s'agit d'une sanction sévère pour une erreur de jugement, qui a déjà mis fin à sa carrière de représentant.

CD00-1384

PAGE : 8

[36] Cependant, l'intimé reconnaît que la proposition faite par le plaignant semble être conforme aux précédents existant en la matière.

[37] L'intimé a maintenant plus de vingt (20) années d'expérience à titre de représentant.

[38] Il qualifie d'erreur de jugement ces gestes commis il y a plus de cinq (5) ans et considère qu'ils ont brisé à jamais sa carrière dans l'industrie.

[39] Il a témoigné franchement devant le comité et il est bien réaliste que ses gestes posés de même que la sanction qui lui sera ordonnée feront en sorte qu'il lui sera impossible de pouvoir continuer sa carrière dans l'industrie, sa réputation étant à jamais entachée.

[40] Le comité compatit beaucoup avec la situation de l'intimé qui regrette évidemment le geste posé.

[41] Néanmoins, cette fausse déclaration faite par l'intimé a été faite alors qu'il avait plus de quinze (15) années d'expérience comme représentant et elle dénote un manque flagrant de probité et de jugement de sa part.

[42] De plus, le comité constate que lors de son interrogatoire par les services d'enquête d'Industrielle Alliance, l'intimé a donné des versions contradictoires, admettant seulement lors de la deuxième entrevue qu'il avait effectivement fait une fausse déclaration quant au vol de son ordinateur et de sa tablette électronique, mais niant qu'il avait planifié le vol de son auto, tel qu'allégué à la dénonciation reçue par Industrielle Alliance.

[43] Aussi, tel qu'il appert de la preuve documentaire, l'intimé a bénéficié d'un remboursement pour une valeur de 1 072 \$ correspondant à la valeur des objets faussement déclarés volés.

CD00-1384

PAGE : 9

[44] L'intimé, lors de son témoignage devant le comité, a mentionné qu'il n'avait pas remboursé ladite somme, laquelle n'a finalement pas été réclamée par Industrielle Alliance suite à des discussions qu'il avait eues à ce sujet avec cette dernière.

[45] Malgré l'existence des facteurs atténuants existant en faveur de l'intimé et énoncés par le procureur du plaignant et de la teneur de son témoignage à l'effet que, selon lui, sa carrière a été brisée par cette erreur de jugement, la gravité objective des infractions reprochées à l'intimé demeure indéniable.

[46] L'intimé a abusé de la confiance existant entre lui et son employeur de même qu'avec son assureur, qui fait partie de la même organisation.

[47] Le plaignant suggère une radiation temporaire d'un (1) an et le comité est d'accord avec cette recommandation.

[48] En effet, l'intimé a fait montre de préméditation dans la commission des gestes reprochés, lesquels, sans contredit, ternissent grandement l'image de la profession lorsque, comme en l'espèce, un représentant en assurance de personnes fait une fausse déclaration pour obtenir une indemnité d'assurance de son assureur.

[49] Cette situation est choquante, ne peut être tolérée et doit être dénoncée.

[50] Un tel comportement doit être sanctionné par une radiation, étant donné que les membres de l'industrie doivent comprendre que de tels gestes ne peuvent être tolérés.

[51] De plus, en l'espèce, l'intimé avait une intention frauduleuse et a profité de son employeur et de son assureur.

CD00-1384

PAGE : 10

[52] Aussi, compte tenu que les sanctions doivent être déterminées en fonction des faits propres à l'espèce, après avoir soupesé ceux-ci ainsi que les facteurs objectifs et subjectifs soumis, le comité est d'opinion que la condamnation de l'intimé à une radiation temporaire d'un (1) an est juste et raisonnable.

[53] En fait, cette radiation temporaire est adaptée à l'infraction et ainsi tout à fait respectueuse des principes d'exemplarité et de dissuasion.

[54] Le comité ordonnera aussi la publication d'un avis de la décision aux frais de l'intimé conformément à l'article 156 (7) du *Code des professions* et il le condamnera aussi au paiement des déboursés conformément à l'article 151 dudit code.

[55] Enfin, vu le consentement de l'intimé à être notifié de la présente décision par courrier électronique, le comité permettra la notification de cette décision par moyen technologique.

PAR CES MOTIFS, LE COMITÉ DE DISCIPLINE :

PREND ACTE de nouveau du plaidoyer de culpabilité de l'intimé sous l'unique chef d'infraction contenu dans la plainte disciplinaire;

RÉITÈRE la déclaration de culpabilité de l'intimé sous l'unique chef d'infraction de la plainte disciplinaire pour avoir contrevenu à l'article 6 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (RLRQ, c. D-9.2, r.3);

ET STATUANT SUR LA SANCTION :

ORDONNE sous l'unique chef d'infraction, la radiation temporaire de l'intimé pour une période d'un (1) an pour avoir contrevenu à l'article 6 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (RLRQ, c. D-9.2, r.3);

CD00-1384

PAGE : 11

ORDONNE au secrétaire du comité de faire publier, aux frais de l'intimé, un avis de la présente décision dans un journal circulant dans les lieux où ce dernier a eu son domicile professionnel ou dans tout autre lieu où il a exercé ou pourrait exercer sa profession conformément aux dispositions de l'article 156 (7) du *Code des professions* (RLRQ, c. C-26);

CONDAMNE l'intimé au paiement des déboursés conformément aux dispositions de l'article 151 du *Code des professions* (RLRQ, c. C-26);

PERMET la notification de la présente décision aux parties par moyen technologique conformément à l'article 133 du *Code de procédure civile* (RLRQ, c. C-25.01), à savoir par courrier électronique.

(s) Me Claude Mageau

M^e CLAUDE MAGEAU
Président du comité de discipline

(s) BGilles Lacroix

M. BGILLES LACROIX, A.V.C., Pl. Fin.
Membre du comité de discipline

(s) Alain Legault

M. ALAIN LEGAULT
Membre du comité de discipline

M^e Vincent Grenier-Fontaine
CDNP AVOCATS INC.
Avocats du plaignant

L'intimé était présent et se représentait seul.

Date d'audience : 23 octobre 2019

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL SIGNÉ

COMITÉ DE DISCIPLINE CHAMBRE DE LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

N° : CD00-1381

DATE : 24 novembre 2019

LE COMITÉ :	M ^e Madeleine Lemieux	Présidente
	M ^{me} Dyan Chevrier, A.V.A., Pl. Fin.	Membre
	M ^{me} Diane Bertrand, Pl. Fin.	Membre

**ALAIN GALARNEAU, ÈS QUALITÉS DE SYNDIC AD HOC DE LA CHAMBRE
DE LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE**

Partie plaignante

c.

GUAN XIONG WANG (numéro de certificat 216395, BDNI 3493211)

Partie intimée

DÉCISION SUR CULPABILITÉ ET SANCTION

[1] Le plaignant a déposé une plainte contre l'intimé qui comprend un seul chef d'accusation qui se lit comme suit :

CD00-1381

PAGE : 2

LA PLAINTÉ

« À Montréal, entre les ou vers les 12 janvier et 9 février 2017, l'intimé n'a pas agi avec intégrité et compétence en se livrant à de la cavalerie de chèques (kiting) pour s'octroyer à plusieurs reprises du crédit à l'insu de son employeur, contrevenant ainsi à l'article 14 du *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières* (RLRQ, c. D-9.2, r.7.1). »

[2] L'intimé était présent lors de l'audition de la plainte et n'était pas représenté.

Il a plaidé coupable au chef d'accusation contenu dans la plainte.

[3] Le Comité a vérifié que l'intimé comprenait bien à la fois la nature de l'accusation portée contre lui et le sens et la portée d'un tel plaidoyer. Le Comité l'a déclaré coupable, séance tenante, d'avoir contrevenu à l'article 14 du *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières*.

LES FAITS

[4] L'intimé est inscrit comme représentant de courtier pour un courtier en épargne collective du 7 novembre 2016 au 21 février 2017.

[5] Au moment des événements, l'intimé est à l'emploi de Placement CIBC à titre de représentant en services financiers. Il avait débuté son emploi à la CIBC à l'automne 2016. Il a 28 ans.

CD00-1381

PAGE : 3

[6] L'intimé a été congédié le 21 février 2017 suite aux événements qui ont donné lieu à la plainte disciplinaire dont le Comité est saisi. Il n'aura donc travaillé comme représentant que quelques mois.

[7] La preuve produite par le syndic révèle qu'en janvier et février 2017, l'intimé s'est livré à de la cavalerie de chèques à au moins 10 reprises.

[8] L'intimé a tiré des chèques du compte qu'il détenait à la CIBC alors qu'il savait qu'il n'y avait pas suffisamment d'argent dans le compte pour couvrir les chèques. Il déposait immédiatement ces chèques dans le compte de banque qu'il détenait à la Banque Royale et les retirait aussitôt.

[9] L'intimé était en attente d'argent provenant de sa famille et comptait que cet argent arrive assez rapidement pour renflouer son compte à la CIBC avant l'expiration des délais de compensation. L'intimé, bien au fait de ces délais, en profitait pour s'octroyer ainsi du crédit pendant les délais de compensation, et ce, à l'insu de la banque.

[10] L'analyse des relevés bancaires et l'examen des chèques produits par le plaignant démontrent qu'à quatre reprises l'argent qu'il attendait de sa famille n'est pas arrivé aussi rapidement qu'il ne l'avait anticipé. Les chèques tirés de son

CD00-1381

PAGE : 4

compte CIBC et déposés dans son compte de la Banque Royale ont entraîné des découverts dans son compte CIBC.

[11] C'est à la suite d'une enquête interne effectuée par la CIBC que les activités de cavalerie de chèques de l'intimé sont découvertes et que Placement CIBC le congédie.

[12] Aucun client ni aucune institution financière n'a subi de pertes financières suite aux actes de l'intimé.

LA SANCTION

[13] Le syndic recommande au Comité d'imposer à l'intimé une radiation temporaire de cinq ans.

[14] La jurisprudence est unanime pour qualifier de grave ou même très grave l'infraction commise par l'intimé¹.

¹ *Chambre de la sécurité financière c. Dutilly*, 2018 QCCDCSF 84;
Chambre de la sécurité financière c. Umulisa, 2018 QCCDCSF 45;
Chambre de la sécurité financière c. Voyer-Sirois, 2018 QCCDCSF 2.

CD00-1381

PAGE : 5

[15] Il s'agit d'une infraction assimilée à de l'appropriation de fonds puisque l'intimé a utilisé des fonds appartenant à la banque sans autorisation à onze reprises.

[16] Il y a donc gravité objective de la faute, et ce, malgré l'intention de rembourser. Il s'agit d'une conduite contraire aux exigences d'intégrité et d'honnêteté prévues à l'article 14 du *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières*.

[17] Au moment des infractions, l'intimé avait 28 ans et avait peu d'expérience à titre de représentant. Toutefois, l'intimé savait que ce qu'il faisait n'était pas « correct », mais il a de toute évidence sous-estimé la gravité de ses gestes.

[18] L'intimé a collaboré à l'enquête du syndic, reconnu les faits et plaidé coupable à la première occasion. L'absence d'antécédents disciplinaires est un facteur neutre vu la très courte période d'inscription à titre de représentant. Le Comité est d'accord avec le syndic que le risque de récidive est faible.

[19] L'examen de la jurisprudence nous indique que pour des fautes similaires, il y a toujours une période de radiation temporaire laquelle varie de deux ans à cinq ans et, dans un cas, il y a eu une radiation permanente.

CD00-1381

PAGE : 6

[20] Le Comité est d'avis que dans le présent cas, la sanction appropriée est une radiation temporaire de deux ans et voici pourquoi.

[21] Dans les décisions produites par le plaignant au soutien de sa recommandation, le Comité a imposé des radiations de cinq ans. Le Comité est toutefois d'avis que ces décisions se distinguent de la présente affaire. Le Comité constate également que dans la majorité de ces cas, l'intimé n'est pas représenté.

[22] Ainsi, dans l'affaire *Dutilly*², l'intimée s'est livrée à de la cavalerie de chèques alors qu'il avait 43 ans d'expérience; les infractions se sont échelonnées sur une période de quatre mois et elle avait eu au préalable un avertissement administratif de son employeur pour les mêmes gestes. La radiation imposée a été de cinq ans.

[23] Dans l'affaire *Umulisa*³, il y a eu 66 virements inter-institutions en deux mois et les sommes impliquées s'élevaient à 30 000,00 \$; au surplus l'intimée avait déjà été assignée à la compensation chez son employeur. Dans cette affaire le plaignant recommandait une sanction de dix ans que le Comité a jugé trop sévère; il lui a imposé une radiation de cinq ans.

² *Chambre de la sécurité financière c. Dutilly, ibid.*

³ *Chambre de la sécurité financière c. Umulisa, préc., note 1.*

CD00-1381

PAGE : 7

[24] Dans l'affaire *Voyer-Sirois*⁴, le Comité a imposé une radiation temporaire de cinq ans, mais là encore l'intimée avait une plus longue expérience à titre de représentant à savoir 27 années d'expérience.

[25] Par contre, dans l'affaire *Cloutier*⁵, le Comité a imposé une radiation temporaire de deux ans pour des événements similaires à ceux du présent dossier. L'intimé était âgé de 30 ans au moment des événements. Parmi les facteurs retenus par le Comité dans ce dossier, on note le jeune âge de l'intimé et le fait que l'infraction a été commise alors qu'il débutait sa carrière.

[26] Dans les autres décisions produites par le plaignant, les faits sont différents. Dans l'affaire *Nassif*⁶, l'intimé s'était octroyé un crédit de 15 000,00 \$ alors qu'il était directeur de succursale.

[27] Dans les affaires *Martinez-Melendez*⁷ et *Durand*⁸, les faits sont également différents de la présente affaire. Dans ces deux cas, tout comme dans l'affaire *Nassif*, les intimés ont utilisé leurs fonctions à la banque où ils travaillaient pour s'octroyer des fonds sans autorisation, ce qui n'est pas le cas dans le présent dossier.

⁴ *Chambre de la sécurité financière c. Voyer-Sirois*, préc., note 1.

⁵ *Chambre de la sécurité financière c. Cloutier*, 2017 QCCDCSF 57.

⁶ *Chambre de la sécurité financière c. Nassif*, 2019 QCCDCSF 1.

⁷ *Chambre de la sécurité financière c. Martinez-Melendez*, 2018 QCCDCSF 26.

⁸ *Chambre de la sécurité financière c. Durand*, 2017 QCCDCSF 32.

CD00-1381

PAGE : 8

[28] Comme l'écrit la Cour d'appel dans *Pigeon c. Daigneault*⁹ :

« [37] La sanction imposée par le Comité de discipline doit coller aux faits du dossier. Chaque cas est un cas d'espèce.

[38] La sanction disciplinaire doit permettre d'atteindre les objectifs suivants : au premier chef la protection du public, puis la dissuasion du professionnel de récidiver, l'exemplarité à l'égard des autres membres de la profession qui pourraient être tentés de poser des gestes semblables et enfin, le droit par le professionnel visé d'exercer sa profession (*Latulippe c. Léveillé* (Ordre professionnel des médecins), 1998 QCTP 1687 (CanLII), [1998] D.D.O.P. 311; *Dr J.C. Paquette c. Comité de discipline de la Corporation professionnelle des médecins du Québec et al*, 1995 CanLII 5215 (QC CA), [1995] R.D.J. 301 (C.A.); et *R. c. Burns*, 1994 CanLII 127 (CSC), [1994] 1 R.C.S. 656.

[39] Le Comité de discipline impose la sanction après avoir pris en compte tous les facteurs, objectifs et subjectifs, propres au dossier. Parmi les facteurs objectifs, il faut voir si le public est affecté par les gestes posés par le professionnel, si l'infraction retenue contre le professionnel a un lien avec l'exercice de la profession, si le geste posé constitue un acte isolé ou un geste répétitif, ... Parmi les facteurs subjectifs, il faut tenir compte de l'expérience, du passé disciplinaire et de l'âge du professionnel, de même que sa volonté de corriger son comportement. La délicate tâche du Comité de discipline consiste donc à décider d'une sanction qui tienne compte à la fois des principes applicables en matière de droit disciplinaire et de toutes les circonstances, aggravantes et atténuantes, de l'affaire. »

[29] En appliquant ces principes, le Comité impose une radiation temporaire de deux ans considérant notamment que personne n'a subi de pertes suite à ces

⁹ *Pigeon c. Daigneault*, 2003 CanLII 32934 (QC CA).

CD00-1381

PAGE : 9

gestes, considérant le jeune âge de l'intimé, sa très courte expérience comme représentant et le très faible risque de récidive.

[30] Le Comité retient la recommandation du syndic que cette radiation soit exécutoire dès l'expiration des délais d'appel comme le prévoit l'article 158 du *Code des professions*. La publication de l'avis de la décision sera faite à ce moment¹⁰.

POUR CES MOTIFS, LE COMITÉ DE DISCIPLINE :

PREND ACTE du plaidoyer de culpabilité de l'intimé quant au chef d'infraction unique contenu à la plainte;

RÉITÈRE la déclaration de culpabilité de l'intimé quant au chef d'infraction unique contenu à la plainte;

ET STATUANT SUR LA SANCTION :

ORDONNE quant au seul chef d'infraction, la radiation temporaire de l'intimé pour une période de deux ans;

¹⁰ *Chambre de la sécurité financière c. Boudreault*, 2015 QCCDCSF 65, par. 45.

CD00-1381

PAGE : 10

ORDONNE au secrétaire du comité de faire publier, aux frais de l'intimé, un avis de la présente décision dans un journal circulant dans le lieu où il a exercé ou pourrait exercer sa profession, conformément à ce qui est prévu à l'article 156 (7) du *Code des professions* (RLRQ, c. 26);

COMDAMNE l'intimé au paiement des déboursés conformément aux dispositions de l'article 151 du *Code des professions* (RLRQ, c. 26).

(s) Madeleine Lemieux

M^e Madeleine Lemieux
Présidente du Comité de discipline

(s) Dyan Chevrier

M^{me} Dyan Chevrier, A.V.A., Pl. Fin.
Membre du Comité de discipline

(s) Diane Bertrand

M^{me} Diane Bertrand, Pl. Fin.
Membre du Comité de discipline

M^e Alain Galarneau
POULIOT, CARON, PRÉVOST, BÉLISLE, GALARNEAU
Procureurs de la partie plaignante

L'intimé se représente lui-même.

Date d'audience : 25 octobre 2019

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL SIGNÉ

DISCIPLINARY COMMITTEE

CHAMBRE DE LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE

CANADA
PROVINCE OF QUÉBEC

NO: CD00-1281

DATE: December 5, 2019

THE COMMITTEE: Me George R. Hendy	President
Mr. BGilles Lacroix, A.V.C., Pl. Fin.	Member
Mr. Richard Charette	Member

MARC-AURÈLE RACICOT, in his capacity as assistant syndic of the Chambre de la sécurité financière

Plaintiff

v.

CHARLITO HAEL (certificate 137973, BDNI 1468871)

Respondent

DECISION REGARDING GUILT

IN ACCORDANCE WITH ARTICLE 142 OF THE *PROFESSIONAL CODE*, THE COMMITTEE RENDERS THE FOLLOWING ORDER:

- **Orders the non-disclosure, non-publication and non-release of the names of clients contemplated in the Complaint herein, as well as any information which might enable their identification.**

[1] On May 14, 15 and 16, 2018, the Disciplinary Committee of the *Chambre de la sécurité financière* (the "**Committee**") met at the head office of the *Chambre de la sécurité*

CD00-1281

PAGE : 2

financière, located at 2000 McGill College Ave., 12th floor, in Montreal, for the hearing of a disciplinary complaint (the "**Complaint**") against the Respondent, which reads as follows, once translated to English¹:

THE AMENDED COMPLAINT

As regards C.A.

1. In Pierrefonds, on or about May 6, 2014, the Respondent granted, unbeknownst to the insurer, a discount on the premium for the medical insurance policy (#AAAAAAA), thereby contravening section 36 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière* (CQLR, c D-9.2, r.3);
2. In Pierrefonds, on or about June 6, 2014, the Respondent misappropriated the sum of \$2,892.78, which had been entrusted to him by his client, C.A., for the payment of the premium on policy #AAAAAAA, thereby contravening section 16 of the *Act respecting the distribution of financial products and services* (CQLR, c. D -9.2), section 160 of the *Securities Act* (CQLR, chapter V-1.1) and sections 11, 17 and 35 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière* (CQLR, c D-9.2, r.3);
3. In Pierrefonds, on or about June 6, 2014, the Respondent failed to pay the premium for policy #AAAAAAA, thereby creating an absence of coverage for the insured, A.A., during the period November 30, 2014 to March 22, 2015, thereby contravening section 16 of the *Act respecting the distribution of financial products and services* (CQLR, c D-9.2) and sections 12, 24 and 35 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière* (CQLR, c D-9.2, r.3);
4. In Pierrefonds, on or about November 22, 2015, Respondent granted, unbeknownst to the insurer, a discount on the premium for the medical insurance policy #BBBBBBBB, thereby contravening section 36 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière* (CQLR, c D-9.2, r.3);
5. In Pierrefonds, on or about November 22, 2015, Respondent misappropriated the sum of \$2,900 which had been entrusted to him by his client, C.A., for the payment of the premium on policy #BBBBBBBB, thereby contravening section 16 of the *Act respecting the distribution of financial products and services* (CQLR, c D-9.2) and sections 11, 17 and 35 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière* (CQLR, chapter D-9.2, R.3);
6. In Pierrefonds, on or about November 20, 2015, Respondent did not pay the premium for policy #BBBBBBBB, thereby creating an absence of coverage for the insured, A.A., during the period November 30, 2015 to July 5, 2016, thereby contravening section 16 of the *Act respecting the distribution of financial products*

¹ The only official version of the Disciplinary Complaint is in the French language, as it was filed by the Plaintiff.

CD00-1281

PAGE : 3

and services (CQLR, c D-9.2) and sections 12, 24 and 35 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière* (CQLR, C. D-9.2, r.3);

As regards M.S.C.

7. In Pierrefonds, on or about June 2, 2015, Respondent granted, unbeknownst to the insurer, a discount on the premiums for medical insurance policies #CCCCCCCC and #DDDDDDDD, thereby contravening section 36 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière* (CQLR, chapter D-9.2, r.3);
8. In Pierrefonds, on or about June 4, 2015, Respondent misappropriated the sum of \$2,200, which had been entrusted to him by his client, M.S.C., for the payment of the premiums on insurance policies #CCCCCCCC and #DDDDDDDD, thereby contravening section 16 the *Act respecting the distribution of financial products and services* (CQLR, c. D-9.2) and sections 11, 17 and 35 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière* (CQLR, chapter D-9.2, r. 3);
9. In Pierrefonds, on or about June 4, 2015, Respondent failed to pay the premiums for insurance policies #DDDDDDDD and #EEEEEEEE, thereby creating an absence of coverage for the insured, A.K., during the period July 15, 2015 to October 23, 2016, thereby contravening section 16 of the *Act respecting the distribution of financial products and services* (CQLR, c V-1.1) and sections 12, 24 and 35 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière* (CQLR, chapter D-9.2, r.3);
10. In Pierrefonds, on or about June 4, 2015, the Respondent failed to pay the premium for policies #CCCCCCCC and #FFFFFFF, thereby creating an absence of coverage for the insured, S.P.S.C., during the period July 15, 2015 to April 21, 2017, thereby contravening section 16 of the *Act respecting the distribution of financial products and services* (CQLR, c. D-9.2) and sections 12, 24 and 35 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière* (CQLR, c D-9.2, r.3);

As regards N.S.

11. In Pierrefonds, on or about July 14, 2015, Respondent granted, unbeknownst to the insurer, a discount on the premium for medical insurance policy #GGGGGGGG, thereby contravening section 36 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière* (CQLR, c D-9.2, r.3);

As regards S.B.

12. In Pierrefonds, on or about July 22, 2015, Respondent granted, unbeknownst to the insurer, a discount on the premium for medical insurance policy #HHHHHHHH, thereby contravening section 36 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière* (CQLR, chapter D-9.2, r.3);
13. In Pierrefonds, on or about July 22, 2015, Respondent appropriated the sum of \$1,250 which had been entrusted to him by his client, S.B., for the payment of the premium for policy #HHHHHHHH, thereby contravening section 16 of the *Act respecting the distribution of financial products and services* (CQLR, c. D-9.2) and

CD00-1281

PAGE : 4

sections 11, 17 and 35 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière* (CQLR, c.D-9.2, r.3);

14. In Pierrefonds, on or about July 22, 2015 and May 24, 2016, Respondent failed to pay the premiums for policies #HHHHHHHH and #IIIIIII, thereby creating an absence of coverage between March 26 and September 22, 2016, thereby contravening section 16 of the *Act respecting the distribution of financial products and services* (CQLR, c. D-9.2) and sections 12, 24 and 35 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière* (CQLR, c. D-9.2, r.3);

As regards D.S.J.

15. In Pierrefonds, on or about September 21, 2015, Respondent misappropriated the sum of \$2,218.18, which had been entrusted to him by his client, D.S.J., for the payment of the insurance premiums for policies #JJJJJJJ and #KKKKKKK, thereby contravening section 16 of the *Act respecting the distribution of financial products and services* (CQLR, c. D-9.2) and sections 11, 17 and 35 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière* (CQLR, c. D.9.2, r.3);
16. In Pierrefonds, on or about September 21, 2015, Respondent failed to pay the premiums for policies #JJJJJJJ and #KKKKKKK, thereby creating an absence of coverage between November 1, 2015 and October 30, 2016, thereby contravening section 16 of the *Act respecting the distribution of financial products and services* (CQLR, c. D-9.2) and sections 12, 24 and 35 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière* (CQLR, c. D-9.2, r.3);

As regards E.S.

17. In Pierrefonds, on or about February 6, 2016, Respondent granted, unbeknownst to the insurer, a discount on the stipulated premiums regarding medical insurance policies #LLLLLLL and #MMMMMMM, thereby contravening section 36 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière* (CQLR, c. D-9.2, r.3);
18. In Pierrefonds, on or about February 7, 2016, Respondent misappropriated the sum of \$1,100, entrusted to him by his client, E.S., for the payment of the premiums for policies #LLLLLLL and #MMMMMMM, thereby contravening section 16 of the *Act respecting the distribution of financial products and services* (CQLR, c. D-9.2) and sections 11, 17 and 35 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière* (CQLR, c. D-9.2, r. 3);
19. In Pierrefonds, on or about February 7, 2016, Respondent failed to pay the premiums for insurance policies #LLLLLLL and #MMMMMMM, thereby creating an absence of coverage for the insureds, E.S. and L.S., during the period March 10 to July 4, 2016, thereby contravening section 16 of the *Act respecting the distribution of financial products and services* (CQLR, c. D-9.2) and sections 12, 24 and 35 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière* (CQLR, c. D-9.2, r.3);

As regards K.P.

20. In Pierrefonds, on or about March 16, 2016, Respondent granted, unbeknownst to

CD00-1281

PAGE : 5

the insurer, a discount on the premiums for medical insurance policies #NNNNNNNN and #OOOOOOOO, thereby contravening section 36 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière* (CQLR, c. D-9.2, r.3);

21. In Pierrefonds, on or about March 16, 2016, Respondent misappropriated the sum of \$3,397.89, which was entrusted to him by his client, K.P., for the payment of the premiums for insurance policies #NNNNNNNN and #OOOOOOOO, thereby contravening section 16 of the *Act respecting the distribution of financial products and services* (CQLR, c. D-9.2) and sections 11, 17 and 35 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière* (CQLR, c. D-9.2, r.3);

22. In Pierrefonds, on or about March 16, 2016, Respondent failed to pay the premiums for policies #NNNNNNNN and #OOOOOOOO, thereby creating an absence of coverage for the insureds, H.M.P. and C.H.P., during the period May 15, 2016 to May 14, 2017, thereby contravening section 16 of the *Act respecting the distribution of financial products and services* (CQLR, c. D-9.2) and sections 12, 24 and 35 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière* (CQLR, c. D-9.2, r.3);

As regards the profession

23. In Pierrefonds, between January 31 and February 17, 2017, Respondent obstructed the work of the Syndic by concealing information, thereby contravening sections 42 and 44 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière* (CQLR, c. D-9.2, r.3).

[2] During his final summation, counsel for Plaintiff sought leave to amend Count 23 by replacing the date "April 17" by "February 17", which amendment was authorized by the Committee.

[3] The Plaintiff was represented by Me Mathieu Cardinal, while the Respondent represented himself and filed a plea of not guilty.

[4] At the request of Me Cardinal, the entire trial was conducted in English to accommodate the Respondent, and the parties agreed that this decision be drafted in English.

[5] Essentially, Plaintiff alleges (in Counts 1 to 22) that, during a period of more than two years commencing in May 2014, Respondent was engaged in a scheme whereby he collected premiums for medical insurance policies from seven clients, which payments he

CD00-1281

PAGE : 6

kept for himself while not obtaining the promised insurance coverage in a timely manner (if at all), while misappropriating these clients' premium payments, which were obtained on his misrepresentation that they would benefit from a reduction in premium if they dealt through him, thereby creating situations where the persons insured were deprived of the medical insurance coverage promised to them by the Respondent. Plaintiff also alleges (Count 23) that Respondent obstructed the Syndic's investigation by concealing certain relevant information by altering a document requested by the investigator.

THE EVIDENCE

A. Plaintiff's evidence

Counts 1, 2, 3, 4, 5 and 6

[6] Plaintiff's first witness was Respondent's client, C.A., an industrial mechanic, who testified that his mother had died in January 2013 and that his father (then living in the Philippines), wanted to visit his family in Canada for one year on a tourist visa, which required (pursuant to the relevant immigration rules) the obtention of medical insurance during his stay.

[7] C.A. and his wife (A.A.) shopped around for insurance coverage and, after finding Respondent's name in a newspaper, they realized that A.A. knew Respondent as a patient at the dental clinic where A.A. was employed, and that C.A.'s sister also knew Respondent from her religious community.

[8] In early May 2014, approximately two months before the expected arrival of C.A.'s father in Canada, and while C. A. was preparing the paperwork for his father's trip to Canada, C.A. corresponded with Respondent about appropriate medical coverage, as appears from the exchange of emails filed as Exhibit P-11, which includes an email from

CD00-1281

PAGE : 7

Respondent to C.A., apparently sent on May 6, 2014, referring to a 10% discount on the premium of \$3,214.19 offered by Manulife (the "**stated premium**") for coverage of \$100,000.

[9] C.A. was told by Respondent that a 10% discount was available to Manulife employees and that he could arrange for such a discount in favour of C.A. if the cheque in payment of the premium was drawn in favour of the Respondent (see Exhibit P-8).

[10] Respondent then remitted to C.A. a document entitled "Manulife Financial Travel Insurance Confirmation" (Exhibit P-12) for policy number #AAAAAAA, which confirms the purchase and policy issue date of May 6, 2014, the agreed coverage of \$100,000, the expected arrival date in Canada of C.A.'s father on July 20, 2014, and the policy expiration date of July 19, 2015. C.A. stated that Respondent told him that the effective start date of the policy could be adjusted according to the father's actual date of arrival in Canada, based on the production of the corroborating boarding pass and Canadian visa stamp.

[11] Although there is no reference to the agreed 10% discount in Exhibit P-12, C.A. remitted (during a meeting at his home) to Respondent on May 6, 2014 a cheque in the amount \$1,446.39 (Exhibit P-13), signed by C.A.'s wife and payable to Respondent personally, representing one-half of the agreed reduced premium (\$2,892.78, mentioned in Exhibit P-11), the other 50% having been paid by cheque dated June 5, 2014 (Exhibit P-78) from the son of C.A.'s sister (L.M.), who had agreed to split the cost of the total (discounted) premium.

[12] C.A. testified that Respondent had told him the 10% discount was available only if the premium cheque was payable to Respondent's personal order. He also affirmed that Respondent did not require him to complete an application form for the insurance policy,

CD00-1281

PAGE : 8

but that he gave him a small pamphlet from Manulife (similar to Exhibit P-22) regarding the policy (with no policy number on it).

[13] C.A. testified that he expected Respondent to remit his premium cheque to Manulife and that his sister did in fact pay her share of the abovementioned premium.

[14] C.A.'s father eventually arrived in Canada on November 30, 2014, as confirmed by C.A.'s email to Respondent dated December 7, 2014 and the father's boarding pass (Exhibit P-19, pages 001107 and 001108), in which C.A. requested Respondent to "adjust the date of our insurance coverage", as had been previously understood.

[15] The same email exchange (Exhibit P-19, page 001106) shows that, on April 4, 2015, Respondent confirmed that the "expiration date of the policy was moved to Nov. 29, 2015" and that a new policy number (#11111111, Exhibit P-20) had been assigned for that coverage, but C.A. affirms that he never received a policy with that (new) number on it.

[16] C.A. claims that he never saw the "Manulife Financial Travel Insurance Confirmation" form (Exhibit P-20) referring to the replacement policy (#11111111) mentioned in Exhibit P-19, which had a policy issue date of March 4, 2015, coverage of \$100,000, an arrival date in Canada of November 30, 2014, a policy expiry date of November 29, 2015 and a total premium of \$2,322.54. Later evidence (Exhibit P-21) established that the credit card used to pay this premium (on or about April 24, 2015) belonged to Respondent's wife.

[17] Starting in early October 2015, as the first policy C.A. thought he had with Manulife (Exhibit P-12, for 12 months, with an adjusted starting date of November 29, 2014) was approaching expiration, C.A. commenced an exchange of text messages with

CD00-1281

PAGE : 9

Respondent (Exhibit P-23, which contains the text messages recorded in the respective smart phones of C.A., labelled as C-4 in Exhibit P-23, and Respondent, labelled as R-67), with a view to obtaining a renewal policy for his father.

[18] As appears from both sections of Exhibit P-23, the upshot of this exchange was that Respondent confirmed the issuance of a 12-month renewal policy (starting on November 30, 2015) for the discounted premium of \$2,900 (which discount C.A. again testified was conditional upon the payment of the premium to Respondent personally).

[19] This was confirmed by the new "Manulife Financial Travel Insurance Confirmation" (Exhibit P-24), remitted by Respondent to C.A., confirming that the new policy (#BBBBBBB) would be in force for 12 months, commencing on November 30, 2015, for a stated premium of \$3,350.70.

[20] The agreed (discounted) premium of \$2,900 was paid by way of cheque dated November 22, 2015, issued by C.A.'s wife (Exhibit P-25), payable to the Respondent, which was deposited the next day by Respondent in his personal account (Exhibit P-26), C.A. having again expected that said payment would be transmitted to the insurer.

[21] C.A. then testified that his father fell ill on the morning of April 14, 2016 and that he brought him to the emergency ward of the Jewish General Hospital, where he spent the next few days undergoing various diagnostic tests, and that he was eventually discharged on April 22, 2016, but had follow-up consultations and diagnostic testing for pancreatitis thereafter. The total cost of the treatments the father received amounted to between \$30,680 (Exhibit P-8, page 000005) and \$41,000 (Exhibit P-28, page 000155).

[22] During that period, C.A. communicated with Active Care Management ("**ACM**"), an agent of Manulife, to advise it of his father's illness and to obtain the appropriate claim

CD00-1281

PAGE : 10

forms for reimbursement of the expenses incurred pursuant to the policy (#BBBBBBBB, Exhibit P-24) which he believed had been issued pursuant to his payment to Respondent (Exhibit P-25).

[23] ACM informed C.A. on June 23, 2016 that his father's treatments were not covered because the premium for policy #BBBBBBBB had never been paid to Manulife, as appears from the chain of emails filed as Exhibit P-28. In that chain of emails between C.A., ACM and Respondent, the latter asserted on June 29, 2016 (Exhibit P-28, page 000153) that he had paid the premium (\$3,350.70) for said policy on November 24, 2015, but it appears in subsequent correspondence that he was unable to provide a copy of a cheque proving payment and, on August 8, 2016, Respondent advised ACM (Exhibit P-28, page 000155) that he had informed his professional liability insurer of the matter.

[24] On or about August 11, 2016, ACM advised C.A. that Manulife was closing its file regarding his claim for his father's medical expenses (Exhibit P-28, page 000156) and, on August 12, 2016, this was formally confirmed by ACM's letter to C.A.'s father (Exhibit P-29), which refers to total expenses claimed of \$30,679.04, as of that date and the fact that Respondent would be submitting such claim to his professional liability insurer.

[25] In his letter of complaint to the *Autorité des marchés financiers* ("**AMF**") dated December 4, 2016 (Exhibit P-8, page 000005), C.A. asserted that Respondent ultimately admitted to him that the premium for policy #BBBBBBBB (Exhibit P-24) had never been paid because of an oversight, but that his professional liability insurance policy would cover the unreimbursed medical expenses.

[26] C.A. also testified that Respondent reassured him in early August 2016 that he was still looking for proof that the premium had been paid but, that if it had not been paid, his professional liability insurer would reimburse C.A.'s expenses. However, C.A. asserts

CD00-1281

PAGE : 11

that Respondent ultimately persisted in his refusal to provide details relating to his alleged professional liability policy.

[27] In the exchange of texts between C.A. and Respondent in December 2016 (Exhibit P-23, pages 000166 and 001149), there is a reference to Ms. Frances Germain as being the representative of Respondent's professional liability insurer. C.A. testified that Ms. Germain called him sometime after December 14, 2016 to confirm whether he had filed a complaint with the AMF and that she later informed him that there would be no coverage under Respondent's professional liability policy if it were established that he had acted fraudulently in connection with the insurance coverage for C.A.'s father. C.A. never heard back from Respondent's liability insurer and he received no compensation from said insurer for Respondent's above-described conduct.

[28] On or about July 5, 2016, under pressure from C.A. to provide coverage for the remaining period until November 28, 2016 (for which C.A. had paid \$2,900 on November 22, 2015, Exhibit P-25), Respondent obtained a new policy in favour of C.A.'s father (effective on that date and terminating on November 28, 2016) from Allianz Global Assistance for hospital and medical expenses up to \$100,000, for a premium of \$1,531.51, as appears from Exhibit P-31, which was paid by an Amex credit card which apparently belonged to Respondent's wife. This policy had a deductible of \$1,000, as compared to the \$500 deductible in policy #BBBBBBBB (Exhibit P-24).

[29] As stated above, C.A. apprised the AMF of this situation by his letter dated December 4, 2016 (Exhibit P-8, page 000005), and he then applied for compensation (based on Respondent's "fraud, fraudulent tactics or embezzlement", Exhibit P-9, page 000169) by application executed on January 6, 2017, claiming the sum of \$30,679.04

CD00-1281

PAGE : 12

(Exhibit P-9, page 000170). This claim was ultimately compensated to the extent of \$29,039.45 pursuant to a judgment of the AMF dated March 15, 2018 (Exhibit P-75).

[30] Respondent's cross-examination of C.A. did not elicit any new or contradictory evidence relative to the foregoing recitation of his testimony in chief.

[31] The next witness presented by Plaintiff was Me Valerie Gingras, who started and conducted the investigation in this case by the *Chambre de la sécurité financière*, after the AMF transmitted C.A.'s abovementioned complaint letter (Exhibit P-8, page 000005) to the *Chambre de la sécurité financière* on January 5, 2017 (Exhibit P-8, page 000004).

[32] Me Gingras filed Respondent's *Attestation de droit de pratique* (Exhibit P-1), which establishes that he held (*inter alia*) a certificate relating to the insurance of persons from November 18, 2004 until September 22, 2014 and from October 2, 2014 until May 31, 2017.

[33] She then filed Exhibit P-76, two related decisions of the *Tribunal administratif des marchés financiers* rendered on May 3 and 10, 2017, suspending Respondent's accreditation with the AMF for all disciplines, and issuing a comprehensive series of conservatory orders, as a result of his questionable dealings with C.A. and other clients, all of which involved a similar *modus operandi* which resulted in the invalidation of 97 insurance policies ostensibly issued by Manulife (apart from two other insurers) during an approximate period of four years prior to March 2017.

[34] Me Gingras testified that the investigation in this case was instigated by C.A.'s complaint regarding the medical insurance coverage he thought he had obtained through Respondent's efforts.

CD00-1281

PAGE : 13

[35] She stated that, of the four policies issued in connection with C.A.'s father, only two were actually issued pursuant to the payment of premiums to the relevant insurers; namely, the one issued by Manulife on March 4, 2015 (Exhibit P-20) and the policy issued on July 5, 2016 by Allianz Global (Exhibit P-31).

[36] The premiums for the two other policies, Exhibits P-12 (#AAAAAAA) and P-24 (#BBBBBBB), were never paid and the corresponding policies never issued by Manulife, as confirmed by Manulife in its correspondence with Me Gingras (Exhibits P-18, page 000051, and P-27, page 000028).

[37] As Me Gingras established in her later testimony regarding Counts 7 to 22 inclusive, other documents received from Manulife demonstrated that several other policies sold by Respondent to his other clients were also never issued, although the clients paid for the premiums quoted by Respondent, and the same *modus operandi* was used by the Respondent in those cases as for C.A.

[38] In recounting her investigation regarding C.A.'s dealings with Respondent, Me Gingras referred to and produced the following documents:

- a) Exhibit P-10, an exchange of emails with C.A., in which he provided relevant details regarding his dealings with the Respondent;
- b) Exhibit P-14, the CIBC bank statement for Services financiers Apo, an unincorporated business owned by Respondent (Exhibit P-2), proving that C.A.'s cheque for \$1,446.39 dated May 6, 2014 (Exhibit P-13) for policy #AAAAAAA (Exhibit P-12, Count 1) was deposited in Respondent's personal bank account on May 7, 2014;
- c) the proceeds of said deposit were then used to fund a cheque dated April

CD00-1281

PAGE : 14

21, 2014 in the amount of \$1,750 (Exhibit P-77) issued by Respondent to the order of Leonard Sacvalan, which passed through his said bank account on May 8, 2014, as confirmed by Exhibit P-14 (page 000414), thereby confirming that Respondent misappropriated the proceeds of C.A.'s premium payment (P-13);

- d) Exhibit P-78, a cheque dated May 5, 2014 in the amount of \$1,446.39, payable to the Respondent by M.M., the first son of C.A.'s sister, L.M., for her 50% share of the agreed (discounted) premium for policy #AAAAAAA (Exhibit P-12), said cheque having been deposited in Respondent's personal account at the TD Bank on June 6, 2014, as confirmed by Exhibit P-15, which also shows a subsequent withdrawal of \$1,400 funded entirely by the said preceding deposit, thereby establishing that Respondent misappropriated the proceeds of the second instalment of the premium payment for policy #AAAAAAA (Exhibit P-2);
- e) Exhibit P-16, an exchange of emails in July 2014 between Respondent and Grace Ramotar, a representative of Manulife, in which the latter reminds Respondent that the premium for policy #AAAAAAA (P-12) has not yet been received and that coverage will not take effect until it is paid, Respondent replying that he would effect payment of the premium "upon arrival of the client";
- f) Exhibit P-17, an email dated December 9, 2014 from Ms. Ramotar to Respondent reminding him that the premium for policy #AAAAAAA remains unpaid and must be remitted "within 10 business days for this policy to be active";

CD00-1281

PAGE : 15

- g) Exhibit P-18 (page 000051), an email dated February 2, 2017 from a representative of Manulife to Me Gingras confirming that policy #AAAAAAA (Exhibit P-12) was never activated, as the premium was never paid, and that policy #11111111 (Exhibit P-20), in force from March 22, 2015 to November 29, 2015, was activated after payment of the premium by credit card, further details of which appear in Exhibit P-21;
- h) Exhibit P-26, the bank statement for Respondent's above-described personal account at the TD Bank, where C.A.'s cheque dated November 22, 2015 in the amount of \$2,900 (Exhibit P-25), in payment of the premium for policy #BBBBBBBB (Exhibit P-24), was deposited on November 23, 2015, which deposit funded a contemporaneous cash withdrawal of \$3,043.25, thereby establishing that Respondent misappropriated the client's said premium for his personal use;
- i) Exhibit P-74, two emails on behalf of Manulife to Respondent, the first dated January 11, 2016, advising him that the premiums for a number of policies (including policy #BBBBBBBB, Exhibit P-24) remained unpaid as of that date and that "coverage will be null and void if the premium is not received", and a second email, dated December 14, 2016, confirming that all of said policies had been cancelled for non-payment of the premiums;
- j) Exhibit P-27 (page 000028), email dated January 19, 2017, from Manulife to Me Gingras confirming that policy #BBBBBBBB (Exhibit P-24) was cancelled for non-payment of the premium;
- k) Exhibit P-6 (pages 002599 and 002600), an email to Me Gingras from Manulife dated July 5, 2017, confirming (in paras. 6 and 7) that Manulife

CD00-1281

PAGE : 16

"does not offer rebates" or "support any discounts outside of what our premiums are" and that there was no record of Respondent having ever requested permission from Manulife to grant any discount on premiums.

Counts 7, 8, 9 and 10

[39] Me Gingras' testimony then focused on Counts 7, 8, 9 and 10, which relate to Respondent's client, M.S.C., who filed a complaint with the AMF in early May 2017, claiming the sum of \$2,200 which he alleged had been taken from him by Respondent as a result of "fraud, fraudulent tactics or embezzlement" (Exhibit P-33). This complaint was then forwarded by the AMF to the *Chambre de la sécurité financière* for further investigation. Attached to M.S.C.'s complaint were copies of three cheques (totalling \$2,200, Exhibit P-33, pages 002642 to 002644) which he had remitted to Respondent in early June 2015. M.S.C. also asserts in said letter (Exhibit P-33, page 002638) that he made an additional cash payment of approximately \$600 to Respondent in connection with insurance coverage for his parents.

[40] Me Gingras then produced a series of text messages (provided to her by Respondent) between Respondent and M.S.C., starting in early June 2015, regarding the issuance of a medical insurance coverage for M.S.C.'s parents, who travelled from India to Toronto at different times in 2015.

[41] The three abovementioned cheques from M.S.C to Respondent are reproduced in Exhibit P-35, with bank clearance information showing they were deposited in Respondent's personal account at the TD Bank, on June 3 and 4, 2015, as corroborated by the account statement in Exhibit P-36 (which also appears in Exhibit P-5, at page 000377).

CD00-1281

PAGE : 17

[42] The said account statement (Exhibit P-36) shows that funds from the two deposits made for these three cheques were then dissipated by two cash withdrawals (\$160 and \$500), two transfers (totalling \$840) to account #0509216 (jointly operated by Respondent and his wife, as confirmed by the TD Bank in Exhibit P-79) and a debit card payment (\$94.22) at a local grocer.

[43] The insurance certificate for M.S.C.'s father was produced as Exhibit P-37 (policy #CCCCCCCC), with an effective date of July 15, 2015, a policy issue date of June 2, 2015, an expiry date of July 13, 2016, coverage of \$100,000, no deductible and a total premium of \$1,854.93, which was supposed to be paid by cheque. According to Me Gingras, this type of certificate is prepared online by the agent, who is supposed to send a copy to Manulife, as more fully described in paragraphs 70 to 72 below relating to Exhibit P-82.

[44] On the reverse side of Exhibit P-37 (page 002122), we find an insurance certificate (policy #DDDDDDDD) for M.S.C.'s mother with similar conditions and the same premium.

[45] The total stated premium for both policies amounts to \$3,709.86, which is the same number found in the above-cited text exchange (Exhibit P-34, page 002580), which Respondent described as the "regular price", before the 10% discount.

[46] On the same date, Respondent prepared two different insurance certificates (Exhibit P-38) for M.S.C.'s parents (policies #22222222 and #33333333), for the same coverage amounts and periods, but with a different deductible (\$5,000) and premium (\$1,148.29).

[47] These latter two policies (Exhibit P-38) were cancelled on the next day, pursuant to Respondent's email to Manulife dated June 3, 2015 (Exhibit P-39).

CD00-1281

PAGE : 18

[48] Me Gingras then produced the two following additional policies (Exhibit P-40) prepared by Respondent for M.S.C.'s parents:

- a) policy #EEEEEEEE for the mother, issued on December 9, 2015, with coverage of \$100,000 and no deductible, expiring on October 23, 2016, for a premium of \$1,626.24; and
- b) policy #FFFFFFF for the father, issued on April 17, 2016, with coverage of \$100,000 and no deductible, expiring on April 21, 2017, for a premium of \$2,272.67.

[49] Me Gingras then referred to Exhibit P-74, whereby Manulife confirmed to Respondent that the father's first policy (#CCCCCCCC, Exhibit P-37) had been cancelled for non-payment of the premium.

[50] Me Gingras also referred to Exhibit P-6 (pages 002054 and 002055), where Manulife confirmed the following regarding the parents' various policies:

- a) the father's first policy (#CCCCCCCC, Exhibit P-37) was "not placed" and no premium was ever paid;
- b) the father's second policy (#22222222, Exhibit P-38) was "not placed" and Respondent had requested that it be cancelled;
- c) the father's third policy (#FFFFFFF, Exhibit P-40) was "not placed" and the premium never paid;
- d) no other policies were placed for the father;
- e) the mother's first policy (#DDDDDDDD, Exhibit P-37) was "not placed" and

CD00-1281

PAGE : 19

no premium was ever paid;

- f) the mother's second policy (#33333333, Exhibit P-38) was "not placed" and Respondent had requested that it be cancelled;
- g) the only other policy regarding the mother was #EEEEEEEE (Exhibit P-40), which "was not issued as the premium payment was not received".

Count 11

[51] Me Gingras commenced her testimony regarding N.S. by referring to a series of text messages (provided by Respondent) between Respondent and N.S. (Exhibit P-41).

[52] In this exchange, which starts on July 13, 2015, Respondent quotes a premium price of \$2,200 (compared to the competitors' alleged price of \$2,350) and insists on being paid by cheque, "as I giving you discounts" (sic).

[53] An insurance certificate from Manulife for N.S.' father-in-law was prepared on July 16, 2015 for policy #GGGGGGGG (Exhibit P-42), for coverage of \$100,000, no deductible, an effective date of August 15, 2015, an expiry date 12 months later and a stated premium of \$3,372.60.

[54] On July 16, 2015, N.S. obtained a draft for \$2,200 from the TD Bank (Exhibit P-43), which was deposited in Respondent's joint account (#509216, Exhibit P-79) with his wife at the TD Bank on the same day. This bank draft is mentioned in the text exchange between the parties (Exhibit P-41, page 002568).

[55] The deposit receipt (Exhibit P-80) shows that when N.S.' bank draft cheque was deposited in said account, Respondent kept \$2,000 in cash and deposited the balance of \$200 in his account, which is corroborated by the bank account statement (Exhibit P-81,

CD00-1281

PAGE : 20

page 002710), and a withdrawal of \$200 was made from that account on the following day, leaving the account in an overdraft position of \$747.89.

[56] The exchange of text messages between the parties (Exhibit P-41, page 002569) further shows that the father-in-law arrived in Canada on October 26, 2015.

[57] On December 9, 2015, Respondent prepared another insurance certificate for N.S.' father (policy #444444444, Exhibit P-44), specifying coverage of \$100,000, no deductible, an effective date of December 9, 2015, an expiry date of October 26, 2016, and a stated premium of \$2,984.52.

[58] It appears from the exchange of text messages (Exhibit P-41, pages 002572 to 002574) that the father-in-law left Canada on January 22, 2016, which prompted a request from N.S. for a partial refund because of the premature termination of the insurance coverage. In that exchange, Respondent referred to a pro rata calculation of the reimbursement and to an alleged early termination penalty of \$250 (Exhibit P-41, page 002574).

[59] On March 20, 2016, Respondent issued a cheque to N.S. from his business account at the CIBC in the amount of \$1,118.40 (Exhibit P-45), which was debited from the account on April 8, 2016 (Exhibit P-46). The cheque refers to policy #GGGGGGGG (Exhibit P-42).

[60] Me Gingras then referred the Committee to the previously mentioned letter from Manulife (Exhibit P-6, pages 002605 and 002606), which makes the following affirmations:

- a) policy #GGGGGGGG (Exhibit P-42) was never issued and no premium ever paid, as confirmed in Exhibit P-74;

CD00-1281

PAGE : 21

- b) policy #44444444 (Exhibit P-44) was never issued and no premium ever paid;
- c) Manulife's early termination policy for travel insurance is based strictly on a pro rata calculation of the unused days, with no provision for a termination penalty of any kind (contrary to Respondent's abovementioned reference to a \$250 penalty).

Counts 12, 13 and 14

[61] On July 22, 2015, Respondent prepared an insurance certificate (policy #HHHHHHHH, Exhibit P-47) at the request of S.B. for J.K., her mother-in-law, which refers to an effective date of August 31, 2015, an expiry date of August 29, 2016, coverage of \$100,000, no deductible and a stated premium of \$1,854.93.

[62] A cheque in the amount of \$1,250 (Exhibit P-48), payable to Apo Financial Group was issued on July 22, 2015 by 7638477 Canada Inc. (of which S. B. was the major shareholder and sole director, Exhibit P-49), said cheque having been deposited on the same day in Respondent's abovementioned CIBC account (Exhibit P-50, also found in Exhibit P-4).

[63] The said bank statement (Exhibit P-50) shows that the balance in the account before the deposit of \$1,250 was \$74.10 and that a series of withdrawals resulted in a balance of \$150.48 at the end of July 2015 (Exhibit P-50, page 000108).

[64] This initial policy (Exhibit P-47) was cancelled for non-payment of the premium, as appears from Exhibit P-74 and Manulife confirmed in its letter to Me Gingras dated June 27, 2017 (Exhibit P-6, page 002503) that this policy was "not placed" and that the premium was never paid.

CD00-1281

PAGE : 22

[65] On May 24, 2016, Respondent prepared a second certificate (policy #IIIIIII, Exhibit P-51) regarding J.K. for the same coverage (\$100,000) and no deductible, with an effective date of May 24, 2016, an anticipated arrival date of March 22, 2016, an expiry date of March 22, 2017 and a stated premium of \$1,886.63.

[66] On September 22, 2016, Respondent prepared a third policy regarding J.K. (#55555555, Exhibit P-52) with an effective date of September 22, 2016, an expiry date of March 22, 2016, coverage of \$100,000, no deductible and a stated premium of \$1,133.22. The payment was made using an Amex card belonging to Respondent's wife.

[67] After J.K. made an early return to India on September 26, 2016, S.B. wrote to Manulife on October 26, 2016, requesting a partial refund of the premium she had paid pursuant to policy #IIIIIII (Exhibit P- 51), as appears from the email chain filed as Exhibit P-53 (pages 002165 to 002167).

[68] Manulife eventually advised S.B. that the second policy (#IIIIIII, P-51) never came into force because of the non-payment of the premium and, despite some confusion on this point in the correspondence, this was reconfirmed by Manulife to Me Gingras in its email dated July 13, 2017 (Exhibit P-6, pages 002599 and 002600).

[69] Ultimately, Manulife issued a refund of \$1,102.69 to the credit card owned by Respondent's wife on November 22, 2016, in respect of policy #55555555 (Exhibit P-52), presumably because her card had been used to pay for this policy, but Respondent refunded S.B.'s company the total sum of \$729.58 by way of two cheques issued in January 2017 (Exhibit P-54), which cheques referred to the first and last of the three policies. No justification was provided to explain why S.B. did not receive the entire amount (\$1,102.69) refunded by Manulife.

CD00-1281

PAGE : 23

[70] Me Gingras referred to her query to Manulife (Exhibit P-6, page 002016, para. 55) as to how Respondent was able to obtain medical insurance coverage on behalf of his clients and prepare the certificates he sent them in this regard (e.g. Exhibits P-12, P-20, P-24, P-37, etc.).

[71] Manulife responded to this query in paragraph 5 of its email dated June 27, 2017 (Exhibit P-6, page 002058), to which it attached a series of screenshots (Exhibit P-82) of Manulife's online application procedure, which was used by Respondent in obtaining the various insurance certificates in this case.

[72] Simply described, someone using Manulife's online system would click on the "Visitors to Canada" box, seen on page 002097 of Exhibit P-82, then fill in the required information for a free quote on page 002099, choose the appropriate plan and amount of coverage on pages 002100 and 002101, fill in the agent information on pages 002102 and 002103, enter the insured's personal information on page 002104, specify the payment method (cheque or credit card) on page 002106, fill in the email address on page 002110 to which the quote would be sent (Respondent's email address appears on that page of Exhibit P-82), then press the purchase button to obtain the quote.

[73] Thus, the online completion of an application did not suffice to provide valid coverage. Payment had to be made to the insurer in order for the policy to come into force, but a client who received the certificate of insurance and who had made his cheque payable to the agent (personally) had to rely on the agent's good faith that the appropriate payment was then remitted to the insurer. Furthermore, the insurer who received this online application had no way of knowing that the agent had negotiated a premium lower than that specified in the online application.

[74] Me Gingras pointed out the caveat on page 002106 (payment method) which

CD00-1281

PAGE : 24

clearly states that there will be no coverage if the credit card payment is not authorized or if the relevant cheque is not received or returned for insufficient funds (NSF). This caveat also appears in the box regarding payment method in the certificate of insurance prepared by the agent.

[75] As appears from the various certificates prepared by Respondent for his clients, most of them provided for payment by cheque, which explains why Manulife ultimately cancelled the numerous policies for which the premium payment was never received (Exhibit P-74).

Counts 15 and 16

[76] On September 21, 2015, Respondent prepared the two following medical insurance confirmation certificates at the request of D.S.J.:

- a) policy #JJJJJJJJ, for S.S., with coverage of \$100,000, a deductible of \$500, an effective (and arrival) date of November 1, 2015 and an expiration date of October 31, 2016, for a stated premium of \$2,730.20 (Exhibit P-55);
- b) policy #KKKKKKKK, for G.K., on the same terms and conditions, except that the stated premium was \$2,087.98 (Exhibit P-56).

[77] On September 21, 2015, D.S.J. issued a cheque (Exhibit P-57) in the amount of \$2,218.18 payable to the order of Respondent, indicating that it was for two different policies, the description of which appears to roughly correspond to the contract numbers on the two abovementioned policies.

[78] This cheque was cashed at the CIBC and deposited in the account of Services Financiers Apo, as confirmed by the bank statement filed as Exhibit P-58 (page 000453).

CD00-1281

PAGE : 25

The balance in the account before this deposit was \$4.58 and a series of withdrawals (including a cheque for \$888 payable to Respondent's wife, Exhibit P-83) reduced it to \$498.56 by September 30, 2015.

[79] Me Gingras again referred to Exhibit P-74 to establish that these two policies never came into force because of non-payment of the premiums and this was again confirmed in Manulife's letter of June 27, 2017 (Exhibit P-6, page 2056).

[80] On January 12 and February 12, 2017, Respondent issued two cheques payable to the order of D.S.J., one in the amount of \$1,176.65 and the other in the amount of \$1,000, both of which bore the note "Refund Policy" and a reference to the two policies (Exhibits P-55 and P-56).

Counts 17, 18 and 19

[81] In early February 2016, Respondent began exchanging text messages with E.S. about obtaining travel insurance coverage for her parents, as a result of which he gave her a combined quote of \$1,100 (after a 10% discount of \$122.85, Exhibit P-60, page 002577).

[82] On February 7, 2016, Respondent prepared insurance certificates for both parents, each of which stipulated coverage of \$50,000, no deductible, an effective date of March 10, 2016, an expiry date of July 4, 2016, payment by cheque (policies #LLLLLLLL and #MMMMMMMM, Exhibit P-61) and a stated premium of \$614.25.

[83] E.S. paid the agreed (discounted) premium of \$1,100 by way of cheque dated February 7, 2016 drawn to the order of Respondent (Exhibit P-62), which cheque was deposited the following day in Respondent's personal account at the TD Bank (Exhibits P-63, page 002542, and P-64, page 001304).

CD00-1281

PAGE : 26

[84] The said bank account was overdrawn by \$333.92 before the deposit of this cheque and said deposit was immediately followed by a withdrawal of \$1,000 (a transfer to Respondent's joint account with his wife at the TD Bank, as confirmed by Exhibits P-79 and P-81), leaving a negative balance of \$233.92 (Exhibit P-63, page 002541).

[85] In Exhibit P-64 (pages 001310 and 001311), we find two "Travel Insurance Confirmation" forms, bearing Respondent's email address, referring to two ostensible payments of \$614.25 to Manulife on March 24, 2016 (using a 14-digit credit card ending with the number 3007), in settlement of the premiums for these two policies (Exhibit P-61, #LLLLLLLLL and #MMMMMMMMM). Interestingly, the Amex card used to pay other policies in this case (Exhibits P-31 and P-52) had 15 digits and ended with the number 3007.

[86] However, it appears that these apparent payments did not go through, as appears from Manulife's response to Me Gingras on June 27, 2017 (P-6, pages 002599 and 002600, paras. 1 and 2) because the "credit card information provided was incomplete" (probably due to a missing digit, as appears from Exhibit I-10), as confirmed by Manulife's email to Respondent dated May 17, 2016 (Exhibit P-65, page 002181) and by Exhibit P-7, a list prepared by Manulife for all policies solicited by Respondent in 2016 and 2017 for which no premium was received, which list contains the names of the clients, their addresses and the premium that was due in each case.

Counts 20, 21 and 22

[87] In March 2016, Respondent engaged in discussions with K.P. regarding travel insurance policies for H.P and C.P., which negotiations culminated in an offer to buy the coverage for a combined (discounted) premium of \$3,397.89, as appears from the exchange of text messages between Respondent and K.P. produced as Exhibit P-66.

CD00-1281

PAGE : 27

[88] On March 15, 2016, Respondent prepared the following insurance confirmations:

- a) policy #NNNNNNNN for H.P., with coverage of \$100,000, no deductible, an effective date of May 15, 2016, an expiry date of May 14, 2017, and a stated premium of \$3,372.60 (Exhibit P-67, page 002130);
- b) policy #OOOOOOOO for C.P., with the same conditions, except that the stated premium was \$1,854.93 (Exhibit P-67, page 002132).

[89] The agreed (discounted) premium of \$3,379.89 was paid by way of two cheques (Exhibit P-68), both payable to Respondent personally, one in the amount of \$2,000 (dated March 15, 2016), and the other in the amount of \$1,397.89 (dated March 16, 2016).

[90] These two cheques were deposited by Respondent in his personal account at the TD Bank on March 16 and 17, 2016, as appears from the bank statement filed as Exhibit P-69 (page 002538).

[91] The said bank statement shows that the account had a negative balance of \$2,438.64 before the deposit of K.P.'s \$2,000 cheque, which was followed by net deposits of \$104.66 and debits of \$25 before K.P.'s cheque for \$1,397.89 was deposited, leaving a net positive balance of \$1,038.91. That amount was then reduced to a negative balance of \$1.09 after two withdrawals totalling \$1,040.

[92] On February 26, 2017, the following two new insurance certificates were issued by Respondent for H.P. and C.P.:

- a) policy #6666666 for H.P., with an effective date of February 26, 2017, an expiry date of June 23, 2017, coverage of \$100,000, no deductible and a

CD00-1281

PAGE : 28

stated premium of \$1,229.09, payment to be made by a Visa card belonging to M.A., Respondent's niece (Exhibit P-70, page 002141);

- b) policy #7777777 for C.P., with the same terms and mode of payment, except for the stated premium, which was \$743.09.

[93] When Me Gingras inquired about these policies to Manulife (Exhibit P-6, pages 002012 and 002013), the latter advised her as follows (Exhibit P-6, pages 002055 and 002056):

- a) policy #NNNNNNNN for H.P. (Exhibit P-67, page 002130) was "not placed" and the premium never paid;
- b) two other policies for H.P. were applied for by Respondent, the first (not filed in evidence) never came into effect because of non-payment of the premium and the second (#7777777) policy was issued and paid for by credit card;
- c) policy #OOOOOOOO for C.P. (Exhibit P-67, page 002132) was "not placed" and the premium never paid;
- d) two other policies were applied for by Respondent for C.P., the first (not filed in evidence) never came into effect because of non-payment of premium and the second (#66666666) was issued and paid for by credit card.

[94] Policies #NNNNNNNN and #OOOOOOOO (Exhibit P-67) appear on the abovementioned list in Exhibit P-7 as among those issued in 2016 which never came into effect because of non-payment of the premiums.

CD00-1281

PAGE : 29

Count 23

[95] On January 31, 2017, Me Gingras and her colleague interviewed Respondent in connection with this case, a partial transcript having been filed as Exhibit P-71. At that point, Me Gingras says that the investigation only concerned Respondent's dealings with C.A. (Counts 1, 2, 3, 4, 5 and 6), as confirmed by her letters to Manulife dated January 11 and 30, 2017 (Exhibits P-27 and P-18), which deal only with C.A.'s case.

[96] Near the end of that interview, Respondent replied "no" when asked the following two questions by Me Gingras:

- a) "Is there any other file for any reason, with respect to other clients that you suspect that same situation may have happened, that the insurer didn't receive the check?"
- b) "Did you check your statement after that event to confirm?"

[97] On January 31, 2017, Me Gingras wrote an email to Respondent (Exhibit P-72) requesting various information regarding C.A.'s file, including "a copy of the email you received from Manulife advising that they had not received the payment of the premium for policy no. (BBBBBBBB)" (para. 15).

[98] Me Gingras filed as Exhibit P-73 a copy of the document Respondent provided to her on February 17, 2017 in response to her above-cited request in paragraph 15 of her email of January 31, 2017.

[99] The document Respondent sent Me Gingras is a copy of Manulife's email to Respondent dated December 16, 2016, but it does not include the entire list of policies

CD00-1281

PAGE : 30

cancelled for non-payment of premium in the original version of Exhibit P-74, just the last line of the table, which refers to C.A.'s case.

[100] After Me Gingras received the copy of Exhibit P-74 from Manulife in March 2017 (list of policies applied for prior to 2016 that were "cancelled", *i.e.* never came into force for non-payment of the premiums), her follow-up questions led to the reception from Manulife (on March 31, 2017) of the listing of similar cases that had occurred in 2016 and 2017 (Exhibit P-7).

[101] Me Gingras only became aware of this omission when she received the complete version of Exhibit P-74 from Manulife on March 17, 2017.

[102] Respondent chose to not cross-examine Me Gingras after she had completed her testimony, and Plaintiff declared his proof closed.

B. Respondent's proof

[103] The first witness called by Respondent was Mr. Bumani Yembe, who described himself as a project consultant in international projects, who currently acts as an ambassador for a charitable organization and who worked for Manulife from 1994 to 2008.

[104] Mr. Yembe became acquainted with Respondent, starting in 2000 or 2001, while they worked at the same office of Manulife (1501 McGill College Ave., Montreal), as independent agents, and they and their wives developed a friendship, and eventually, they worked together in fundraising activities, such as Vues et Voix.

[105] Mr. Yembe testified that Manulife's travel insurance division was plagued with administrative problems, some caused by the difficulty from the inversion of the numerically designated month and date (in entering the commencement and expiration

CD00-1281

PAGE : 31

dates of policies in insurance application forms) and others by the loss of consumers' cheques which fell out of the envelopes containing insurance applications. Mr. Yembe believes that in 90% of the cases, missing cheques were lost or misplaced by Manulife's head office administrative staff in Waterloo.

[106] Mr. Yembe recalls that Respondent also suffered from the loss or misplacement of consumers' cheques while they worked together at Manulife's office in Montreal.

[107] Mr. Yembe claimed that he visited Manulife's office in Waterloo, Ontario, twice and that its employees were not well-trained.

[108] He described the Respondent as *"un gars honnête, un gars sérieux...et puis sa femme est un vrai ange, elle est l'amie de ma femme"*.

[109] Under cross-examination, Mr. Yembe stated that when he received a consumer's cheque, he would place it in a sealed envelope, which he deposited in a box (at the front of the office) designated for such envelopes, and which was then sent to the Waterloo office by the administrative staff, using the services of ICS, a courier firm. He never deposited any client cheques in his personal accounts, but he claimed that certain of his colleagues did so. He remembers only two or three occasions (during his 14 years with Manulife) where premium cheques he directed to Manulife were lost, the last occasion being in 2004 or 2005.

[110] All of the consumers' cheques he handled were payable to Manulife and he always made copies of cheques before sending them to Waterloo, to retain a record of having received them. He admitted that if a cheque was not received by head office, he would eventually receive a notice from Manulife advising him that the premium had not been paid.

CD00-1281

PAGE : 32

[111] He also remembered one occasion where the client complained that his cheque had not been cashed and he managed to resolve the problem.

Counts 1, 2, 3, 4, 5 and 6

[112] Respondent commenced his testimony by apologizing to C.A. and his family for the inconvenience caused to them.

[113] Respondent started his financial security practice in 1998 and built it slowly while focusing on the Filipino community and other ethnic groups. He became a full-time broker in 2004. He claims to have had no client complaints in 19 years.

[114] On May 5, 2017, representatives of the AMF came to his office and seized his files and placed a lien on his property and bank accounts, as a result of C.A.'s complaint. He claims that the AMF found nothing wrong with his life insurance and investment files and that the account seizures were lifted in December 2017.

[115] He claims to have suffered considerable inconvenience from the asset seizures and now works as an Uber driver, with a much-reduced lifestyle.

[116] Respondent said that he was in Vancouver, on his way to the Philippines, when he was first called by C.A. about his father's illness on April 18, 2016, and understood then that C.A. had or was about to file a claim with the AMF, because of the non-payment of the premium. Respondent assured C.A. during that conversation that he was sure he had paid the premium to Manulife and that he had a copy of the cheque stub proving it.

[117] Respondent testified that he immediately called Aon, which he says was the agent for his professional liability insurer (with Northbridge General Insurance Corporation, "Northbridge"), as well as Industrial Alliance, the broker for Aon, as confirmed by the

CD00-1281

PAGE : 33

record of these two calls on his cellphone statement (Exhibit I-1). Respondent claims that Mrs. Martine Brisson, of Industrial Alliance, told him during that first call that he was not covered for C.A.'s claim under the Aon/Northbridge policy.

[118] Respondent then filed his email correspondence on May 12, 2016 with Industrial Alliance, who sent him an "E&O application to be completed and returned" and Respondent wanted to know whether "this policy covers Travel Insurance" and "if not, how much it will cost if it is included", to which Industrial Alliance responded "As it's a master policy, we cannot do any change on the coverage. If you need more, you will have to verify with another broker" (Exhibit I-2).

[119] Respondent's position is that Mme Brisson again told him on May 12, 2016 that he had no professional liability coverage with Northbridge at that time.

[120] Respondent then produced an email exchange between himself and Industrial Alliance in July 2016 (Exhibit I-3) in which Industrial Alliance advises him that, for 2016-2017, he was covered by an E & O insurance policy issued by Lloyd's, and that it would verify whether and from whom he might have had such coverage in 2015-2016.

[121] Respondent produced a series of emails between himself, Industrial Alliance and Aon during the period October 17, 2016 and February 9, 2017 (Exhibit I-4) in which Industrial Alliance took the position that the claim by C.A. was not made before the Northbridge policy expired on May 31, 2016, and that Respondent should therefore be looking to Lloyd's, his insurer as of June 1, 2016, for relief, while Respondent is still protesting that he first advised Industrial Alliance (Mrs. Brisson) of the existence of C.A.'s claim on April 18, 2016 (Exhibit I-1).

[122] Respondent blamed the Industrial Alliance representative (Mrs. Brisson), with

CD00-1281

PAGE : 34

whom he spoke on April 18, 2016 (Exhibit I-1), for misleading him about coverage and leading him not to file a claim with Industrial Alliance within the applicable delay, but he also claims that he advised her of the existence of C.A.'s claim on April 18, 2016.

[123] Respondent then testified that, in December 2016, he met a representative of Lloyd's of London (Mrs. France Germain) and that he gave her a copy of the cheque stub for the payment he claims to have sent to Manulife in the amount of \$3,350.70 for policy #BBBBBBBB (P-25), copy of which stub was filed as Exhibit I-5, which Respondent affirmed relates to Apo's account at the CIBC (P-4).

[124] On June 1, 2016, Respondent told C.A. that Lloyd's was his agent and that Mme Germain would be calling him. Respondent met Lloyd's agent in December 2016 and he gave them a statement (P-32, not filed).

[125] Respondent then produced a copy of a certificate of insurance regarding an E & O policy from Northbridge General Insurance Corporation (through Aon Parizeau Inc), in favour of *Autorité des marchés financiers* for the period June 1, 2015 to June 1, 2016 (Exhibit I-6) which appears to provide coverage for "DISHONEST OR FRAUDULENT ACT", but Respondent claimed not to have a copy of the terms and conditions thereof.

[126] He also filed a letter from the AMF to him dated April 18, 2018 (Exhibit I-7) claiming the sum of \$29,039.45 in virtue of the judgment rendered against him on March 18, 2016 (P-75) regarding C.A.'s claim for compensation.

[127] On May 1, 2018, Respondent responded to the AMF (Exhibit I-8) claiming that C.A. had lied in asserting that his father had no pre-existing condition and noting that a hearing was going to be held at the "Palais de justice" on May 23, 2018 (presumably in connection with the proceedings filed as Exhibit P-76).

CD00-1281

PAGE : 35

[128] Respondent elaborated that the pre-existing condition related to the father's prostate problems, to which C.A. referred in his email dated May 5, 2014 (Exhibits P-11 and I-8), and not the pulmonary problems, which generated the largest part of the C.A.'s claim (about \$25,000) and that the AMF had therefore overpaid C.A. by approximately \$4,000 for the prostate portion of the claim.

[129] Respondent testified that Mrs. Germain told him in May 2017 that she would await the result of what he described as the decision of the AMF (without specifying if that was a reference to the proceedings in Exhibits P-75 and P-76 or to this case) before making a decision regarding coverage under the Lloyd's policy, and whether the claim was tainted by any allegations of Respondent's fraudulent conduct, and he said that he had received no further word from her since on the issue of coverage.

Counts 7, 8, 9 and 10

[130] Respondent commenced his testimony regarding M.S.C. by denying the latter's allegation in his claim form to the AMF (Exhibit P-33, page 002638, para. 5) that he had been paid \$600 in cash by said client or that he had reimbursed him such an amount at a later date, as alleged at page 002639, para. 10.

[131] Respondent claims that he first prepared the policies with a \$5,000 deductible (policy #22222222 and #33333333, Exhibit P-38), each of which had a stated premium of \$1,148.29, for a total stated premium of \$2,296.58.

[132] However, Respondent claims that M.S.C. changed his mind and instead requested policies with a \$0.00 deductible, which led to Respondent's preparation of policies #CCCCCCCC and #DDDDDDDD (Exhibit P-37), which had a combined stated premium of \$3,709.86, which corresponds to the "regular price" of the policies mentioned in the

CD00-1281

PAGE : 36

text exchange (Exhibit P-34). Respondent said he sent the new policies (Exhibit P-37) to M.S.C. before receiving the additionally requested sum of \$1,500.

[133] Respondent said that the \$2,200 paid by M.S.C. corresponded to the discounted premium for the first series of policies with the \$5,000 deductible (Exhibit P-38) and that he asked M.S.C. to pay him the additional sum of \$1,500 to cover the cost of the increased stated premium (presumably the approximate difference between the abovementioned sums of \$3,709.86 and \$2,200). However, the text exchange does refer to this change of policies, although M.S.C. does allege having paid Respondent the additional cash sum of \$600.

[134] Respondent said that he never received the additional \$1,500 from M.S.C., that he did not pay Manulife any premium, and that he had telephone conversations with M.S.C. for the additional payment. Respondent says he did not reimburse the \$2,200 in the meantime because M.S.C. did not get back to him.

[135] Respondent then says that M.S.C. contacted him again at some later date to advise that his parents had left early and that they would be returning to Canada, and to hold the money previously paid because they would eventually require new insurance coverage.

[136] In fact, it appears that the mother returned to Canada on October 23, 2015 and the father was supposed to return to Canada on April 22, 2016, which led to the issuance of two new policies on December 9, 2015 and April 17, 2016 for both parents (#EEEEEEEE and #FFFFFFF, Exhibit P-40), for a total stated premium of \$3,898.91.

[137] Respondent admits that he cancelled the P-38 policies and that he held on to the \$2,200 for the P-37 policies, but did not remit any money to Manulife because he was

CD00-1281

PAGE : 37

waiting for the extra \$1,500 in respect of the increased premiums related to Exhibit P-37.

[138] Respondent says that M.S.C. also did not make any additional payment for the P-40 policies, but that he held on to the original deposit of \$2,200 throughout.

[139] Respondent admits that none of the three sets of policies (P-38, P-37 and P-40) ever came into force, because M.S.C. never paid Respondent the extra money required for either the P-37 or the P-40 policies.

[140] The end result is that M.S.C. paid Respondent \$2,200 for policies that never came into force and Respondent never refunded the \$2,200 because he says that, for a while, he was waiting for M.S.C. to pay him the extra \$1,500 allegedly required for the latter two sets of policies and that he ultimately did not refund the \$2,200 because "he never got back to me and now, he's filing a complaint" (Exhibit P-33).

Count 11

[141] On July 16, Respondent prepared a policy (#GGGGGGGG, Exhibit P-42) at the request of N.S. (for his father-in-law), who paid Respondent \$2,200 (Exhibit P-43), although the stated premium was \$3,372.60. Respondent explains the difference by saying that he was giving his client the "best rate possible", and that he effectively lost money in agreeing to a discount of almost 35% on the stated premium.

[142] The policy (Exhibit P-42) refers to an expected arrival date in Montreal of N.S.' father-in-law on August 15, 2015 and the text exchange reflects Respondent's insistence upon payment by cheque (Exhibit P-41, page 002566).

[143] Respondent says that he did not immediately pay the premium to Manulife because he was waiting for the "papers to finalize the arrival date", which includes the

CD00-1281

PAGE : 38

boarding pass and other documents (ticket and itinerary) regarding the father-in-law, whose arrival date was supposed to be August 15, 2015 (Exhibit P-42). However, the boarding pass was furnished to Respondent on October 26, 2015 (Exhibit P-41, page 002569).

[144] In fact, the father-in-law arrived on October 26, 2015 and returned to India on January 22, 2016 (Exhibit P-41, pages 002569 and 002572), after only three months in Canada (rather than the 12 months foreseen in the policy).

[145] Although Manulife claims (Exhibit P-74) that it never received the premium for policy #GGGGGGGG (Exhibit P-42), Respondent claims he paid Manulife by way of his credit card in October 2015, after receiving the boarding pass, but he could not affirm the amount of this alleged payment to Manulife or provide documentary proof of same and Respondent does not recall telling Me Gingras about this alleged payment.

[146] However, Respondent did pay N.S. a refund of \$1,118.40 by cheque dated March 25, 2016 (Exhibits P-45 and P-46, page 000466).

[147] Respondent says that he eventually received a partial refund from Manulife by way of credit card, because of his alleged payment of the premium by credit card, but he produced no documentary corroboration of this alleged refund.

[148] Respondent further testified that he only received Exhibit P-74 (Manulife's email to him dated November 1, 2016) at some point in January 2017, possibly because he found it in his spam emails some two months later. He claims to have then called Manulife's agent support department, to advise that this email (Exhibit P-74) incorrectly alleged that the premium for N.S. had not been paid, but he has no documentary corroboration of such a call or a correcting communication from Manulife acknowledging that said

CD00-1281

PAGE : 39

premium had in fact been paid by him to Manulife. Respondent effectively argued that Manulife made a "mistake" in affirming that no premium was ever paid regarding the policy issued at the request of N.S.

[149] In an attempt to demonstrate that Manulife was capable of making erroneous statements as to whether the premiums for certain policies had been paid or not by Respondent, the latter referred to Manulife's list for 2016-2017 of unpaid premiums (Exhibit P-7), which contains (according to Respondent) such an erroneous affirmation.

[150] More particularly, Respondent alleges that the premium for another client listed in Exhibit P-7 (M.F., who is not covered by the Complaint) was paid by the client (M.F.) with his credit card, but the only documentary corroboration he provided in this regard was an insurance certificate (Exhibit I-9), which does not give any details of the credit card number or the name of the cardholder.

[151] Respondent claims he received Exhibit I-9 from Manulife, and he did not explain why the last four digits (at least) of the credit card and the name of the credit card issuer do not appear on the certificate, as was the case for other policies in this case paid by way of credit card (Exhibits P-31, P-52 and P-70). Respondent also alleges that the last four digits of the credit card number which should normally have appeared on Exhibit I-9 were erased by Manulife.

[152] Later, when queried about the detailed credit card information which appears in the insurance certificate filed as Exhibit P-52, Respondent explained that the credit card payment information appears on the policy certificate after it is entered online by him.

[153] Respondent offered no testimony in chief regarding the issuance of the second policy for the father-in-law on December 9, 2015 (Exhibit P-44) for a stated premium of

CD00-1281

PAGE : 40

\$2,984.52, which Manulife affirmed was never issued and the premium never paid (Exhibit P-6, page 002057).

Counts 12, 13 and 14

[154] Respondent acknowledged that he (Apo Financial Group Inc.) received payment of \$1,250 from the numbered company belonging to S.B., as result of which he prepared three insurance certificates for J.K. (Exhibit P-47, on July 22, 2015, for a premium of \$1,854.93; Exhibit P-51, on May 24, 2016, and Exhibit P-52, on September 22, 2016), as stated by Me Gingras in her testimony.

[155] He claims that the premium for the first policy (Exhibit P-47, policy #HHHHHHHH) was never paid, because the insured (J.K.) did not come to Canada on August 31, 2015, but the policy was only cancelled by Respondent when she finally came to Canada in March 2016, after her visa was processed, at which point a new policy was prepared by Respondent.

[156] The second policy (Exhibit P-51) was issued on May 24, 2016, for a stated premium of \$1,886.63, citing an arrival date in Canada of March 22, 2016, and Respondent does not dispute that this second policy was also cancelled (or never came into effect), as affirmed by Manulife to Me Gingras. Respondent claims that he only received documents (confirming J.K.'s arrival in Canada) from S.B. in September 2016, at which point he issued the third policy (Exhibit P-52).

[157] Finally, on September 22, 2016, Respondent caused a third policy certificate (Exhibit P-52, policy #55555555) to be issued and the premium (presumably \$1,133.22, the stated premium, as appears from Exhibits P-52 and P-53, at page 002261) was paid

CD00-1281

PAGE : 41

using a credit card belonging to Respondent's wife, which he said was normally used by him to obtain credit card points, as confirmed by Manulife (Exhibit P-6, page 002599).

[158] It appears that the insured returned to India on September 26, 2016 (Exhibit P-53, page 002260) which entitled S.B. to a refund because she believed she had paid for almost one year of coverage (August 31, 2015 to August 29, 2016, Exhibit P-47).

[159] In fact, S.B. received a refund from Respondent of only \$729.58 (Exhibit P-54), despite the fact that Manulife gave Respondent's wife a credit card refund of \$1,102.09, as appears from Exhibit P-53, page 002261.

[160] Respondent admitted that, according to the way in which he typically operated, the client pays him as soon as the first policy certificate is issued but that he did not pay anything to Manulife until he received proof of arrival in Canada (usually the boarding pass) of the insured for whom the policy was issued, because the clients often changed their minds about the travel arrangements and the resulting paperwork was lessened if he withheld payment from Manulife until the person(s) insured actually arrived in Canada. When confirmation of arrival is provided, Respondent would then issue a second policy and (presumably) pay the applicable premium to Manulife. As a result, Respondent acknowledged that this *modus operandi* could result in the insured having no (or delayed) coverage when the client delayed in sending him the documents confirming the insured(s) arrival in Canada, but that "the client knows that".

[161] Respondent said that he cancelled the first policy (Exhibit P-47) for this reason when he received the insured's arrival confirmation, at which point he issued a new policy (Exhibit P-52, on September 22, 2016), which indicates an arrival date of March 22, 2016, the same arrival date indicated in Exhibit P-51, prepared by Respondent on May 24, 2016, which also never came into effect because Respondent did not pay the premium.

CD00-1281

PAGE : 42

Respondent did not explain why he issued the second policy (Exhibit P-51) on May 24, 2016, apparently two months after the insured's arrival in Canada or why he did not pay any premium for said policy, although he did intimate that he only received proof of arrival from the insured when he issued the third policy (Exhibit P-52).

[162] The end result of the foregoing transactions is that S.B. paid Respondent the sum of \$1,250 on July 22, 2015 for medical insurance coverage for 363 days, while Respondent pocketed said amount and purchased only four days of effective coverage (September 22 to 26, 2016, Exhibit P-52), 6 months after the insured arrived in Canada, and paid Manulife only \$31.13 for this coverage (Exhibit P-53, page 002261), while only refunding S.B. the sum of \$729.58.

Counts 15 and 16

[163] As regards policies #JJJJJJJJ (Exhibit P-55) and #KKKKKKKK (Exhibit P-56), requested by D.S.J. for his parents (S.S. and G.K.), Respondent says he accepted a reduced combined premium of \$2,218.18 (Exhibit P-57), although the combined stated premium for the two policies was \$4,818.18, and that he agreed to such a discount (approximately 53%) "to help the client", even though this discount represented "a total loss" for Respondent, because the client (D.S.J.) was referred to him by a close relative of D.S.J. who had allegedly previously dealt with Respondent, whose name he could not recall.

[164] In answer to a general query from the President of the Committee relating to discounts on premiums, Respondent answered that he once asked someone on Manulife's 1-800 agent support line whether it was possible to grant "rebates" to clients who paid the premium in a single payment, rather than by monthly instalments (which Respondent said was being done by other agents), and that said unidentified person

CD00-1281

PAGE : 43

responded that such a decision was "up to the agent", without expressly authorizing him to "go ahead" and grant a discount. However, Respondent admits that he did not routinely call Manulife for permission to grant a discount each time he issued a new policy, and that he did not advise Manulife of his practice in this regard.

[165] Respondent testified that he "didn't know whether the parents stayed for long" or whether they ever even came to Canada, because he claims to have never received any confirmation of their arrival or stay in Canada, which is the reason invoked by Respondent to explain why he never paid the premium to Manulife.

[166] However, he recalls that the client (D.S.J.) eventually asked for a refund, subsequent to which Respondent paid him a refund of \$2,176.65 (Exhibit P-59) in January and February 2017 (after the investigation into his conduct regarding C.A. had commenced), leaving the net sum of \$41.53 in Respondent's hands.

Counts 17, 18 and 19

[167] Respondent commenced his testimony in this regard by referring to Exhibit P-64 (pages 0001310 and 001311) and to Exhibit I-10 (a list of attempted credit card payments which Respondent says he received from the AMF and believes must have emanated from Manulife).

[168] Respondent stated that Manulife's list of policies issued in 2016 and 2017 for which no premium (Exhibit P-7) was ever received includes a reference to the two policies issued at the request of E.S. (policies #LLLLLLLLL and #MMMMMMMMM, Exhibit P-61). It should be recalled that Manulife clearly stated in Exhibit P-6 (pages 002599 and 002600) that the premiums for these two policies were never received by it, adding that an attempt

CD00-1281

PAGE : 44

to pay by credit card on March 24, 2016 was "declined" because the "credit card information provided was incomplete".

[169] Respondent said that the proof of payment of the premiums for these two policies (\$614.25 each, which corresponds to the stated premiums) appears in Exhibit P-64 (pages 001310 and 001311), which ostensibly confirms that the payment was made on March 24, 2016, by the use of a credit card ending with the digits 3007. Respondent claimed that if the credit card payment was rejected, the payment confirmation documents in Exhibit P-64 should never have been issued.

[170] Respondent believes that the Amex card referenced in Exhibit P-64 (ending with the number 3007) could have been his own card.

[171] Respondent interprets Exhibit I-10 as another confirmation from Manulife that the credit card payments for these two policies did not go through, presumably for the reasons cited by Manulife in Exhibit P-6 (pages 002599 and 002600).

[172] Respondent offered no other testimony regarding these three counts nor any explanation of the exchange of emails in Exhibit P-65, where he was requested by Manulife, as early as April 16, 2016, to provide "a valid credit card number to recharge the premium" for these two policies.

Counts 20, 21 and 22

[173] Respondent admitted receiving two payments (on March 15, 2016) from the client (K.P.) totalling \$3,397.89 (Exhibit P-68) for the discounted premium relating to the policies (#NNNNNNNN and #OOOOOOOO, Exhibit P-67), which had a combined stated premium of \$5,227.53, representing a discount of 35%, which Respondent said corresponds to his normal commission on such a transaction.

CD00-1281

PAGE : 45

[174] Respondent stated that the premium for these policies was paid by a credit card belonging to his niece (Exhibit P-70) and he does not recall why his niece's credit card was used. However, the total amount paid for the two policies (#66666666 and #77777777), was \$1,972.49, on February 26, 2017, almost one year after the client had paid the premium.

[175] Respondent said that the first two policies (Exhibit P-67, in effect from May 15, 2016 until May 14, 2017) were cancelled and replaced by new policies (#66666666 and #77777777, Exhibit P-70) which were to be in effect from February 26, 2017 until June 23, 2017). Respondent believes that the two insured arrived in Canada on June 23, 2016 (the arrival date mentioned in Exhibit P-70, which was issued by Respondent on February 26, 2017).

[176] Respondent claims that he prepared the second set of policies (Exhibit P-70) only when he received the arrival confirmation documents (which he did not have with him at the hearing), sometime in February 2017, the client having allegedly neglected to send the documents until then, although the insured persons had apparently arrived in Canada eight months earlier, according to the Respondent.

[177] Under questioning from the Committee, Respondent stated that, if either of the insured became ill during the period between their arrival date and the subsequent date of payment by Respondent of the premium to Manulife, which payment he said could be delayed as a result of the insured's failure to provide documentary evidence of their arrival date, his E&O policy would cover them.

[178] To summarize, Respondent received \$3,397.89 from the client for 12 months of coverage from May 15, 2016, but Respondent spent only \$1,972.49 to cover the insureds

CD00-1281

PAGE : 46

for the period of almost 4 months from February 26, 2017 to June 23, 2017, yet the client does not appear to have received any refund from the Respondent for this disparity.

Count 23

[179] Respondent claims he fully cooperated with Me Gingras during her investigation in this case, as appears from all of the evidence she filed which he says was provided by him to her, and that his work regarding medical insurance policies constituted no more than 20% of the overall work he did as an agent selling life insurance and investment products during the period covered by the complaint, and that he never had any problems with these other activities.

[180] The document (Exhibit P-73) which Respondent sent to Me Gingras in response to request #15 in her email of January 31, 2017 (Exhibit P-72) was manifestly altered to exclude the table of other problematic policies (for which the payment of the premiums was then outstanding) mentioned in the original version of this document, which was sent by Manulife to Respondent on November 1, 2016 (Exhibit P-74).

[181] Respondent's explanation was that "confidentiality applies to that document" (Exhibit P-74), which is why he excluded most of the table of policies (for which the premiums were unpaid) appearing in the original version of the email from Manulife (Exhibit P-74), adding that "she only asked for C.A. [...] and I gave her the list for C.A."

[182] Under cross-examination by Me Cardinal, the following evidence came to light:

a) Counts 20, 21 and 22

- i) Respondent confirmed the discounted premium (\$3,397.89) he offered K.P. in the exchange of texts between them (Exhibit P-66),

compared to the actual stated cost of the first set of policies (\$5,227.53) appearing in Exhibit P-67, the whole without informing Manulife, which was never paid any premium for said policies, which were eventually cancelled by Respondent;

- ii) the two new policies prepared by Respondent for K.P.'s parents (Exhibit P-70) came into force on the date the premiums were paid on February 26, 2017, using his niece's credit card;
- iii) Respondent admitted that K.P.'s parents had no insurance coverage from the apparent date of their arrival in Canada (June 23, 2016) until the issue date of the new policies (Exhibit P-70) on February 26, 2017, because Respondent had not received the arrival confirmation documents from K.P. or his parents.

b) Counts 17, 18 and 19

- i) Respondent agreed that the credit card number for his card (ending with 3007) on Exhibit I-9 only has 14 digits, contrary to the 15 digits which appear for the credit card belonging to his niece;
- ii) Respondent also recognized that the credit card number given to Manulife to pay for the two policies (Exhibit P-61) also ends with 3007 and appears to be comprised of 14 digits (represented by 10 asterisks, and 3007);
- iii) in reviewing the email exchange in Exhibit P-65, Respondent recognized having been informed by Manulife that the premiums for the policies (Exhibit P-61) had not been paid, despite Respondent's

affirmation that he had the "transaction confirmation" in his possession;

- iv) Respondent also recognized that he charged E.S. a combined stated premium of only \$1,100 (Exhibit P-60, page 002577), although the combined premium quoted in the policies (Exhibit P-61) was \$1,228.50;
- v) although E.S. paid Respondent the premium by way of cheque dated February 7, 2016, Respondent attempted to pay the premium for said policies on March 24, 2016, despite his admission that he relied upon E.S.' verbal confirmation that her parents arrived in Canada, without requiring documentary corroboration, as was ostensibly his normal practice;
- vi) Respondent admitted that he did not bring to the hearing his Amex card statements to corroborate his allegation that the "Travel Insurance Confirmations" found in the last two pages of Exhibit P-64 (001310 and 001311) prove that he paid for the policies (Exhibit P-61), because he did not "think it was needed".

c) Counts 15 and 16

- i) Respondent reiterated his claim that he quoted D.S.J. a discounted combined premium of \$2,218.18 (Exhibit P-57) for the two policies regarding his parents (Exhibits P-55 and P-56), where the stated combined premium was \$4,818.18, in order to give them a "good

CD00-1281

PAGE : 49

service" and that he assumed responsibility for the difference (towards Manulife);

- ii) Respondent admitted that he did not pay any premium to Manulife for these policies because he never received the relevant boarding passes from the client, and that the client asked for a refund on his premium payment, which resulted in a payment of \$2,176.65 by Respondent in January and February 2017 (Exhibit P-59).

d) Counts 12, 13 and 14

- i) Respondent admitted giving a discount to S.B. of the premium quoted on the policies, by charging her the sum of \$1,250, rather than the stated premium of \$1,854.93 (Exhibits P-47 and P-48);
- ii) he admitted that the insured's actual date of arrival in Canada was March 22, 2016, as appears from the second policy (Exhibit P-51) prepared by Respondent, but that he only paid the stated premium (\$1,133.22) for her travel insurance coverage in issuing a third policy regarding this client on September 22, 2016 (Exhibit P-52), using his wife's credit card, allegedly after receiving the travel confirmation documents from the client;
- iii) Respondent also admitted that his wife received a credit card refund of \$1,102.09 on November 17, 2016, as appears from Exhibit P-53, page 002261, such that the net premium paid by Respondent in respect of the third policy (Exhibit P-52) was \$31.13;

CD00-1281

PAGE : 50

- iv) he also recognized having given S. B. a refund of \$729.58, although she had paid (through her company) a premium of \$1,250 and the period of effective coverage had been only 4 days (September 22 to 26, 2016), as confirmed by Exhibit P-53, pages 002260 and 002261.

e) **Count 11**

- i) Respondent claims that he obtained a copy of Exhibit I-9 from Manulife's website, on May 15, 2015;
- ii) Respondent recognized that he received the boarding pass and itinerary from the client (M.S.C.) on October 26, 2015, but he did not immediately pay any premium to Manulife, although he admits he should have done so.

f) **Counts 7, 8, 9 and 10**

- i) Respondent asserted that he paid the premium for policy #EEEEEEEE (Exhibit P-40) by credit card on October 20, 2015, although he only received the insured's boarding pass on October 25, 2015 (Exhibit P-34, pages 002583 and 002584);
- ii) once again, Respondent admitted that he did not bother to bring his credit card records from Amex to the hearing in order to corroborate his allegations that he had paid some of the premiums in this case to Manulife by way of credit card.

g) **Counts 1, 2, 3, 4, 5 and 6**

- i) Respondent admitted that the 10% discount he gave to C.A. appears

in Exhibit P-11, page 001126, and that he was paid the discounted price of \$2,892.78 by C.A. However, he did not immediately pay a premium to Manulife, because the client delayed in sending him the travel confirmation documents;

- ii) Respondent admitted that he had no reason to doubt that the relevant boarding pass was sent to him by C.A. on December 7, 2014, as confirmed at Exhibit P-19 (pages 001107 and 001108);
- iii) Respondent recognized that he could have immediately issued a new policy for C.A.'s father on December 7, 2014, but that he was very busy and took until March 4, 2015 to issue a new policy (Exhibit P-20), with an effective date of March 22, 2015, an arrival date in Canada of November 30, 2014, and a total coverage period of 253 days (starting on March 22, 2015);
- iv) Respondent also admitted that the insured therefore had no travel insurance coverage from November 30, 2014 to March 22, 2015 and that, by reducing the coverage period to 253 days, the stated premium payable to Manulife would be lower than if the coverage period had started on November 30, 2014, the premium (\$2,322.54) having only been paid by Respondent on April 24, 2015 (Exhibit P-21), using his wife's credit card;
- v) when C.A. asked Respondent to renew coverage for an additional year (Exhibit P-23, page 001146), Respondent admits having agreed to grant C.A. a discounted premium price of \$2,900, rather than the regular price of \$3,350.70, and a new policy (Exhibit P-24) was then

issued by Respondent with an effective date of November 30, 2015, in respect of which C.A. paid Respondent the said sum of \$2,900 (Exhibit P-25);

- vi) Respondent reiterated that the cheque for \$3,350.70 (drawn on Apo's account at the CIBC, Exhibit P-4) corresponding to the cheque stub dated November 24, 2015 (Exhibit I-5) for \$3,350.70 was sent by him to Manulife's head office by regular mail, rather than by credit card, as he had done on many other occasions in this case;
- vii) Me Cardinal then referred Respondent to page 000457 of Exhibit P-4, the statement for November 2015, which shows the account having a balance of \$154.52 on November 18, 2015, followed by a series of transactions that raised the balance to \$3,590.08 as of November 30, 2015;
- viii) the December 2015 statement (Exhibit P-4, page 000458) shows an Amex payment (for internet services) of \$2,000, leaving a balance of \$1,590.08 on December 2, 2015, which thereafter steadily decreased to \$216.58 (as of December 14, 2015) and settled at -\$17.03 on December 31, 2015;
- ix) Respondent testified that he thought his cheque to Manulife corresponding to Exhibit I-5 had passed through the account, although he did not regularly verify his bank statements in this regard;
- x) in January 2017, Respondent provided to Me Gingras a series of

other cheque stubs (bearing serial numbers 44 to 72) regarding the Apo bank account at the CIBC (Exhibit P-84), all of which bear Respondent's handwriting. He admitted that the check marks in the upper right-hand corner of these stubs indicate that the corresponding cheque had passed through the Apo account. Respondent stated that the absence of a check mark on a stub only means that he had not yet verified his bank account at the time he remitted copies of these stubs to Me Gingras.

- xi) Me Cardinal reviewed a number of these cheque stubs with Respondent to point out that a number of them (# 65, 66, 67, 68 and 69) bore dates subsequent to November 24, 2015, the date which appears on cheque stub #70, without requesting an explanation from the Respondent, who only said that cheques #65 and #68 were postdated.

[183] In his re-direct testimony, Respondent made the following points:

- a) he maintained that cheque #70 (Exhibit I-5) went through his account, but did not explain why there is no corroboration of that assertion in the bank statements (Exhibit P-4);
- b) as regards Exhibit P-65, page 002182, he invoked the email from Bob (of Manulife's broker support centre) on May 6, 2016 (page 002182), stating "Please find attached the attached confirmations" (which Respondent admits refers to the Travel Insurance Confirmations in Exhibit P-64, pages 001310 and 001311) as proof again that the premiums for the policies

CD00-1281

PAGE : 54

issued at the request of E.S. (Exhibit P-61) were paid, even if the contrary assertion was made by Manulife the following day (page 002181);

- c) Respondent explained that his inability to give "exact information" at the hearing results from the fact that all of his files were taken from him by the AMF, and never returned to him, despite the fact that his lawyer had requested them;
- d) however, he admits that he had not yet called Amex to obtain relevant missing information regarding alleged payments made by him, because he "didn't have time";
- e) as regards a few of the transactions that he "maybe omitted", these were done unintentionally, and that he was always trying to give the best service to his clients, all were isolated cases, with no fraud intended by him;
- f) Respondent had surrendered his license to practise as of February 1, 2018, because of the stress caused by these proceedings, the whole without admission of guilt.

PLAINTIFF'S REPRESENTATIONS

[184] Me Cardinal said that Respondent's *modus operandi* was clear and obvious from the evidence adduced, although each of the seven cases presented had its own particularity and differences, and described it as follows:

- a) Respondent would attract clients with a discount of Manulife's stated premium, sometimes 10%, sometimes much more;
- b) in exchange, he insisted upon payment of the discounted premium to his

CD00-1281

PAGE : 55

personal order, rather than to Manulife, and then sent client a confirmation of medical insurance which created an illusion of coverage to the client, although Manulife would not immediately receive payment of the premium required to bring the policy into effect;

- c) each case involved a client who wanted to welcome one or more members of their family for a prolonged stay in Canada, which is why insurance coverage was important;
- d) the client's cheque would be deposited in his personal account or that operated under the name of Apo Financial Services;
- e) in each and every case, the funds so obtained from the client were used for purposes other than payment of the required premium to Manulife;
- f) Respondent would then wait for confirmation of the insured's arrival in Canada and then issue a new policy, to maintain the illusion of coverage to the client, without payment of the premium to Manulife for the new policy, although in some cases, such a policy was in fact paid for, for a reduced amount of time and at a lower cost than that originally paid by the client to Respondent;
- g) in some cases, Respondent also paid refunds.

[185] In other words, Respondent assumed the role of insurer by receiving the premium, and keeping it for himself rather than paying it to Manulife, hoping that there would be no claim made by the insured, and that nobody would be the wiser.

[186] Respondent's tenuous position was that he was covered by professional liability

CD00-1281

PAGE : 56

insurance, which Me Cardinal argued was Respondent's concept of a safety net if a claim was ever made on the insurance policy (as in the case of C.A.).

[187] Although Respondent claimed that he always acted in good faith and was never motivated by nefarious intent, Me Cardinal pointed out that it is important to remember that, in cases of misappropriation in disciplinary matters, the jurisprudence requires no proof of intent. All that is required is that the Plaintiff establish that the client's funds were used for purposes other than those intended and approved by the client.

[188] The obvious consequence of Respondent's failure to use the funds received from clients to pay Manulife the required premium was that no coverage was provided to the insured.

[189] Although Me Cardinal's position was that proof of dishonest intent was not required, he claimed that it was nevertheless evident from Respondent's questionable conduct and his *modus operandi* herein.

[190] Me Cardinal argued that it was not credible that Respondent would have granted discounts (in one case higher than 50%) to clients he did not know, in one case referred by a client he could not identify to the Committee, and that Respondent intended all along to keep the client's premium for himself and never pay a premium to Manulife.

[191] The clients paid Respondent to provide real insurance coverage, but Respondent systematically failed to do so.

[192] Apart from the accusation of Respondent's interference with the investigation (Count 23), Me Cardinal, said there were three categories of complaints:

- a) granting of unauthorized premium rebates or discounts to clients;

CD00-1281

PAGE : 57

- b) misappropriation of the funds paid by clients to purchase medical insurance coverage;
- c) absence of insurance coverage.

[193] As regards the accusations of rebates granted without the knowledge of the insurer, Me Cardinal said this involved a (i) simple comparison of the premiums quoted online by Manulife (previously described herein as the "stated premium") and the actual premium offered to and paid by the client, Respondent having admitted granting rebates, and (ii) confirming Manulife's lack of knowledge, which was patently obvious from the uncontradicted evidence herein, as confirmed by Exhibit P-6 (page 002600, paras. 6 and 7) by Respondent's admission that he did not consult Manulife about each premium discount he gave, and by the fact that the premium paid by each of his clients herein was paid to Respondent, deposited in his bank account and used for purposes other than payment of the premium to Manulife.

[194] Me Cardinal cited the following authorities regarding the accusations of rebates granted without the knowledge of Manulife:

- a) Section 36 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière*, which expressly prohibits the representative from granting a rebate on the premium quoted in the policy or agreeing to a mode of payment of the premium other than that specified in the policy;
- b) section 16 of the *Act respecting the distribution of financial products and services*, which imposes upon representatives a duty to act with honesty and loyalty in his/her relations with a client;
- c) *Lévesque v. Giroux*, 2011 QCCQ 11691, at paras. 31 to 35;

CD00-1281

PAGE : 58

- d) *Chambre de la sécurité financière v. El Mehdi El Mana El Bouanani* (CD00-1030, December 16, 2014), at para. 52;

[195] As regards the accusations of misappropriation, Me Cardinal argued that the evidence clearly established in each case that Respondent received the premium payment from the client, deposited it in his bank account and used the proceeds for purposes other than payment of the required premium to Manulife. These payments were intended to buy insurance for the client who made the payment, not to pay the personal expenses of the Respondent.

[196] In this regard, he cited the following authorities:

- a) *Archambault v. Avocats (Ordre professionnel des)*, 2011 QCTP 130, at paras. 40 to 49;
- b) *Notaires (Ordre professionnel des) v. Morin*, 2007 QCTP 85, at paras. 63 and 92 to 94.

[197] Me Cardinal took the position that Respondent committed an infraction from the moment he deposited a client's cheque in his personal account, and cited section 4(2) of the *Regulation respecting the pursuit of activities as a representative* (CQLR, c. D-9.2, r. 10), which requires a representative to promptly deposit any funds received by him/her from a client in the exercise of his activities, in a distinct account set up for such purpose.

[198] If Respondent had any concerns about the actual arrival date of the insured, or was truly concerned about receiving documentary confirmation of his/her arrival, he should have placed the client's cheque in a drawer and not cash it until such confirmation was received. He had no business depositing the client's premium cheque in his personal account and using the funds in the interval.

CD00-1281

PAGE : 59

[199] As for the accusations regarding absence of coverage, Me Cardinal's position is that Plaintiff need only prove that the premium was not paid and that an absence of coverage resulted, in the absence of an acceptable justification.

[200] Me Cardinal argued that an absence of promised coverage resulted each time Respondent misappropriated the client's premium payment, because the non-payment of the premium prevented the policy from coming into force. In most of the accusations relating to absence of coverage, the date of Respondent's misappropriation of the client's premium payment is cited, and then associated with the period during which there was no coverage for the insured.

[201] Thus, using Count 3 as an example, where C.A. and his nephew paid the premium for policy #AAAAAAA (Exhibit P-12) in two instalments (Exhibits P-13 and P-78), C.A.'s father arrived in Canada on November 30, 2014, and C.A. informed Respondent of this arrival one week later (Exhibit P-19, page 001107), but Respondent delayed (ostensibly because he was too busy to do so earlier) until March 22, 2015 to issue a new policy (#11111111, Exhibit P-20) for which the premium was \$2,322.54 (Exhibit P-21). Thus, there was no coverage for C.A.'s father during the period November 30, 2014 until March 22, 2015, as alleged in Count 3.

[202] Me Cardinal also cited the decision in *Chambre de la sécurité financière v. Harton*, (CD00-0553, November 4, 2005, at para. 75).

[203] As regards N.S. (Count 11), Me Cardinal explained that there was no accusation of misappropriation or absence of coverage because, at the time the Complaint was filed (October 23, 2017), the investigator had not been able to find evidence of the deposit of the client's draft payment of \$2,200 (CD00-0553P-43) in Respondent's accounts, because it was only later discovered that when Respondent brought the client's draft to

CD00-1281

PAGE : 60

his bank, he took out \$2,000 in cash and only deposited the balance of \$200 in his account, as eventually confirmed by Exhibit P-80.

[204] As regards Count 23, Plaintiff contends that Respondent attempted to conceal information from the investigator, and Me Cardinal disputes the sincerity of Respondent's explanation that the investigation at that time (January 2017) concerned only C.A. and that he consequently only provided information relating to C.A., albeit by removing part of the text of the email he was asked to provide.

[205] Me Cardinal's reply to this explanation is that Me Gingras had specifically asked Respondent (CD00-0553P-71) whether there were any "other file" regarding "other clients" where "the same situation may have happened", and the Respondent replied "no".

[206] Thus, when Me Gingras asked Respondent (Exhibit P-72, para. 15) to provide a copy of the email he had received from Manulife advising him that it had not received payment of the premium for C.A.'s renewal policy (#BBBBBBBB, Exhibit P-24), Respondent had to know that providing the entire content of the table of policies for which premiums had not been paid by him would expose the falsity of his abovementioned response to Me Gingras (Exhibit P-71) and open up a can of worms, thereby giving Respondent abundant motive to alter the original email from Manulife (Exhibit P-74) and send Me Gingras an altered version (Exhibit P-73) which omitted all references to the ten other insured where the premium had not been paid.

[207] The Respondent explained that, because the investigator did not know exactly when Respondent altered Exhibit P-74 to produce Exhibit P-73, Count 23 alleges the infraction occurred between January 31, 2017 (the date of Me Gingras' request, Exhibit P-72, to Respondent for Manulife's said email) and April 13, 2017. He then requested

CD00-1281

PAGE : 61

that, because Me Gingras testified at the hearing that she received Exhibit P-73 from the Respondent on February 17, 2017, Plaintiff wished to amend Count 23 by replacing April 13, 2017 by February 17, 2017. This amendment request was granted by the Committee.

[208] Me Cardinal cited the decision in *Chambre de la sécurité financière v. Chen* (2017 QCCDCSF 79, at para. 80), where the respondent was found guilty of obstructing the work of an investigator of the CSF by sending her an altered version of an insurance policy.

[209] As regards the cheque stub #71 (Exhibit I-5), Me Cardinal pointed out that the evidence showed that whenever Respondent paid a premium to Manulife for a medical insurance policy, he did so using a credit card, in order to acquire points offered by the card issuer, which raises doubts as to whether he ever sent a cheque to Manulife for C.A.'s renewal policy (#BBBBBBBB, Exhibit P-24).

[210] However, even if Respondent did send such a cheque to Manulife on November 24, 2015, he was still guilty of misappropriating C.A.'s premium payment of \$2,900 (Exhibit P-25) because he used the client's funds for purposes other than the payment of the premium to Manulife, in the same manner as the notary was found guilty in similar circumstances in the above-cited case of *Morin*.

[211] As regards the legal provisions under which Respondent should be found guilty ("*dispositions de rattachement*"), Me Cardinal made the following suggestions:

- a) for the counts regarding rebates, the only provision invoked was section 36 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière*;
- b) for the counts regarding misappropriation of funds, the appropriate provision was section 17 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité*

CD00-1281

PAGE : 62

financière, with a conditional stay of proceedings regarding all other legal provisions cited in said counts;

c) as regards the counts regarding absence of coverage, the appropriate provision was section 24 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière*, with a conditional stay of proceedings regarding all other legal provisions cited in said counts;

d) as for Count 23, the appropriate provision was section 44 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière*, with a conditional stay of proceedings regarding section 42 of said Code.

RESPONDENT'S REPRESENTATIONS

[212] Respondent commenced his brief argument by objecting to the use of the word "illusion" (of coverage) by Plaintiff's attorney, arguing instead that the seven clients (and 11 insured) covered by the Complaint herein are "isolated cases" which should be considered in light of the 200 travel insurance policies he had issued in the past.

[213] As for Count 23, Respondent reiterated his position that he only provided information relating to C.A.'s father when sending Me Gingras an altered version (Exhibit P-73) of Manulife's email (Exhibit P-74) because the *Chambre de la sécurité financière* could always have obtained from Manulife the complete list of policies (regarding unpaid premiums relating to other clients) and that he was bound by a duty of confidentiality to clients, a fundamental condition of his right to practise.

[214] As for the accusations of misappropriation, Respondent minimized the importance of the fact that he may have used clients' funds prior to the arrival of the insured in Canada, as long as he paid when "the time comes".

CD00-1281

PAGE : 63

[215] Respondent closed his argument with a general denial of guilt on all counts.

ANALYSIS AND REASONS

Introductory Remarks

[216] It is important to commence our analysis by recalling Respondent's following testimony as to his general *modus operandi* regarding the issuance of Manulife's medical insurance policies to provide medical coverage for relatives of the clients he solicited during the period 2014 to 2017:

- a) Respondent offered his clients discounts on the premium prices which were offered by Manulife, said discounts ranging between 10% and 53% in the various cases covered by the Complaint;
- b) in order to benefit from such discounts, Respondent insisted that the clients pay him the discounted premium by way of cheque payable to him or his unincorporated business, Apo Financial Services;
- c) Respondent admits that he did not consult Manulife or obtain its consent before granting such discounts, although he claims to have once called its 1-800 agent's service line to inquire about the possibility of granting rebates, during which he was allegedly told that such a decision was "up to the agent", while conceding that he did not interpret this call as permission from Manulife to grant discounts;
- d) Manulife clearly stated in Lucinda Douglas' email to Me Valerie Gingras dated July 13, 2017 (Exhibit P-6, page 002600, at paras. 6 and 7) that:

CD00-1281

PAGE : 64

" We do not offer rebates. If we were asked such a question the answer would be no, we do not offer or support any discounts outside of what our premiums are."

" Based on our searches, we were not asked this question (i.e. whether Respondent contacted Manulife with respect to giving such discount to his clients) and all emails we have on file have been shared (with the CSF)";

- e) The clients' cheques were immediately deposited by Respondent in one of his two accounts (with the exception of N.S., where he took \$2,000 in cash and deposited only \$200 in his account, Exhibits P-80 et P-81) and, in all cases, the proceeds were then used by Respondent to pay his personal expenses, rather than using the proceeds to pay the applicable premium to Manulife;
- f) Respondent would give the client an initial document purporting to confirm the policy coverage agreed upon (Exhibits P-12, P-37, P-42, P-47, P-55, P-56, P-61 and P-67);
- g) these policy confirmation certificates cited the regular (undiscounted) premium prices which the online application procedure quoted (as described by Me Gingras and reflected in Exhibit P-82) and contained a section entitled "Payment Method" which warned the reader as follows:

" Coverage will not take effect if the premium is not received, not honoured for any reason or your credit card charges are invalid or if no proof of your payment exists";

CD00-1281

PAGE : 65

- h) Respondent did not pay the applicable premiums to Manulife because his avowed practice was to wait for confirmation from the client that the insured had arrived in Canada, at which point he would cancel the initial policy and replace it with one or more successive policies (most of which also never came into force because of non-payment of the premium), as appears from the summary of evidence which appears below;
- i) Respondent's practice of waiting for receipt of confirmation of arrival in Canada of the insured person(s) sometimes resulted in situations where the replacement policy was not issued until weeks or months after the arrival date, and even then, Respondent did not always pay the relevant premium to Manulife in a timely fashion, such that the insured person had no valid insurance coverage during that interval;
- j) Respondent always blamed his client for any delay in providing confirmation of arrival;
- k) when he did pay for a replacement policy, Respondent used a credit card belonging to his wife or niece (Exhibits P-31, P-52, P-70), in order to gain credit card points, except in the case of C.A., where Respondent claims to have sent a cheque to Manulife (which never passed through the relevant account, Exhibit P-6, and for which he could only produce a questionable cheque stub, I-5), and a couple of putative credit card payments regarding E.S. using Respondent's own Amex card (Exhibit P-64, at pages 001310 and 001311), which Manulife says did not go through because the "payment was rejected" (Exhibit P-6, page 002056), probably because the credit card number entered was missing a digit (Exhibit I-10);

CD00-1281

PAGE : 66

- l) sometimes the persons insured left Canada earlier than originally planned, which generated a request for partial reimbursement of the premium, which the Respondent did not always pay in full.

[217] As submitted by Me Cardinal, the first 22 counts of the Complaint herein may be divided into the three following categories, which we will treat as such in our analysis of the evidence:

- a) granting a discount of the policy premium, unbeknownst to Manulife (Counts 1, 4, 7, 11, 12, 17 and 20);
- b) misappropriating the premium payment by the client (Counts 2, 5, 8, 13, 15, 18 and 21);
- c) creating an absence of coverage for the insured (Counts 3, 6, 9, 10, 14, 16, 19 and 22).

Unauthorized Premium Discounts

[218] The evidence shows that Manulife's premium is generated by the online application procedure and appears in the Manulife Financial Travel Insurance Confirmation form prepared by the Respondent and sent to his clients.

[219] The following is a presentation of the discounts granted by Respondent to his clients in the case of each of the abovementioned counts:

CD00-1281

PAGE : 67

Count #	Client	Policy #	Exhibit	Manulife Premium	Premium paid by client
1	C.A.	AAAAAAA	P-12	\$3,214.19	\$2,892.78 (Exhibits P-13 & P-78)
4	C.A.	BBBBBBB	P-24	\$3,350.70	\$2,900 (Exhibit P-25)
7	M.S.C.	CCCCCCC & DDDDDDD	P-37	\$3,709.86	\$2,200 (Exhibit P-35)
11	N.S.	GGGGGGG	P-42	\$3,372.60	\$2,200 (Exhibit P-43)
12	S.B.	HHHHHHH	P-47	\$1,854.93	\$1,250 (Exhibit P-48)
17	E.S.	MMMMMMM & LLLLLLL	P-61	\$1,228.50	\$1,100 (Exhibit P-62)
20	K.P.	NNNNNNN & OOOOOOO	P-67	\$5,227.53	\$3,397.89 (Exhibit P-68)

[220] The foregoing table clearly establishes the discount granted by Respondent in each case and, as demonstrated above, Manulife's total ignorance of these discounts was affirmed by it and admitted by the Respondent himself.

[221] The fact that Respondent called Manulife's 1-800 line and may have been told that it was "up to the agent" to decide whether to grant rebates is questionable, Respondent having made several unsubstantiated allegations of payment in this case, and in any event, Respondent himself admitted that he did not interpret this alleged conversation as a license or permission to grant discounts or that he did not verify with Manulife each time he granted a premium discount to a client.

CD00-1281

PAGE : 68

[222] Furthermore, the size of some of the discounts granted and Respondent's suspicious and repeated failure to pay Manulife the appropriate premium in a timely fashion, even after the arrival in Canada of the insured persons, raise serious questions as to whether he ever intended to obtain proper coverage for his clients' relatives, because he instead appeared to be acting as the insurer, using his E&O professional liability policy as his backstop in case a claim for medical expense was ever filed by the insured.

[223] In this regard, it is rather curious that when C.A. advised Respondent on April 18, 2016 that his father-in-law had been hospitalized, Respondent's first reaction was to place three calls to his insurers (Exhibit I-1), which one would not expect him to do if he truly believed that he had sent Manulife a cheque for \$3,350.70 on November 24, 2015 (Exhibit I-5).

[224] Furthermore, the Committee does not believe Respondent when he says he paid Manulife the required premium by cheque (Exhibit I-5), in the case of C.A., or by credit card (Exhibit P-64), in the case of E.S., as he could easily have produced credible written corroboration (the cancelled cheque or bank statement, or the credit card statement if they existed), but chose not to or was unable to do so.

[225] The testimony of Mr. Yembe (dealing with events and alleged administrative deficiencies prior to 2009) cannot be credibly invoked to explain or justify Respondent's failure to pay C.A.'s premium to Manulife for policy #BBBBBBBBB (Exhibit P-24), the only one he claims was paid by cheque. In any event, if Respondent did send a cheque for \$3,350.70 (Exhibit I-5) in payment of said policy #BBBBBBBBB (Exhibit P-24), it does not mitigate his culpability under Count 6, as it was his responsibility to verify that said cheque was received by Manulife and passed through his account.

CD00-1281

PAGE : 69

[226] There are simply too many troubling failures (to promptly pay the appropriate premium) by Respondent apparent from the evidence to believe that each failure on his part to purchase binding coverage from Manulife in a timely fashion was (as Respondent alleged) an isolated incident committed without any fraudulent intent on his part, which, in any event, is not a necessary ingredient required to make a finding of guilt in disciplinary matters.

[227] Furthermore, it defies logic that the Respondent would have systematically granted so many (often substantial) premium discounts to clients he had never met before with the intention of then paying a higher premium to Manulife (as discounts were not allowed by it), thereby incurring a personal financial loss on the transaction.

[228] His conduct can only logically be explained by a dishonest and premeditated intention of pocketing most, if not all, of the premiums for himself and not paying any premium (or, at worst, a reduced premium) to Manulife, and using his professional liability policy as a backstop (as he tried to do with C.A.) in case a claim was ever made by the insured under the bogus policy he had issued.

[229] The Committee therefore finds that Respondent is guilty as charged of the infractions alleged in Counts 1, 4, 7, 11, 12, 17 and 20, the whole pursuant to section 36 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière*.

Misappropriation of clients' funds

[230] The evidence herein is uncontradicted to the effect that Respondent requested and received payment of the policy premiums he quoted to C.A., M.S.C., S.B., D.S.J., E.S. and K.P., that he did not pay Manulife the required premium in a timely fashion (if at all, in most cases) and that such funds (deposited in his personal bank accounts) were

CD00-1281

PAGE : 70

then used by Respondent for purposes other than payment of the corresponding premium to Manulife, as appears from the following table which references the relevant corroborating exhibits:

Client	Count #	Payment by client (Exhibit)	Personal use of funds (Exhibit)	Manulife not paid (Exhibit)
C.A.	2	P-13 & P-78	P-14, P-15 & P-77	P-18, page 000051
C.A.	5	P-25	P-26	P-27, page 000028
M.S.C.	8	P-35	P-36	P-6, page 002054
S.B.	13	P-48	P-50	P-6, page 002053
D.S.J.	15	P-57	P-58	P-6, page 002056
E.S.	18	P-62	P-63	P-6, pages 002056 & 002057
K.P.	21	P-68	P-69	P-6, pages 002055 & 002056

[231] As regards Count 2, the premium for policy #AAAAA (Exhibit P-12) was never paid to Manulife (Exhibit P-18, page 000051), although Respondent did pay Manulife the sum of \$2,322.54 on April 24, 2015 for a replacement policy (#11111111, Exhibit P-20), but the Respondent had nevertheless appropriated the proceeds of the total premium payment of \$2,892.78 (Exhibits P-13 and P-78) by C.A and his sister for policy #AAAAA (Exhibit P-12) in May and June of 2014 (Exhibits P-14 and P-15).

[232] Respondent's explanation that what mattered was that he paid the premiums after receiving confirmation from his clients that the insured had arrived in Canada does not

CD00-1281

PAGE : 71

exonerate him of liability as regards the charges of misappropriation, even in the few cases where he did eventually pay a premium to Manulife.

[233] The clients whose funds were misappropriated were entitled to believe that the insurer was paid in a timely fashion after receiving the insurance policy confirmations from Respondent (Exhibits P-12, P-24, P-37, P-38, P-40, P-47, P-51, P-55, P-56, P-61 and P-67) and, if the Respondent wanted to risk waiting until the insured arrived in Canada before paying the premiums, he had no authority to deposit the clients' premium cheques in his personal account and use the proceeds for his personal benefit in the interval.

[234] As demonstrated by Me Cardinal, the jurisprudence in disciplinary matters has long recognized that the concept of misappropriation must receive a broad interpretation and does not require proof of mens rea or a malicious or dishonest intent, as clearly set forth in the above-cited decisions in *Archambault* and *Morin*.

[235] Finally, the Respondent does not deny the misappropriation. Instead, he attempted to justify it by saying that there was no misconduct if he paid the premium when the insured arrived in Canada, while blaming the clients for any delays in this regard.

[236] The Committee therefore finds the Respondent guilty under Counts 2, 5, 8, 13, 15, 18 and 21 pursuant to section 16 of the *Act respecting the distribution of financial products and services*, and sections 11, 17 and 35 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière*.

[237] As recommended by Me Cardinal, we will issue a conditional stay of proceedings regarding section 16 of the *Act respecting the distribution of financial products and services*, as well as sections 11 and 35 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité*

CD00-1281

PAGE : 72

financière, because section 17 of the *Code of Ethics* is the most directly applicable provision to Respondent's conduct.

Absence of insurance coverage

[238] The persons insured under the various policies issued by the Respondent were entitled to effective medical insurance coverage from the moment they arrived in Canada. If the Respondent had purchased such coverage from Manulife as soon as he was paid the premiums by his clients, rather than wait for the uncertain arrival dates and allegedly impose upon the clients the duty to advise of the insureds' arrival, there would not have been any problem in assuring coverage from the moment of arrival.

[239] However, because of Respondent's scheme to secretly act as the insurer and delay the start of coverage in the few cases where he did provide it, coverage was not purchased in a timely fashion for the insureds, exposing them to serious financial prejudice, as in the case of C.A.'s father-in-law.

[240] The following is a summary of the uncontradicted evidence of Respondent's failure to obtain the coverage he promised to his various clients, and the period(s) during which there was no coverage:

a) Count 3

- i) C.A.'s father-in-law was originally promised coverage for the period July 20, 2014 to July 19, 2015 (Exhibit P-12, policy #AAAAAAA), and the discounted premium quoted by Respondent was fully paid by June 6, 2014 (Exhibits P-13, P-14, P-15 and P-78);
- ii) he arrived in Canada on November 30, 2014 (Exhibit P-19, page

CD00-1281

PAGE : 73

001108), but the first policy (Exhibit P-12) was not then in force, because Respondent never paid the premium for it (Exhibit P-18, page 000051);

- iii) on March 4, 2015, Respondent issued policy #11111111 (Exhibit P-20), which had an effective date of March 22, 2015, although it refers to an arrival date of November 30, 2014, with a policy expiration date of November 29, 2015, and Respondent appears to have paid a premium of \$2,322.54 on April 24, 2015, using his wife's credit card (Exhibit P-21);
- iv) the end result is that the insured was not covered during the period November 30, 2014 to March 22, 2015, as alleged in Count 3, although coverage during that period had been promised by the first policy (Exhibit P-12).

b) Count 6

- i) On November 22, 2015, Respondent issued policy #BBBBBBBB (Exhibit P-24), with an effective date of November 30, 2015 and an expiry date of November 30, 2016, and C.A. paid Respondent the discounted premium of \$2,900 on the same day (Exhibits P-25 and P-26);
- ii) Respondent claims he sent Manulife a cheque for \$3,350.70 (the stated premium in Exhibit P-24) on November 24, 2015, but only has a cheque stub (Exhibit I-5) to support his claim, with no such cheque having ever passed through his bank account and Manulife denies

CD00-1281

PAGE : 74

having received payment of this premium (Exhibit P-27, page 000028);

- iii) on July 5, 2016, Respondent issued a new policy through Allianz Global Assistance (Exhibit P-31) with an effective date of July 5, 2016 and an expiry date of November 28, 2016, the premium of \$1,513.51 having been paid using an Amex credit card belonging to Respondent's wife;
- iv) thus, Respondent's failure to pay the premium for policy #BBBBBBBB (Exhibit P-24) resulted in an absence of coverage during the period November 30, 2015 until July 5, 2016, as alleged in Count 6;
- v) whether or not Respondent actually sent a cheque to Manulife on November 24, 2015 (Exhibit I-5), which is highly doubtful, it is clear that no such payment was ever received by Manulife and that Respondent must bear the consequences;
- vi) the testimony of Mr. Yembe is irrelevant because the alleged tendency of Manulife to lose premium cheques sent to its head office (assuming, for the sake of argument that it was indeed sent by Respondent) does not excuse Respondent's failure to verify his bank statements to confirm that his alleged cheque was received and cashed by Manulife from late November 2015 until mid-April 2016.

c) Counts 9 and 10

- i) On June 2, 2015, Respondent issued travel policy certificates for the

CD00-1281

PAGE : 75

parents of M.S.C.; namely S.P.S.C (policy #CCCCCCCC, Exhibit P-37) and A.K. (policy #DDDDDDDD, Exhibit P-37) for a coverage period of 363 days, starting on July 15, 2015, which was indicated as the expected arrival date for both parents;

- ii) Respondent requested and was paid a combined discounted stated premium of \$2,200 (Exhibits P-35 and P-36), although Manulife's combined premium for these two policies was \$3,709.86;
- iii) Respondent did not pay Manulife any premium for either of these two policies (Exhibit P-6, page 002054);
- iv) on the same date Respondent issued a new policy certificate for the parents (#22222222 and #33333333, Exhibit P-38) for the same coverage period and arrival date, but the lower stated premiums for these two policies were again not paid to Manulife (Exhibit P-6, pages 002054 and 002055);
- v) on December 9, 2015, Respondent issued a new policy for the mother (#EEEEEEEE, Exhibit P-40), with an effective date of December 9, 2015, an arrival date of October 23, 2015 and expiry date of October 23, 2016;
- vi) on April 17, 2016, Respondent issued a new policy for the father (#FFFFFFF, P-40), with an alleged arrival and effective date in Canada of April 22, 2016, and an expiry date of April 21, 2017;
- vii) Manulife was not paid the premiums for these two latter policies (Exhibit P-40), as confirmed by Exhibit P-6, at page 002055;

CD00-1281

PAGE : 76

- viii) thus, although the mother (A.K.) was promised coverage pursuant to policies #DDDDDDDD and #EEEEEEEE (Exhibits P-37 and P-40) from July 15, 2015 to October 23, 2016, she received no coverage whatsoever because Respondent never paid any portion of the corresponding premiums to Manulife, as alleged in Count 9;
- ix) similarly, although the father was promised coverage pursuant to policies #CCCCCCCC and #FFFFFFF (Exhibit P-37 and P-40) from July 15, 2015 to April 21, 2017, he received no coverage whatsoever because Respondent again never paid any portion of the required premiums to Manulife, as alleged in Count 10.

d) **Count 14**

- i) On July 22, 2015, Respondent issued policy #HHHHHHHH (Exhibit P-47) at the request of S.B. for her mother-in-law (J.K.), for coverage from August 31, 2015 to August 29, 2016, the anticipated arrival date then being August 31, 2015;
- ii) on May 24, 2016, Respondent issued another policy for J.K. (#IIIIIIII, Exhibit P-51), for coverage from March 22, 2016 (J.K.'s stated arrival date in Canada, as stated in Exhibits P-51 and P-52) until March 22, 2017;
- iii) Respondent did not pay the premiums for either of these policies to Manulife (Exhibit P-6, pages 002600, para. 4, and 002601), but he did accept payment of the discounted premium of \$1,250 from S.B.'s company on July 22, 2015 (Exhibits P-48 and P-50);

CD00-1281

PAGE : 77

- iv) on September 22, 2016, Respondent issued policy #55555555 for J.K., with coverage effective on that date and expiring on March 22, 2017, and paid Manulife a premium of \$1,133.22 by credit card belonging to his wife (Exhibit P-52);
- v) the evidence establishes that J.K. arrived in Canada on March 22, 2016 (Exhibits P-51 and P-52) and that she left the country on September 26, 2016 (Exhibit P-53, page 002260) and that she was promised coverage during that period;
- vi) instead she only received coverage from September 22, 2016, merely 4 days before her return home;
- vii) thus, J.K. was deprived of coverage during the period March 26, 2016 until September 22, 2016, as alleged in Count 14.

e) **Count 16**

- i) On September 21, 2015, Respondent issued policy certificates (#JJJJJJJJ and #KKKKKKKK, Exhibits P-55 and P-56) for S.S. and G.K. at the request of D.S.J., stipulating an arrival date of November 1, 2015 and a coverage period of one year from that date;
- ii) D.S.J. paid the discounted premium of \$2,218.18 to Respondent on September 21, 2015 (Exhibits P-57 and P-58);
- iii) Respondent did not pay any premium to Manulife for these policies (Exhibit P-6, page 002604), such that the abovementioned insureds

benefitted from no coverage whatsoever during the period November 1, 2015 to October 30, 2016, as alleged in Count 16.

f) **Count 19**

- i) On February 7, 2016, Respondent issued two medical insurance policies (#LLLLLLLLL and #MMMMMMMMM, Exhibit P-61) for the parents of E.S., effective March 10, 2016, based on an arrival date on the same day and with coverage of \$50,000 expiring on July 4, 2016, for a combined stated premium of \$1,228.50;
- ii) E.S. paid the discounted premium of \$1,100 to Respondent on February 7, 2016 (Exhibits P-62, P-63 and P-64) and Respondent's attempt to pay the combined stated premium of \$1,228.50 (presumably at a loss of \$128.50, Exhibit P-64, pages 001310 and 001311), using his own Amex card, was unsuccessful because of an incorrect information regarding the credit card (presumably a missing digit), as confirmed by Manulife (Exhibits P-6, pages 002604 and 002605, P-7, P-65 and I-10) and as discussed above;
- iii) thus, the insured was promised coverage during the period from March 10, 2016 to July 4, 2016, but had none whatsoever, as alleged in Count 19.

g) **Count 22**

- i) On March 15, 2016, Respondent issued travel insurance confirmations at the request of K.P., for H.M.P. and C.H.P. (policies #NNNNNNNN and #OOOOOOOO, Exhibit P-67) for coverage of one

CD00-1281

PAGE : 79

- year, starting on May 15, 2016, the expected arrival date, for a combined stated premium of \$5,227.53;
- ii) K.P. paid Respondent the agreed discounted premium of \$3,397.89 (35% less than the stated premium) on March 15 and 16, 2016 (Exhibits P-68 and P-69);
 - iii) these two policies never came into effect because Respondent did not pay the required premiums (Exhibits P-6, pages 002055 and 002056, and P-7);
 - iv) on February 26, 2017, Respondent issued two new policies for said insured (#66666666 and #77777777, Exhibit P-70), based on an arrival date of June 23, 2016, with coverage for one year from that date, for a combined stated premium of \$1,972.49, which was paid using a credit card belonging to Respondent's niece;
 - v) these latter policies could only have taken effect on the date the premiums were paid to Manulife (February 26, 2017), despite the stated arrival date of June 23, 2016;
 - vi) thus, the insureds were promised coverage from May 15, 2016 to May 14, 2017, but only received it for the period February 26, 2017 until June 23, 2017, such that they were left without coverage for the period May 15, 2016 until June 23, 2016, as partially alleged in Count 19.

[241] Respondent's excuse for most of the cases where coverage was not provided immediately upon arrival of the insured in Canada is unacceptable. He had a duty to take

CD00-1281

PAGE : 80

the necessary steps to assure that the insured benefitted from the coverage promised under their policies from the moment they arrived in Canada.

[242] If Respondent had paid Manulife the required premium as soon as he was paid by the client, he would not have had to rely on notification from clients of the insured's arrival date, but this would have upset Respondent's scheme, which involved attracting clients with discounted premiums (not allowed by Manulife) and using clients' payments for his personal benefit until the insured arrived, at which point Respondent most often neglected to pay any premium to Manulife, in the hope that no claim would ever be made under the policy and that no one would ever become aware of his scheme.

[243] In view of the foregoing, the Committee finds Respondent guilty as charged under Counts 3, 6, 9, 10, 14, 16, 19 and 22 of the Complaint, pursuant to section 16 of the *Act respecting the distribution of financial products and services*, and pursuant to sections 12, 24 and 35 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière*.

[244] However, the Committee agrees with Me Cardinal's recommendation that it issue a conditional stay of proceedings regarding section 16 the *Act respecting the distribution of financial products and services* and sections 12 and 35 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière* because section 24 of the *Code of Ethics* is the most relevant and directly applicable provision which applies to Respondent's conduct.

Count 23

[245] When Me Gingras interviewed the Respondent on January 31, 2017, she was only aware of the complaint by C.A. However, when she asked Respondent whether there were "any other files for any reason, with respect to other clients that you suspect that

CD00-1281

PAGE : 81

same situation may have happened, that the insurer didn't receive the check", Respondent denied that any such other event(s) had ever occurred (Exhibit P-71).

[246] When requested by Me Gingras to provide her a copy of the "email you received from Manulife advising that they had not received payment of the premium for policy no. BBBB BBBB" (Exhibit P-72), instead of sending Me Gingras the full text of said email (Exhibit P-74), Respondent sent her an altered thereof (Exhibit P-73), which deleted the reference to ten other cases where the client's policy had been cancelled for non-payment of the required premium.

[247] Although Respondent says that he never had any intention of misleading Me Gingras by sending her a truncated version of the email from Manulife (Exhibit P-73, rather than Exhibit P-74), it is obvious to the Committee that Respondent knew that providing an unaltered version of Manulife's email (Exhibit P-74) would expose his denial, during the interview with Me Gingras (Exhibit P-71), that he had failed to pay the premium for any other clients.

[248] Respondent's explanation that he concealed a large part of the information in Exhibit P-74 to protect the confidentiality of other clients has no merit. He was obliged to cooperate with the investigation and trust the investigator to protect the confidentiality of client names and, if he had sincere confidentiality concerns, he should have advised the investigator of his concerns rather than send her an altered document.

[249] The Committee therefore has no hesitation in finding the Respondent guilty of having obstructed the work of Me Gingras, as alleged in Count 23, the whole pursuant to sections 42 and 44 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière*.

[250] The Committee agrees with Me Cardinal's recommendation to issue a stay of

CD00-1281

PAGE : 82

proceedings pursuant to section 42 of the *Code of Ethics*, as section 44 of the *Code of Ethics* is the more applicable provision regarding Respondent's deceptive responses to Me Gingras' above-described queries relating to her investigation herein.

FOR THESE REASONS, the Disciplinary Committee:

REITERATES the order of non-disclosure, non-publication and non-release of the names of clients contemplated in the Complaint herein, as well as any information which might enable their identification;

DECLARES the Respondent guilty under Counts 1, 4, 7, 11, 12, 17 and 20 of the Complaint pursuant to section 36 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière*;

DECLARES the Respondent guilty under Counts 2, 5, 8, 13, 15, 18 and 21 of the Complaint, pursuant to sections 16 of the *Act respecting the distribution of financial products and services*, and sections 11, 17 and 35 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière*;

ORDERS a conditional stay of proceedings of Counts 2, 5, 8, 13, 15, 18 and 21 of the Complaint as regards section 16 of the *Act respecting the distribution of financial products and services*, as well as sections 11 and 35 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière*;

DECLARES the Respondent guilty under Counts 3, 6, 9, 10, 14, 16, 19 and 22 of the Complaint, pursuant to section 16 of the *Act respecting the distribution of*

CD00-1281

PAGE : 83

financial products and services and sections 12, 24 and 35 of the Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière;

ORDERS a conditional stay of proceedings of Counts 3, 6, 9, 10, 14, 16, 19 and 22 of the Complaint, as regards section 16 of the *Act respecting the distribution of financial products and services and sections 12 and 35 of the Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière;*

DECLARES the Respondent guilty under Count 23 of the Complaint, pursuant to sections 42 and 44 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière;*

ORDERS a conditional stay of proceedings regarding Count 23 of the Complaint as relates to section 42 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière;*

CONVENES the parties, with the assistance of the Secretary of the Disciplinary Committee, to a hearing on sanctions as regards:

- a) Counts 1, 4, 7, 11, 12, 17 and 20, pursuant to section 36 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière;*
- b) Counts 2, 5, 8, 13, 15, 18 and 21, pursuant to section 17 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière;*
- c) Counts 3, 6, 9, 10, 14, 16, 19 and 22, pursuant to section 24 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière;*
- d) Count 23, pursuant to section 44 of the *Code of Ethics of the Chambre de la sécurité financière.*

CD00-1281

PAGE : 84

(S) Me George R. Hendy

Me George R. Hendy
President of the Disciplinary Committee

(S) BGilles Lacroix

Mr. BGilles Lacroix, A.V.C., Pl. Fin.
Member of the Disciplinary Committee

(S) Richard Charette

Mr. Richard Charette
Member of the Disciplinary Committee

Me Mathieu Cardinal
CDNP AVOCATS INC.
Attorney for the Plaintiff

The Respondent was self-represented

Dates of the hearing: May 14, 15 and 16, 2018.

TRUE COPY OF THE ORIGINAL SIGNED

3.7.3.2 Comité de discipline de la ChAD

COMITÉ DE DISCIPLINE

CHAMBRE DE L'ASSURANCE DE DOMMAGES

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

N° : 2019-03-01(C)

DATE : 6 novembre 2019

LE COMITÉ : Me Daniel M. Fabien, avocat	Vice-président
M. Bernard Jutras, C.d'A.A., courtier en assurance de dommages	Membre
Mme Chantal Yelle, B.A.A., courtier en assurance de dommages	Membre

M^E ALAIN GALARNEAU, ès qualités de syndic *ad hoc* de la Chambre de l'assurance
de dommages

Partie plaignante

c.

JEAN-PAUL PÉPIN, courtier en assurance de dommages (4A)

Partie intimée

DÉCISION SUR CULPABILITÉ ET SANCTION

ORDONNANCE DE NON-DIVULGATION, NON-PUBLICATION
ET NON-DIFFUSION DE TOUS LES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS
PERMETTANT D'IDENTIFIER LES ASSURÉS MENTIONNÉS AUX
PIÈCES DÉPOSÉES EN PREUVE EN VERTU DE L'ARTICLE 142 DU *CODE DES
PROFESSIONS*.

2019-03-01(C)

PAGE: 2

[1] Le 1er octobre 2019, le Comité de discipline de la Chambre de l'assurance de dommages (« le Comité ») se réunit pour disposer de la plainte logée contre l'intimé Jean-Paul Pépin dans le présent dossier.

[2] Me Alain Galarneau, ès qualité de syndic *ad hoc* de la ChAD est présent et se représente lui-même.

[3] Quant à l'intimé, il est absent mais dûment représenté par son avocate, Me Sonia Paradis.

[4] Dès le début de l'audition, les procureurs nous confirment que M. Pépin entend plaider coupable à une plainte modifiée et qu'il y aura suggestion commune quant à la sanction que le Comité doit imposer.

I. La plainte modifiée et le plaidoyer de culpabilité

[5] Dans sa plainte modifiée, Me Galarneau reproche ce qui suit à l'intimé, à savoir :

« 1. Entre les ou vers les 16 février et 8 mars 2016, (l'intimé) a fait défaut d'agir en conseiller consciencieux auprès de S.P. et M.G. clients, à l'occasion de la souscription d'un contrat d'assurance pour un bateau 2015 Axis Core Serie T-22 :

a) (...)

b) (...)

c) En ne prenant pas connaissance du contrat d'achat dudit bateau que les clients lui avaient transmis, sans que cela ne soit requis, ce qui lui aurait permis de constater que ces derniers avaient omis d'inclure les taxes au montant d'assurance initialement déclaré par eux;

le tout en contravention avec les articles 16, 27, 28 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (RLRQ, c. D-9.2) et le Code de déontologie des représentants en assurance de dommages (RLRQ, c. D-9.2, r.5), notamment les paragraphes 1 et 6 de l'article 37 dudit Code ;

2. Entre le ou vers le 16 février et le ou vers le mois de février 2017, (l'intimé) a exercé ses activités professionnelles de façon négligente en faisant défaut de noter à son dossier client pour S.P. et M.G. chacune de ses interventions les concernant notamment ses échanges, ses communications téléphoniques et leur contenu ainsi que leurs demandes, contrevenant ainsi à l'article 16 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (RLRQ, c. D-9.2) et le Code de déontologie des représentants en assurance de dommages (RLRQ, c. D-9.2, r.5), notamment l'article 9 et le paragraphe 1 de l'article 37 dudit Code et les articles 12 et 21 du Règlement sur le cabinet, le représentant autonome et la société autonome (RLRQ, c. D-9.2, r.2). »

2019-03-01(C)

PAGE: 3

[6] Me Paradis nous confirme qu'elle est autorisée à plaider coupable pour et au nom de son client à la plainte modifiée. En conséquence, le Comité prend acte du plaidoyer de culpabilité de l'intimé et déclare ce dernier coupable des deux chefs d'accusation qui y sont mentionnés.

[7] Sur le chef 1, l'intimé est déclaré coupable d'avoir enfreint l'article 37 (6°) du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages*.

[8] Quant au chef 2, l'intimé a fait défaut de bien tenir son dossier client. Il est donc reconnu coupable d'avoir contrevenu à l'article 21 du *Règlement sur le cabinet, le représentant autonome et la société autonome*.

[9] Un arrêt conditionnel des procédures est ordonné sur les autres dispositions législatives et réglementaires alléguées au soutien de chacun des chefs d'accusation de la plainte modifiée.

II. Preuve sur sanction

[10] Avec le consentement de Me Paradis, Me Galarneau dépose les pièces P-1 à P-9.

[11] À la demande du syndic *ad hoc*, le Comité rend une ordonnance de non-divulgence, non-publication et non-diffusion des renseignements personnels contenus aux pièces et permettant d'identifier les assurés suivant l'article 142 du *Code des professions*.

[12] Me Galarneau a extirpé de la preuve les pièces documentaires les plus pertinentes. Il s'agit des pièces P-1 à P-9, lesquelles sont déposées en preuve de consentement.

[13] Me Paradis attire notre attention à la pièce P-3, soit le formulaire de soumission que l'intimé transmet usuellement aux assurés qui souhaitent souscrire des garanties d'assurance pour leur bateau. À la page 3 du formulaire, on peut voir que l'assuré doit y inscrire la valeur du bateau et la valeur de la remorque, le tout plus les taxes applicables.

[14] Dans la présente affaire, l'assuré aurait omis d'inclure les taxes dans le montant qu'il a inscrit sur le formulaire, d'où la plainte dans le présent dossier.

[15] Or, les parties conviennent que l'intimé n'avait aucune obligation d'obtenir de l'assuré son contrat d'achat du bateau et de la remorque. À leur avis, c'est uniquement en raison du fait que l'intimé avait le contrat d'achat en main et qu'il n'en a pas pris connaissance qu'il y a faute déontologique dans la présente affaire.

[16] En réalité, dans les circonstances particulières du présent dossier, l'intimé aurait dû

2019-03-01(C)

PAGE: 4

prendre connaissance du contrat d'achat que l'assuré lui avait transmis, ce qui lui aurait permis de constater que son client avait omis d'inclure les taxes dans la valeur des biens à assurer.

[17] Bref, un malheureux concours de circonstances a fait en sorte que l'intimé a enfreint l'article 37 (6^o) de son code de déontologie puisqu'il a fait défaut d'éclairer son client sur le fait que la valeur des biens à assurer devait être augmentée des taxes applicables.

[18] Quant au chef n^o 2, l'intimé reconnaît qu'il a fait défaut de noter dans son dossier chacune de ses interventions, le tout contrairement à l'article 21 du *Règlement sur le cabinet, le représentant autonome et la société autonome*.

III. Recommandation commune sur sanction

[19] Les procureurs recherchent l'imposition des sanctions suivantes à l'encontre de l'intimé, à savoir :

- Chef n^o 1c) : une réprimande;
- Chef n^o 2 : une réprimande;
- Condamner l'intimé aux frais et déboursés du dossier.

[20] Les procureurs des parties requièrent donc l'imposition de deux réprimandes plus le paiement des frais et déboursés de l'instance.

[21] À l'appui de cette suggestion commune, les procureurs nous réfèrent au dossier *ChAD c. Bonin*¹.

[22] Quant aux facteurs atténuants, Me Galarneau souligne :

- L'absence d'antécédent disciplinaire de l'intimé;
- La bonne collaboration de l'intimé à l'enquête;
- Son plaidoyer à la première occasion;

¹ 2018 CanLII 38257 (QC CDCHAD);

2019-03-01(C)

PAGE: 5

- Le fait que l'intimé aurait amélioré son formulaire afin d'éviter toute autre confusion de la part des assurés.

[23] Par ailleurs, Me Paradis réitère que l'intimé n'avait pas à obtenir le contrat d'achat puisque l'assureur qui assume le risque ne le requiert pas.

[24] Autre élément atténuant selon le procureur de l'intimé, ce dernier a été poursuivi devant la division des Petites créances de la Cour du Québec.

IV. Analyse et décision

[25] Dans l'affaire *Pivin c. Inhalothérapeutes*², il a été établi « *un plaidoyer, en droit disciplinaire est la reconnaissance par le professionnel des faits qui lui sont reprochés et du fait qu'il constitue une faute déontologique* ».

[26] Au surplus, la jurisprudence³ est à l'effet que lorsqu'un comité de discipline est saisi d'un plaidoyer de culpabilité, aucune preuve relative à la culpabilité de l'intimé est nécessaire.

[27] Voilà pourquoi le Comité a pris acte du plaidoyer de culpabilité de l'intimé et l'a déclaré coupable.

[28] Par ailleurs, pour les motifs ci-après exposés, le Comité est d'opinion que la sanction juste et appropriée en l'espèce est l'imposition d'une réprimande sur chacun des chefs de la plainte.

[29] À nos yeux, l'intimé doit bénéficier des nombreux facteurs atténuants suivants, à savoir :

- la collaboration de l'intimé avec le syndic;
- son plaidoyer de culpabilité à la première occasion;
- l'absence d'antécédent disciplinaire de l'intimé;
- la faute de l'assuré;
- le fait qu'il s'agit d'un acte isolé et d'un concours de circonstances;
- les modifications apportées au formulaire de soumission;
- la bonne foi de l'intimé.

² *Pivin c. Inhalothérapeutes*, 2002 QCTP 32 (CanLII);

³ *OACIQ c. Patry*, 2013 CanLII 47258 (QC OACIQ) et *OACIQ c. Lizotte*, 2014 CanLII 3118 (QC OACIQ);

2019-03-01(C)

PAGE: 6

[30] N'oublions pas par ailleurs que toute cette affaire découle essentiellement d'une malheureuse erreur.

[31] À ce sujet, il convient de citer le passage suivant de la Cour d'appel dans l'affaire *Courchesne*⁴:

« [83] *L'appelant reproche ensuite au juge de la Cour du Québec d'avoir fait une analyse erronée des précédents en matière de sanction. Le reproche est mal fondé. La détermination de la peine, que ce soit en matière disciplinaire ou en matière pénale, est un exercice délicat, le principe fondamental demeurant celui d'infliger une peine proportionnelle à la gravité de l'infraction et au degré de responsabilité du contrevenant. L'analyse des précédents permet au décideur de s'assurer que la sanction qu'il apprête à infliger au délinquant est en harmonie avec celles infligées à d'autres contrevenants pour des infractions semblables commises dans des circonstances semblables. Mais l'analyse des précédents n'est pas sans embûche, chaque cas étant différent de l'autre. En l'espèce, à la lecture de la décision du comité de discipline et du jugement dont appel, il me semble que le reproche formulé par l'appelant est sans fondement. »*

(notre emphase)

[32] Comme le soulignait la Cour du Québec dans l'affaire *Royer c. Rioux*⁵, l'objectif de la sanction disciplinaire n'est pas de punir le professionnel, mais de corriger un comportement fautif.

[33] Enfin, le Tribunal des professions rappelait l'importance et l'utilité des suggestions communes dans l'affaire *Ungureanu*⁶ :

[21] Les ententes entre les parties constituent en effet un rouage utile et parfois nécessaire à une saine administration de la justice. Lors de toute négociation, chaque partie fait des concessions dans le but d'en arriver à un règlement qui convienne aux deux. Elles se justifient par la réalisation d'un objectif final. Lorsque deux parties formulent une suggestion commune, elles doivent avoir une expectative raisonnable que cette dernière sera respectée. Pour cette raison, une suggestion commune formulée par deux avocats d'expérience devrait être respectée à moins qu'elle ne soit déraisonnable, inadéquate ou contraire à l'intérêt public ou de nature à déconsidérer l'administration de la justice.

(notre emphase)

[34] Bien plus, lorsque des sanctions sont suggérées conjointement par des procureurs d'expérience, le Comité n'a pas à s'interroger sur la sévérité ou la clémence de celles-ci.

4 *Courchesne c. Castiglia*, 2009 QCCA 2303 (CanLII), demande d'autorisation d'appel à la Cour suprême rejetée, 2010 CanLII 20533 (CSC);

5 2004 CanLII 76507 (QC CQ);

6 *Infirmières et infirmiers auxiliaires (Ordre professionnel de) c. Ungureanu*, 2014 QCTP 20 (CanLII);

2019-03-01(C)

PAGE: 7

Il doit y donner suite, sauf s'il les considère contraires à l'intérêt public ou si elles sont de nature à déconsidérer l'administration de la justice, et ce, tel que la Cour suprême le décidait dans l'affaire *Anthony-Cook*⁷.

[35] À notre avis, la recommandation commune formulée par les parties est taillée sur mesure au cas de l'intimé. Elle est donc entérinée sans aucune réserve par le Comité.

[36] Il s'agit d'une sanction qui *colle aux faits* du présent dossier.

[37] Quant aux frais et déboursés de l'instance, l'intimé devra les assumer.

PAR CES MOTIFS, LE COMITÉ DE DISCIPLINE :

RÉITÈRE l'ordonnance de non-divulgation, non-publication et non-diffusion de tous les renseignements personnels contenus aux pièces déposées en preuve rendue par le Comité en vertu de l'article 142 du *Code des professions*;

PREND ACTE du plaidoyer de culpabilité de l'intimé Jean-Paul Pépin à l'égard des chefs n^{os} 1c) et 2 de la plainte modifiée;

DÉCLARE l'intimé coupable du chef n^o 1c) de la plainte modifiée pour avoir enfreint l'article 37 (6^o) du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages*;

DÉCLARE l'intimé coupable du chef n^o 2 de la plainte pour avoir enfreint l'article 21 du *Règlement sur le cabinet, le représentant autonome et la société autonome*;

PRONONCE un arrêt conditionnel des procédures à l'égard de toutes les autres dispositions législatives et réglementaires alléguées au soutien des chefs d'accusation susdits;

Sur le chef n^o1 :

IMPOSE à l'intimé une réprimande;

Sur le chef n^o2 :

IMPOSE à l'intimé une réprimande;

CONDAMNE l'intimé à payer les frais et déboursés.

⁷ R. c. *Anthony-Cook*, [2016] 2 R.C.S. 204.

2019-03-01(C)

PAGE: 8

Me Daniel M. Fabien, avocat
Vice-président du Comité de discipline

M. Bernard Jutras, C.d'A.A., courtier en
assurance de dommages
Membre

Mme Chantal Yelle, B.A.A., courtier en
assurance de dommages
Membre

Me Alain Galarneau
Procureur de la partie plaignante

Me Sonia Paradis
Procureur de la partie intimée

Date d'audience : 1^{er} octobre 2019

COMITÉ DE DISCIPLINE

CHAMBRE DE L'ASSURANCE DE DOMMAGES

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

No: 2019-07-01(C)

DATE : 17 octobre 2019

LE COMITÉ : Me Patrick de Niverville, avocat	Président
M. Bernard Jutras, C.d'A.A., courtier en assurance de dommages	Membre
Mme Maryse Pelletier, C.d'A.A., courtier en assurance de dommages	Membre

Me MARIE-JOSÉE BELHUMEUR, ès qualités de syndic de la Chambre de l'assurance de dommages

Partie plaignante

c.

ALAIN SÉVIGNY, courtier en assurance de dommages

Partie intimée

DÉCISION SUR CULPABILITÉ

[1] Le 19 septembre 2019, le Comité de discipline de la Chambre de l'assurance de dommages se réunissait pour procéder à l'audition de la plainte numéro 2019-07-01(C) ;

[2] Le syndic était alors représenté par Me Jean-François Noiseux et, de son côté, l'intimé se représentait seul ;

I. La plainte

[3] L'intimé fait l'objet d'une plainte comportant huit (8) chefs d'accusation, soit :

1. À Repentigny, entre les ou vers les 6 et 24 mars 2018, a négligé ses devoirs professionnels reliés à l'exercice de ses activités et/ou a fait défaut d'agir en conseiller consciencieux, en omettant de communiquer avec l'assurée H.C. notamment pour l'informer des démarches requises, à la suite de la réception de deux (2) Avis de résiliation émis par Royal et Sun Alliance du Canada, Société d'assurances visant respectivement le contrat d'assurance habitation no 01 MR 1015341 et le contrat d'assurance automobile no 01 AP 1015327, en contravention avec les articles 9, 37(1) et 37(6) du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages* (RLRQ c. D-9.2, r.5);

2019-07-01(C)

PAGE: 2

2. À Repentigny, entre les ou vers les 6 et 24 mars 2018, a négligé ses devoirs professionnels reliés à l'exercice de ses activités et/ou a fait défaut d'agir en conseiller consciencieux, en ne faisant aucune démarche auprès d'un assureur pour replacer le risque, alors qu'il savait ou aurait dû savoir que le contrat d'assurance habitation no 01 MR 1015341 émis par Royal et Sun Alliance du Canada, Société d'assurances au nom des assurés H.C. et D.J. serait résilié au 24 mars 2018, en contravention avec les articles 9, 37(1) et 37(6) du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages* (RLRQ c. D-9.2, r.5);
3. À Repentigny, entre les ou vers les 6 mars et 8 avril 2018, a négligé ses devoirs professionnels reliés à l'exercice de ses activités et/ou a fait défaut d'agir en conseiller consciencieux, en ne faisant aucune démarche auprès d'un assureur pour replacer le risque, alors qu'il savait ou aurait dû savoir que le contrat d'assurance automobile no 01 AP 1015327 émis par Royal et Sun Alliance du Canada, Société d'assurances au nom de l'assurée H.C. serait résilié au 8 avril 2018, en contravention avec les articles 9, 37(1) et 37(6) du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages* (RLRQ c. D-9.2, r.5);
4. À Repentigny, le ou vers le 26 mars 2018, a fait une déclaration fautive, trompeuse et/ou susceptible d'induire en erreur, en confirmant à l'assurée H.C. qu'elle bénéficiait d'une protection d'assurance jusqu'au 6 avril 2018, alors qu'il savait ou aurait dû savoir que le contrat d'assurance habitation no 01 MR 1015341 émis par Royal et Sun Alliance du Canada, Société d'assurances avait été résilié le 24 mars 2018, en contravention avec les articles 15, 37(1) et 37(7) du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages* (RLRQ c. D-9.2, r.5);
5. À Repentigny, entre les ou vers les 24 mars et 18 juin 2018, a exercé ses activités professionnelles de manière négligente, en omettant de faire les démarches nécessaires pour procurer aux assurés H.C. et D.J. une protection d'assurance pour leur résidence, alors qu'il savait ou aurait dû savoir que le risque était alors à découvert, en contravention avec les articles 9, 26 et 37(1) du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages* (RLRQ c. D-9.2, r.5);
6. À Repentigny, entre les ou vers les 8 avril et 18 juin 2018, a exercé ses activités professionnelles de manière négligente, en omettant de faire les démarches nécessaires pour procurer à l'assurée H.C. une protection d'assurance pour son véhicule automobile, alors qu'il savait ou aurait dû savoir que le risque était alors à découvert, en contravention avec les articles 9, 26 et 37(1) du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages* (RLRQ c. D-9.2, r.5);
7. À Repentigny, entre les ou vers les 13 et 18 juin 2018, a négligé ses devoirs professionnels reliés à l'exercice de ses activités et/ou a fait défaut d'agir en conseiller consciencieux, en refusant d'aider l'assurée H.C. et en la référant à une collègue qui n'était pas disponible en temps utile, malgré l'urgence de la situation, alors que l'assurée H.C. était sans couverture d'assurance habitation et automobile depuis des mois, en contravention avec les articles 8, 9, 37(1) et 37(6) du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages* (RLRQ c. D-9.2, r.5);
8. À Repentigny, entre les ou vers les 26 mars et 18 juin 2018, a négligé ses devoirs professionnels reliés à l'exercice de ses activités dans le dossier de l'assurée H.C., en n'ayant pas une tenue de dossier à laquelle on est en droit de s'attendre d'un professionnel, en omettant d'y noter, notamment, les communications téléphoniques, les conseils donnés, les décisions prises et les instructions reçues, en contravention avec les articles 85 à 88 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (RLRQ, c. D-9.2), les articles 9 et 37(1) du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages* (RLRQ c. D-9.2, r.5) et les articles 12 et 21 du *Règlement sur le cabinet, le représentant autonome et la société autonome* (RLRQ c. D-9.2, r.2).

2019-07-01(C)

PAGE: 3

[4] L'intimé ayant enregistré un plaidoyer de non-culpabilité à l'encontre de la plaignante, les parties ont alors procédé à l'audition sur culpabilité ;

[5] C'est ainsi que la partie plaignante a fait entendre l'assurée H.C. et l'intimé ;

[6] De son côté, l'intimé a témoigné pour sa défense, en plus de produire comme témoin sa conjointe et collaboratrice, Mme Géraldine Viart ;

[7] L'ensemble de cette preuve a permis d'établir les faits ci-après décrits ;

II. Les faits

[8] Le 26 mars 2018, l'assurée H.C. téléphone¹ à l'intimé pour l'informer qu'elle a reçu un avis de résiliation et, de toute évidence, elle est inquiète;

[9] D'entrée de jeu, il y a lieu de noter que cette conversation téléphonique² est alléguée tant au soutien du chef 1 qu'au soutien des chefs 2, 3, 4, 5, 6 et 8, tel qu'il appert du cahier des pièces de la plaignante :

- P-7 Enregistrements entre H.C. et l'intimé*
- A. 26 mars 2018 : Chef 1*
- *De 1m49x à 2m06 : Chef 8*
 - *De 5m40s à 8m18s : Chefs 2, 3, 4, 5 et 6*

[10] Cela dit, l'intimé, lors de son témoignage en preuve principale ainsi qu'en défense, a reconnu ne pas avoir fait un suivi adéquat du dossier de l'assurée H.C. ;

[11] D'ailleurs, dans un aide-mémoire qu'il a produit au soutien de sa défense, il écrit :

« Malheureusement pour une raison que je ne suis pas capable de cibler ce retour d'appel m'a glissé entre les doigts. »

[12] Bref, l'intimé, alors qu'il avait été informé, le 26 mars 2018, par sa cliente H.C. que celle-ci se retrouvait dans une situation fâcheuse en raison de l'annulation de ses deux (2) polices d'assurance, n'a pas pris les mesures nécessaires :

- pour tenter de replacer le risque (habitation) auprès d'un autre assureur (chefs 2 et 5) ;
- Il n'a pas, non plus, fait de démarches en regard de l'assurance-automobile (chefs 3 et 6) ;

¹ Pièce P-7A);

² Pièce P-7A)

2019-07-01(C)

PAGE: 4

[13] Finalement, cette conversation téléphonique³ du 26 mars 2018 n'a pas été inscrite à son « registre des notes »⁴, d'où l'allégation que ses dossiers sont mal tenus (chef 8) ;

[14] Quant aux faits allégués au soutien des chefs 4 et 7, ceux-ci seront décrits et commentés au moment de l'analyse de ces chefs ;

[15] Pour l'instant, il suffit de mentionner et ce, pour l'ensemble de la plainte, que l'intimé n'a pas réellement nié les faits à l'origine de celle-ci et qu'il regrette la tournure des événements et les problèmes occasionnés par sa négligence ;

III. Analyse et décision

3.1 Chefs nos. 1, 2, 3, 5 et 6

[16] De l'avis du Comité, le syndic s'est déchargé de son fardeau de preuve⁵ en démontrant que l'intimé a négligé ses devoirs professionnels⁶ :

- En omettant de communiquer avec l'assurée H.C. pour l'informer des démarches requises suite à l'annulation de ses polices d'assurance-habitation et assurance-automobile (chef 1)
- En ne faisant aucune démarche auprès d'un assureur pour replacer le risque (chefs 2, 3, 5 et 6)

[17] D'ailleurs, au cours de l'audition, l'intimé a reconnu qu'il avait été négligent dans le traitement du dossier de l'assurée H.C. ;

[18] À cet égard, il a tenté de fournir diverses explications pour justifier son inaction sans jamais toutefois contredire les faits à l'origine de la plainte ;

[19] En conséquence, l'intimé sera reconnu coupable des infractions alléguées aux chefs 1, 2, 3, 5 et 6, plus particulièrement pour avoir contrevenu à l'article 9 du Code de déontologie⁷, pour les motifs ci-après exposés ;

A) Les obligations du courtier d'assurance

[20] Le Comité considère que le présent dossier justifie de rappeler les principaux

³ Pièce P-7A);

⁴ Pièce P-6;

⁵ *Bisson c. Lapointe*, 2016 QCCA 1078 (CanLII), par. 63 à 68;

⁶ Art. 9 du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages* (RLRQ, c. D-9.2, r. 5);

⁷ *Ibid.*;

2019-07-01(C)

PAGE: 5

devoirs qui incombent au courtier d'assurance ;

- Avant toute chose, le courtier doit faire preuve de disponibilité⁸ et il ne doit pas négliger ses devoirs professionnels⁹ ;
- De plus, il doit tenir compte des limites de ses aptitudes et ne pas hésiter à obtenir l'aide appropriée¹⁰, si nécessaire ;
- Il doit, dans les plus brefs délais, donner suite aux instructions qu'il reçoit de son client ou le prévenir qu'il lui est impossible de s'y conformer¹¹ ;
- Enfin, il doit exercer de façon honnête et ne pas faire preuve de négligence¹² ;
- De plus, il doit rendre compte de l'exécution de son mandat¹³ et toujours agir en conseiller consciencieux¹⁴ ;

[21] Dans le présent cas, si l'intimé avait retourné ses appels et assuré un suivi adéquat de son dossier, il aurait évité un drame humain et une plainte disciplinaire ;

[22] Cela dit, de l'avis du Comité, le présent dossier prend sa source dans le défaut de l'intimé de faire le suivi de l'appel téléphonique du 26 mars 2018 (chef 1) et les autres chefs d'accusation ne sont que le résultat en cascades (chefs 2, 3, 5 et 6) de cette première faute ;

[23] En conséquence, il convient d'appliquer les principes de l'arrêt *Kienapple*¹⁵ ;

B) Interprétation large des principes de l'arrêt *Kienapple*

[24] Depuis longtemps, la jurisprudence reconnaît l'application en droit disciplinaire des principes relatifs aux déclarations de culpabilité multiples¹⁶ ;

[25] Dernièrement, le Tribunal des professions, dans l'affaire *Vallières*¹⁷, suggérerait une application plus souple de la règle interdisant les condamnations multiples ;

⁸ Art. 8 du *Code de déontologie*;

⁹ Art. 9 du *Code de déontologie*;

¹⁰ Art. 17 du *Code de déontologie*;

¹¹ Art. 26 du *Code de déontologie*;

¹² Art. 37(1) du *Code de déontologie*;

¹³ Art. 37(4) du *Code de déontologie*;

¹⁴ Art. 37(6) du *Code de déontologie*;

¹⁵ *R. c. Kienapple*, 1974 CanLII 14 (CSC);

¹⁶ *Auger c. Monty*, 2006 QCCA 596 (CanLII);

¹⁷ *Psychologues c. Vallières*, 2018 QCTP 121 (CanLII);

2019-07-01(C)

PAGE: 6

[26] Plus précisément, le Tribunal rejetait les prétentions du syndic visant à compartimenter les différents chefs d'accusation afin d'obtenir un plus grand nombre de condamnations et donc, de sanctions, dans les termes suivants :

[162] *La logique de l'appelant relativement au chef 20 est que celui-ci vise le comportement antérieur de l'intimée, eu égard aux chefs pour lesquels elle a plaidé coupable, le comportement ciblé par le chef 20 se situant en amont des autres chefs. Selon cette approche, l'intimée commet une première faute en acceptant les mandats et une deuxième en les exécutant, il s'agit donc de deux comportements distincts entraînant des fautes déontologiques distinctes.*

[163] **Cette vision très compartimentée des faits et des chefs n'est pas sans entraîner une multiplication des fautes déontologiques qu'on peut y accoler.** Si l'intimée n'a pas exécuté les tests selon les règles de l'art, c'est parce qu'elle n'avait pas les compétences. Ainsi, puisqu'elle n'avait pas les compétences, elle n'a pas administré les tests selon les règles de l'art. **Il s'agit d'un enchaînement de faits qui peut entraîner un certain raisonnement circulaire.**

[164] **La Cour d'appel du Québec** dans un arrêt récent propose une approche plus souple des règles de l'arrêt Kienapple. **Dans l'arrêt Sarazin c. R.**, les juges majoritaires de la Cour énoncent ce qui suit au sujet des principes de l'arrêt Kienapple :

[28] (...) La jurisprudence récente de la Cour fait une application souple de ce principe quand les éléments constitutifs sont distincts, **mais que le même événement fonde les différentes accusations.** Le principe fondamental dans Kienapple est de ne pas doubler ou multiplier les condamnations et les peines pour le même tort. **C'est d'éviter la redondance juridique.** (...).

(Référence omise)

[165] Le Tribunal considère que ces récents propos de la Cour d'appel sont tout à fait appropriés en ce qui concerne les infractions en matière disciplinaire, compte tenu de la nature même de la faute déontologique. **Il est fréquent de voir des plaintes déontologiques à l'égard d'un seul événement comportant de multiples chefs d'infraction avec de multiples liens de rattachement.**

[166] La présente affaire en est une illustration parfaite. Pour un même enfant à qui l'intimée a fait passer 1 ou 2 tests, l'appelant a porté une plainte comportant 2 ou 3 chefs en lien avec cet enfant et 9 liens juridiques distincts.

[167] **Cette façon très répandue de rédiger les plaintes déontologiques est souvent de nature à alourdir les débats** et à étirer indûment le processus pour parfois en arriver à un résultat qui, concrètement, fait peu de différence relativement à la déclaration de culpabilité.

[168] Cependant, **cette multiplication des chefs et des condamnations potentielles peut entraîner des conséquences importantes pour le professionnel à l'égard des sanctions,** obligeant parfois les conseils de

2019-07-01(C)

PAGE: 7

discipline à de sérieux ajustements au moment d'imposer les sanctions pour maintenir celles-ci à l'intérieur d'une globalité raisonnable. (Nos soulignements)

[27] Cela dit, cette interprétation beaucoup plus souple des règles d'application de l'arrêt *Kienapple* fut suivie par de nombreux Conseils de discipline, dont les suivants :

- *Barreau du Québec c. Diomande*, 2019 QCCDBQ 54 (CanLII);
- *Chambre de la sécurité financière c. Marcoux*, 2019 QCCDCSF 54 (CanLII);
- *Podiatres c. Tranchemontagne*, 2019 CanLII 28668 (QC OPODQ);
- *Pharmaciens c. Escobar*, 2019 CanLII 20204 (QC CDOPQ);

[28] L'origine de cette nouvelle approche est bien expliquée par le juge Vanchestein dans l'affaire *Collège des médecins du Québec c. Labrie*¹⁸ :

[331] Notre Cour d'appel dans une affaire de Dubourg présente les deux approches des principes de l'arrêt Kienapple :

[31] *En conclusion, sur le principe dans l'arrêt Kienapple, la jurisprudence a toujours été divisée en deux courants dans son application. Selon un courant, les tribunaux semblent insister plutôt sur un critère d'identité formel entre les éléments de deux infractions. Selon l'autre, ils semblent insister sur une proximité fonctionnelle entre les éléments. Dans le premier, la jurisprudence souligne l'importance de faire preuve de déférence envers le législateur en ce qui a trait à la définition des éléments de culpabilité et des contours de la responsabilité criminelle. Cette approche est plus stricte et technique. Elle souligne également la déférence dont doivent faire montre les tribunaux face à la discrétion de la poursuite dans la sélection de chefs d'accusation. **Dans le second courant**, la jurisprudence souligne une finalité téléologique **qui est d'éviter la redondance inutile dans les condamnations et l'administration de la peine**. Cette approche est entièrement compatible avec la démonstration d'une déférence envers le législateur et envers la poursuite parce que dans son application le principe de l'arrêt Kienapple **n'empêche pas une détermination de culpabilité sur plus d'un chef, mais plutôt l'imposition d'une peine sur un chef redondant et moins grave**. Elle a également l'avantage d'être plus flexible. **À mon avis, la jurisprudence actuelle au Québec et en Ontario s'inscrit de manière générale dans le second courant et donc suit le principe téléologique qui a pour finalité d'éviter la redondance dans l'imposition de la peine.** (Soulignements du Tribunal)*

[332] Cette approche souple a été confirmée à nouveau par notre Cour d'appel dans l'affaire **J.B. c. R.** :

[16] *Quant à la règle interdisant les condamnations multiples, l'appelant a raison de dire qu'elle s'applique entre certains chefs d'accusation. Notre Cour adopte une approche souple, fondée sur une analyse des faits qui*

¹⁸ 2019 QCCQ 5048 (CanLII);

2019-07-01(C)

PAGE: 8

sous-tendent les infractions et qui cherche avant tout à éviter la redondance dans les condamnations et dans la détermination de la peine : voir récemment Sarazin c. R., 2018 QCCA 1065 (CanLII), par. 27-31; Touchette c. R., 2016 QCCA 460 (CanLII), par. 49; Brais c. R., 2016 QCCA 355 (CanLII), par. 33-36. (Soulignements du Tribunal)

[333] Ainsi, pour déterminer s'il y a multiplicité des condamnations dans le présent dossier, le Tribunal adoptera l'approche prônée par la Cour d'appel du Québec. (Nos soulignements)

[29] Cela étant établi, le Comité ordonnera un arrêt conditionnel des procédures sur les chefs 2, 3, 5, et 6 au motif que ceux-ci découlent tous de la même faute, soit le manque de suivi du dossier de l'assurée H.C. qui débute par le défaut de donner suite à l'appel téléphonique du 26 mars 2018 (chef 1) ;

[30] À cet égard, le Comité prend appui sur les enseignements de la Cour d'appel dans l'arrêt *J.B. c. R.*¹⁹ :

[16] Quant à la règle interdisant les condamnations multiples, ***l'appelant a raison de dire qu'elle s'applique entre certains chefs d'accusation***. Notre Cour adopte une ***approche souple, fondée sur une analyse des faits qui sous-tendent les infractions et qui cherche avant tout à éviter la redondance dans les condamnations*** et dans la détermination de la peine : voir récemment Sarazin c. R., 2018 QCCA 1065 (CanLII), par. 27-31; Touchette c. R., 2016 QCCA 460 (CanLII), par. 49; Brais c. R., 2016 QCCA 355 (CanLII), par. 33-36.

[17] Dans les circonstances, un arrêt conditionnel des procédures s'impose sur les chefs 2, 5, 8 et 9. En l'espèce, ***le fondement de chacune des infractions réside dans la perpétration d'attouchements sexuels ou d'actes sexuels*** pouvant constituer à la fois de la grossière indécence ou des attentats à la pudeur ou encore des agressions sexuelles, selon l'époque dans ce dernier cas : *R. c. Kienapple*, 1974 CanLII 14 (CSC), [1975] 1 R.C.S. 729, 750; *R. c. Prince*, 1986 CanLII 40 (CSC), [1986] 2 R.C.S. 480, 500. Certes, ***les gestes sont de gravités différentes, mais la preuve démontre qu'ils sont, lors de chacune de leur manifestation, inextricablement liés à toutes les infractions reprochées***. (Nos soulignements)

[31] Il convient maintenant d'examiner les autres chefs de la plainte ;

3.2 Chef no. 4

[32] Le chef 4 reproche à l'intimé d'avoir fait une déclaration fausse, trompeuse et/ou susceptible d'induire en erreur sa cliente H.C. en prétendant qu'elle bénéficiait d'une protection d'assurance jusqu'au 6 avril 2018 alors qu'il aurait dû savoir que le

¹⁹ 2019 QCCA 761 (CanLII);

2019-07-01(C)

PAGE: 9

contrat d'assurance-habitation avait été résilié le 24 mars 2018 ;

[33] En défense, l'intimé plaide qu'il s'agit d'une simple erreur puisqu'une fois que la police d'assurance est annulée, celle-ci n'apparaît plus au dossier de l'intimé; il doit alors retourner à l'historique du dossier pour avoir accès aux anciennes polices ;

[34] Bref, il s'agit d'une erreur ou d'un oubli commis par inadvertance et sans arrière-pensée ;

[35] Ce type d'infraction nécessite habituellement la preuve d'une intention coupable, tel que le rappelait dernièrement le Tribunal des professions dans l'affaire *Teixeira*²⁰ :

[20] Maître Teixeira plaide que la nature de l'infraction qu'on lui reproche requiert la preuve d'une intention blâmable. Or, le Conseil en évaluant la preuve, a omis de considérer cet élément pourtant essentiel. De plus, elle souligne qu'en aucun temps le Conseil n'a remis en question la crédibilité de son témoignage.

[21] Qu'en est-il?

[22] Il convient d'abord de reproduire l'article 3.02.01 i) du Code sur lequel repose la déclaration de culpabilité :

3.02.01 Les actes suivants, entre autres, contreviennent à l'obligation d'agir avec intégrité :

(...)

*i) agir de façon à **induire en erreur** la partie adverse non représentée par avocat.*

(...)

*[23] Dans Renaud c. Barreau du Québec, notre tribunal a interprété l'article 3.02.01 c) du Code afin de déterminer si **la preuve d'une intention blâmable** était requise. Notons que la rédaction de cette disposition est similaire à celle dont il est question, en l'espèce, puisqu'elle se lit ainsi :*

3.02.01. Les actes suivants, entre autres contreviennent à l'obligation d'agir avec intégrité :

(...)

*c) **induire ou tenter d'induire le tribunal en erreur** ou, par des moyens illégaux, créer le doute en faveur du client;*

(...)

*[24] Dans cette décision, notre tribunal conclut que pour déclarer un professionnel coupable de cette infraction, **il est nécessaire de démontrer qu'il a agi intentionnellement dans le but de tromper**. Notre tribunal s'exprime ainsi :*

²⁰ *Teixeira c. R.K.*, 2019 QCTP 39 (CanLII);

2019-07-01(C)

PAGE: 10

[105] D'abord, la disposition se trouve dans une section intitulée « intégrité ». Au plan des concepts, le Tribunal trouve difficile de concevoir comment le professionnel peut manquer d'intégrité, ou dit en d'autres mots, d'honnêteté ou de probité, s'il n'est pas animé d'une intention blâmable. Cela ne signifie pas bien sûr que toutes les dispositions de la section commandent la preuve d'un élément d'intention pour qu'il y ait faute déontologique. Il faut simplement, dans chaque cas, s'arrêter au but visé et au choix des termes utilisés.

[106] **Ensuite, l'expression induire en erreur, et sa parente, sinon synonyme, tromper, évoque l'idée, si l'on s'en remet au dictionnaire de la langue française, le Petit Robert, édition 2002, de mensonge, duperie, dissimulation, ruse. Un mensonge n'est pas autre chose qu'une assertion sciemment contraire à la vérité et faite dans l'intention de tromper.**

[107] Certes, l'on ne peut exclure que quelqu'un puisse être induit en erreur involontairement. Toutefois, le Tribunal ne croit pas que la disposition vise une telle situation.

[108] La norme en cause fait partie d'un ensemble de règles qui entendent maintenir chez les avocats, en leur qualité d'auxiliaires de la justice, le plus haut standard d'intégrité et de probité. Dans une perspective déontologique, il faut plutôt envisager que l'avocat qui induit le Tribunal en erreur ne peut pas ne pas rechercher un but à atteindre ou provoquer une conséquence dont il entend tirer un avantage.

[109] Dès lors que l'article 3.02.01 c) du Code **nécessite la démonstration d'un élément intentionnel**, le Comité devait s'y arrêter et se demander si au regard de l'ensemble des faits et de tout le contexte, en incluant le témoignage de l'appelant, il pouvait conclure à la présence d'un état d'esprit blâmable. En ne le faisant pas pour la raison que l'on sait, il commet une erreur de droit.

[25] **Cette exigence de prouver l'élément intentionnel à l'égard de l'infraction prévue à l'article 3.02.01 c) du Code a été réitérée par notre tribunal dans Vaillancourt c. Avocats (Ordre professionnel des).**

[26] En l'espèce, le Tribunal constate que les mots employés à l'article 3.02.01 i) du Code « **agir de façon à induire en erreur** » renvoient à la notion **de mensonge, duperie, dissimulation ou ruse qui inclut l'intention de tromper.**

[27] Par conséquent, **le Conseil devait analyser la preuve pour déterminer la présence de l'élément intentionnel**, ce qu'il a omis de faire, commettant ainsi une erreur de droit. (Nos soulignements)

[36] D'ailleurs, une simple erreur commise par inadvertance n'est pas génératrice d'infraction, tel que le soulignait le Tribunal des professions dans l'arrêt *Constantine c. Avocats*²¹ :

²¹ 2008 QCTP 16 (CanLII);

2019-07-01(C)

PAGE: 11

*[80] Pour que l'appelant soit déclaré coupable du second chef, l'article 4.02.01 d) exige que preuve soit faite de sa connaissance de la fausseté de l'affidavit. **On ne peut assimiler dans ce contexte, déclaration fausse à déclaration inexacte ou erronée.** (Nos soulignements)*

[37] Dans les circonstances, l'intimé sera acquitté du chef 4 puisque le Comité n'a pas été en mesure de déceler chez ce dernier aucune intention malicieuse ou malhonnête ;

3.3 Chef no. 7

[38] Le chef 7 de la plainte reproche à l'intimé d'avoir référé l'assurée H.C. à une collègue qui n'était pas disponible en temps utile, malgré l'urgence de la situation ;

[39] Qu'en est-il au juste ?

[40] Selon l'assurée H.C., celle-ci aurait placé un appel téléphonique auprès de l'intimé, le 13 juin 2018, lequel lui mentionne que sa collègue, « Géraldine », verra à la rappeler le soir même²² ;

[41] En pratique, sa collègue, Mme Géraldine Viart, ne rappellera l'assurée H.C. que le lendemain, soit le 14 juin 2018 ;

[42] L'intimé explique ce retard par le fait que, suite à de nombreux orages électriques durant la soirée du 13 juin 2018, ils ont subi une panne d'électricité, l'empêchant, lui et sa collègue, de rejoindre Mme H.C. ;

[43] Toujours est-il que dès le lendemain, soit le 14 juin 2018, Mme Viart communiquait avec l'assurée H.C.²³ ;

[44] Mais il y a plus, la preuve démontre qu'entre le 14 juin 2018 et le 18 juin 2018, Mme Viart a fait de nombreuses démarches pour replacer le risque auprès d'un autre assureur²⁴ ;

[45] En l'espèce, le dossier de l'assurée H.C. était rendu plus difficile en raison de ses annulations pour non-paiement ;

[46] Finalement, le 18 juin 2018, Mme Viart a réussi à lui obtenir de l'assurance-habitation et automobile dont la protection débutait le 14 juin 2018 (pièce I-2) ;

[47] Dans les circonstances, le Comité est d'avis que le syndic ne s'est pas

²² Pièce P-7B) : enregistrement de la conversation téléphonique du 13 juin 2018;

²³ Pièce P-7B) : enregistrement de la conversation téléphonique du 14 juin 2018;

²⁴ Pièce I-8 : aide-mémoire de Mme Géraldine Viart;

2019-07-01(C)

PAGE: 12

déchargé de son fardeau de preuve ;

[48] Pour ces motifs, l'intimé sera acquitté des infractions reprochées au chef 7 de la plainte ;

3.4 Chef no. 8

[49] Le chef 8 reproche à l'intimé une mauvaise tenue de ses dossiers ;

[50] La preuve démontre que les conversations téléphoniques du 26 mars 2018 et celles des 13 et 14 juin 2018 n'ont pas été notées au dossier²⁵ ;

[51] Qui plus est, l'intimé a reconnu à l'audition que son dossier n'était pas complet, plusieurs démarches effectuées n'ayant pas été inscrites au dossier ;

[52] En conséquence, l'intimé sera reconnu coupable des infractions reprochées au chef 8 de la plainte ;

IV. Conclusion

[53] Le Comité tient à souligner qu'un arrêt conditionnel des procédures n'est pas un acquittement et que l'intimé devra, à l'avenir, prendre les moyens nécessaires pour éviter la répétition de tels gestes ;

[54] De plus, le Comité demande aux parties, en prévision de l'audition sur sanction, d'examiner la possibilité de recommander, au conseil d'administration de la ChAD, l'imposition d'un ou plusieurs cours de perfectionnement ;

[55] À cet égard, le Comité rappelle que la sanction n'est pas punitive et qu'elle vise plutôt à assurer la protection du public.

PAR CES MOTIFS, LE COMITÉ DE DISCIPLINE :

DÉCLARE l'intimé coupable de toutes les infractions reprochées aux chefs 1, 2, 3, 5 et 6 de la plainte et plus particulièrement comme suit :

Chef 1 : pour avoir contrevenu à l'article 9 du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommage* (RLRQ, c. D-9.2, r. 5)

PRONONCE un arrêt conditionnel des procédures à l'égard des autres dispositions réglementaires alléguées au soutien du chef 1 ;

²⁵ Pièce P-6;

2019-07-01(C)

PAGE: 13

Chefs 2, 3, 5 et 6 :

PRONONCE un arrêt conditionnel des procédures à l'égard sur les chefs 2, 3, 5 et 6 de la plainte ;

Chefs 4 et 7 :

ACQUITTE l'intimé de toutes et chacune des infractions reprochées aux chefs 4 et 7 de la plainte ;

Chef 8 :

DÉCLARE l'intimé coupable du chef 8 pour avoir contrevenu à l'article 21 du *Règlement sur le cabinet, le représentant autonome et la société autonome* (RLRQ, c. D-9.2, r. 2) ;

PRONONCE un arrêt conditionnel des procédures des autres dispositions législatives et réglementaires alléguées au soutien du chef 8 ;

DEMANDE à la secrétaire du Comité de discipline de convoquer les parties pour l'audition sur sanction pour les chefs 1 et 8 ;

LE TOUT, frais à suivre.

Me Patrick de Niverville, avocat
Président

M. Bernard Jutras, C.d'A.A., courtier en
assurance de dommages
Membre

Mme Maryse Pelletier, C.d'A.A., courtier en
assurance de dommages
Membre

Me Jean-François Noiseux
Procureur de la partie plaignante

M. Alain Sévigny (se représentant seul)
Partie intimée

Date d'audience : 19 septembre 2019

COMITÉ DE DISCIPLINE

CHAMBRE DE L'ASSURANCE DE DOMMAGES

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

N° : 2019-04-01(C)

DATE : 23 octobre 2019

LE COMITÉ : M ^e Daniel M. Fabien, avocat	Président
M. Philippe Jones, courtier en assurance de dommages	Membre
Mme Anne-Marie Hurteau, MBA, FPAA, CRM, courtier en assurance de dommages	Membre

M^e MARIE-JOSÉE BELHUMEUR, ès qualités de syndic de la Chambre de l'assurance de dommages

Partie plaignante

c.

LIONEL THIFFAULT, courtier en assurance de dommages (4A)

Partie intimée

DÉCISION SUR CULPABILITÉ ET SANCTION

ORDONNANCE DE NON-PUBLICATION, DE NON-DIFFUSION ET
DE NON-DIVULGATION DE TOUT RENSEIGNEMENT PERSONNEL
CONTENU AUX PIÈCES P-2 À P-32 INCLUSIVEMENT
PERMETTANT D'IDENTIFIER
LES ASSURÉS
(Art. 142 du *Code des professions*)

[1] Le 11 juillet 2019, le Comité de discipline de la Chambre de l'assurance de

2019-04-01(C)

PAGE : 2

dommages (« le Comité ») s'est réuni pour procéder à l'instruction sur culpabilité et sanction d'une plainte logée contre le courtier en assurance de dommages Lionel Thiffault.

[2] M^e Marie-Josée Belhumeur, ès qualité de syndic, est représentée par M^e Mathieu Cardinal. Quant à l'intimé, il est présent et se représente seul.

I. Le plaidoyer de culpabilité de l'intimé

[3] L'intimé enregistre un plaidoyer de culpabilité sur chacun des chefs de la plainte du 23 avril 2019, laquelle se lit comme suit :

« 1. Le ou vers le 18 juillet 2018, lors de la souscription du contrat d'assurance habitation n° 021837974 pour M.-L.G. et C.F. auprès de L'Unique Assurances générales inc. , a fait défaut de transmettre à l'assureur toutes les informations nécessaires à l'appréciation du risque et/ou a exercé ses activités de façon malhonnête ou négligente en transmettant à l'assureur des renseignements faux, trompeurs ou susceptibles d'induire en erreur, en ce que :

a. dans le compu-quote, à la case « Habitation – Assureur actuel », il a indiqué « Wawanesa Mutual » alors qu'il savait ou devait savoir que telle assurance avait été résiliée par l'assureur suite à deux chèques faits sans provision ;

b. dans le compu-quote, à la case « Nombre de NSF's », il a indiqué « 0 » alors qu'il savait ou devait savoir que telle information était fausse ;

c. dans la proposition, à la case « en cas de résiliation par l'assureur, fournir la raison » associée au contrat d'assurance habitation antérieur « Wawanesa HPC822830203 », il a omis d'indiquer que telle assurance avait été résiliée par l'assureur suite à deux chèques faits sans provision ;

d. dans la proposition, à la question « au cours des cinq dernières années, est-ce qu'une société d'assurance a rejeté, annulé, refusé ou exprimé l'intention de ne pas renouveler une police d'assurance habitation, quelle qu'elle soit? », il a répondu « non » alors qu'il savait ou devait savoir que telle information était fausse ;

e. dans le compu-quote, dans la proposition ou dans le mémo du client, il a omis de mentionner que les assurés avaient présenté une proposition de consommateur à leurs créanciers ;

en contravention avec les articles 15, 29, 37(1) et 37(7) du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages (RLRQ c. D-9.2, r.5) ;

2. Le ou vers le 18 juillet 2018, dans le cadre de la souscription du contrat d'assurance habitation n° 021837974 pour M.-L.G. et C.F. auprès de L'Unique Assurances générales inc., a fait défaut de rendre compte de l'exécution de son mandat en omettant d'informer les assurés que deux assureurs avaient refusé le risque, en contravention avec les articles 25 et 37(4) du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages (RLRQ c. D-9.2, r.5) ;

2019-04-01(C)

PAGE : 3

3. Le ou vers le 18 juillet 2018, dans le cadre de la souscription du contrat d'assurance habitation n° 021837974 pour M.-L.G. et C.F. auprès de L'Unique Assurances générales inc., a fait une déclaration fautive, trompeuse ou susceptible d'induire en erreur à l'assurée M.-L.G., en lui disant avoir obtenu une prime d'assurance plus avantageuse avec L'Unique Assurances générales inc. qu'avec Assurance Economical, alors que ce dernier assureur avait refusé le risque, en contravention avec les articles 15 et 37(7) du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages (RLRQ c. D-9.2, r.5) ;

4. Le ou vers le 18 juillet 2018, dans le cadre de la souscription du contrat d'assurance habitation n° 021837974 pour M.-L.G. et C.F. auprès de L'Unique Assurances générales inc., a négligé ses devoirs professionnels reliés à l'exercice de ses activités, en omettant de noter au dossier client de M.-L.G. et C.F. certains renseignements, notamment la résiliation pour défaut de paiement du contrat d'assurance habitation n° HPC822830203 émis par La Compagnie mutuelle d'assurance Wawanesa, le refus d'accepter le risque par deux assureurs ainsi que le nom et les informations concernant l'emploi de C.F., en contravention avec les articles 85 à 88 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (RLRQ c. D-9.2), 9 et 37(1) du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages (RLRQ c. D-9.2, r.5) et 12 et 21 du Règlement sur le cabinet, le représentant autonome et la société autonome (RLRQ c. D-9.2, r.2) ; »

[4] Séance tenante, le Comité a pris acte du plaidoyer de culpabilité de l'intimé et a déclaré celui-ci coupable des infractions reprochées.

[5] Sur chacun des chefs 1a., 1b., 1c., 1d. et 1e., l'intimé est déclaré coupable d'avoir enfreint l'article 29 du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages.

[6] Cet article stipule ce qui suit :

« Art. 29. Le représentant en assurance de dommages doit donner à l'assureur les renseignements qu'il est d'usage de lui fournir. »

[7] Quant au chef 2, l'intimé est déclaré coupable d'avoir contrevenu à l'article 37 (4°) du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages. Cette disposition prévoit :

« Art. 37. Constitue un manquement à la déontologie, le fait pour le représentant en assurance de dommages d'agir à l'encontre de l'honneur et de la dignité de la profession, notamment :

(...)

4° de faire défaut de rendre compte de l'exécution de tout mandat ; »

[8] Relativement au chef 3, l'intimée est coupable d'avoir contrevenu à l'article 37 (7°) du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages qui édicte :

« Art. 37. Constitue un manquement à la déontologie, le fait pour le représentant en

2019-04-01(C)

PAGE : 4

assurance de dommages d'agir à l'encontre de l'honneur et de la dignité de la profession, notamment :

(...)

7° de faire une déclaration fausse, trompeuse ou susceptible d'induire en erreur; »

[9] Finalement, quant au chef 4, l'intimé est déclaré coupable d'avoir contrevenu à l'article 21 du *Règlement sur le cabinet, le représentant autonome et la société autonome*, qui stipule :

« Art. 21. Les dossiers clients qu'un cabinet, un représentant autonome ou une société autonome inscrit dans la discipline de l'assurance de dommages doit tenir sur chacun de ses clients dans l'exercice de ses activités doivent contenir les mentions suivantes:

1° son nom;

2° le montant, l'objet et la nature de la couverture d'assurance;

3° le numéro de police et les dates de l'émission du contrat et de la signature de la proposition, le cas échéant;

4° le mode de paiement et la date de paiement du contrat d'assurance;

5° la liste d'évaluation des biens de l'assuré transmise par celui-ci, le cas échéant.

Tout autre renseignement ou document découlant des produits vendus ou des services rendus recueillis auprès du client doit également y être inscrit ou déposé. »

[10] Considérant ce qui précède, un arrêt conditionnel des procédures est ordonné sur les autres dispositions législatives et réglementaires alléguées au soutien des chefs d'accusation ci-haut mentionnés.

II. Preuve sur sanction

[11] Avec le consentement de M. Thiffault, le syndic dépose les pièces documentaires P-1 à P-32.

[12] La pièce P-1 nous fait voir que l'intimé n'a plus de certificat l'autorisant à exercer la profession depuis le 7 avril 2019.

[13] À la demande du syndic, une ordonnance de non-publication, non-diffusion et non-divulgaration est rendue par le Comité en vertu de l'article 142 du *Code des professions*.

[14] L'intimé désire s'expliquer. Dûment assermenté, il déclare essentiellement ce qui

2019-04-01(C)

PAGE : 5

suit :

- C'est à l'âge de 69 ans qu'il est devenu courtier en assurance de dommages;
- Il a terminé son cours en courtage d'assurance de dommages en 2014 et a commencé à travailler uniquement en 2017;
- Précédemment, il œuvrait en restauration et le commerce de vêtements;
- Considérant les événements décrits à la plainte, il fut congédié par son employeur, le cabinet OVC inc.;
- Il aimait beaucoup son travail mais lorsqu'il a commencé à travailler à temps plein, il devait faire environ 70 heures par semaine;
- C'est dans ce contexte difficile et sans soutien de la part du cabinet qu'il a commis les infractions décrites à la plainte;
- Aujourd'hui, il se sent humilié par son comportement dérogatoire;
- Quant à sa situation financière, il la considère précaire et à ce sujet, l'intimé nous remet un document établissant ses sources de revenus;
- Il reçoit en ce moment des prestations d'assurance-emploi qui viennent à échéance au mois de décembre 2019;
- En raison de son âge et considérant le présent dossier, il ne croit pas qu'il pourra se trouver un nouvel emploi dans le domaine du courtage d'assurance;
- Dans une lettre qu'il a transmis à M^e Cardinal le 5 juillet 2019, il propose à ce dernier de suggérer au Comité une radiation permanente de son certificat;
- En effet, l'intimé n'aurait pas l'intention de renouveler son certificat et revenir à la profession;
- Finalement, l'intimé considère qu'il n'a pas les moyens de payer l'amende suggérée par la partie plaignante.

III. Recommandations sur sanction du syndic

[15] M^e Cardinal est d'avis que la sanction suivante serait juste et appropriée dans les circonstances du présent dossier tout en tenant compte de la situation particulière de M.

2019-04-01(C)

PAGE : 6

Thiffault, à savoir :

- Chefs n^{os} 1a. à 1e. : une radiation temporaire de 3 mois;
- Chef n^o 2 : une amende de 3 000 \$;
- Chef n^o 3 : une amende de 2 500 \$;
- Chef n^o 4 : une amende de 2 000\$;
- En vertu du principe de la globalité, réduire les amendes totalisant la somme de 7 500 \$ à une somme globale de 2 000 \$;
- Accorder un délai de 24 mois à l'intimé pour payer l'amende globale de 2 000 \$ et ce, en 24 versements mensuels, égaux et consécutifs, le tout avec une clause de déchéance de bénéfice du terme en cas de défaut.

[16] Puisque l'intimé ne pratique pas actuellement, sa radiation ne sera exécutoire qu'à compter de la remise en vigueur de son certificat¹. À ce moment, le secrétaire du Comité devra procéder à la publication d'un avis de la radiation temporaire de l'intimé.

[17] M^e Cardinal nous explique pour quelles raisons le syndic nous recommande d'imposer les sanctions ci-haut décrites.

[18] Quant aux facteurs aggravants, l'avocat du syndic insiste sur les suivants :

- il s'agit d'infractions qui se situent au cœur de la profession;
- les conséquences néfastes chez certains assurés;
- la mise en péril de la protection du public.

[19] Quant aux facteurs atténuants dont l'intimé doit bénéficier, M^e Cardinal souligne :

- l'absence d'antécédent disciplinaire de l'intimé;
- son plaidoyer de culpabilité à la première occasion ;
- la situation financière difficile de l'intimé;

¹ *Lambert c. Agronomes*, 2012 QCTP 39 (CanLII);

2019-04-01(C)

PAGE : 7

- un risque de récidive inexistant, puisque l'intimé ne souhaite plus revenir à la profession.

[20] À l'appui de cette suggestion de sanction, le procureur du syndic nous réfère notamment aux précédents jurisprudentiels suivants du Comité :

- *ChAD c. Bonin*, 2018 CanLII 38257 (QC CDCHAD)
- *ChAD c. Dupuis-Richard*, 2018 CanLII 78589 (QC CDCHAD)
- *ChAD c. Verret*, 2019 CanLII 47053 (QC CDCHAD)
- *ChAD c. Dion*, 2017 CanLII 66281 (QC CDCHAD)

IV. Recommandations sur sanction de l'intimé

[21] M. Thiffault nous mentionne qu'il serait d'accord pour payer l'amende de 2 000 \$ en autant qu'il occupe un emploi comme courtier en assurance de dommages.

[22] Questionné par le vice-président, il apparaît clairement des propos de l'intimé qu'il ne veut tout simplement pas se faire imposer une ou des amendes.

[23] Si nous avons bien compris l'argumentaire de l'intimé, il prétend qu'il n'aurait pas la capacité financière de payer une somme de 2 000 \$ échelonnée sur 2 ans.

[24] M. Thiffault préfère une radiation permanente de son certificat puisque de toute façon il n'entend pas revenir à la profession.

V. Analyse et décision

[9] Considérant que la sanction imposée doit favoriser la réinsertion sociale de l'accusé plutôt que de chercher à le punir outre mesure², le Comité est d'opinion que la sanction suggérée par la partie plaignante est taillée sur mesure pour l'intimé.

[10] En tenant compte des représentations des parties, le Comité considère que cette sanction, dans sa globalité, constitue une sanction qui est juste et équitable et ce, après avoir tenu compte et fait l'évaluation de tous les facteurs tant aggravants qu'atténuants³.

² R. c. *Pham*, 2013 CSC 15 (CanLII), voir aussi *ChAD c. Gouin*, 2016 CanLII 53909 (QC CDCHAD);

³ BERNARD, P. *La sanction en droit disciplinaire : quelques réflexions*, dans « Développement récent en déontologie, droit professionnel et disciplinaire », S.F.P.B.Q., 2004, 2006, pp. 71 et ss.;

2019-04-01(C)

PAGE : 8

[11] Bien sûr, la gravité objective des infractions commises par l'intimé ne fait pas de doute.

[12] Toutefois, dans le cadre de son délibéré, le Comité est venu aisément à la conclusion que la sanction suggérée par le syndic, soit l'imposition d'une amende globale de 2 000 \$ payable sur une période de 2 ans, en 24 versements mensuels, égaux et consécutifs, ne sera pas du tout accablante pour l'intimé.

[13] C'est d'ailleurs aussi pour cette raison que le Comité ne peut pas retenir l'argumentaire de l'intimé. En 2 ans, il a manifestement les moyens de payer cette amende globale.

[14] En effet, le syndic tient compte de la situation financière de l'intimé dans l'élaboration de sa suggestion de sanction. Il applique le principe de la globalité de la sanction, tel qu'élaboré par le Tribunal des professions dans *Kenny c. Dentistes*⁴ :

« Quant à la globalité ou à la totalité des amendes imposées (...) elle doit être analysée par le comité de discipline. Ce dernier doit regarder si cette globalité ou totalité ne constitue pas une sanction accablante même si les sanctions imposées sur chacun des chefs peuvent par ailleurs apparaître justes, appropriées et proportionnées dans les circonstances. »

[15] À nos yeux, ce dernier passage s'applique intégralement au cas de l'intimé et c'est pourquoi, en vertu du principe de la globalité, le syndic a réduit le total des amendes à une somme globale de 2 000 \$.

[16] Par ailleurs, nous sommes d'avis qu'une radiation temporaire de 3 mois sur les chefs 1a. à 1e. est tout à fait approprié compte tenu de la grande gravité objective de ces infractions.

[17] En effet, il s'agit d'infractions très graves et elles se situent au cœur de la profession de courtier d'assurance. Une période de suspension est pleinement justifiée afin de mettre davantage l'accent sur la dissuasion et ce, particulièrement dans le cas où l'intimé change d'idée et ose un retour à la profession.

[18] Puisque l'intimé ne pratique pas actuellement, sa radiation ne sera exécutoire qu'à compter de la remise en vigueur de son certificat par l'Autorité des marchés financiers⁵.

[19] À ce moment, et afin d'informer le public, le secrétaire du Comité devra procéder, aux frais de l'intimé, à la publication d'un avis de la radiation temporaire de ce dernier.

V. Conclusion

4 [1993] D.D.C.P. 214 (T.P.);

5 *Lambert c. Agronomes*, 2012 QCTP 39 (CanLII);

2019-04-01(C)

PAGE : 9

[20] Le Comité considère donc que dans sa globalité, l'imposition d'une période de radiation temporaire de 3 mois jumelée avec le paiement d'une amende globale de 2 000 \$ constitue une sanction qui satisfait entièrement aux objectifs établis par la Cour d'appel dans l'arrêt *Pigeon c. Daigneault*⁶.

[21] En effet, selon le Comité, la sanction privilégiée par le Comité atteint chacun des objectifs suivants : la protection du public, la dissuasion du professionnel de récidiver, l'exemplarité à l'égard des membres de la profession qui pourraient être tentés de poser des gestes semblables et finalement, le droit du professionnel visé d'exercer sa profession.

[25] Tel que ci-haut mentionné, considérant la situation financière difficile de l'intimé, le Comité lui accordera un délai de 2 ans pour payer l'amende globale dans le présent dossier. Toutefois, si l'intimé devait être en défaut de payer à échéance l'un ou l'autre des versements mensuels, il perdra le bénéfice du terme et toute somme alors impayée deviendra immédiatement due et exigible.

[26] Quant aux déboursés, en l'absence de représentations à ce sujet par les parties, le Comité décide qu'ils devront être assumés par l'intimé.

PAR CES MOTIFS, LE COMITÉ DE DISCIPLINE :

PREND ACTE du plaidoyer de culpabilité de l'intimé Lionel Thiffault sur les chefs n^{os} 1 à 4 de la plainte;

DÉCLARE l'intimé coupable des chefs n^{os} 1a., 1b., 1c., 1d. et 1e. de la plainte pour avoir contrevenu à l'article 29 du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages*;

DÉCLARE l'intimé coupable du chef n^o 2 de la plainte pour avoir contrevenu à l'article 37(4^o) du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages* ;

DÉCLARE l'intimé coupable du chef n^o 3 de la plainte pour avoir contrevenu à l'article 37(7^o) du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages* ;

DÉCLARE l'intimé coupable du chef n^o 4 de la plainte pour avoir contrevenu à l'article 21 du *Règlement sur le cabinet, le représentant autonome et la société autonome*;

6 2003 CanLII 32934 (QC CA) aux paragraphes 38 et suivants;

2019-04-01(C)

PAGE : 10

PRONONCE un arrêt conditionnel des procédures à l'égard de toutes les autres dispositions législatives et réglementaires alléguées au soutien des chefs d'accusation susdits;

Sur les chefs n^{os} 1a. à 1e. inclusivement :

IMPOSE à l'intimé une radiation temporaire de 3 mois, à être purgée à l'expiration du délai d'appel si l'intimé est titulaire d'un certificat délivré par l'Autorité des marchés financiers ou, à défaut, à compter du moment où son certificat sera remis en vigueur par l'Autorité des marchés financiers;

Sur le chef n^o 2 :

IMPOSE à l'intimé une amende de 3 000 \$;

Sur le chef n^o 3 :

IMPOSE à l'intimé une amende de 2 500 \$;

Sur le chef n^o 4 :

IMPOSE à l'intimé une amende de 2 000 \$;

CONSIDÉRANT le principe de la globalité de la sanction, **RÉDUIT** le montant total des amendes ci-haut mentionnées à la somme globale de 2 000 \$;

DÉCLARE que la période de radiation temporaire sera exécutoire à compter de la remise en vigueur du certificat de l'intimé;

ORDONNE la publication d'un avis de radiation temporaire à compter de la remise en vigueur du certificat de l'intimé;

CONDAMNE l'intimé au paiement de tous les déboursés incluant, le cas échéant, les frais de publication de l'avis de radiation temporaire;

ACCORDE à l'intimé un délai de 24 mois pour acquitter les amendes en 24 versements mensuels, égaux et consécutifs, délai qui sera calculé uniquement à compter du 31^{ème} jour suivant la signification de la présente décision;

DÉCLARE que si l'intimé est en défaut de payer à échéance l'un ou l'autre des versements susdits, il perdra le bénéfice du terme et toute somme alors impayée deviendra immédiatement due et exigible.

2019-04-01(C)

PAGE : 11

M^e Daniel M. Fabien, avocat
Vice-président du Comité de discipline

M. Philippe Jones, courtier en assurance de
dommages
Membre

Mme Anne-Marie Hurteau, MBA, FPAA, CRM
courtier en assurance de dommages
Membre

M^e Mathieu Cardinal
Procureur de la partie plaignante

M. Lionel Thiffault, non représenté
Partie intimée

Date d'audience : 11 juillet 2019

3.7.3.3 OCRCVM

Aucune information.

3.7.3.4 Bourse de Montréal Inc.

Aucune information.

3.8 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

4.

Indemnisation

- 4.1 Avis et communiqués
 - 4.2 Réglementation
 - 4.3 Autres consultations
 - 4.4 Fonds d'indemnisation des services financiers
 - 4.5 Autres décisions
-

4.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

4.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

4.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

4.4 FONDS D'INDEMNISATION DES SERVICES FINANCIERS

Aucune information.

4.5 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

5.

Institutions financières

- 5.1 Avis et communiqués
 - 5.2 Réglementation et lignes directrices
 - 5.3 Autres consultations
 - 5.4 Avis d'intention des assujettis et autres avis
 - 5.5 Sanctions administratives
 - 5.6 Protection des dépôts
 - 5.7 Autres décisions
-

5.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Avis relatif au dépôt de l'état annuel et autres documents pour l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2019 – Assureurs de dommages autorisés à exercer leurs activités au Québec

En vertu des dispositions de la *Loi sur les assureurs*, RLRQ, c. A-32.¹ (la « Loi »), tout assureur autorisé doit préparer et transmettre à l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), en la forme, la teneur et à la date que celle-ci détermine, les documents et les renseignements prévus à la Loi ou requis par l'Autorité (les « documents et renseignements exigés »).

Le dépôt électronique par l'entremise des Services en ligne (les « SEL ») de l'Autorité est obligatoire pour tous les documents et renseignements exigés.

Vous trouverez sur le site Web de l'Autorité la version complète du présent avis incluant les annexes détaillant les exigences spécifiques relatives au dépôt des documents pour l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2019. Vous pouvez y accéder en utilisant le lien suivant :

<https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-dommages/>

La version complète des documents portant signatures devra être conservée au bureau de l'assureur, pour fins d'examen par l'Autorité, le cas échéant.

Sanctions administratives pécuniaires

Nous vous rappelons qu'il est de la responsabilité de chaque assureur de s'assurer que l'Autorité reçoive, aux dates déterminées, les documents et renseignements exigés.

Des sanctions administratives pécuniaires peuvent être imposées à un assureur autorisé en cas de défaut de transmettre à l'Autorité les documents ou renseignements exigés ou lorsque ceux-ci sont incomplets ou ne sont pas transmis avant l'échéance prévue, conformément aux articles 491 et suivants de la Loi.

Transmission électronique des données financières et autres documents

Le *Guide d'instructions pour la transmission des divulgations (Assureurs)* explique la procédure à suivre pour le dépôt de fichiers sur les SEL de l'Autorité et fournit des instructions spécifiques, entre autres, les noms des fichiers à utiliser. Il est disponible sur le site Web de l'Autorité à l'adresse :

<https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-dommages/>

¹ L'article 1 du *Règlement modifiant le Règlement sur certaines mesures transitoires pour l'application de la Loi visant principalement à améliorer l'encadrement du secteur financier, la protection des dépôts d'argent et le régime de fonctionnement des institutions financières*, édicté par le décret numéro 553-2019 du 5 juin 2019, (2019) 151 G.O. II n° 24, 1926, publié le 12 juin 2019, prévoit cependant que les dispositions de la *Loi sur les assurances*, RLRQ, c. A-32 demeurent applicables aux ordres professionnels qui administrent un fonds d'assurance de la responsabilité professionnelle conformément à l'article 86.1 du *Code des professions* (chapitre C-26).

Veillez noter que le *Guide d'instructions pour la transmission des divulgations (Assureurs)* concernant l'utilisation des SEL ne dresse pas la liste de tous les documents et renseignements exigés ni la date d'échéance pour leur dépôt à l'Autorité.

Renseignements additionnels :

Si des renseignements s'avéraient nécessaires, veuillez adresser vos questions par courriel à l'adresse :

Info-Divulgations@lautorite.qc.ca

Le 12 décembre 2019

Avis relatif au dépôt de l'état annuel et autres documents pour l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2019 – Assureurs de personnes autorisés à exercer leurs activités au Québec

En vertu des dispositions de la *Loi sur les assureurs*, RLRQ, c. A-32.¹² (la « Loi »), tout assureur autorisé doit préparer et transmettre à l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), en la forme, la teneur et à la date que celle-ci détermine, les documents et les renseignements prévus à la Loi ou requis par l'Autorité (les « documents et renseignements exigés »).

Le dépôt électronique par l'entremise des Services en ligne (les « SEL ») de l'Autorité est obligatoire pour tous les documents et renseignements exigés.

Vous trouverez sur le site Web de l'Autorité la version complète du présent avis incluant les annexes détaillant les exigences spécifiques relatives au dépôt des documents pour l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2019. Vous pouvez y accéder en utilisant le lien suivant :

<https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-personnes/>

La version complète des documents portant signatures devra être conservée au bureau de l'assureur, pour fins d'examen par l'Autorité, le cas échéant.

Sanctions administratives pécuniaires

Nous vous rappelons qu'il est de la responsabilité de chaque assureur de s'assurer que l'Autorité reçoive, aux dates déterminées, les documents et renseignements exigés.

Des sanctions administratives pécuniaires peuvent être imposées à un assureur autorisé en cas de défaut de transmettre à l'Autorité les documents ou renseignements exigés ou lorsque ceux-ci sont incomplets ou ne sont pas transmis avant l'échéance prévue, conformément aux articles 491 et suivants de la Loi.

Transmission électronique des données financières et autres documents

¹²L'article 1 du *Règlement modifiant le Règlement sur certaines mesures transitoires pour l'application de la Loi visant principalement à améliorer l'encadrement du secteur financier, la protection des dépôts d'argent et le régime de fonctionnement des institutions financières*, édicté par le décret numéro 553-2019 du 5 juin 2019, (2019) 151 G.O. II n° 24, 1926, publié le 12 juin 2019, prévoit cependant que les dispositions de la *Loi sur les assurances*, RLRQ, c. A-32 demeurent applicables aux ordres professionnels qui administrent un fonds d'assurance de la responsabilité professionnelle conformément à l'article 86.1 du *Code des professions* (chapitre C-26).

Le *Guide d'instructions pour la transmission des divulgations (Assureurs)* explique la procédure à suivre pour le dépôt de fichiers sur les SEL de l'Autorité et fournit des instructions spécifiques, entre autres, les noms des fichiers à utiliser. Il est disponible sur le site Web de l'Autorité à l'adresse :

<https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-personnes/>

Veillez noter que le *Guide d'instructions pour la transmission des divulgations (Assureurs)* concernant l'utilisation des SEL ne dresse pas la liste de tous les documents et renseignements exigés ni la date d'échéance pour leur dépôt à l'Autorité.

Renseignements additionnels :

Si des renseignements s'avéraient nécessaires, veuillez adresser vos questions par courriel à l'adresse :

Info-Divulgations@lautorite.qc.ca

Le 12 décembre 2019

Avis de l'Autorité relatif au questionnaire annuel sur les opérations d'assurance automobile au Québec

Le présent avis s'adresse aux assureurs de dommages autorisés à exercer leurs activités en assurance automobile au Québec.

Conformément aux articles 177 et 178 de la *Loi sur l'assurance automobile*, RLRQ, c. A-25 (la « LAA »), le Groupement des assureurs automobiles (« GAA »), à titre d'agence autorisée par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), recueille auprès des assureurs les données statistiques de l'expérience en assurance automobile au Québec et les transmet à l'Autorité.

Toutefois, afin de compléter son analyse de la tarification en assurance automobile au Québec, l'Autorité requiert des renseignements additionnels de la part des assureurs. À cet effet, tout assureur agréé doit, en vertu des dispositions de l'article 181 de la LAA, fournir à l'Autorité toute justification que celle-ci exige sur un ou plusieurs éléments de son manuel de tarification.

Questionnaire sur les opérations d'assurance automobile au Québec

L'Autorité recueille les informations requises pour compléter son analyse en lien avec la tarification en assurance automobile au Québec au moyen du questionnaire intitulé *Renseignements sur les opérations d'assurance automobile au Québec*.

Ce questionnaire est disponible sur le site Web de l'Autorité à l'adresse suivante :

<https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/assurance-automobile/manuel-de-tarification-automobile/>

Le dépôt électronique par l'entremise des Services en ligne (les « SEL ») de l'Autorité est obligatoire pour tous les documents et renseignements exigés ou demandés.

Nous vous rappelons qu'il est de la responsabilité de chaque assureur de s'assurer que l'Autorité reçoive, aux dates déterminées, les documents et renseignements exigés.

Nous vous rappelons que ce questionnaire doit être déposé **au plus tard le 31 janvier 2020**.

Renseignements additionnels :

Pour obtenir de l'aide technique ou pour tout renseignement additionnel concernant cet avis, veuillez écrire à l'adresse courriel suivante : info-automobile@lautorite.qc.ca

Le 12 décembre 2019

5.2 RÉGLEMENTATION ET LIGNES DIRECTRICES

5.2.1 Consultation

Ligne directrice en matière de marges relatives aux dérivés de gré à gré non compensés par une contrepartie centrale

(Loi sur les assureurs, RLRQ, c. A-32.1, articles 463 et 464)

(Loi sur les coopératives de services financiers, RLRQ, c. C-67.3, articles 565.1 et 566)

(Loi sur les institutions de dépôts et protection des dépôts, RLRQ, c. I-13.3.3, articles 42.2 et 42.3)

(Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne, RLRQ, c. S-29.02, articles 254 et 255)

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie pour consultation le projet de *Ligne directrice en matière de marges relatives aux dérivés de gré à gré non compensés par une contrepartie centrale* (la « Ligne directrice »), s'appliquant aux assureurs, aux coopératives de services financiers, aux sociétés de fiducie et aux sociétés d'épargne qui font partie d'un groupe dont le montant notionnel brut moyen de l'ensemble des dérivés en cours non compensés par une contrepartie centrale pour les mois de mars, avril et mai d'une année donnée est supérieur à 12 milliards de dollars. La date prévue de prise d'effet de cette nouvelle Ligne directrice est le 1^{er} février 2020.

Les personnes intéressées à soumettre leurs commentaires sont invitées à les fournir au plus tard le **10 janvier 2020**. Il est à noter que les commentaires seront rendus publics à défaut d'avis contraire à cet effet.

Le projet de Ligne directrice est publié ci-après et il est également accessible sur le site Web de l'Autorité au <https://lautorite.qc.ca/professionnels/reglementation-et-obligations/consultations-publiques> aux sections « Assurances et planification financière » et « Institutions de dépôt ».

Soumission des commentaires

Les commentaires doivent être soumis à :

M^e Philippe Lebel
 Secrétaire général et directeur général des affaires juridiques
 Autorité des marchés financiers
 Place de la Cité, tour Cominar
 2640, boulevard Laurier, bureau 400
 Québec (Québec) G1V 5C1
 Télécopieur : (514) 864-8381
consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Karim Trad
 Direction de l'encadrement prudentiel des institutions financières
 Autorité des marchés financiers
 Téléphone : (418) 525-0337, poste 4604
 Numéro sans frais : 1 877 525-0337
karim.trad@lautorite.qc.ca

Le 12 décembre 2019

PROJET



**AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS**

**LIGNE DIRECTRICE EN MATIÈRE
DE MARGES RELATIVES AUX
DÉRIVÉS DE GRÉ À GRÉ NON
COMPENSÉS PAR UNE
CONTREPARTIE CENTRALE**

Février 2020

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	3
Champ d'application.....	4
Pratiques adéquates en matière d'échange de marges.....	7
Sûretés	12
Règlement des différends	15
Introduction progressive des exigences pour l'échange de marge initiale	16
Introduction des exigences pour l'échange de marge de variation.....	16
Annexe 1	17
Annexe 2	18
Annexe 3	19

Ligne directrice en matière de marges relatives
aux dérivés de gré à gré non compensés
par une contrepartie centrale

2

Autorité des marchés financiers

Février 2020

Introduction

En 2011, le G20 a établi des orientations en matière de marges relatives aux dérivés de gré à gré non compensés par une contrepartie centrale dans le cadre de la réforme déjà entamée des marchés financiers. Il avait été convenu qu'une plus grande transparence des marchés ainsi qu'un meilleur encadrement des produits et des intervenants seraient nécessaires afin d'atténuer le risque systémique induit par ces transactions.

C'est ainsi qu'un cadre mondial visant à réduire le risque généré par un éventuel défaut d'une contrepartie dans le cadre d'un dérivé de gré à gré a été publié conjointement par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (le « CBCB ») et l'Organisation internationale des commissions de valeurs (l'« OICV ») en mars 2015¹.

La présente ligne directrice s'inscrit donc dans le cadre de l'invitation conjointe du CBCB et de l'OICV lancée aux différentes juridictions de communiquer des attentes concernant les meilleures pratiques en matière d'échange de marges relatives aux dérivés de gré à gré non compensés par une contrepartie centrale. Les attentes de cette ligne directrice tiennent compte des ajustements apportés aux phases d'instauration progressive effectués par le CBCB et l'OICV en juillet 2019.

¹ Exigences de marges pour les dérivés non compensés centralement, Comité de Bâle sur le contrôle bancaire et Organisation internationale des commissions de valeurs, Mars 2015.

Champ d'application

La *Ligne directrice en matière de marges relatives aux dérivés de gré à gré non compensés par une contrepartie centrale* (la « ligne directrice ») présente les attentes de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») en matière d'échange de marge à l'égard des dérivés de gré à gré non compensés par une contrepartie centrale. Cette ligne directrice s'applique à une **institution visée** qui transige un dérivé de gré à gré non compensé par une contrepartie centrale (« dérivé visé ») avec une **contrepartie visée**.

Au sens de la présente ligne directrice, est une **institution visée**, pour la période allant du 1^{er} septembre 2021 au 31 août 2022, et pour chaque même période de douze mois subséquente, l'institution financière qui remplit les conditions suivantes :

- a. Elle est une coopérative de services financiers, une société de fiducie ou un assureur, régis par une des lois suivantes (« **institution locale** »):
 - *Loi sur les assureurs*, RLRQ, c. A-32.1 ;
 - *Loi sur les institutions de dépôts et la protection des dépôts*, RLRQ, c. I-13.2.2 ;
 - *Loi sur les coopératives de services financiers*, RLRQ, c. C-67.3 ;
 - *Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne*, RLRQ, c. S-29.02 ;
- b. Elle fait partie d'un même **groupe financier** dont le montant notionnel brut moyen de l'ensemble de ses dérivés visés en cours à la fin des mois de mars, avril et mai de cette année, est supérieur à 12 milliards de dollars.

Aux fins de la présente ligne directrice, une entité est considérée comme une entité du même **groupe financier** qu'une autre entité dans les cas suivants :

- a. ses états financiers et ceux de l'autre entité sont consolidés dans des états financiers consolidés établis conformément à l'un des référentiels comptables suivants :
 - i) les IFRS;
 - ii) les principes comptables généralement reconnus des États-Unis d'Amérique;
- b. les conditions suivantes sont réunies :
 - i) ni elle, ni l'autre entité, ni aucune tierce entité n'a établi ses états financiers conformément aux normes ou aux principes visés au sous-paragraphe *i* ou *ii* ci-dessus;
 - ii) si ses états financiers et ceux de l'autre entité étaient établis par elle, l'autre personne ou la tierce personne conformément aux normes ou aux principes visés au sous-paragraphe *i* ou *ii* ci-dessus, ils auraient été, au moment pertinent, obligatoirement établis de façon consolidée;

-
- c. les deux entités sont soumises à une réglementation prudentielle faisant ensemble l'objet d'une supervision consolidée.

Pour calculer le montant notionnel brut moyen d'un **groupe financier** sur une base consolidée, il faut faire la somme du montant notionnel brut de tous les dérivés visés transigés par les différentes entités du **groupe financier** et soustraire la somme du montant notionnel brut de tous les dérivés transigés entre les entités de ce même **groupe financier**.

De plus, les dérivés visés transigés entre une **institution visée** et une entité du même **groupe financier** ne sont pas visés par la présente ligne directrice dans la mesure où les conditions suivantes sont réunies :

- a. les deux contreparties au dérivé visé conviennent de soustraire celui-ci de la présente ligne directrice;
- b. les deux contreparties sont encadrées par un programme de gestion centralisée du risque raisonnablement conçu pour surveiller et gérer les risques associés à tous les dérivés transigés entre elles au moyen de procédures d'évaluation, de mesure et de contrôle;
- c. les contreparties ont conclu une convention écrite établissant les modalités du dérivé.

Au sens de la présente ligne directrice, une **contrepartie visée** est une entité financière qui remplit la deuxième condition mentionnée ci-dessus pour être considérée comme une **institution visée**. Cependant, les entités suivantes ne sont pas considérées comme une **contrepartie visée** :

- a. le gouvernement du Canada, le gouvernement d'un territoire du Canada ou le gouvernement d'un territoire étranger;
- b. une société d'État dont la totalité ou la quasi-totalité de ses passifs est la responsabilité du gouvernement de son territoire de constitution;
- c. une personne qui est la propriété exclusive d'un gouvernement visé au paragraphe a et dont la totalité ou la quasi-totalité des passifs est la responsabilité de celui-ci;
- d. une municipalité, une commission scolaire, une université, un programme de services sociaux qui bénéficie du soutien financier régulier d'un gouvernement;
- e. une entité ad hoc servant uniquement de véhicule de transfert de flux par l'émission de titres et dont la totalité ou la quasi-totalité des passifs est la responsabilité d'un gouvernement visé au paragraphe a;
- f. la Banque du Canada ou la banque centrale d'un territoire étranger;
- g. la Banque des règlements internationaux;
- h. une banque multilatérale de développement².

² Voir la liste détaillée figurant dans l'annexe 2.

De plus, ne sont pas considérées comme une **institution visée** ou une **contrepartie visée**, toutes les entités, communément appelées entités ad hoc, appartenant au même **groupe financier** qu'une **institution visée** ou une **contrepartie visée** lorsque les deux conditions suivantes s'appliquent :

- a. son objectif principal est l'un des suivants :
 - i) financer un ou plusieurs portefeuilles d'actifs;
 - ii) procurer aux investisseurs une exposition à un ensemble particulier de risques;
 - iii) acquérir des actifs immobiliers ou physiques, ou y investir;
- b. si son objectif principal est celui visé au sous-paragraphe i ou ii du paragraphe a, tous ses emprunts, y compris ses obligations envers sa contrepartie à un dérivé, sont uniquement garantis par ses actifs. ».

Aux fins de la présente ligne directrice, est considérée comme une **convention de compensation bilatérale** une entente qui prévoit les obligations pour l'**institution visée** et sa **contrepartie visée** de faire ce qui suit :

- a. compenser les montants calculés de marges de variation pour les dérivés visés par ladite convention;
- b. échanger la marge de variation par le dépôt de sûretés, nonobstant le fait que l'**institution visée** ou sa **contrepartie visée** puisse avoir fait défaut d'une obligation née d'un autre dérivé visé par ladite convention.

Dans le cadre d'une telle convention, l'Autorité s'attend à ce que l'**institution visée** ait un motif raisonnable de croire qu'en cas de contestation judiciaire, les tribunaux compétents ou les autorités administratives compétentes concluront que l'exposition découlant de la **convention de compensation bilatérale** correspond au montant net en vertu des lois des territoires concernés.

Pratiques adéquates en matière d'échange de marges

L'Autorité s'attend à ce que toute **institution visée** ait en place des pratiques adéquates en matière d'échange de marge pour tous les dérivés visés transigés avec une **contrepartie visée**, à l'exception des :

- contrats à terme sur devises réglés par livraison physique;
- swaps de devises;
- transactions de change à paiement fixe, réglées par livraison physique et associées à l'échange de capital de swaps de devises.

Une **institution locale** faisant partie d'un **groupe financier** dont le montant notionnel brut moyen de l'ensemble de ses dérivés visés en cours à la fin des mois de mars, avril et mai d'une année donnée **franchit le cap des 12 milliards de dollars** acquiert le statut d'**institution visée** en date du 1^{er} septembre de cette même année. À partir de cette date, et ce, jusqu'au 31 août de l'année suivante, la présente ligne directrice s'appliquera à tous les nouveaux dérivés visés transigés avec une **contrepartie visée**. Toutefois, l'Autorité ne s'attend pas à ce que les attentes en matière de marge initiale pour les dérivés visés existants soient rencontrées³.

À l'inverse, une **institution visée** faisant partie d'un **groupe financier** dont le montant notionnel brut moyen de l'ensemble de ses dérivés visés en cours à la fin des mois de mars, avril et mai d'une année donnée, **devient inférieur à 12 milliards de dollars** perd son statut d'**institution visée**. Dès lors, la présente ligne directrice ne s'appliquera plus à tous les dérivés visés impliquant cette institution, peu importe la date à laquelle le dérivé visé a été transigé, et ce, tant et aussi longtemps qu'elle ne récupérera pas le statut d'**institution visée**.

Il en va de même quant au statut de **contrepartie visée**.

L'Autorité s'attend également à ce qu'une **institution visée** ait signalé de manière adéquate son statut, ou tout changement par rapport à celui-ci, à sa contrepartie et qu'elle ait obtenu le statut de cette dernière avant de transiger un dérivé visé afin d'évaluer si la présente ligne directrice devrait s'appliquer.

L'Autorité permet à une **institution visée** de se conformer aux exigences d'échange de marges applicables à sa **contrepartie visée** plutôt qu'aux attentes énoncées dans la présente ligne directrice, dans la mesure où l'**institution visée** juge ces exigences équivalentes à ces attentes. Bien que l'Autorité n'entende pas valider au préalable l'équivalence, elle se réserve le droit d'en faire un examen approfondi dans le cadre d'un exercice de surveillance. L'Autorité s'attend donc à ce que l'**institution visée** documente les exigences applicables à sa contrepartie dans le cas où elle choisit de s'y conformer.

³ À cet égard, il est opportun de noter que toute modification importante apportée à un dérivé visé existant en crée un nouveau. Ainsi, une modification destinée à prolonger la durée d'un dérivé visé existant sera considérée comme créatrice d'un nouveau dérivé.

L'Autorité s'attend à ce qu'une **institution visée**, qui transige des dérivés visés, échange une marge initiale, qui est fonction de l'exposition future potentielle, et une marge de variation, qui est fonction de l'exposition courante.

L'Autorité s'attend à ce que tout montant quotidien d'échange de marge bilatérale (somme de la marge initiale due et de la marge de variation due) supérieur au montant minimal de transfert (le « MMT ») préalablement déterminé par les deux contreparties soit transféré. Le MMT déterminé ne peut excéder 750 000 dollars. Dans le cas où une **institution visée** transige un dérivé visé avec une **contrepartie visée** qui est étrangère, l'**institution visée** peut utiliser le MMT en vigueur dans le régime de la **contrepartie visée**.

Marge de variation

L'Autorité s'attend à ce que la marge de variation soit échangée, sous réserve du MMT, sur une base bilatérale et à ce qu'elle couvre intégralement l'exposition au prix du marché. Elle s'attend également à ce que la marge de variation soit calculée et réclamée dans les deux jours ouvrables qui suivent la date à laquelle le dérivé visé a été transigé, puis tous les jours par la suite.

L'Autorité s'attend à ce que la marge de variation pour les dérivés visés qui font l'objet d'une même **convention de compensation bilatérale** juridiquement exécutoire soit échangée sur une base nette. En l'absence d'une telle convention, la marge de variation devrait être échangée sur une base brute.

Marge initiale

Une **institution visée** devrait échanger avec sa **contrepartie visée** une marge initiale, sous réserve du dépassement d'un seuil de marge initiale (le « SMI ») préalablement établi par elles et n'excédant pas 75 millions de dollars. Le SMI, qui est appliqué au niveau du groupe financier de l'**institution visée**, s'applique à l'ensemble des dérivés visés avec le **groupe financier** auquel appartient la **contrepartie visée**.

L'Autorité s'attend à ce que la marge initiale soit échangée, sous réserve du MMT et du SMI, sur une base brute. Elle s'attend également à ce que la marge initiale soit calculée et réclamée dans les deux jours ouvrables qui suivent la date à laquelle le dérivé visé a été transigé, puis quotidiennement par la suite et ce, jusqu'à la date d'échéance, d'expiration ou de fin du dérivé visé. L'**institution visée** dispose alors de deux jours ouvrables pour recevoir une ou des sûreté(s) correspondant à la marge initiale réclamée.

La marge initiale échangée peut être calculée en ayant recours à l'une des méthodes suivantes:

le barème standardisé de marge initiale présenté à l'Annexe 1 de la présente ligne directrice;

un modèle quantitatif de marge initiale.

La méthode retenue devrait rester la même pour tous les dérivés visés d'une même catégorie d'actifs transigés avec une même **contrepartie visée**.

Une **institution visée** peut s'en remettre à sa **contrepartie visée** en ce qui a trait au calcul de la marge initiale à réclamer si une convention écrite juridiquement exécutoire a été conclue entre les deux contreparties selon laquelle la **contrepartie visée** doit calculer la marge initiale pour tous les dérivés visés de la même catégorie transigés entre elles.

Utilisation du barème standardisé de marge initiale

La marge initiale réclamée est calculée en deux étapes :

1. pour chaque dérivé visé compris dans un portefeuille soumis à une **convention de compensation bilatérale** juridiquement exécutoire, le taux de marge correspondant à sa catégorie d'actifs indiquée au barème prévu à l'Annexe 1 est multiplié par son montant notionnel brut. La somme des résultats obtenus est appelée « marge initiale brute » du portefeuille;
2. le montant de marge initiale brute est ajusté selon la formule suivante :

*Marge initiale standardisée nette = 0,4 * Marge initiale brute + 0,6 * RNB * Marge initiale brute*

Dans cette formule, le RNB correspond au coût de remplacement net divisé par le coût de remplacement brut pour les dérivés visés compris dans un portefeuille soumis à une **convention de compensation bilatérale** juridiquement exécutoire.

La marge initiale réclamée sur un portefeuille selon le barème standardisé de marge est donc le montant de la marge initiale standardisée nette.

Une **institution visée** n'est pas tenue de calculer et de réclamer la marge initiale relative à un dérivé visé pour lequel elle n'encourt aucun risque de contrepartie.

Utilisation d'un modèle quantitatif de marge initiale

L'utilisation d'un modèle quantitatif de marge initiale requiert le respect de plusieurs conditions préalables. Bien que l'Autorité n'entende pas préapprouver (avant utilisation) ou approuver (pendant l'utilisation) de manière systématique les modèles utilisés afin d'établir les montants de marge initiale, elle se réserve le droit d'en faire un examen approfondi dans le cadre d'un exercice de surveillance.

Toutefois, l'Autorité s'attend à ce que l'**institution visée** fasse examiner par une personne raisonnablement qualifiée et indépendante de celle ayant élaboré le modèle quantitatif de marge initiale interne afin de s'assurer qu'il respecte les attentes ayant trait à son développement qui sont énoncées ci-dessous.

De plus, l'Autorité s'attend à ce qu'un modèle quantitatif de marge initiale soit soumis à un processus de gouvernance interne qui teste régulièrement les extrants du modèle par

rapport aux données de marché récentes selon le type et la complexité des dérivés considérés.

L'Autorité s'attend également à ce qu'un modèle quantitatif de marge initiale ne permette pas la compensation du montant de marge initiale à réclamer par l'**institution visée** avec le montant de marge initiale à fournir à la **contrepartie visée**, ou qu'il prenne en compte ce montant de quelque autre manière.

Une **institution visée** devrait disposer d'un processus rigoureux et bien défini pour réestimer, réévaluer et mettre à jour tout modèle quantitatif de marge initiale qu'elle développe afin qu'il demeure applicable et pertinent pour les différents types de dérivés visés. Si elle se fie au modèle d'un tiers fournisseur, y compris sa **contrepartie visée**, l'**institution visée** devrait avoir l'assurance raisonnable que les processus en place chez le tiers fournisseur font en sorte que le modèle demeure pertinent et performant.

L'Autorité s'attend à ce que l'**institution visée** examine et révise les données ayant servi à calibrer tout modèle quantitatif de marge initiale interne au moins annuellement, et plus fréquemment si les conditions de marché le justifient.

Une **institution visée** devrait documenter adéquatement les aspects importants de tout modèle quantitatif de marge initiale interne, y compris la gestion et l'évaluation des dérivés visés auxquels il s'applique, le contrôle, la supervision et la validation du modèle de marge initiale, tout processus d'examen, ainsi que les résultats de ces derniers.

Attentes relatives au développement d'un modèle quantitatif de marge initiale interne

L'**institution visée** souhaitant utiliser un modèle quantitatif de marge initiale interne devrait respecter les conditions suivantes :

- a. les exigences de marge initiale reposent sur une estimation de l'exposition future potentielle des dérivés visés;
- b. l'exposition future potentielle d'un dérivé visé reflète une estimation de l'intervalle de confiance unilatéral de 99 % pour une variation de la valeur d'un dérivé déterminé ou d'un portefeuille de dérivés déterminés durant une période de liquidation d'au moins 10 jours;
- c. toutes les données servant à calibrer le modèle reposent sur une période de données historiques pondérées également, avec une période d'observation d'au moins 1 an et d'au plus 5 ans qui comprend une période de tensions financières pour chaque grande catégorie d'actifs à laquelle le modèle est appliqué;
- d. le modèle doit tenir compte des principaux risques inhérents aux dérivés visés pour lesquels la marge initiale est calculée. Les catégories de risque devraient comprendre, sans s'y limiter, le risque de change, le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit, le risque lié aux actions et celui lié aux marchandises, le cas échéant;

-
- e. le modèle peut s'appliquer à un portefeuille de dérivés visés, et dans ce cas, il devrait couvrir que les dérivés visés pour lesquels il s'applique et qui font l'objet d'une même **convention de compensation bilatérale** juridiquement exécutoire;
 - f. le modèle peut tenir compte de la diversification, de la couverture et de la compensation des risques du portefeuille de dérivés visés auquel il est appliqué si ceux-ci portent sur la même catégorie d'actifs et qu'ils font l'objet de la même **convention de compensation bilatérale** juridiquement exécutoire.

Projet

Sûretés

Une sûreté déposée par une **institution visée** à titre de marge initiale ne devrait pas être réutilisée par sa **contrepartie visée**.

Les sûretés suivantes sont admissibles en vue de l'échange de marge décrit dans la présente ligne directrice, qu'il s'agisse de la marge initiale ou de la marge de variation:

- a. les espèces;
- b. l'or;
- c. les titres de créance notés par une agence de notation reconnue et ayant une notation de :
 - au moins BB- s'ils sont émis ou garantis par le gouvernement du Canada, la Banque du Canada ou le gouvernement d'une province ou d'un territoire du Canada; .
 - au moins BB- s'ils sont émis par un gouvernement étranger ayant une notation d'au moins BB-;
 - au moins BBB- s'ils sont émis par une personne morale;
 - au moins A-3/P-3 s'ils sont à court terme;
- d. les titres de capitaux propres inscrits à la cote d'une bourse reconnue;
- e. les titres d'un fonds d'investissement si les conditions suivantes sont réunies:
 - i) le cours des titres est publié quotidiennement;
 - ii) le fonds d'investissement n'investit que dans les sûretés énumérées ci-dessus.

Les titres émis par la **contrepartie visée** ou une entité du même **groupe financier** ne sont pas considérés comme des sûretés admissibles.

L'Autorité s'attend à ce que les sûretés reçues à titre de marge soient conservées de manière à ce qu'en cas de défaut de la **contrepartie visée**, elles soient disponibles en temps opportun pour l'**institution visée**.

Toutes les sûretés déposées à titre de marge par une **institution visée** doivent être détenues dans un ou plusieurs comptes ouverts auprès d'un dépositaire autorisé, qui sont clairement identifiés comme tels et qui sont séparés des sûretés et des biens de la contrepartie visée les recevant.

L'**institution visée** peut exiger un niveau de séparation plus important, soit une séparation des sûretés déposées à titre de marge par d'autres contreparties visées.

Décotes

Toute sûreté reçue à titre de marge devrait faire l'objet d'une décote afin de tenir compte de la fluctuation possible de sa valeur.

En plus de cette décote, l'Autorité s'attend à ce que l'**institution visée** applique une décote supplémentaire lorsque la sûreté reçue est libellée dans une monnaie autre que la monnaie de règlement du dérivé visé à l'égard duquel elle est reçue.

L'Autorité ne s'attend pas à ce que l'**institution visée** applique une décote supplémentaire lorsque la sûreté reçue consiste en l'un des actifs suivants :

- a) des espèces déposées à titre de marge de variation;
- b) tout actif autre que des espèces qui remplit les conditions suivantes :
 - i) il est déposé à titre de marge de variation;
 - ii) il est libellé dans une monnaie prévue dans la **convention de compensation bilatérale** juridiquement exécutoire s'appliquant au dérivé visé à l'égard duquel la sûreté est reçue;
- c) tout actif qui remplit les conditions suivantes :
 - i) il est déposé à titre de marge initiale;
 - ii) il est libellé dans la monnaie dans laquelle l'**institution visée** et sa **contrepartie visée** ont convenu par écrit d'effectuer les paiements à la fin du dérivé visé à l'égard duquel la sûreté est reçue.

L'Autorité s'attend à ce qu'une **institution visée** qui souhaite calculer la décote et, s'il y a lieu, la décote supplémentaire à appliquer à une sûreté procède selon l'une des méthodes suivantes :

- a) un modèle de décote qui remplit les conditions suivantes :
 - i) il est raisonnablement conçu pour couvrir une estimation de l'intervalle de confiance unilatéral de 99 % pour une variation de la valeur de la sûreté durant une période de détention de 10 jours;
 - ii) il est calibré au moyen de données historiques datant d'au moins 1 an et obtenues d'une source indépendante et fiable;
- b) le barème standardisé de décotes figurant à l'Annexe 3.

L'Autorité s'attend à ce que dans le cas où une **institution visée** se sert du modèle de décote d'un tiers fournisseur, y compris sa **contrepartie visée**, elle ait l'assurance raisonnable que les processus en place chez le tiers fournisseur font en sorte que le modèle de décote demeure pertinent et performant.

Toutefois, si l'**institution visée** utilise un modèle de décote interne, l'Autorité s'attend à ce qu'elle prenne les mesures suivantes :

- a) elle établit, met en œuvre et maintient des politiques et des procédures raisonnablement conçues pour veiller à ce que le modèle soit vérifié régulièrement par rapport à des données historiques qui comprennent des périodes de tensions sur les marchés;
- b) elle examine, au moins annuellement et plus fréquemment si les conditions de marché le justifient, les données d'essai utilisées pour calibrer le modèle et, au besoin, le recalibre;
- c) elle procède de manière raisonnablement fréquente à un examen indépendant du modèle;
- d) elle effectue au moins annuellement et plus fréquemment si les conditions de marché le justifient, une évaluation de l'intégrité et de la fiabilité des données utilisées dans le modèle, notamment l'exactitude et l'adéquation des données d'essai;
- e) elle corrige dès que possible toute lacune importante relevée dans le modèle;
- f) elle actualise les données et recalcule la décote applicable, au moins une fois tous les 3 mois, pour chaque actif détenu à titre de sûreté à l'égard d'un dérivé visé en cours et pour lequel une décote a été calculée au moyen du modèle;
- g) si les conditions de marché le justifient, pour chaque sûreté reçue à titre de marge relativement à un dérivé visé en cours et pour lequel une décote a été calculée au moyen du modèle, elle actualise les données selon une période d'observation plus courte et recalcule la décote applicable.

Règlement des différends

L'Autorité s'attend à ce que l'**institution visée** conclue avec chaque **contrepartie visée** une convention écrite établissant des procédures rigoureuses et solides qui permettent de déterminer, de traiter et, dès que possible après détermination, de régler leurs différends portant sur la marge initiale, la marge de variation ou la décote appliquée.

L'Autorité s'attend à ce que les procédures de règlement des différends établissent ce qui suit :

- a) la façon de déterminer ce qui constitue un différend;
- b) la façon de régler un désaccord sur le montant de la marge initiale ou de la marge de variation à fournir;
- c) la façon de régler un désaccord sur la valorisation des dérivés visés;
- d) la façon de régler un désaccord sur la valorisation des sûretés;
- e) la façon de régler un désaccord au sujet des décotes sur les sûretés reçues à titre de marge.

L'Autorité s'attend également à ce que l'**institution visée** transfère à ses hauts dirigeants ou décideurs principaux tout différend survenant avec une **contrepartie visée** au sujet d'une marge initiale, d'une marge de variation ou d'une décote appliquée qui n'est pas réglé dans un délai raisonnable dans les cas suivants :

- a) le différend est important;
- b) l'**institution visée** a, avec sa **contrepartie visée**, plusieurs différends qui, pris ensemble, sont importants;
- c) le différend s'inscrit dans une tendance récurrente de différends avec une ou plusieurs **contreparties visées**.

L'Autorité s'attend enfin à ce qu'une **institution visée** lui signale tout différend qui n'est pas réglé dans un délai raisonnable après avoir été soumis à ses hauts dirigeants ou décideurs principaux.

Introduction progressive des exigences pour l'échange de marge initiale

Du 1^{er} septembre 2019 au 31 août 2020, toute **institution visée** appartenant à un **groupe financier** dont le montant notionnel brut moyen de l'ensemble de ses dérivés visés en cours à la fin des mois de mars, avril et mai 2020 est supérieur à 75 milliards de dollars, sera soumise aux attentes en matière de marge initiale décrites dans la présente ligne directrice lorsqu'elle transigera des dérivés visés avec une **contrepartie visée**.

Par la suite, à partir du 1^{er} septembre 2020, toute **institution visée** appartenant à un **groupe financier** dont le montant notionnel brut moyen de l'ensemble de ses dérivés visés en cours à la fin des mois de mars, avril et mai 2021 est supérieur à 12 milliards de dollars, sera soumise aux attentes en matière de marge initiale décrites dans la présente ligne directrice durant la période de douze mois allant du 1^{er} septembre 2021 au 31 août de l'année suivante lorsqu'elle transigera des dérivés visés avec une **contrepartie visée**.

Introduction des exigences pour l'échange de marge de variation

Les attentes de l'Autorité décrites dans la présente ligne directrice relativement à l'échange de marges de variation s'appliquent à compter du 1^{er} février 2020.

Annexe 1

Barème standardisé de marge initiale

Catégorie d'actifs	Taux de marge initiale (en % de l'exposition notionnelle)
Crédit : échéance résiduelle de 0 à 2 ans	2
Crédit : échéance résiduelle de 2 à 5 ans	5
Crédit : échéance résiduelle de 5 ans et plus	10
Marchandises	15
Titres de capitaux propres	15
Change	6
Taux d'intérêt : échéance résiduelle de 0 à 2 ans	1
Taux d'intérêt : échéance résiduelle de 2 à 5 ans	2
Taux d'intérêt : échéance résiduelle de 5 ans et plus	4
Autres	15

Ligne directrice en matière de marges relatives
aux dérivés de gré à gré non compensés
par une contrepartie centrale

17

Autorité des marchés financiers

Février 2020

Annexe 2

Liste détaillée de banques multilatérales de développement :

- Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)
- Société financière internationale (SFI)
- Banque asiatique de développement (BAsD)
- Banque africaine de développement (BAfD)
- Banque européenne pour la reconstruction et les développement (BERD)
- Banque interaméricaine de développement (BID)
- Banque européenne d'investissement (BEI)
- Fonds européen d'investissement (FEI)
- Banque nordique d'investissement (BNI)
- Banque de développement des Caraïbes (BDC)
- Banque de développement islamique (BDI)
- Banque de développement du Conseil d'Europe (BDCE)

Annexe 3

Barème standardisé de décote

Catégorie d'actifs	Décote (en % de la valeur de marché)
Espèces dans la même monnaie	0
Titres de créance émis ou garantis par le gouvernement du Canada, la Banque du Canada ou le gouvernement d'une province ou d'un territoire du Canada, un gouvernement étranger ou une banque centrale étrangère: échéance résiduelle <1 an	0,5
Titres de créance émis ou garantis par le gouvernement du Canada, la Banque du Canada ou le gouvernement d'une province ou d'un territoire du Canada, un gouvernement étranger ou une banque centrale étrangère: échéance résiduelle entre 1 et 5 ans	2
Titres de créance émis ou garantis par le gouvernement du Canada, la Banque du Canada ou le gouvernement d'une province ou d'un territoire du Canada, un gouvernement étranger ou une banque centrale étrangère : échéance résiduelle >5 ans	4
Obligations d'entreprise/obligations sécurisées de qualité : échéance résiduelle <1 an	1
Obligations d'entreprise/obligations sécurisées de qualité : échéance résiduelle entre 1 et 5 ans	4
Obligations d'entreprise/obligations sécurisées de qualité : échéance résiduelle >5 ans	8
Actions cotées sur une bourse reconnue	15
Or	15
Décote supplémentaire sur les actifs à l'égard desquels les obligations en vertu des dérivés visés sont dans une monnaie différente de celle de la sûreté	8

Ligne directrice en matière de marges relatives
aux dérivés de gré à gré non compensés
par une contrepartie centrale

19

Autorité des marchés financiers

Février 2020

5.2.2 Publication

Aucune information.

5.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

5.4 AVIS D'INTENTION DES ASSUJETTIS ET AUTRES AVIS

AVIS D'INTENTION DE FUSIONNER (article 149 de la Loi sur les assureurs)

La Great-West, compagnie d'assurance-vie, London Life, Compagnie d'Assurance-Vie, La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie, Corporation Financière Canada-Vie et Groupe d'assurances London Inc. ont l'intention de fusionner pour ne former qu'une seule personne morale sur le fondement du paragraphe 52(4) de la *Loi sur les sociétés d'assurances, L.C. 1991 c.47*.

La date envisagée pour la fusion est le 1^{er} janvier 2020.

Personnes morales fusionnantes :

- *La Great-West, compagnie d'assurance-vie*
100, Osborne Street North,
Winnipeg Manitoba, R3C 3A5

Les catégories d'activités exercées au Québec par La Great-West, compagnie d'assurance-vie sont l'assurance sur la vie et l'assurance contre la maladie ou les accidents.

- *London Life, Compagnie d'Assurance-Vie*
255, Dufferin Avenue,
London, Ontario, N6A 4K1

Les catégories d'activités exercées au Québec par London Life, Compagnie d'Assurance-Vie sont l'assurance sur la vie et l'assurance contre la maladie ou les accidents.

- *La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie*
330 University Avenue,
Toronto, Ontario, M5G 1R8

Les catégories d'activités exercées au Québec par La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie sont l'assurance sur la vie et l'assurance contre la maladie ou les accidents.

- *Corporation Financière Canada-Vie*
330 University Avenue,
Toronto, Ontario, M5G 1R8

Corporation Financière Canada-Vie n'exerce pas d'activité d'assurance au Québec.

- *Groupe d'assurances London Inc.*
100, Osborne Street North,
Winnipeg Manitoba, R3C 3A5

Groupe d'assurances London Inc. n'exerce pas d'activité d'assurance au Québec.

Personne morale issue de la fusion :

- Nom envisagé : La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie

- Adresse du siège envisagée : 100 Osborne Street North, Winnipeg, Manitoba, R3C 1V3

La personne morale issue de la fusion exercerait ses activités dans les mêmes catégories que La Great-West, compagnie d'assurance-vie, London Life, Compagnie d'Assurance-Vie et La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie.

Sur réception de l'avis d'intention de fusion et des pièces qui doivent y être jointes, l'Autorité procédera au réexamen de l'autorisation. Au terme de ce réexamen, l'autorisation pourra être maintenue, subordonnée à la prise de tout engagement que l'Autorité juge nécessaire pour assurer le respect de la *Loi sur les assureurs, RLRQ, c. A-32.1*, ou assortie de conditions ou restrictions. Cette autorisation deviendra celle de la personne morale issue de la fusion.

Le 12 décembre 2019

Autorité des marchés financiers

5.5 SANCTIONS ADMINISTRATIVES

Aucune information.

5.6 PROTECTION DES DÉPÔTS

Aucune information.

5.7 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

6.

Marchés de valeurs et des instruments dérivés

- 6.1 Avis et communiqués
 - 6.2 Réglementation et instructions générales
 - 6.3 Autres consultations
 - 6.4 Sanctions administratives pécuniaires
 - 6.5 Interdictions
 - 6.6 Placements
 - 6.7 Agréments, autorisations et opérations sur dérivés de gré à gré
 - 6.8 Offres publiques
 - 6.9 Information sur les valeurs en circulation
 - 6.10 Autres décisions
 - 6.11 Annexes et autres renseignements
-

6.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Avis de publication

Avis 13-315 du personnel des ACVM (révisé) : *Jours fériés des autorités en valeurs mobilières en 2020*

ET

Avis 45-326 du personnel des ACVM : Le point sur les modifications concernant les créances hypothécaires syndiquées

(Textes publiés ci-dessous)

Avis 13-315 du personnel des ACVM (révisé)

*Jours fériés des autorités en valeurs mobilières en 2020**

Le 12 décembre 2019

Nous disposons d'un régime d'examen des prospectus (ordinaires, simplifiés et d'organismes de placement collectif), modifications de prospectus, dépôts préalables et demandes de dispenses. Ce régime est décrit dans l'*Instruction générale 11-202 relative à l'examen du prospectus dans plusieurs territoires* (l'**Instruction générale 11-202**).

Aux termes de l'Instruction générale 11-202, le déposant qui obtient un visa de l'autorité principale sera réputé avoir reçu un visa dans chaque territoire sous le régime du passeport où le prospectus a été déposé. Toutefois, le visa de l'autorité principale attestera que la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (**CVMO**) a octroyé un visa seulement si les bureaux de celle-ci sont ouverts à la date du visa de l'autorité principale, et qu'elle a indiqué que le prospectus est « prêt pour le définitif ». Si les bureaux de la CVMO ne sont pas ouverts à la date du visa de l'autorité principale, cette dernière octroiera un second visa faisant foi du visa de la CVMO le premier jour où ses bureaux sont ouverts.

Voici la liste des jours fériés des autorités en valeurs mobilières en 2020 et en janvier 2021. Les autorités concernées sont indiquées entre parenthèses. Les émetteurs sont invités à en tenir compte pour ordonnancer leurs activités.

1. Les samedis et dimanches (toutes)
2. Mercredi 1^{er} janvier (toutes)
3. Jeudi 2 janvier (Québec)
4. Lundi 17 février (Colombie-Britannique, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario, Nouveau-Brunswick, Île-du-Prince-Édouard et Nouvelle-Écosse)
5. Vendredi 21 février (Yukon)
6. Lundi 16 mars (Terre-Neuve-et-Labrador)
7. Vendredi 10 avril (toutes)
8. Lundi 13 avril (toutes sauf Alberta, Saskatchewan, Nunavut et Ontario)
9. Lundi 18 mai (toutes)
10. Lundi 22 juin (Terre-Neuve-et-Labrador, Yukon et Territoires du Nord-Ouest)
11. Mercredi 24 juin (Québec)
12. Mercredi 1^{er} juillet (toutes)
13. Jeudi 9 juillet (Nunavut)
14. Lundi 13 juillet (Terre-Neuve-et-Labrador)
15. Lundi 31 juillet (Saskatchewan)
16. Lundi 3 août (toutes sauf Yukon, Québec, Terre-Neuve-et-Labrador et Île-du-Prince-Édouard)
17. Mercredi 5 août (Terre-Neuve-et-Labrador*)
18. Lundi 17 août (Yukon)

-2-

19. Vendredi 21 août (Île-du-Prince-Édouard)
20. Lundi 7 septembre (toutes)
21. Lundi 12 octobre (toutes)
22. Mercredi 11 novembre (toutes sauf Alberta, Ontario et Québec)
23. Mercredi 23 décembre (Territoires du Nord-Ouest)
24. Jeudi 24 décembre (Territoires du Nord-Ouest et Québec)
25. Jeudi 24 décembre après midi (Nouveau-Brunswick, Île-du-Prince-Édouard et Nouvelle-Écosse), après 13h (Yukon et Colombie-Britannique)
26. Vendredi 25 décembre (toutes)
27. Lundi 28 décembre (toutes)
28. Mardi 29 décembre (Territoires du Nord-Ouest)
29. Mercredi 30 décembre (Territoires du Nord-Ouest)
30. Jeudi 31 décembre (Territoires du Nord-Ouest et Québec)
31. Jeudi 31 décembre après midi (Nouveau-Brunswick), après 13h (Colombie-Britannique)
32. Vendredi 1^{er} janvier **2021** (toutes)
33. Lundi 4 janvier **2021** (Québec)

*Si les conditions le permettent, sinon reporté au premier jour où le temps le permet, la décision étant prise le matin du jour férié.

Avis 45-326 du personnel des ACVM

Le point sur les modifications concernant les créances hypothécaires syndiquées

Règlement modifiant le Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus

Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites

Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription

Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites

Le 11 décembre 2019

Introduction

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les **ACVM** ou **nous**) ont publié pour consultation les projets de modification suivants concernant les créances hypothécaires syndiquées (collectivement, les **modifications**) :

- les projets de *Règlement modifiant le Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus* et de *Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites*;
- les projets de modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus* et de modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites*;
- les projets de modifications corrélatives locales.

Les modifications ont été initialement publiées pour consultation le 8 mars 2018 et une version révisée en a été publiée pour une deuxième consultation le 15 mars 2019 (le **projet de 2019**). Nous avons reçu 11 mémoires en réponse au projet de 2019.

Calendrier et date de mise en œuvre prévus

Le projet de 2019 prévoyait que les modifications entreraient en vigueur le 31 décembre 2019. Nous nous attendons maintenant à ce que celles-ci entrent en vigueur en juillet 2020, sous réserve des approbations requises. Au début de 2020, nous fournirons des précisions sur le calendrier et la date de mise en œuvre prévus.

Questions

Pour toute question, prière de vous adresser à l'une des personnes suivantes :

Autorité des marchés financiers

Alexandra Lee
Analyste à la réglementation
514 395-0337, poste 4465
alexandra.lee@lautorite.qc.ca

Commission des valeurs mobilières de l'Ontario

David Surat
Senior Legal Counsel, Corporate Finance
416 593-8052
dsurat@osc.gov.on.ca

Matthew Au
Senior Accountant, Corporate Finance
416 593-8132
mau@osc.gov.on.ca

Melissa Taylor
Legal Counsel, Corporate Finance
416 596-4295
mtaylor@osc.gov.on.ca

Paul Hayward
Senior Legal Counsel, Compliance and Registrant Regulation
416 593-8288
phayward@osc.gov.on.ca

Alberta Securities Commission

Lanion Beck
Senior Legal Counsel
403 355-3884
lanion.beck@asc.ca

Jan Bagh
Senior Legal Counsel
403 355-2804
jan.bagh@asc.ca

British Columbia Securities Commission

Leslie Rose
Senior Legal Counsel, Corporate Finance
604 899-6654
lrose@bcsc.bc.ca

Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan

Mikale White
Legal Counsel, Securities Division
306 798-3381
mikale.white@gov.sk.ca

Commission des services financiers et des services aux consommateurs (Nouveau-Brunswick)

Ella-Jane Loomis
Conseillère juridique principale, Valeurs mobilières
506 453-6591
ella-jane.loomis@fcnb.ca

Commission des valeurs mobilières du Manitoba

Sarah Hill
Legal Counsel
204 945-0605
sarah.hill@gov.mb.ca

Nova Scotia Securities Commission

H. Jane Anderson
Executive Director and Secretary to the Commission
902 424-0179
jane.anderson@novascotia.ca

6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

Aucune information.

6.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

6.4 SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES

Aucune information.

6.5 INTERDICTIONS

6.5.1 Interdictions d'effectuer une opération sur valeurs

Earth Science Tech Inc.

Le 5 décembre 2019

INTERDICTION D'OPÉRATIONS

Earth Science Tech Inc. (l'« émetteur ») est un émetteur assujéti du marché de gré à gré soumis au *Règlement 51-105 sur les émetteurs cotés sur les marchés de gré à gré américains*, RLRQ, c. V-1.1, r. 24.1;

L'émetteur a omis de déposer auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), l'information périodique suivante (le « manquement ») exigée en vertu de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (la « Loi ») et le Règlement 51-105 :

- le rapport financier intermédiaire non audité et le rapport de gestion intermédiaire pour la période intermédiaire terminée le 30 septembre 2019, des documents exigés en vertu des Parties 4 et 5 du Règlement 51-102 et l'article 5 b) du Règlement 51-105;
- l'attestation des documents intermédiaires pour la période intermédiaire terminée le 30 septembre 2019 exigée en vertu de la Partie 5 du Règlement 52-109 et l'article 5 d) du Règlement 51-105.

Vu le défaut de l'émetteur de remédier au manquement à la date de la présente décision;

Vu les articles 265, 267 et 318 de la Loi;

Vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1.

En conséquence, l'Autorité :

interdit à Earth Science Tech Inc. et à ses porteurs de titres, aux courtiers et à leurs représentants, ainsi qu'à toute autre personne, toute activité liée à des opérations sur les valeurs de l'émetteur assujéti du marché gré à gré parce que celui-ci ne s'est pas conformé aux obligations de dépôt de documents prévues au Règlement 51-105.

L'Autorité peut révoquer la présente décision en vertu de l'article 318 de la Loi si l'émetteur remédie au manquement de façon satisfaisante.

Estelle Savoie-Dufresne
Directrice de la conformité - émetteurs et initiés
Décision n°: 2019-CEI-0008

6.5.2 Révocations d'interdiction

Aucune information.

6.6 PLACEMENTS

6.6.1 Visas de prospectus

6.6.1.1 Prospectus provisoires

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé un prospectus provisoire pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de prospectus provisoires sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du premier paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
FNB Développement durable d'obligations canadiennes BNI	4 décembre 2019	Québec
FNB d'obligations à rendement élevé BNI		- Colombie-Britannique
FNB Développement durable d'actions canadiennes BNI		- Alberta
FNB Développement durable d'actions mondiales BNI		- Saskatchewan
FNB d'investissements privés mondiaux BN		- Manitoba
		- Ontario
		- Nouveau-Brunswick
		- Nouvelle-Écosse
		- Île-du-Prince-Édouard
		- Terre-Neuve et Labrador
		- Territoires du Nord-Ouest
		- Yukon
		- Nunavut
Automotive Properties Real Estate Investment Trust	9 décembre 2019	Ontario
CI Financial Corp.	6 décembre 2019	Ontario
Fonds d'arbitrage Accelerate	6 décembre 2019	Alberta
Fonds de rendement marché neutre Accelerate		
Fonds alternatif de répartition multistratégies Accelerate		
Fonds de revenu alternatif Venator	4 décembre 2019	Ontario
Fortis Alberta Inc.	6 décembre 2019	Alberta
Harvest US Investment Grade Bond Plus ETF	9 décembre 2019	Ontario
Inovalis Real Estate Investment Trust	10 décembre 2019	Ontario

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Intact Corporation financière	6 décembre 2019	Ontario
Le fonds Bitcoin	5 décembre 2019	Ontario
Mandat privé spécialisé liquide Dynamique	9 décembre 2019	Ontario
TDb Split Corp.	9 décembre 2019	Ontario

¹ Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.2 Prospectus définitifs

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé un prospectus pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de prospectus sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du deuxième paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi (Actions de catégorie A, série 1 et série 2)	10 décembre 2019	Québec
Andlauer Healthcare Group Inc.	4 décembre 2019	Ontario
Chartwell résidences pour retraités	6 décembre 2019	Ontario
EPCOR Utilities Inc.	9 décembre 2019	Alberta
FNB Horizons Indice d'actions privilégiées canadiennes échelonnées	5 décembre 2019	Ontario
FNB Horizons Indice de FPI canadiennes à pondération égale		
FNB Horizons Indice de banques canadiennes à pondération égale		
Société Financière Manuvie	9 décembre 2019	Ontario

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
WPT Industrial Real Estate Investment Trust	6 décembre 2019	Ontario

¹ Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.3 Modifications de prospectus

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé une modification du prospectus pour laquelle un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de modifications du prospectus sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du deuxième paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Fonds Desjardins IBrix Obligations mondiales	10 décembre 2019	Québec
Fonds Desjardins Obligations mondiales de sociétés		- Colombie-Britannique
Fonds Desjardins Équilibré mondial de revenu stratégique		- Alberta
Fonds Desjardins SociéTerre Environnement		- Saskatchewan
Fonds Desjardins IBrix Marchés émergents à faible volatilité		- Manitoba
		- Ontario
		- Nouveau-Brunswick
		- Nouvelle-Écosse
		- Île-du-Prince-Édouard
		- Terre-Neuve et Labrador
		- Territoires du Nord-Ouest
		- Yukon
		- Nunavut
FINB d'actions européennes couvert WisdomTree	6 décembre 2019	Ontario
FINB de croissance de dividendes sur titres américains de qualité WisdomTree		
FINB de croissance de dividendes sur titres internationaux de qualité WisdomTree		
FINB à dividendes élevés américains WisdomTree		
FINB de dividendes de marchés émergents		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
WisdomTree		
FINB de croissance de dividendes sur titres américains de qualité à couverture variable WisdomTree®		
FINB de croissance de dividendes sur titres internationaux de qualité à couverture variable WisdomTree®		
FINB de dividendes de sociétés américaines à moyenne capitalisation WisdomTree		
FINB d'obligations globales canadiennes à rendement accru WisdomTree		
FINB d'obligations à court terme globales canadiennes à rendement accru WisdomTree		
FINB de croissance de dividendes sur titres canadiens de qualité WisdomTree		
FINB d'actions japonaises WisdomTree		
FINB S&P China 500 ICBCCS WisdomTree		
FINB FTSE Canada toutes capitalisations Franklin	9 décembre 2019	Ontario
FINB FTSE États-Unis Franklin		
FINB FTSE Europe hors R.-U. Franklin		
FINB FTSE Japon Franklin		
FNB d'actions mondiales ONE	6 décembre 2019	Ontario
FNB d'obligations de qualité de sociétés canadiennes Franklin Liberty	10 décembre 2019	Ontario
FNB équilibré de base Franklin Liberty		
FNB d'actions canadiennes à risque géré Franklin Liberty		
FNB d'obligations totales mondiales Franklin Liberty (couvert en \$ CA)		
FNB de prêts privilégiés Franklin Liberty (couvert en \$ CA)		
FNB d'obligations de qualité de sociétés américaines Franklin Liberty (couvert en \$ CA)		
FINB d'actions américaines Franklin		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
LibertyQT		
FINB d'actions internationales Franklin LibertyQT		
FINB de dividendes mondiaux Franklin LibertyQT		
FINB de marchés émergents Franklin LibertyQT		
Fonds d'infrastructures mondiales Starlight Fonds d'immobilier mondial Starlight	5 décembre 2019	Ontario
Fonds de titres à revenu fixe opportuniste Sun Life	6 décembre 2019	Ontario
Portefeuille prudent Granite Sun Life Portefeuille modéré Granite Sun Life Portefeuille équilibré Granite Sun Life Portefeuille croissance équilibré Granite Sun Life Portefeuille croissance Granite Sun Life Portefeuille revenu Granite Sun Life Portefeuille revenu élevé Granite Sun Life Fonds valeur Sentry Sun Life Fonds d'actifs réels Sun Life Fonds mondial d'actions à moyenne capitalisation Schroder Sun Life Fonds américain Dynamique Sun Life Fonds mondial d'obligations Templeton Sun Life Fonds d'actions productives de revenus Dynamique Sun Life Fonds de rendement stratégique Dynamique Sun Life Fonds de revenu flexible NWQ Sun Life Fonds d'actions canadiennes BlackRock Sun Life Fonds équilibré canadien BlackRock Sun Life) Fonds d'obligations canadiennes MFS Sun Life	4 décembre 2019	Ontario

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Fonds croissance actions canadiennes MFS Sun Life		
Fonds revenu de dividendes MFS Sun Life		
Fonds d'actions américaines MFS Sun Life		
Fonds d'actions internationales à faible volatilité MFS Sun Life (titres des séries		
Fonds d'actions mondiales à faible volatilité MFS Sun Life		
Catégorie d'actions canadiennes Franklin Bissett Sun Life		
Catégorie Invesco canadienne Sun Life (auparavant Catégorie Trimark canadienne Sun Life)		
Timbercreek Global Real Estate Income Fund	9 décembre 2019	Ontario

¹ Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.4 Dépôt de suppléments

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers un supplément de prospectus qui complète l'information contenue au prospectus préalable ou simplifié de ces émetteurs pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières :

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces suppléments, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.2 Dispenses de prospectus

HEXO Corp.

Le 19 novembre 2019

Dans l'affaire de
la législation en valeurs mobilières
du Québec et de l'Ontario
(les « territoires »)

et

du traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires

et

de HEXO Corp. (l'« émetteur »),
Marchés mondiaux CIBC inc. (le « placeur canadien »)

et

CIBC World Markets Corp. (le « placeur américain »
et, avec le placeur canadien, les « placeurs »
et, avec l'émetteur, les « déposants »)

Décision

Contexte

L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable de chaque territoire (les « décideurs ») ont reçu des déposants une demande présentée en vue d'obtenir une décision en vertu de la législation en valeurs mobilières des territoires (la « législation ») leur accordant les dispenses suivantes (la « dispense souhaitée ») :

- a) Que l'obligation selon laquelle un courtier, qui n'agit pas à titre de représentant du souscripteur ou de l'acquéreur qui reçoit un ordre ou une souscription visant un titre offert dans le cadre d'un placement visé par l'exigence de prospectus, doit transmettre au souscripteur ou à l'acquéreur le dernier prospectus (y compris le ou les suppléments de prospectus applicables dans le cas d'un prospectus préalable de base) et toutes ses modifications (l'« obligation de transmission du prospectus ») ne s'applique pas aux placeurs, aux autres organisations participantes de la Bourse de Toronto (la « TSX ») ni aux autres participants au marché agissant à titre d'agents de placement pour les placeurs (chacun d'eux un « agent de placement ») dans le cadre d'un placement au cours du marché (un « placement au cours du marché »), au sens du Règlement 44-102 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus préalable, RLRQ, chapitre V-1.1, r. 17 (le « Règlement 44-102 »), d'actions ordinaires de l'émetteur (les « actions ordinaires ») au Canada et aux États-Unis aux termes d'une convention de placement de titres de capitaux propres (la « convention de placement de titres de capitaux propres ») qui sera conclue entre l'émetteur et les placeurs;
- b) Que l'obligation d'inclure les éléments suivants dans un prospectus préalable de base, dans un supplément de prospectus ou dans une modification du prospectus préalable (collectivement, les « obligations relatives à la forme du prospectus ») ne s'applique pas au prospectus préalable (comme défini ci-dessous), aux suppléments de prospectus (comme défini ci-dessous) ou à ses modifications :
 - (i) une attestation prospective de l'émetteur dans la forme prescrite à l'article 2.1 ou 2.4, selon le cas, de l'annexe A du Règlement 44-102;
 - (ii) une attestation prospective du placeur dans la forme prescrite à l'article 2.2 ou 2.4, selon le cas, de l'annexe A du Règlement 44-102;
 - (iii) une mention concernant les droits de résolution du souscripteur ou de l'acquéreur et les recours en nullité ou en dommages-intérêts prévus par la législation suivant pour l'essentiel la formule prescrite à la rubrique 20 de l'Annexe 44-101A1, Prospectus simplifié;

Dans le cadre du traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires (demandes sous régime double) :

- a) l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») est l'autorité principale pour la présente demande;
- b) les déposants ont fourni un avis selon lequel le paragraphe 4.7(1) du Règlement 11-102 sur le régime de passeport, RLRQ, c. V-1.1, r. 1 (le « Règlement 11-102 ») sera invoqué en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan, au Manitoba, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, à l'Île-du-Prince-Édouard, à Terre-Neuve-et-Labrador, au Yukon, au Nunavut et dans les Territoires du Nord-Ouest (avec les territoires, les « territoires visés »);
- c) la décision est celle de l'autorité principale et fait foi de la décision de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable en Ontario.

Interprétation

Les expressions définies dans le Règlement 14-101 sur les définitions, RLRQ, c. V-1.1, r. 3, dans le Règlement 13-101 sur le Système électronique de données d'analyse et de recherche (SEDAR), RLRQ, c. V-1.1, r. 2, dans le Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché, RLRQ, c. V-1.1, r. 5, dans le Règlement 11-102 ou dans le Règlement 44-102 ont le même sens dans la présente décision lorsqu'elles y sont employées, sauf si elles reçoivent une autre définition.

Déclarations

La présente décision est fondée sur les déclarations de faits suivantes des déposants :

L'émetteur

1. L'émetteur est une société par actions constituée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions (Ontario). Son siège est situé au 490, boul. St-Joseph, bureau 204, Gatineau (Québec) J8Y 3Y7.
2. L'émetteur est un émetteur assujéti dans tous les territoires visés du Canada et n'est pas en défaut à l'égard de la législation en valeurs mobilières d'un territoire visé.
3. Les actions ordinaires sont inscrites à la cote de la TSX et à celle de la New York Stock Exchange (la « NYSE »).
4. L'émetteur est tenu de respecter des obligations de divulgation en vertu de la Loi de 1934 et dépose ses documents d'information continue auprès de la SEC.
5. Le 14 décembre 2018, l'émetteur a déposé dans les territoires visés une version modifiée de son prospectus préalable de base qui modifie et met à jour le prospectus préalable de base déposé par l'émetteur dans les territoires visés le 19 novembre 2018 (le « prospectus préalable »), lequel a été visé par l'Autorité le 20 décembre 2018.
6. L'émetteur a déposé une déclaration d'inscription sur formulaire F-10 auprès de la SEC le 20 décembre 2018 dans le cadre du régime d'information multinational qui prévoit le placement, à l'occasion, d'actions ordinaires, de bons de souscription, de reçus de souscription et d'unités dont le montant maximum de placement s'établit à 800 000 000 \$ (ou à un montant équivalent dans une autre devise).

Les placeurs

7. Le placeur canadien est une société par actions constituée sous le régime des lois de la province de l'Ontario. Son siège est situé à Toronto, en Ontario.

8. Le placeur canadien est inscrit à titre de courtier en placement en vertu de la législation en valeurs mobilières de chacun des territoires visés, est membre de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières et est une organisation participante de la TSX.
9. Le placeur américain est une société constituée sous le régime des lois de l'État du Delaware. Son siège est situé à New York, dans l'État de New York.
10. Le placeur américain est un courtier en valeurs mobilières inscrit auprès de la SEC en vertu de la Loi de 1934.
11. Aucun placeur n'est en défaut à l'égard de la législation en valeurs mobilières d'un territoire du Canada.

Projet de placements au cours du marché

12. Sous réserve d'un commun accord concernant les modalités et les conditions, les déposants proposent de conclure la convention de placement de titres de capitaux propres pour les besoins de placements au cours du marché visant la vente périodique d'actions ordinaires par l'émetteur par l'entremise des placeurs, à titre de placeurs, conformément aux procédures relatives aux prospectus préalables de base décrites à la partie 9 du Règlement 44-102.
13. Si la convention de placement de titres de capitaux propres est conclue, l'émetteur :
 - a) diffusera et déposera immédiatement un communiqué conformément à l'article 3.2 du Règlement 44-102 annonçant la convention de placement de titres de capitaux propres et précisant que le prospectus préalable et le supplément de prospectus ont été déposés sur SEDAR et la façon dont les souscripteurs ou les acquéreurs d'actions ordinaires dans le cadre d'un placement au cours du marché peuvent s'en procurer un exemplaire;
 - b) déposera immédiatement la convention de placement de titres de capitaux propres sur SEDAR.
14. Avant de réaliser un placement au cours du marché, l'émetteur aura déposé un supplément de prospectus, dans chaque territoire visé et auprès de la SEC, qui décrira les modalités du placement au cours du marché, notamment les modalités de la convention de placement de titres de capitaux propres, et qui complétera l'information comprise dans le prospectus préalable (le « supplément de prospectus »).
15. Pendant la période au cours de laquelle le prospectus préalable sera en vigueur, l'émetteur s'abstiendra de placer, dans le cadre d'un ou de plusieurs placements au cours du marché, des actions ordinaires dont la valeur marchande totale dépasse 10 % de la valeur marchande globale des actions ordinaires, laquelle sera calculée conformément à l'article 9.2 du Règlement 44-102 en date du dernier jour de bourse du mois précédant le mois au cours duquel le premier placement au cours du marché sera réalisé.
16. L'émetteur ne réalisera des placements au cours du marché que par l'entremise d'au moins un placeur (à titre de placeur) directement ou par l'entremise d'un agent de placement, et ce, par l'intermédiaire de la TSX, la NYSE, ou d'un autre marché sur lequel les actions ordinaires sont inscrites, cotées ou autrement négociées (chacun, un « marché »).
17. Le placeur canadien agira à titre de placeur exclusif de l'émetteur dans le cadre de placements au cours du marché, directement ou par l'entremise d'au moins un agent de placement, à la TSX ou sur tout autre marché au Canada (un « marché canadien ») et recevra des honoraires ou une commission de placement versés par l'émetteur relativement à ces ventes. Si les ventes sont

réalisées par l'entremise d'un agent de placement, l'agent de placement recevra une commission à titre de vendeur pour avoir réalisé les opérations pour le compte du placeur canadien. Le placeur canadien signera l'attestation du placeur dans le supplément de prospectus, dans la forme prévue au paragraphe 34 ci-dessous.

18. Les droits et les recours d'un souscripteur ou d'un acquéreur prévus par la législation en valeurs mobilières applicable contre le placeur canadien, à titre de placeur dans le cadre d'un placement au cours du marché réalisé sur un marché canadien, ne seront pas affectés par la décision de réaliser la vente directement ou par l'entremise d'un agent de placement.
19. Le nombre global d'actions ordinaires vendues un jour de bourse sur un ou sur plusieurs marchés canadiens dans le cadre d'un placement au cours du marché ne dépassera pas 25 % du volume global des opérations sur les actions ordinaires négociées sur tous les marchés canadiens ce jour-là.
20. La convention de placement de titres de capitaux propres prévoira que, au moment de chaque vente d'actions ordinaires dans le cadre d'un placement au cours du marché, l'émetteur déclarera aux placeurs que le prospectus préalable, complété par le supplément de prospectus, y compris les documents intégrés par renvoi dans le prospectus préalable (dont tout communiqué de presse désigné et déposé à titre de communiqué de presse désigné (comme défini ci-dessous)) et toute modification ultérieure ou tout supplément ultérieur rattaché au prospectus préalable ou au supplément de prospectus (collectivement, le « prospectus ») révèle de façon complète, véridique et claire tout fait important relatif à l'émetteur et aux actions ordinaires visées par le placement. Par conséquent, l'émetteur ne sera pas en mesure de réaliser des ventes dans le cadre d'un placement au cours du marché s'il est en possession d'information non communiquée qui constituerait un fait important ou un changement important relativement à l'émetteur ou aux actions ordinaires.
21. Pendant la période qui suivra la date du supplément de prospectus et se terminera avant la fin de tout placement au cours du marché, si l'émetteur diffuse un communiqué de presse divulguant de l'information qui, de l'avis de l'émetteur, constitue un « fait important » (au sens donné à ce terme dans la législation), l'émetteur identifiera ce communiqué de presse comme un « communiqué de presse désigné » aux fins du prospectus. La désignation sera inscrite sur la page titre de la version de ce communiqué déposé sur SEDAR (un tel communiqué de presse, un « communiqué de presse désigné »). Le supplément de prospectus prévoira qu'un tel communiqué de presse désigné sera réputé intégré par renvoi dans le prospectus. Aucun communiqué de presse désigné ne sera utilisé par l'émetteur pour mettre à jour de l'information dans le prospectus advenant un « changement important » (au sens donné à ce terme dans la législation).
22. Si, après la remise par l'émetteur d'un avis de vente aux placeurs leur donnant pour instruction de vendre des actions ordinaires pour le compte de l'émetteur aux termes de la convention de placement de titres de capitaux propres (un « avis de vente »), la vente des actions ordinaires indiquée dans l'avis de vente, compte tenu des ventes antérieures réalisées dans le cadre de tous les placements au cours du marché, constitue un fait important ou un changement important, l'émetteur suspendra les ventes aux termes de la convention de placement de titres de capitaux propres jusqu'à ce que l'une des conditions suivantes soit remplie : a) il ait déposé un communiqué de presse désigné ou une déclaration de changement important, selon le cas, ou une modification de prospectus; ou b) les circonstances aient évolué de sorte que les ventes ne constituent plus un fait important ni un changement important.
23. Pour déterminer si la vente du nombre d'actions ordinaires indiqué dans un avis de vente constitue un fait important ou un changement important, l'émetteur tiendra compte de différents facteurs, dont les suivants :

- a) les paramètres de l'avis de vente, y compris le nombre d'actions ordinaires dont la vente est proposée et les restrictions que l'émetteur pourrait imposer quant au prix ou au moment à l'égard du placement au cours du marché en cause;
 - b) le pourcentage d'actions ordinaires en circulation que représente le nombre d'actions ordinaires dont la vente est proposée aux termes de l'avis de vente;
 - c) les ventes réalisées aux termes d'avis de vente antérieurs;
 - d) la volatilité des actions ordinaires et le volume des opérations sur celles-ci;
 - e) les développements récents liés aux affaires, aux activités d'exploitation ou au capital de l'émetteur;
 - f) la conjoncture générale des marchés.
24. Il est dans l'intérêt de l'émetteur et des placeurs de réduire au minimum l'incidence des ventes sur le marché dans le cadre d'un placement au cours du marché. Par conséquent, les placeurs surveilleront étroitement la réaction du marché aux opérations réalisées sur un marché donné dans le cadre d'un placement au cours du marché pour évaluer l'incidence probable des opérations futures sur le marché. Les placeurs ont l'expérience et l'expertise requises en gestion d'ordres de vente afin de limiter la pression à la baisse sur les cours. S'ils sont d'avis qu'un ordre de vente donné passé par l'émetteur pourrait avoir un effet important sur le cours des actions ordinaires, les placeurs recommanderont de ne pas réaliser les opérations à ce moment.

Information sur les actions ordinaires vendues dans le cadre du placement au cours du marché

25. L'émetteur communiquera le nombre et le prix moyen des actions ordinaires vendues dans le cadre de placements au cours du marché ainsi que le produit brut, la commission et le produit net s'y rapportant dans ses états financiers intermédiaires et annuels et rapports de gestion connexes déposés sur SEDAR.

Obligation de transmission du prospectus

26. Conformément à l'obligation de transmission du prospectus, un courtier qui réalise une opération sur les titres offerts au moyen d'un prospectus est tenu de transmettre au souscripteur ou à l'acquéreur un exemplaire du prospectus (y compris le ou les suppléments de prospectus applicables dans le cas d'un prospectus préalable de base) dans les délais prescrits.
27. La transmission d'un prospectus n'est pas possible dans le contexte d'un placement au cours du marché car ni les placeurs ni un agent de placement réalisant l'opération ne connaîtront l'identité des souscripteurs ou des acquéreurs.
28. Le prospectus sera déposé et mis rapidement à la disposition des souscripteurs ou des acquéreurs dans le cadre de placements au cours du marché en version électronique sur SEDAR. Comme il est indiqué au paragraphe 13 ci-dessus, l'émetteur diffusera un communiqué précisant de quelle façon il est possible de se procurer un exemplaire du prospectus.
29. Aux termes des dispositions de la législation en matière de responsabilité civile, la dispense de l'obligation de transmission du prospectus n'aura aucune incidence sur la responsabilité d'un émetteur ou d'un placeur (ou d'autres personnes) à l'égard d'une communication d'informations fausses ou trompeuses dans un prospectus car les souscripteurs ou les acquéreurs de titres offerts au moyen d'un prospectus pendant qu'un placement est en cours ont le droit de demander la nullité ou des dommages-intérêts, peu importe s'ils se sont fondés ou non sur les informations fausses ou trompeuses ou s'ils ont effectivement reçu ou non un exemplaire du prospectus.

Droit de résolution et recours pour non-transmission

30. En vertu de la législation, une convention d'achat d'un titre dans le cadre d'un placement auquel l'obligation de prospectus s'applique ne lie pas le souscripteur ou l'acquéreur si, au plus tard à minuit le deuxième jour (à l'exclusion des samedis, des dimanches et des jours fériés) suivant la réception par ce dernier de la dernière version du prospectus ou de toute modification de celui-ci, le courtier auprès duquel le souscripteur ou l'acquéreur réalise son achat de titres reçoit un avis écrit indiquant l'intention du souscripteur ou de l'acquéreur de ne pas être lié par la convention d'achat et de vente (le « droit de résolution »).
31. En vertu de la législation, le souscripteur ou l'acquéreur de titres auquel un prospectus devait être envoyé ou transmis conformément à l'obligation de transmission du prospectus, mais qui ne l'a pas été, a le droit de demander la nullité ou des dommages-intérêts au courtier qui n'a pas respecté son obligation de transmission du prospectus (le « recours pour non-transmission »).
32. Ni le droit de résolution ni le recours pour non-transmission ne seront exécutoires dans le contexte d'un placement au cours du marché en raison de l'impossibilité de transmettre le prospectus à un souscripteur ou un acquéreur d'actions ordinaires au moyen de celui-ci.

Attestations et déclarations modifiées

33. Pour tenir compte du fait qu'un placement au cours du marché est un placement continu, le supplément de prospectus inclura l'attestation de l'émetteur suivante :
- Le prospectus simplifié, avec les documents qui y sont intégrés par renvoi et le présent supplément, à la date du placement des titres offerts au moyen du prospectus, révélera, à cette date, de façon complète, véridique et claire tout fait important relatif aux titres offerts au moyen du prospectus et du présent supplément, conformément à la législation en valeurs mobilières de chacune des provinces et de chacun des territoires du Canada.*
34. Aussi pour tenir compte du fait qu'un placement au cours du marché est un placement continu, le supplément de prospectus inclura l'attestation du placeur suivante :
- À notre connaissance, le prospectus simplifié, avec les documents qui y sont intégrés par renvoi et le présent supplément, à la date du placement des titres offerts au moyen du prospectus, révélera, à cette date, de façon complète, véridique et claire tout fait important relatif aux titres offerts au moyen du prospectus et du présent supplément, conformément à la législation en valeurs mobilières de chacune des provinces et de chacun des territoires du Canada.*
35. Une mention des droits du souscripteur ou de l'acquéreur différente de celle exigée par la législation est nécessaire pour que le prospectus indique avec précision que le déposant est dispensé de l'obligation de transmission du prospectus. Par conséquent, la mention suivante sera incluse dans le supplément de prospectus, en complétant la date :
- La législation en valeurs mobilières de certaines provinces et de certains territoires du Canada confère à l'acquéreur ou au souscripteur un droit de résolution et le droit de demander la nullité ou, dans certains cas, la révision du prix ou des dommages-intérêts si le prospectus, les suppléments de prospectus relatifs aux titres acquis ou souscrits et leurs modifications ne lui ont pas été transmis. Ces droits doivent être exercés dans des délais déterminés. Toutefois, les acquéreurs ou les souscripteurs d'actions ordinaires dans le cadre d'un placement au cours du marché de l'émetteur ne bénéficieront pas de ces droits parce que le prospectus, les suppléments de prospectus relatifs aux actions ordinaires acquises ou souscrites et leurs modifications relatives aux actions ordinaires acquises ou souscrites ne seront pas transmis, comme le permet la décision en date du ___ novembre 2019 qui a été*

accordée aux termes de l'Instruction générale 11-203 relative au traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires.

La législation en valeurs mobilières de certaines provinces et de certains territoires du Canada confère également au souscripteur ou à l'acquéreur le droit de demander la nullité ou, dans certains cas, la révision du prix ou des dommages-intérêts si le prospectus, les suppléments de prospectus relatifs aux titres acquis ou souscrits et leurs modifications contiennent de l'information fausse ou trompeuse. Ces droits doivent être exercés dans des délais déterminés. La non-transmission du prospectus, des suppléments de prospectus relatifs aux titres acquis ou souscrits et de leurs modifications ainsi que la décision susmentionnée n'ont aucune incidence sur la portée de ces droits de l'acquéreur ou du souscripteur d'actions ordinaires à l'encontre de l'émetteur ou du placeur dans le cadre d'un placement au cours du marché de l'émetteur aux termes de la législation en valeurs mobilières.

On se reportera à la décision susmentionnée et aux dispositions applicables de la législation en valeurs mobilières et on consultera éventuellement un avocat.

36. Le supplément de prospectus indiquera que, dans le cadre de placements au cours du marché au moyen du supplément de prospectus, la mention prévue au paragraphe 35 ci-dessus remplace la mention des droits du souscripteur ou de l'acquéreur contenue dans le prospectus préalable.

Décision

Chacun des décideurs est d'avis que la décision respecte les critères prévus par la législation qui leur permettent de la prendre.

La décision des décideurs en vertu de la législation est d'accorder la dispense souhaitée aux conditions suivantes :

- a) l'une ou l'autre des déclarations suivantes est vraie :
 - (i) pendant la période de 60 jours se terminant au plus tôt 10 jours avant le début d'un placement au cours du marché, les actions ordinaires ont été négociées sur au moins un marché, comme il est indiqué sur un affichage consolidé du marché :
 - A) en moyenne au moins 100 fois par jour de bourse;
 - B) pour une valeur de négociation moyenne d'au moins 1 000 000 \$ par jour de bourse;
 - (ii) au début d'un placement au cours du marché, les actions ordinaires sont assujetties au Regulation M en vertu de la Loi de 1934 et sont considérées comme un actively-traded security, au sens donné à ce terme dans le Regulation M;
- b) l'émetteur se conforme aux exigences de divulgation prévues aux paragraphes 25 et 33 à 36 ci-dessus;
- c) les déclarations énoncées aux paragraphes 13, 16, 17 et 19 à 24 ci-dessus sont respectées par l'émetteur et les placeurs.

La présente décision prend fin le jour qui tombe 25 mois après le 20 novembre 2018.

Hugo Lacroix
Surintendant des marchés de valeurs

Décision n°: 2019-FS-0132

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez-vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

6.6.3 Déclarations de placement avec dispense

L'Autorité publie ci-dessous l'information concernant les placements effectués sous le bénéfice des dispenses prévues au *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus* (« Règlement 45-106 ») et au *Règlement 45-513 sur la dispense de prospectus pour placement de titres auprès de porteurs existants* (« Règlement 45-513 »).

Nous rappelons qu'il est de la responsabilité des émetteurs de s'assurer qu'ils bénéficient des dispenses prévues au Règlement 45-106 ou au Règlement 45-513, selon le cas, avant d'effectuer un placement. Les émetteurs doivent aussi s'assurer du respect des délais impartis pour déclarer les placements et fournir une information exacte. Toute contravention aux dispositions législatives et réglementaires pertinentes constitue une infraction.

L'information contenue aux déclarations de placement avec dispense déposées conformément au Règlement 45-106 ou au Règlement 45-513 est publiée ci-dessous tel qu'elle est fournie par les émetteurs concernés. L'Autorité ne saurait être tenue responsable de quelque lacune ou erreur que ce soit dans ces déclarations.

Depuis le 1^{er} octobre 2015, l'information sur les placements avec dispense est présentée sous un nouveau format.

SECTION RELATIVE AUX SOCIÉTÉS

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
92 Resources Corp.	2018-12-27	618 000 \$
Advanced Opto-Mechanical Systems and Technologies Inc.	2018-12-24	4 265 007 \$
Adventus Capital Partners Ltd.	2018-12-21	91 342 \$
Adventus Capital Partners Ltd.	2018-12-28	51 092 \$
Adventus Realty Limited Partnership	2018-12-21	54 \$
Adventus Realty Limited Partnership	2018-12-28	30 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
Adventus Realty Trust	2018-12-21	1 739 835 \$
Adventus Realty Trust	2018-12-28	971 713 \$
Alianza Minerals Ltd.	2018-12-24	862 200 \$
Alternate Health Corp.	2018-12-10	5 095 600 \$
Barclays Bank PLC	2018-12-07	150 000 \$
Berkwood Resources Ltd.	2018-12-19	224 460 \$
BWR Exploration Inc.	2018-12-28	189 500 \$
C Hôtels Le Navigateur inc.	2018-10-30 au 2018-11-06	1 500 000 \$
C Hôtels Le Navigateur inc.	2018-11-26 au 2018-12-04	1 530 000 \$
CannTx Life Sciences Inc.	2018-12-27	555 000 \$
Capital Solstar inc.	2018-12-31	704 000 \$
Embark Health Inc.	2018-12-07	1 122 355 \$
Equispheres Inc.	2018-12-07	1 319 950 \$
Exploration Puma inc.	2018-12-31	638 000 \$
Finance CoPower, Inc.	2019-01-01	947 000 \$
Fonds de Croissance iNovia, s.e.c.	2018-12-07	1 329 900 \$
Franklin Global Real Assets Fund	2018-12-18 au 2018-12-21	2 225 424 \$
Franklin Global Real Assets Fund	2018-12-24 au 2018-12-28	171 603 \$
Franklin Global Real Assets Fund	2018-12-31	100 356 \$
GMF Series III, Inc	2018-12-17	22 319 950 \$
Groupe KDA inc.	2019-07-18	3 225 000 \$
International Cannabrand Inc.	2018-12-07 au 2018-12-14	1 302 000 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
Invico Diversified Income Limited Partnership	2018-12-06	326 200 \$
J.P. Morgan Structured Products B.V.	2018-11-06	600 000 \$
Kensington Private Equity Fund	2018-12-05	8 438 051 \$
MAVAN Tech Opportunity Fund #1	2018-12-15	95 000 \$
MAVAN Tech Opportunity Fund #1	2018-12-31	12 600 \$
MGX Minerals Inc.	2018-11-27	3 195 999 \$
Mines Abcourt inc.	2018-12-31	838 487 \$
National Green Biomed Ltd.	2018-11-21	954 870 \$
Oceanic Iron Ore Corp.	2018-11-29	1 812 500 \$
Old Kent Road Income Fund I	2018-11-26 au 2018-12-03	361 752 \$
Old Kent Road Income Fund I	2018-12-10 au 2018-12-17	538 676 \$
Old Kent Road Income Fund I	2018-12-31	652 968 \$
OurCrowd (Investment in S.D. – III) LP	2018-12-24	13 438 \$
Prestige Hospitality Opportunity Fund-I	2018-12-10	294 906 \$
Prestige Hospitality Opportunity Fund-I	2018-12-31	356 039 \$
Progressive Planet Solutions Inc.	2018-12-07	275 000 \$
QMX Gold Corporation	2018-11-28	1 788 480 \$
Ressources minières Radisson inc.	2018-12-28	446 000 \$
Ressources Robex inc.	2018-11-26	11 640 000 \$
Seabridge Gold Inc.	2018-12-28	5 125 000 \$
Secure Capital MIC Inc.	2018-10-31 au 2018-11-10	318 316 \$
Secure Capital MIC Inc.	2018-11-30 au 2018-12-07	210 500 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
Société d'épargne des Autochtones du Canada	2018-12-12 au 2018-12-14	415 000 \$
Société en commandite Econo-Malls #25	2018-11-23	35 755 010 \$
Société en commandite Econo-Malls #25A	2018-11-23	35 755 010 \$
Solar Flow-Through 2018-A Limited Partnership	2018-12-27	1 047 000 \$
Solar Flow-Through 2018-I Limited Partnership	2018-12-21	2 000 000 \$
Tempbridge inc.	2018-11-28	350 000 \$
Temperance Capital Income Trust	2018-12-31	616 870 \$
Thoma Bravo Fund XIII-A, L.P.	2018-12-07	33 247 500 \$
Trez Capital Prime Trust	2018-11-26 au 2018-11-30	510 383 \$
Trez Capital Yield Trust	2018-11-27 au 2018-12-03	6 220 669 \$
Trez Capital Yield Trust	2018-12-05 au 2018-12-11	2 213 300 \$
Trez Capital Yield Trust US (Canadian \$)	2018-12-06 au 2018-12-11	114 000 \$
UBS AG, Jersey Branch	2018-11-29 au 2018-12-03	2 958 222 \$
UBS AG, Jersey Branch	2018-11-27	1 849 102 \$
UBS AG, Jersey Branch	2018-12-04 au 2018-12-11	4 835 870 \$
UBS AG, Zurich Branch	2018-11-29	207 568 \$
Vanadian Energy Corp.	2018-12-10	1 066 700 \$
Vancouver Airport Authority	2018-11-23	250 000 000 \$
West Red Lake Gold Mines Inc.	2018-12-31 au 2019-01-01	549 510 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
Westboro Mortgage Investment Corp.	2018-11-30 au 2018-12-07	699 300 \$
Westboro Mortgage Investment Corp.	2018-12-31 au 2019-01-04	2 957 820 \$
Western Wealth Capital XXXIX Limited Partnership	2018-12-19 au 2018-12-27	538 701 \$

SECTION RELATIVE AUX FONDS D'INVESTISSEMENT

Aucune information.

Pour de plus amples renseignements relativement aux placements énumérés ci-dessus, veuillez consulter les dossiers disponibles à la salle des dossiers de l'Autorité.

6.6.4 Refus

Aucune information.

6.6.5 Divers

Banque Nationale Investissements inc.

Le 05 décembre 2019

Dans l'affaire
de la législation en valeurs mobilières
du Québec et de l'Ontario
(les « territoires »)

et

du traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires

et

de Banque Nationale Investissements inc.
(le « déposant »)

et

du FNB de revenu fixe sans contraintes BNI, du fonds d'obligations mondiales BNI (*auparavant, fonds d'obligations mondiales RER Banque Nationale*), du fonds d'obligations mondiales tactique BNI (*auparavant, fonds d'obligations mondiales tactique Banque Nationale*) et du fonds de revenu fixe sans contraintes BNI (collectivement, les « fonds existants »)

et

de tout autre fonds d'obligations mondiales ou internationales géré par le déposant ou un membre du groupe du déposant qui est assujéti au *Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement* (les « fonds ultérieurs », et avec les fonds existants, individuellement ou collectivement, le ou les « fonds »)

Décision

Contexte

L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable de chacun des territoires (les « décideurs ») a reçu du déposant une demande en vue d'obtenir en vertu de la législation en valeurs mobilières des territoires (la « législation ») une décision (la « dispense souhaitée ») :

- a) afin de révoquer la décision de 2003 (définie ci-après) et la dispense relative à la concentration dans des titres d'états souverains et d'organismes supranationaux accordée dans le cadre de la décision de 2016 (définie ci-après);
- b) afin de dispenser chaque fonds, conformément à l'article 19.1 du *Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement*, RLRQ, c. V-1.1, r.39 (le « Règlement 81-102 »), de l'application du paragraphe 2.1(1) du Règlement 81-102 (la « restriction en matière de concentration »), afin de permettre à chaque fonds d'investir jusqu'à :
 - i) 20 % de sa valeur liquidative, par suite d'une opération, dans des titres de créance d'un émetteur donné, pour autant que les titres de créance soient émis, ou pleinement garantis en ce qui a trait au capital et à l'intérêt, par des organismes supranationaux ou par des gouvernements autres que le gouvernement du Canada, le gouvernement d'une province ou d'un territoire du Canada ou le gouvernement des États-Unis d'Amérique, et soient notés « AA » par S&P Global Ratings Canada (« S&P ») ou un membre du même groupe que l'agence de notation désignée (au sens du Règlement 81-102) ou aient une note équivalente d'une ou de plusieurs agences de notation désignées ou un membre de leurs groupes respectifs;
 - ii) 35 % de sa valeur liquidative, par suite d'une opération, dans des titres de créance d'un émetteur donné, pour autant que les titres de créance soient émis, ou pleinement garantis en ce qui a trait au capital et à l'intérêt, par des organismes supranationaux ou par des gouvernements autres que le gouvernement du Canada, le gouvernement d'une province ou d'un territoire du Canada ou le gouvernement des États-Unis d'Amérique, et soient notés « AAA » par S&P ou un membre de son groupe ou aient une note équivalente d'une ou de plusieurs agences de notation désignées ou un membre de leurs groupes respectifs;

(ces titres de créance sont désignés collectivement par les « titres de gouvernements étrangers »).

Dans le cadre du traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires (demandes sous régime double) :

- a) l'Autorité des marchés financiers est l'autorité principale pour la présente demande;
- b) le déposant a donné avis qu'il compte se prévaloir du paragraphe 4.7(1) du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport* RLRQ, c. V-1.1, r.1 (le « Règlement 11-102 ») dans les territoires du Canada autres que les territoires;

- c) la décision est celle de l'autorité principale et fait foi de la décision de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable en Ontario.

Interprétation

Les expressions définies dans le *Règlement 14-101 sur les définitions RLRQ*, c. V-1.1, r.3, dans le Règlement 11-102 et le Règlement 81-102 ont le même sens dans la présente décision lorsqu'elles sont employées, sauf si elles y reçoivent une autre définition.

Déclarations

La présente décision est fondée sur les déclarations de faits suivantes du déposant :

Le déposant

1. Le déposant est une société fusionnée sous le régime des lois du Canada et son siège est situé à Montréal, au Québec.
2. Le déposant est dûment inscrit en tant que gestionnaire de fonds d'investissement dans les provinces du Québec, de l'Ontario et de Terre-Neuve-et-Labrador, et en tant que courtier en épargne collective dans chacun des territoires du Canada.
3. Le déposant ou un membre de son groupe est ou sera le gestionnaire de fonds d'investissement de chaque fonds.
4. Le déposant ne contrevient à la législation en valeurs mobilières d'aucun territoire du Canada.

Les fonds

5. Chaque fonds est, ou sera, un organisme de placement collectif « OPC » régi selon les dispositions du Règlement 81-102 et organisé et régi selon les lois du Canada ou de l'un des territoires.
6. Les titres de chaque fonds sont, ou seront, offerts aux termes d'un prospectus simplifié établi en conformité avec le *Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif RLRQ*, c. V-1.1, r.38 (le « Règlement 81-101 ») et le *Formulaire 81-101F1 Contenu d'un prospectus simplifié* ou aux termes d'un prospectus ordinaire établi en conformité avec le *Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus RLRQ*, c. V-1.1, r.14 et l'*Annexe 41-101A2 Information à fournir dans le prospectus du fonds d'investissement*, lequel prospectus est, ou sera, déposé dans un ou plusieurs territoires du Canada (ci-après, le prospectus simplifié et le prospectus ordinaire, individuellement le « prospectus »). Par conséquent, chaque fonds est, ou sera, un émetteur assujetti, ou son équivalent, dans un ou plusieurs des territoires du Canada.
7. L'objectif de placement du FNB de revenu fixe sans contraintes BNI est de maximiser le rendement total tout en préservant le capital. Le fonds investit, directement ou indirectement au moyen de placements dans des titres d'un ou de plusieurs autres OPC ou du recours à des dérivés, dans un portefeuille diversifié composé principalement de titres à revenu fixe d'émetteurs situés partout dans le monde assorti d'échéances et de notes de crédit variées.
8. L'objectif de placement du fonds d'obligations mondiales BNI consiste à produire un revenu courant intéressant tout en faisant croître et en protégeant à long terme le capital investi. Le fonds investit principalement dans des titres de créance de qualité supérieure libellés en monnaies étrangères. Bien que plus risqués, ces titres offrent aux investisseurs la possibilité de réaliser un revenu plus élevé.

9. L'objectif de placement du fonds d'obligations mondiales tactique BNI consiste à générer du revenu et à accroître le capital tout en mettant l'accent sur la préservation du capital. Pour y parvenir, le fonds investit, directement ou indirectement au moyen de placement dans des titres d'autres OPC ou par l'utilisation de dérivés, dans un portefeuille diversifié principalement constitué d'obligations et d'autres titres à revenu fixe étrangers comportant des échéances et des cotes de crédit variées.
10. L'objectif de placement du fonds de revenu fixe sans contraintes BNI est de maximiser le rendement total tout en mettant l'accent sur la préservation du capital. Le fonds investit, directement ou indirectement au moyen de placements dans des titres d'autres OPC ou par l'utilisation de dérivés, dans un portefeuille diversifié constitué principalement de titres à revenu fixe d'émetteurs situés partout dans le monde comportant des échéances et des cotes de crédit variées.
11. Les fonds existants ne sont pas en défaut aux termes de la législation en valeurs mobilières des territoires du Canada.

Placements dans des titres de gouvernements étrangers

12. Dans le cadre des stratégies de placement d'un fonds, le gestionnaire de portefeuille de chaque fonds peut souhaiter investir une partie des actifs du fonds dans des titres de gouvernements étrangers. Selon les conditions du marché, le gestionnaire de portefeuille souhaite pouvoir, à son appréciation, obtenir pour un fonds une exposition à un émetteur de titres de gouvernements étrangers supérieure à la restriction en matière de concentration.
13. Le paragraphe 2.1(1) du Règlement 81-102 interdit à un fonds d'acquérir quelque titre d'un émetteur, autre qu'un titre d'État, dans le cas où, par suite de l'acquisition, plus de 10 % de la valeur liquidative du fonds serait investi dans des titres de l'émetteur. Le paragraphe 2.1(2) du Règlement 81-102 présente certaines exceptions, notamment à l'égard d'un titre d'État.
14. Les titres de gouvernements étrangers ne sont pas des titres d'État.
15. Le déposant croit que la capacité d'acquérir des titres de gouvernements étrangers en excédant à la limite prévue au paragraphe 2.1(1) du Règlement 81-102 facilitera, à chaque fonds, l'atteinte de ses objectifs de placement fondamentaux, permettant par le fait même aux investisseurs de chaque fonds d'en tirer parti.
16. Le déposant soumet que le fait de permettre à un fonds de détenir des titres à revenu fixe assortis d'une note élevée émis par des gouvernements permettra au fonds de préserver le capital dans des marchés étrangers en cas de conjoncture défavorable et d'avoir accès à des actifs en s'exposant à un faible risque de crédit, et permettra au gestionnaire de portefeuille de corroborer ses opinions sur les taux d'intérêt et la durée.
17. Le déposant soumet que la souplesse accrue associée à la détention de titres de gouvernements étrangers pourrait également permettre de dégager des rendements plus élevés que ceux obtenus par les solutions de rechange en titres d'État à revenu fixe à court terme canadiens.
18. Le déposant soumet que chaque fonds n'acquerra des titres de gouvernements étrangers que si l'acquisition est conforme à ses objectifs de placement fondamentaux.
19. Le déposant soumet que le prospectus de chaque fonds communiquera les risques associés à la concentration des actifs des fonds dans les titres d'un nombre limité d'émetteurs.
20. Le déposant soumet que chaque fonds demande la dispense souhaitée en vue d'améliorer sa capacité d'atteindre son objectif de placement.

Les décisions antérieures

21. Le déposant a obtenu une décision antérieure datée du 3 avril 2003 (la « décision de 2003 ») afin de permettre au fonds d'obligations mondiales BNI (*auparavant désigné fonds d'obligations mondiales RER Banque Nationale*) d'acheter une quantité de titres de gouvernements étrangers supérieure à la limite prévue au paragraphe 2.1(1) du Règlement 81-102.
22. Le déposant a obtenu une décision antérieure datée du 11 novembre 2016 (la « décision de 2016 ») afin de permettre au fonds d'obligations mondiales tactique BNI (*auparavant désigné fonds d'obligations mondiales tactique Banque Nationale*) et au fonds de revenu fixe sans contraintes BNI d'acheter une quantité de titres de gouvernements étrangers supérieure à la limite prévue au paragraphe 2.1(1) du Règlement 81-102 (la « dispense relative à la concentration dans des titres d'états souverains et d'organismes supranationaux »), laquelle décision comprenait également une dispense relative à la couverture des dérivés et une dispense relative aux swaps compensés.
23. Le déposant demande la révocation de la décision de 2003 et de la dispense relative à la concentration dans des titres d'états souverains et d'organismes supranationaux accordée dans le cadre de la décision de 2016 par la présente décision de façon à ce que les fonds obtiennent la dispense souhaitée dans le cadre d'un seul et même document de décision, par opposition à trois documents de décision distincts.
24. Le déposant a déterminé qu'il serait dans l'intérêt fondamental des fonds d'obtenir la dispense souhaitée par la présente décision pour les motifs présentés ci-dessus.
25. À compter de la date de la présente décision, le déposant ne se prévaut plus de la décision de 2003 ni de la dispense relative à la concentration dans des titres d'états souverains et d'organismes supranationaux.
26. La décision de 2003 et la dispense relative à la concentration dans des titres d'états souverains et d'organismes supranationaux sont tributaires de conditions qui ont été intégrées dans cette décision à tous égards importants.
27. Le déposant soutient que la dispense souhaitée n'est pas contraire à l'intérêt public, est dans l'intérêt de chaque fonds et représente l'appréciation commerciale de personnes responsables qui ne sont pas influencées par d'autres considérations que l'intérêt de chaque fonds.

Décision

Les décideurs estiment que la décision respecte les critères prévus par la législation qui leur permettent de la prendre.

La décision des décideurs en vertu de la législation est d'accorder la dispense souhaitée aux conditions suivantes :

1. il est interdit de combiner les alinéas i) et ii) du paragraphe b) de la dispense souhaitée à l'égard du même émetteur;
2. tout titre qui est acquis par un fonds conformément à la dispense souhaitée est négocié sur un marché mûr et liquide;
3. l'acquisition par un fonds des titres conformément à la présente décision respecte les objectifs de placement fondamentaux du fonds;
4. le prospectus de chaque fonds communiquera les risques supplémentaires associés à la concentration de la valeur liquidative d'un fonds dans les titres d'un faible nombre d'émetteurs,

comme la possibilité d'une exposition accrue au risque de défaut de l'émetteur dans lequel le fonds a ainsi investi et les risques, y compris le risque de change, associés aux placements dans le pays dans lequel l'émetteur est situé;

5. le prospectus de chaque fonds communiquera, dans la rubrique des stratégies de placement, un résumé de la nature et des modalités de la dispense souhaitée, ainsi que les conditions imposées et le type de titres couverts par la présente décision.

Jacinthe Des Marchais
Directrice principale des fonds d'investissement par intérim

Projet SEDAR n° 2950915

Décision n°: 2019-FI-0082

Inovalis Real Estate Investment Trust

Vu la demande présentée par Inovalis Real Estate Investment Trust (l'« émetteur ») auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») le 3 décembre 2019 (la « demande »);

Vu les articles 40.1 et 263 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (la « Loi »);

Vu le paragraphe 2.2(2) et l'article 19.1 du *Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus*, RLRQ, c. V-1.1, r. 14 (le « Règlement 41-101 »);

Vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

Vu la demande visant à obtenir une dispense temporaire de l'obligation prévue à l'article 40.1 de la Loi et au paragraphe 2.2(2) du Règlement 41-101 d'établir une version française des documents suivants de l'émetteur qui seront intégrés par renvoi dans le prospectus simplifié provisoire que l'émetteur entend déposer le ou vers le 9 décembre 2019 (la « dispense demandée ») :

1. les états financiers annuels consolidés audités modifiés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 ainsi que le rapport de gestion annuel correspondant;
2. le rapport financier intermédiaire consolidé pour la période intermédiaire terminée le 30 septembre 2019 ainsi que le rapport de gestion intermédiaire correspondant;
3. la notice annuelle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018;
4. la circulaire de sollicitation de procurations datée du 15 avril 2019;

(collectivement, les « documents visés »);

Vu les déclarations faites par l'émetteur.

En conséquence, l'Autorité accorde la dispense demandée à la condition que les documents visés soient traduits en français et que la version française des documents visés soit déposée auprès de l'Autorité dans les meilleurs délais, mais au plus tard au moment du dépôt du prospectus simplifié définitif.

Fait le 5 décembre 2019.

Martin Latulippe
Directeur de l'information continue

Décision n°: 2019-FS-0136

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez-vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

6.7 AGRÉMENTS, AUTORISATIONS ET OPÉRATIONS SUR DÉRIVÉS DE GRÉ À GRÉ

Aucune information.

6.8 OFFRES PUBLIQUES

6.8.1 Avis

Aucune information.

6.8.2 Dispenses

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

6.8.3 Refus

Aucune information.

6.8.4 Divers

Aucune information.

6.9 INFORMATION SUR LES VALEURS EN CIRCULATION

6.9.1 Actions déposées entre les mains d'un tiers

Aucune information.

6.9.2 Dispenses

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

6.9.3 Refus

Aucune information.

6.9.4 Révocations de l'état d'émetteur assujetti

Aucune information.

6.9.5 Divers

Aucune information.

6.10 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

6.11 ANNEXES ET AUTRES RENSEIGNEMENTS

ANNEXE 1 DÉPÔTS DE DOCUMENTS D'INFORMATION*RAPPORTS TRIMESTRIELS*

	Date du document
COMPAGNIE DE LA BAIE D'HUDSON	2019-11-02
DXC TECHNOLOGY COMPANY	2019-06-30
GROUPE ADF INC.	2019-10-31
GROUPE BMTC INC.	2019-10-31
NORTH WEST COMPANY INC. (THE)	2019-10-31
RESSOURCES QUINTO INC.	2019-10-31
ROOTS CORPORATION	2019-11-02
SULLIDEN MINING CAPITAL INC.	2019-10-31
TROILUS GOLD CORP.	2019-10-31
VAIL RESORTS, INC.	2019-10-31

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

	Date du document
BANQUE CANADIENNE DE L'OUEST	2019-10-31
BANQUE CANADIENNE IMPERIALE DE COMMERCE	2019-10-31
BANQUE TORONTO-DOMINION (LA)	2019-10-31
CARUBE COPPER CORP.	2019-08-31
EXPLORATION MIDLAND INC.	2019-09-30
FIDUCIE DE CAPITAL CIBC	2019-10-31
FIDUCIE DE CAPITAL TD IV	2019-10-31
RESSOURCES MELKIOR INC.	2019-08-31
TERRAVEST INDUSTRIES INC.	2019-09-30
TRANSAT A.T. INC.	2019-10-31

RAPPORTS ANNUELS

	Date du document
BANQUE CANADIENNE DE L'OUEST	2019-10-31
BANQUE CANADIENNE IMPERIALE DE COMMERCE	2019-10-31
BANQUE TORONTO-DOMINION (LA)	2019-10-31
CARUBE COPPER CORP.	2019-08-31
EXPLORATION MIDLAND INC.	2019-09-30
FIDUCIE DE CAPITAL CIBC	2019-10-31
FIDUCIE DE CAPITAL TD IV	2019-10-31
RESSOURCES MELKIOR INC.	2019-08-31
TERRAVEST INDUSTRIES INC.	2019-09-30
TRANSAT A.T. INC.	2019-10-31

CIRCULAIRES EN VUE DE LA SOLLICITATION DE PROCURATION

	Date du document
CORUS ENTERTAINMENT INC.	
KLONDIKE SILVER CORP.	
SCULLY ROYALTY LTD.	
SHAW COMMUNICATIONS INC.	

NOTICE ANNUELLE

	Date du document
BANQUE CANADIENNE DE L'OUEST	2019-10-31
BANQUE CANADIENNE IMPERIALE DE COMMERCE	2019-10-31
BANQUE TORONTO-DOMINION (LA)	2019-10-31
FIDUCIE DE CAPITAL CIBC	2019-10-31
FIDUCIE DE CAPITAL TD IV	2019-10-31
TRANSAT A.T. INC.	2019-10-31

ANNEXE 2 DÉCLARATIONS D'INITIÉS (FORMAT ÉLECTRONIQUE - SEDI)

Liste des symboles employés pour les déclarations en format SEDI (Système électronique de déclaration des initiés)

RELATIONS AVEC L'ÉMETTEUR ASSUJETTI	45 : Contrepartie d'un bien
1 : Émetteur assujetti ayant acquis ses propres titres	46 : Contrepartie de services
2 : Filiale de l'émetteur assujetti	47 : Acquisition ou aliénation par don
3 : Porteur de titres qui détient en propriété véritable ou contrôle plus de 10 % des titres d'un émetteur assujetti (<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> du Québec – 10 % d'une catégorie d'actions) comportant le droit de vote ou droit de participer, sans limite, au bénéfice et au partage en cas de liquidation	48 : Acquisition par héritage ou aliénation par legs
4 : Administrateur d'un émetteur assujetti	Dérivés émis par l'émetteur
5 : Dirigeant d'un émetteur assujetti	50 : Attribution d'options
6 : Administrateur ou dirigeant d'un porteur de titres visé en 3	51 : Levée d'options
7 : Administrateur ou dirigeant d'un initié à l'égard de l'émetteur assujetti ou d'une filiale de l'émetteur assujetti, autre que 4, 5 et 6	52 : Expiration d'options
8 : Initié présumé – six mois avant de devenir initié	53 : Attribution de bons de souscription
NATURE DE L'OPÉRATION	54 : Exercice de bons de souscription
Généralités	55 : Expiration de bons de souscription
00 : Solde d'ouverture – Déclaration initiale format SEDI	56 : Attribution de droits de souscription
10 : Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	57 : Exercice de droits de souscription
11 : Acquisition ou aliénation effectuée privément	58 : Expiration de droits de souscription
15 : Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	59 : Exercice au comptant
16 : Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	Dérivés émis par un tiers
22 : Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, un regroupement ou une acquisition	70 : Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers
30 : Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	71 : Exercice d'un dérivé émis par un tiers
35 : Dividende en actions	72 : Autre règlement d'un dérivé émis par un tiers
36 : Conversion ou échange	73 : Expiration d'un dérivé émis par un tiers
37 : Division ou regroupement d'actions	Divers
38 : Rachat – annulation	90 : Changements relatifs à la propriété
40 : Vente à découvert	97 : Autres
	99 : Correction d'information
	NATURE DE L'EMPRISE
	D : Propriété directe
	I : Propriété indirecte
	C : Contrôle
	AUTRES MENTIONS
	O : Opération originale
	M : Première modification
	M' : Deuxième modification
	M'' : Troisième modification, etc.
	R : Opération déclarée hors délai (en retard).

AVIS

L'information publiée dans cette annexe provient du Système électronique de déclaration des initiés (SEDI). Les initiés assujettis doivent déclarer leur emprise ou une modification à leur emprise sur les titres d'un émetteur assujetti dans un délai de **cinq jours**, sauf dans certains cas précis.

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
37 Capital Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Kalpajian, Jacob H 30 Rock Management Inc.	4 PI	O	2019-12-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	0.0650	BC
		O	2019-12-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(30 000)	0.0550	BC
		O	2019-12-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(69 000)	0.0500	BC
A&W Revenue Royalties Income Fund								
<i>Actions échangeables</i>								
A&W Food Services of Canada Inc.	3	O	2019-12-06	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	289 279	34.8100	BC
Absolute Software Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Laforce, Marcel Armand	5	O	2019-12-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	10 993		BC
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 993)	8.4000	BC
		O	2019-12-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 100		BC
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 100)	8.4700	BC
		O	2019-12-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 365		BC
		O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 365)	8.4700	BC
maxwell, sean	5	O	2019-12-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	82 691		BC
		O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(82 691)	8.5000	BC
		O	2019-12-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	264		BC
		O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(264)	8.5700	BC
		O	2019-12-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 500		BC
		O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 500)	8.6500	BC
Meanchoff, Matthew	5	O	2019-12-03	D	57 - Exercice de droits de souscription	14 389		BC
		O	2019-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 350)	8.4000	BC
		O	2019-12-03	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 447		BC
		O	2019-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	8.4100	BC
Olsen, Errol	5	O	2019-12-03	D	51 - Exercice d'options	30 000		BC
		O	2019-12-03	D	51 - Exercice d'options	(26 285)		BC
		O	2019-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 715)		BC
		O	2019-12-04	D	51 - Exercice d'options	60 499		BC
		O	2019-12-04	D	51 - Exercice d'options	(54 414)		BC
		O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 085)		BC
		O	2019-12-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	52 149	52149.0000	BC
		O	2019-12-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(25 949)		BC
		O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(26 200)		BC
Ramsden, Leigh Palmer	5	O	2019-12-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 494		BC
		O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 494)	8.4500	BC
		O	2019-12-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 613		BC
		O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 613)	8.5500	BC
<i>Droits Restricted Share Unit</i>								
Laforce, Marcel Armand	5	O	2019-12-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(10 993)		BC
		O	2019-12-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 100)		BC
		O	2019-12-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 365)		BC
maxwell, sean	5	O	2019-12-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(82 691)		BC
		O	2019-12-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(264)		BC
		O	2019-12-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 500)		BC
Meanchoff, Matthew	5	O	2019-12-03	D	57 - Exercice de droits de souscription	(14 389)		BC
		O	2019-12-03	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 447)		BC
Olsen, Errol	5	O	2019-12-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(52 149)		BC
Ramsden, Leigh Palmer	5	O	2019-12-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 494)		BC
		O	2019-12-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 613)		BC
<i>Options</i>								
Olsen, Errol	5	O	2019-12-03	D	51 - Exercice d'options	(30 000)	7.0200	BC
		O	2019-12-04	D	51 - Exercice d'options	(60 499)	7.2800	BC

Émetteur	Relation	État	Date	Em- prise	Opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre	tion	opé- ration	de l'opération		Description de l'opération			
AEterna Zentaris Inc.								
<i>Options</i>								
Ammer, Nicola Karin, Dr.	5	O	2018-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-04	D	50 - Attribution d'options	25 000		ON
Grau, Guenther	7	O	2018-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-04	D	50 - Attribution d'options	20 000		ON
Günther, Eckhard	5	O	2019-12-09	D	50 - Attribution d'options	25 000		ON
Air Canada								
<i>Class B Voting Shares</i>								
Air Canada	1	O	2019-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	49.6260	QC
		O	2019-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		QC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	49.3469	QC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		QC
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	49.3668	QC
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		QC
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	49.0941	QC
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		QC
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	49.2785	QC
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		QC
AIRBOSS OF AMERICA CORP.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Hagerman, Robert	4	O	2019-12-06	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(5 000)		ON
Alacer Gold Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Kolonchina, Anna	4	O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 000)	7.4450	ON
Algoma Central Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Algoma Central Corporation	1	O	2019-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	327 572	13.5139	ON
		O	2019-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(327 572)	13.5139	ON
Algonquin Power & Utilities Corp.								
<i>Restricted Share Units</i>								
Johnston, Anthony Hunter	5	O	2019-12-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	24 722	18.2425	ON
Norman, Jeffery Todd	5	O	2019-12-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	21 926	18.2425	ON
Tindale, Jennifer Sara	5	O	2017-02-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	21 926	18.2425	ON
Trisic, George	5	O	2019-12-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	21 159	18.2425	ON
Altius Minerals Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Altius Minerals Corporation	1	O	2019-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	4 200	10.8200	NF
		O	2019-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	10.8991	NF
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	5 100	10.8454	NF
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	11.2300	NF
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	11.2645	NF
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	8 000	11.2975	NF
		O	2019-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	11.3300	NF
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	7 000	11.2000	NF
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	4 100	11.1500	NF
		O	2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	200	11.2355	NF
		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	2 900	11.2700	NF
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	11.1400	NF
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	11.1900	NF
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	11.0200	NF
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	9 000	10.9068	NF
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	8 000	10.9100	NF
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	3 900	10.8800	NF

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	9 000	10.9500	NF
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	11.1000	NF
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	9 500	11.1800	NF
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(96 000)		NF
Alvopetro Energy Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Howard, Alison Leanne	5							
Alison Howard RRSP	PI	O	2019-12-09	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	37 500	0.6400	AB
		M	2019-12-09	I	54 - Exercice de bons de souscription	37 500	0.6400	AB
Ruttan, Corey Christopher	4, 5							
Corey Ruttan - RSP	PI	O	2019-12-09	I	54 - Exercice de bons de souscription	77 500	0.6400	AB
<i>Bons de souscription</i>								
Howard, Alison Leanne	5							
Alison Howard RRSP	PI	O	2019-12-09	I	54 - Exercice de bons de souscription	(37 500)	0.6400	AB
Ruttan, Corey Christopher	4, 5							
Corey Ruttan - RSP	PI	O	2019-12-09	I	54 - Exercice de bons de souscription	(77 500)		AB
American Hotel Income Properties REIT LP								
<i>Parts</i>								
Cameron, Christian	5							
RRSP	PI	O	2019-12-06	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	6.8800	BC
Americas Gold and Silver Corporation								
<i>Options</i>								
Alfers, Stephen Douglas	4	O	2019-12-03	D	50 - Attribution d'options	630 000	3.5400	ON
Blasutti, Darren John	5	O	2019-12-03	D	50 - Attribution d'options	375 000	3.5400	ON
Davidson, Alexander John	4	O	2019-12-03	D	50 - Attribution d'options	630 000	3.5400	ON
Dell, Daren	5	O	2019-12-03	D	50 - Attribution d'options	300 000	3.5400	ON
Edwards, Alan R.	4	O	2019-12-03	D	50 - Attribution d'options	630 000	3.5400	ON
Kipp, Bradley Robert	4	O	2019-12-03	D	50 - Attribution d'options	630 000	3.5400	ON
McRae, Peter	5	O	2019-12-03	D	50 - Attribution d'options	250 000	3.5400	ON
Pridham, Gordon E.	4	O	2019-12-03	D	50 - Attribution d'options	630 000	3.5400	ON
RIVERA RABA, MANUEL ALBERTO	4	O	2019-12-03	D	50 - Attribution d'options	630 000	3.5400	ON
Stonehouse, James Marcus	5	O	2019-12-03	D	50 - Attribution d'options	20 000	3.5400	ON
Varga, Warren	5	O	2019-12-03	D	50 - Attribution d'options	250 000	3.5400	ON
Waisberg, Lorie	4	O	2019-12-03	D	50 - Attribution d'options	630 000	3.5400	ON
Wilson, Shawn	5	O	2019-12-03	D	50 - Attribution d'options	150 000	3.5400	ON
		O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	8 666	2.3900	ON
Anaconda Mining Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Bullock, Kevin	4, 5	O	2019-09-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.2300	ON
		M	2019-09-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	75 000	0.2300	ON
		O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	0.2250	ON
Aritzia Inc.								
<i>Droits Deferred Share Unit</i>								
Bensadoun, Aldo	4	O	2019-12-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 589		BC
Currie, John Edward	4	O	2019-12-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 589		BC
Holmes, Ryan	4	O	2019-12-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 589		BC
Labistour, David Barrie	4	O	2019-12-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 589		BC
Montalbano, John	4	O	2019-12-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 589		BC
Senk, Glen Todd	4	O	2019-12-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 589		BC
Smith, Marcia	4	O	2019-12-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 589		BC
Artis Real Estate Investment Trust								
<i>Actions privilégiées Series E</i>								
Artis Real Estate Investment Trust	1	O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	200	21.6350	MB
ATCO LTD.								
<i>Actions sans droit de vote Class I</i>								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Fountain, C. Anthony	4	O	2019-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 844	45.5900	AB
		M	2019-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 786	45.8000	AB
Jackson, Colin	7	O	2019-12-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	17	48.9000	AB
		O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(105)	50.8900	AB
Piepgrass, Steven R.	7	O	2019-12-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	180	47.0800	AB
		O	2019-12-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	56	44.9000	AB
		O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(450)	50.3200	AB
		O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(175)	50.3400	AB
Athabasca Oil Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Avery, Angela Rae	5	O	2019-12-06	D	90 - Changements relatifs à la propriété	20 309		AB
Broen, Robert Anthony	5	O	2019-12-06	D	90 - Changements relatifs à la propriété	94 089		AB
Ingoldsby, Karla Dawn	5	O	2019-12-06	D	90 - Changements relatifs à la propriété	35 019		AB
Taylor, Matthew	5	O	2019-12-06	D	90 - Changements relatifs à la propriété	52 155		AB
<i>Units of a Fund that holds securities in Athabasca</i>								
Broen, Robert Anthony	5	O	2019-12-06	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(94 089)		AB
<i>Units of a Fund that holds securities of Athabasca</i>								
Taylor, Matthew	5	O	2019-12-06	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(52 155)		AB
<i>Units of a Fund that holds securities of Athabasca Oil Corp</i>								
Avery, Angela Rae	5	O	2019-12-06	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(20 309)		AB
Ingoldsby, Karla Dawn	5	O	2019-12-06	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(35 019)		AB
ATS Automation Tooling Systems Inc.								
<i>Droits RSU</i>								
McCuaig, Stewart	5	O	2019-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(3 301)	19.7800	ON
		O	2019-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(8 803)	19.7800	ON
Perrella, Maria	5	O	2019-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(23 769)	19.7800	ON
		O	2019-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(8 913)	19.7800	ON
<i>RSU</i>								
Hart, Chris	5	O	2019-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(1 486)	19.7800	ON
		O	2019-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(3 961)	19.7800	ON
Hider, Andrew	5	O	2019-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(32 021)	19.7800	ON
		O	2019-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(85 391)	19.7800	ON
Roberts, Simon	5	O	2019-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(8 803)	19.7800	ON
		O	2019-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(3 301)	19.7800	ON
Aurinia Pharmaceuticals Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Huh, Chin Kyu	3							
ILJIN SNT Co., Ltd.	PI	O	2019-11-27	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 000)	7.1600USD	BC
		O	2019-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(541 567)	16.7400USD	BC
		O	2019-12-06	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 100 000)	15.3400USD	BC
		O	2019-12-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800 000)	15.5453USD	BC
<i>Total Return Swap</i>								
Huh, Chin Kyu	3	O	2017-03-31	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2019-09-06	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		BC
ILJIN SNT Co., Ltd.	PI	O	2017-03-31	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Automotive Properties Real Estate Investment Trust								
<i>Parts de fiducie</i>								
TWC Enterprises Limited	3	O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	179 400	12.0191	ON
B2Gold Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Lytte, William	5	O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	100	3.1300	BC
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	5.0000	BC
<i>Stock Options</i>								
Lytte, William	5	O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	(100)	3.1300	BC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Banque de Montréal								
<i>Actions ordinaires</i>								
Rudderham, Richard D.	5	O	2019-12-06	D	51 - Exercice d'options	424	56.0000	QC
		O	2019-12-10	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(424)		QC
<i>Options</i>								
Rudderham, Richard D.	5	O	2019-12-06	D	51 - Exercice d'options	(424)	56.0000	QC
<i>Performance Share Units</i>								
Casper, David Robert	5	O	2019-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(22 491)	100.8200	QC
Fish, Simon Adrian	5	O	2008-05-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Flynn, Thomas Earl	7	O	2019-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(17 715)	100.8200	QC
Fowler, Cameron McAskile	5	O	2019-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(20 872)	100.8200	QC
Rudderham, Richard D.	5	O	2019-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(9 985)	100.8200	QC
White, William Darryl	7, 5	O	2019-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(40 713)	100.8200	QC
<i>Restricted Share Units</i>								
Barclay, Daniel	5	O	2019-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(15 267)	100.8200	QC
Cronin, Patrick	5	O	2019-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(54 744)	100.8200	QC
Fish, Simon Adrian	5	O	2019-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(8 181)	100.8200	QC
Johannson, Erminia	5	O	2019-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(4 509)	100.8200	QC
Malone, Mona Elizabeth	5	O	2019-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(2 770)	100.8200	QC
Roche, Catherine Margaret	5	O	2019-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(5 347)	100.8200	QC
Rotenberg, Joanna Michéle	5	O	2019-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(9 984)	100.8200	QC
Seabrook, Lucas R	5	O	2019-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(59 330)	100.8200	QC
Tennyson, Steven Lloyd	5	O	2019-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(7 344)	100.8200	QC
BANQUE LAURENTIENNE DU CANADA								
<i>Actions ordinaires</i>								
Savoy, Michelle Renee	4	O	2019-12-09	D	46 - Contrepartie de services	129	43.6035	QC
<i>Unités actions performance-UAP/Performance Share Units-PSUs</i>								
Allidina, Azmina	7	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	114	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 744	45.7000	QC
Artinian, Vania	5	O	2010-09-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 680	45.7000	QC
Bernier, Julie	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	102	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 511	45.7000	QC
De Broux, Christian	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	524	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	59 - Exercice au comptant	(2 045)	45.7000	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 423	45.7000	QC
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(1 159)		QC
Deschamps, Yvan	5	O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(289)		QC
Desjardins, François	4, 5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	1 679	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(6 943)		QC
Farooqi, Sarim	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	168	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 692	45.7000	QC
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(693)		QC
Fox, Sivan	5	O	2019-07-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 895	45.7000	QC
LAFRESNAYE, DIANE	7	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	98	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	59 - Exercice au comptant	(1 391)	45.7000	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 686	45.7000	QC
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(406)		QC
Migliara, Antonino	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	106	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	59 - Exercice au comptant	(1 505)	45.7000	QC
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(439)		QC
Pilote, Diane	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	170	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 583	45.7000	QC
Provost, Éric	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	580	44.3300	QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2019-12-06	D	59 - Exercice au comptant	(1 655)	45.7000	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 959	45.7000	QC
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(2 119)		QC
Rose, Deborah	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	678	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 035	45.7000	QC
Teijeira, Alejandro	5	O	2019-09-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 937	45.7000	QC
Therrien, Stéphane	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	1 942	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	59 - Exercice au comptant	(9 237)	45.7000	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 035	45.7000	QC
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(10 781)		QC
<i>Unités d'actions de performance différées-UAPD / DPSUs</i>								
Allidina, Azmina	7	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	301	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(1 239)		QC
Artinian, Vania	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	181	44.3300	QC
Backman, Craig	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	439	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 498	45.7000	QC
Bergeron, Louise	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	188	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(382)		QC
Bernier, Julie	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	252	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(1 536)		QC
De Broux, Christian	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	355	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(1 170)		QC
Deschamps, Yvan	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	382	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 976	45.7000	QC
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(714)		QC
Desjardins, François	4, 5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	8 447	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	27 570	45.7000	QC
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(18 234)		QC
Farooqi, Sarim	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	178	44.3300	QC
Geddes, Gale	5	O	2019-05-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 811	45.7000	QC
Gunderson, Kelsey	5	O	2019-10-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 121	45.7000	QC
LAFRESNAYE, DIANE	7	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	593	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(1 220)		QC
Laurin, François	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	1 943	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 080	45.7000	QC
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(8 101)		QC
Lopresti, André	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	457	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(1 172)		QC
Mason, William James Alexander	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	614	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 079	45.7000	QC
Migliara, Antonino	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	579	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 326	45.7000	QC
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(1 318)		QC
O'Neill, David	7	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	685	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 685	45.7000	QC
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(2 035)		QC
Pilote, Diane	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	426	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(1 951)		QC
Provost, Éric	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	383	44.3300	QC
Rose, Deborah	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	2 038	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(8 925)		QC
Stamadianos, Eva	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	875	44.3300	QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 626	45.7000	QC
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(2 033)		QC
Therrien, Stéphane	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	860	44.3300	QC
Williams, Brian	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	52	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(218)		QC
<i>Unités d'actions différées</i>								
Bastarache, Lise	4	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	110	45.6115	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	304	45.1990	QC
Baxendale, Sonia	4	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	106	45.6115	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	553	45.1990	QC
Bolger, Andrea Elaine	4	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	5	45.6115	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	477	45.1990	QC
Boychuk, Michael T.	4	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	170	45.6115	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	553	45.1990	QC
Lavigne, A. Michel	4	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	88	45.6115	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	305	45.1990	QC
Morris, David Dyson	4	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	63	45.6115	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	477	45.1990	QC
Mowat, David Lawrence	4	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	5	45.6115	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	304	45.1990	QC
Mueller, Mike	4	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	69	45.6115	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 549	45.1990	QC
Savoy, Michelle Renee	4	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	126	45.6115	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	429	45.1990	QC
Wolburgh Jenah, Susan	4	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	139	45.6115	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	497	45.1990	QC
<i>Unités d'actions restreintes différées-UARD / DRSUs</i>								
Bergeron, Louise	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	431	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 925	45.7000	QC
Bernier, Julie	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	64	44.3300	QC
Deschamps, Yvan	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	307	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 562	45.7000	QC
Desjardins, François	4, 5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	5 132	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 067	45.7000	QC
LAFRESNAYE, DIANE	7	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	76	44.3300	QC
Laurin, François	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	853	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 365	45.7000	QC
Lopresti, André	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	79	44.3300	QC
Mason, William James Alexander	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	90	44.3300	QC
Migliara, Antonino	5	O	2014-05-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 037	45.7000	QC
O'Neill, David	7	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	313	44.3300	QC
Provost, Éric	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	40	44.3300	QC
Rose, Deborah	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	512	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 614	45.7000	QC
Stamadianos, Eva	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	88	44.3300	QC
Therrien, Stéphane	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	82	44.3300	QC
<i>Unités d'actions restreintes-UAR/Restricted Share Units-RSUs</i>								
Allidina, Azmina	7	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	523	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	59 - Exercice au comptant	(3 849)	45.7000	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 486	45.7000	QC
Artinian, Vania	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	199	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	59 - Exercice au comptant	(404)	45.7000	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 702	45.7000	QC
Backman, Craig	5	O	2018-08-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit								
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 132	45.7000	QC
Bernier, Julie	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	162	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	59 - Exercice au comptant	(1 939)	45.7000	QC
De Broux, Christian	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	506	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	59 - Exercice au comptant	(3 310)	45.7000	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 690	45.7000	QC
Desjardins, François	4, 5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	567	45.7000	QC
		M	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	567	44.3300	QC
Farooqi, Sarim	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	199	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	59 - Exercice au comptant	(422)	45.7000	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 934	45.7000	QC
Fox, Sivan	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	29	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 354	45.7000	QC
Geddes, Gale	5	O	2019-05-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 013	45.7000	QC
LAFRESNAYE, DIANE	7	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	419	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	59 - Exercice au comptant	(3 021)	45.7000	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 875	45.7000	QC
Lopresti, André	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	328	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	59 - Exercice au comptant	(2 401)	45.7000	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 751	45.7000	QC
Mason, William James Alexander	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	130	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 365	45.7000	QC
Migliara, Antonino	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	500	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	59 - Exercice au comptant	(3 424)	45.7000	QC
O'Neill, David	7	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	665	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	59 - Exercice au comptant	(4 384)	45.7000	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 507	45.7000	QC
Pilote, Diane	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	596	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	59 - Exercice au comptant	(3 645)	45.7000	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 120	45.7000	QC
Provost, Éric	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	721	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	59 - Exercice au comptant	(4 632)	45.7000	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 469	45.7000	QC
Rose, Deborah	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	692	45.7000	QC
		M	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	692	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	59 - Exercice au comptant	(5 639)	45.7000	QC
Stamadianos, Eva	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	511	44.3300	QC
		M	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	511	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	59 - Exercice au comptant	3 007	45.7000	QC
		M	2019-12-06	D	59 - Exercice au comptant	(3 007)	45.7000	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 648	45.7000	QC
		M	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 648	45.7000	QC
Teixeira, Alejandro	5	O	2019-09-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 063	45.7000	QC
		M	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 573	45.7000	QC
Therrien, Stéphane	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	1 242	45.7000	QC
		M	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	1 242	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	59 - Exercice au comptant	(10 482)	45.7000	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 613	45.7000	QC
Williams, Brian	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	160	44.3300	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 645	45.7000	QC
Banque Nationale du Canada								
<i>Actions ordinaires</i>								
Blanchet, Lucie	5	O	2019-12-06	D	51 - Exercice d'options	1 650	29.2500	QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Bonnell, William	5	O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 650)	72.2182	QC
		O	2019-12-09	D	51 - Exercice d'options	20 000	38.3600	QC
Davis, Brian A.	7	O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	71.8409	QC
		O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	33 200	34.0900	QC
		O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	29 800	38.3600	QC
Fagnoule, Dominique	5	O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(63 000)	72.3478	QC
		O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	14 816	47.9300	QC
Knuepp, Marc	5	O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(14 816)	72.4601	QC
		O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	7 792	44.9600	QC
		O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	7 684	47.9300	QC
		O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	5 900	42.1700	QC
		O	2019-12-06	D	51 - Exercice d'options	5 952	42.1700	QC
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 792)	72.2242	QC
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 684)	724221.0000	QC
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 900)	72.5000	QC
Parent, Ghislain	5	O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 952)	73.1000	QC
		O	2019-12-09	D	51 - Exercice d'options	20 000	44.9600	QC
Vachon, Louis	4, 5	O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	71.9000	QC
		O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	150 000	29.2500	QC
		O	2019-12-06	D	51 - Exercice d'options	166 928	29.2500	QC
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(120 000)	72.3796	QC
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 000)	72.3619	QC
		O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(151 928)	72.1391	QC
Options								
Blanchet, Lucie	5	O	2019-12-06	D	51 - Exercice d'options	(1 650)	29.2500	QC
Bonnell, William	5	O	2019-12-09	D	51 - Exercice d'options	(20 000)	38.3600	QC
Davis, Brian A.	7	O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	(33 200)	34.0900	QC
		O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	(29 800)	38.3600	QC
Fagnoule, Dominique	5	O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	(14 816)	47.9300	QC
Knuepp, Marc	5	O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	(7 792)	44.9600	QC
		O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	(7 684)	47.9300	QC
		O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	(5 900)	42.1700	QC
		O	2019-12-06	D	51 - Exercice d'options	(5 952)	42.1700	QC
Parent, Ghislain	5	O	2019-12-09	D	51 - Exercice d'options	(20 000)	44.9600	QC
Vachon, Louis	4, 5	O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	(150 000)	29.2500	QC
		O	2019-12-06	D	51 - Exercice d'options	(166 928)	29.2500	QC
Banque Royale du Canada								
<i>Actions ordinaires</i>								
Tory, Jennifer Anne	5	O	2019-12-09	D	51 - Exercice d'options	4 340	52.5950	QC
<i>Options</i>								
Tory, Jennifer Anne	5	O	2019-12-09	D	51 - Exercice d'options	(4 340)	52.5950	QC
Blue Ribbon Income Fund (formerly Citadel Diversified Investment Trust)								
<i>Parts de fiducie</i>								
Blue Ribbon Income Fund	1	O	2019-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.2300	ON
		O	2019-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.2300	ON
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.2900	ON
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.2900	ON
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.2700	ON
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.2700	ON
		O	2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	300	8.2800	ON
		O	2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	(300)	8.2800	ON
		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.3300	ON
		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.3300	ON
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.4000	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.4000	ON
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.4000	ON
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.4000	ON
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.3900	ON
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.3900	ON
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.3400	ON
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.3400	ON
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.2800	ON
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.2800	ON
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.2700	ON
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.2700	ON
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	500	8.2300	ON
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	8.2300	ON
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	8.2500	ON
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	8.2500	ON
		O	2019-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.2000	ON
		O	2019-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.2000	ON
	O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.1700	ON	
	O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.1700	ON	
Bonterra Energy Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Fink, George Frederick	4, 5, 3	O	2019-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 239	3.5973	AB
		O	2019-12-10	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	50 761	3.6700	AB
		M	2019-12-05	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	50 761	3.1900	AB
		M	2019-12-10	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	50 761	3.6700	AB
Neumann, Adrian	5	O	2019-12-10	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(50 761)	3.6700	AB
Borex inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Dumas, Marie-Claude	4	O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 300	24.7990	QC
Lemaire, Patrick	4, 7, 5	O	2019-12-06	D	40 - Vente à découvert	(71 043)	24.8005	QC
		O	2019-12-06	D	51 - Exercice d'options	71 043	7.9600	QC
		O	2019-12-09	D	40 - Vente à découvert	(56 292)	24.7000	QC
		O	2019-12-09	D	51 - Exercice d'options	56 292	10.2900	QC
<i>Options Options d'achat d'actions ordinaires</i>								
Lemaire, Patrick	4, 7, 5	O	2019-12-06	D	51 - Exercice d'options	(71 043)	7.9600	QC
		O	2019-12-09	D	51 - Exercice d'options	(56 292)	10.2900	QC
Brookfield Asset Management Inc.								
<i>Actions ordinaires Class A Limited Voting</i>								
Blidner, Jeffrey Miles	4, 5	O	2019-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 300)	76.4761	ON
		O	2019-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)	76.4900	ON
		O	2019-12-03	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(30 000)		ON
Blidner Family Foundation	PI	O	2019-12-03	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	30 000		ON
Brookfield Asset Management Inc.	1	O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	32 286	57.4086USD	ON
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	(32 286)		ON
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	23 076	76.3995	ON
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	(23 076)		ON
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	32 286	57.7655USD	ON
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	(32 286)		ON
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	23 076	76.7262	ON
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	(23 076)		ON
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	32 183	58.0709USD	ON
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(32 183)		ON
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	23 076	77.3287	ON
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(23 076)		ON
		O	2019-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	23 076	78.0244	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit								
		O	2019-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(23 076)		ON
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	32 286	58.3667USD	ON
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(32 286)		ON
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	23 076	77.5490	ON
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(23 076)		ON
		O	2019-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	79 152	57.4836USD	ON
		O	2019-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	(79 152)		ON
		O	2019-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	57 317	76.4468	ON
		O	2019-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	(57 317)		ON
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	32 286	55.0657USD	ON
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	(32 286)		ON
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	23 076	75.8924	ON
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	(23 076)		ON
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	32 286	57.8000USD	ON
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	(32 286)		ON
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	23 076	76.3446	ON
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	(23 076)		ON
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	32 286	58.0436USD	ON
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	(32 286)		ON
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	23 076	76.4603	ON
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	(23 076)		ON
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	32 286	58.2281USD	ON
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(32 286)		ON
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	23 076	77.2206	ON
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(23 076)		ON
Brookfield Property Partners L.P.								
<i>Deferred Units (Global)</i>								
Liebman, Lance Malcolm	7	O	2019-12-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	821		ON
<i>Parts de société en commandite</i>								
Brookfield Property Partners L.P.	1	O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	100 000	18.8950USD	ON
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	156 300	25.0067	ON
		O	2019-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	358 067	25.0000	ON
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	25.1103	ON
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	100 000	18.9547USD	ON
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	100 000	19.1899USD	ON
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	25.5384	ON
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	25.3755	ON
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	85 124	19.1108USD	ON
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	(1 049 491)		ON
Da Cunha, Omar Carneiro Frontera LP	4 PI	O	2019-11-12	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 060	18.9730USD	ON
BRP Inc.								
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
Donnez, Karim	5	O	2019-12-04	D	51 - Exercice d'options	1 550	26.6756	QC
		O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 550)	63.5000	QC
		O	2019-12-04	D	51 - Exercice d'options	1 550	26.6756	QC
		O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 550)	63.5048	QC
		O	2019-12-04	D	51 - Exercice d'options	2 875	20.3273	QC
		O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 875)	63.5000	QC
		O	2019-12-04	D	51 - Exercice d'options	8 150	39.4493	QC
		O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 150)	63.5000	QC
LaBerge, Anne-Marie	5	O	2019-12-04	D	51 - Exercice d'options	4 375	39.4493	QC
		O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 375)	63.0000	QC
Le Breton, Anne	5	O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	100	21.5000	QC
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	64.5000	QC

Émetteur	Relation	État	Date	Em- prise	Opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre	tion	opé- ration	de l'opération		Description de l'opération	acquis ou aliénés		
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2019-12-06	D	51 - Exercice d'options	2 525	21.5000	QC
		O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 525)	64.5000	QC
		O	2019-12-06	D	51 - Exercice d'options	5 625	20.3273	QC
		O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 625)	64.5000	QC
Scullion, Sandy	5	O	2019-12-09	D	51 - Exercice d'options	11 000	21.5000	QC
		O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 500)	63.8000	QC
		O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 500)	63.7900	QC
<i>Options</i>								
Donnez, Karim	5	O	2019-12-04	D	51 - Exercice d'options	(1 550)	26.6756	QC
		O	2019-12-04	D	51 - Exercice d'options	(1 550)	26.6756	QC
		O	2019-12-04	D	51 - Exercice d'options	(2 875)	20.3273	QC
		O	2019-12-04	D	51 - Exercice d'options	(8 150)	39.4493	QC
LaBerge, Anne-Marie	5	O	2019-12-04	D	51 - Exercice d'options	(4 375)	39.4493	QC
Le Breton, Anne	5	O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	(100)	21.5000	QC
		O	2019-12-06	D	51 - Exercice d'options	(2 525)	21.5000	QC
		O	2019-12-06	D	51 - Exercice d'options	(5 625)	20.3273	QC
Scullion, Sandy	5	O	2019-12-09	D	51 - Exercice d'options	(11 000)	21.5000	QC
Calian Group Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Ford, Kevin Lee	5	O	2019-12-04	D	51 - Exercice d'options	5 700	17.6900	ON
		O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 700)	38.8000	ON
loeb, kenneth jeffrey	4	O	2019-12-03	D	51 - Exercice d'options	1 000	27.3000	ON
		O	2019-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	38.9900	ON
Vickers, Richard Allan	4	O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	5 000	29.5500	ON
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	38.7800	ON
<i>Options</i>								
Ford, Kevin Lee	5	O	2019-12-04	D	51 - Exercice d'options	(5 700)	17.6900	ON
loeb, kenneth jeffrey	4	O	2019-12-03	D	51 - Exercice d'options	(1 000)	27.3000	ON
Vickers, Richard Allan	4	O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	(5 000)	29.5500	ON
Canaccord Genuity Group Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Canaccord Genuity Group Inc.	1							
Cormark Securities Inc.	PI	O	2019-11-07	I	38 - Rachat ou annulation	47 500	5.1233	BC
		O	2019-11-08	I	38 - Rachat ou annulation	47 500	4.9851	BC
		O	2019-11-11	I	38 - Rachat ou annulation	36 100	4.8951	BC
		O	2019-11-12	I	38 - Rachat ou annulation	47 500	4.8929	BC
		O	2019-11-13	I	38 - Rachat ou annulation	46 400	4.8872	BC
		O	2019-11-14	I	38 - Rachat ou annulation	46 200	4.8884	BC
		O	2019-11-19	I	38 - Rachat ou annulation	45 300	4.6617	BC
		O	2019-11-21	I	38 - Rachat ou annulation	45 800	4.6643	BC
		O	2019-11-20	I	38 - Rachat ou annulation	46 700	4.6731	BC
		O	2019-11-15	I	38 - Rachat ou annulation	46 900	4.7757	BC
		O	2019-11-22	I	38 - Rachat ou annulation	47 500	4.8364	BC
		O	2019-11-18	I	38 - Rachat ou annulation	47 500	4.8097	BC
		O	2019-11-25	I	38 - Rachat ou annulation	46 700	4.9553	BC
		O	2019-11-26	I	38 - Rachat ou annulation	45 700	5.0053	BC
		O	2019-11-27	I	38 - Rachat ou annulation	47 589	4.9662	BC
		O	2019-11-28	I	38 - Rachat ou annulation	45 500	4.9417	BC
		O	2019-11-29	I	38 - Rachat ou annulation	47 500	4.9576	BC
		O	2019-11-12	I	38 - Rachat ou annulation	(47 500)		BC
		O	2019-11-13	I	38 - Rachat ou annulation	(47 500)		BC
		O	2019-11-13	I	38 - Rachat ou annulation	(36 100)		BC
		O	2019-11-14	I	38 - Rachat ou annulation	(47 500)		BC
		O	2019-11-15	I	38 - Rachat ou annulation	(46 400)		BC
		O	2019-11-18	I	38 - Rachat ou annulation	(46 200)		BC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit								
		O	2019-11-19	I	38 - Rachat ou annulation	(46 900)		BC
		O	2019-11-20	I	38 - Rachat ou annulation	(47 500)		BC
		O	2019-11-21	I	38 - Rachat ou annulation	(45 300)		BC
		O	2019-11-22	I	38 - Rachat ou annulation	(46 700)		BC
		O	2019-11-25	I	38 - Rachat ou annulation	(45 800)		BC
		O	2019-11-26	I	38 - Rachat ou annulation	(47 500)		BC
		O	2019-11-27	I	38 - Rachat ou annulation	(46 700)		BC
		O	2019-11-28	I	38 - Rachat ou annulation	(45 700)		BC
		O	2019-11-29	I	38 - Rachat ou annulation	(47 589)		BC
		O	2019-12-02	I	38 - Rachat ou annulation	(45 500)		BC
		O	2019-12-03	I	38 - Rachat ou annulation	(47 500)		BC
Canadian High Income Equity Fund								
<i>Parts</i>								
Canadian High Income Equity Fund	1	O	2019-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	7.4300	ON
		O	2019-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	7.4300	ON
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	7.4700	ON
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	7.4700	ON
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	7.6000	ON
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	7.6000	ON
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	7.6000	ON
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	7.6000	ON
		O	2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	7.6000	ON
		O	2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	7.6000	ON
		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	7.6200	ON
		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	7.6200	ON
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	600	7.6400	ON
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	(600)	7.6400	ON
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	100	7.6200	ON
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	7.6200	ON
		O	2019-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	7.6500	ON
		O	2019-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	7.6500	ON
Canadian Natural Resources Limited								
<i>Actions ordinaires</i>								
Canadian Natural Resources Limited	1	O	2019-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	550 000	36.6212	AB
		O	2019-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	500 000	27.5891USD	AB
		O	2019-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(1 225 000)		AB
Cusson, Réal, Michel	5	O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 500	35.9700	AB
		M	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 500	35.9700	AB
		M'	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 500	35.9700	AB
		O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(12 500)	38.3320	AB
		M	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(12 500)	38.3320	AB
		M'	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(12 500)	38.3320	AB
		O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	28.8500	AB
		O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	39.1950	AB
Frankiw, Allan E Solium Capital	5 PI	O	2019-12-06	I	51 - Exercice d'options	2 500	28.8500	AB
		O	2019-12-06	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	38.3500	AB
Peterson, William Robert	5	O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	22 500	32.7500	AB
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(22 500)	37.0949	AB
Stauth, Scott Gerald	5	O	2019-12-06	D	51 - Exercice d'options	20 000	28.8500	AB
		O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	38.5800	AB
<i>Options</i>								
Cusson, Réal, Michel	5	O	2019-12-06	D	51 - Exercice d'options	(12 500)		AB
		M	2019-12-06	D	51 - Exercice d'options	(12 500)		AB
		O	2019-12-09	D	51 - Exercice d'options	(5 000)		AB

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Frankiw, Allan E	5	O	2019-12-06	D	51 - Exercice d'options	(2 500)	28.8500	AB
Kim, Ronald Dae Jung	5	O	2019-12-10	D	51 - Exercice d'options	(1 500)	35.9700	AB
Peterson, William Robert	5	O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	(22 500)	32.7500	AB
Stauth, Scott Gerald	5	O	2019-12-06	D	51 - Exercice d'options	(20 000)	28.8500	AB
Yee, Betty	5	O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 000)	37.5500	AB
Canuc Resources Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Berlet, Christopher James	4	O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	49 000	0.0300	ON
		O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	45 000	0.0300	ON
		O	2019-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.0300	ON
Capital Power Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
DeNeve, Bryan	5	O	2019-12-09	D	51 - Exercice d'options	32 743	21.7600	AB
		O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 400)	33.6700	AB
		O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 800)	33.6900	AB
		O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	33.7000	AB
		O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 100)	33.7100	AB
		O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 100)	33.7200	AB
		O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	33.7300	AB
		O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	33.7700	AB
		O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	33.7800	AB
		O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	33.7900	AB
		O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	33.8000	AB
		O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	33.8100	AB
		O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	33.8200	AB
		O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	33.8300	AB
		O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	33.8500	AB
		O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	33.9200	AB
		O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	33.9300	AB
		O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	33.9500	AB
		O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(43)	34.0500	AB
<i>Options</i>								
DeNeve, Bryan	5	O	2019-12-09	D	51 - Exercice d'options	(32 743)	21.7600	AB
Capstone Mining Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Howe, Jason Paul	5	O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	11 000	0.5400	BC
		O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 500	0.5400	BC
Cardinal Energy Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Cardinal Energy Ltd.	1	O	2019-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	100 000	1.9900	AB
		O	2019-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(100 000)		AB
Cargojet Inc.								
<i>Common Voting Shares</i>								
Dhillon, Pauline	5	O	2019-12-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	326	98.8991	ON
Dickinson, Arlene	4	O	2019-12-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	233	98.8991	ON
Godfrey, Paul Victor	4	O	2019-12-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	233	98.8991	ON
Kim, John	5	O	2019-12-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	230	98.8991	ON
Porteous, Jamie Bennett	4, 5	O	2019-12-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	672	98.8991	ON
Rinaldo, Paul David	5	O	2019-12-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	233	98.8991	ON
Sugar, George Stephen	5	O	2019-12-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	209	98.8991	ON
Virmani, Ajay Kumar	5	O	2019-12-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 535	98.8991	ON
Webster, John Philip	4	O	2019-12-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	233	98.8991	ON
<i>Déventures convertibles</i>								
Rinaldo, Paul David	5	O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(\$ 120 000.00)	170.0000	ON
<i>Hybrid Debentures</i>								

Émetteur	Relation	État	Date	Em- prise	Opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre	tion	opé- ration	de l'opération		Description de l'opération	acquis ou aliénés		
Initié								
Porteur inscrit								
Rinaldo, Paul David	5	O	2019-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 50 000.00	102.7500	ON
<i>Variable Voting Shares</i>								
Crane, James Robert Crane	4	O	2019-12-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	233	98.8991	ON
		O	2019-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(75 000)	100.9625	ON
Caribbean Utilities Company, Ltd.								
<i>Actions ordinaires Class A Ordinary Shares</i>								
Lawrence, Letitia	5	O	2019-12-05	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(500)	17.0000USD	ON
CCL Industries Inc.								
<i>Actions sans droit de vote Class B</i>								
Lang, Donald G.	4, 5	O	2019-12-03	D	51 - Exercice d'options	4 100	27.4780	ON
		O	2019-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 100)	57.0000	ON
		O	2019-12-04	D	51 - Exercice d'options	2 100	27.4780	ON
		O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	57.0200	ON
		O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	57.0100	ON
		O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 700)	57.0000	ON
		O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	88 300	27.4780	ON
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	57.2300	ON
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	57.2100	ON
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	57.2000	ON
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	57.1900	ON
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	57.1800	ON
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	57.1750	ON
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	57.1700	ON
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	57.1600	ON
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 600)	57.1500	ON
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	57.1450	ON
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 600)	57.1400	ON
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	57.1350	ON
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 600)	57.1300	ON
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	57.1250	ON
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	57.1200	ON
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 400)	57.1100	ON
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 600)	57.1000	ON
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	57.0900	ON
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	57.0850	ON
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	57.0800	ON
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	57.0750	ON
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	57.0700	ON
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	57.0600	ON
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	57.0550	ON
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 500)	57.0500	ON
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	57.0450	ON
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 800)	57.0400	ON
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	57.0350	ON
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	57.0300	ON
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	57.0250	ON
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 300)	57.0200	ON
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	57.0150	ON
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 900)	57.0100	ON
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(36 300)	57.0000	ON
Sellors, James Andrew	5	O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(27 300)	57.0000	ON
<i>Options</i>								
Lang, Donald G.	4, 5	O	2019-12-03	D	51 - Exercice d'options	(4 100)	27.4780	ON
		O	2019-12-04	D	51 - Exercice d'options	(2 100)	27.4780	ON
		O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	(88 300)	27.4780	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
CES Energy Solutions Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
CES Energy Solutions Corp.	1	O	2019-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	1.7929	AB
		O	2019-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	1.8389	AB
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	1.8517	AB
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	1.8607	AB
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	1.9070	AB
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	1.8528	AB
		O	2019-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	1.8007	AB
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	1.8136	AB
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	1.7817	AB
		O	2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	1.8404	AB
		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	1.8912	AB
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	1.9447	AB
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	30 000	1.8489	AB
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	30 000	1.8800	AB
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	30 000	1.9253	AB
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	30 000	1.9279	AB
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	30 000	1.8786	AB
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	30 000	1.8188	AB
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	50 800	1.7702	AB
		O	2019-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	30 000	1.8911	AB
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	30 000	1.8873	AB
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(530 800)	1.8650	AB
CGI inc.								
<i>Actions à droit de vote subalterne Classe A</i>								
Roach, Michael	4	O	2019-12-06	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(1 000)		QC
<i>Droits Performance Share Units</i>								
Boyajian, Mark	5	O	2019-12-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 225	110.7300	QC
Linder, Kevin Morris	5	O	2019-12-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 725	110.7300	QC
Perron, Steve	5	O	2019-12-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 513	110.7300	QC
<i>Options</i>								
Imbeau, André	4, 5, 3	O	2019-12-03	D	50 - Attribution d'options	14 110	110.7300	QC
Chemin de Fer Canadien Pacifique Limitée								
<i>Actions ordinaires</i>								
Clements, James Dominic Luther	5	O	2019-12-09	D	51 - Exercice d'options	3 600	51.1700	AB
		O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 600)	323.4900	AB
<i>Options</i>								
Clements, James Dominic Luther	5	O	2019-12-09	D	51 - Exercice d'options	(3 600)	51.1700	AB
Chinook Energy Inc.								
<i>Options</i>								
Dranchuk, Jason Brent	5	O	2019-12-09	D	52 - Expiration d'options	(50 000)		AB
Halpen, Timothy	5	O	2019-12-09	D	52 - Expiration d'options	(200 000)		AB
Lerner, Chad Tyler	5	O	2019-12-09	D	52 - Expiration d'options	(50 000)		AB
Vrataric, Walter	5	O	2019-12-09	D	52 - Expiration d'options	(200 000)		AB
Zacharias, Darrel Grant	5	O	2019-12-09	D	52 - Expiration d'options	(200 000)		AB
CI Financial Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Pauli, David C.	7	O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	22.0450	ON
Cineplex Inc.								
<i>Performance Share Units</i>								
Campbell, Susan Linda Helen	5	O	2019-12-06	D	59 - Exercice au comptant	(1 029)	25.4700	ON
Fitzgerald, Anne Tunstall	5	O	2019-12-06	D	59 - Exercice au comptant	(2 021)	25.4700	ON
Jacob, Ellis	4, 5	O	2019-12-06	D	59 - Exercice au comptant	(33 967)	25.4700	ON
Kennedy, Michael	5	O	2019-12-06	D	59 - Exercice au comptant	(3 023)	25.4600	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
McGrath, Daniel F.	5	O	2019-12-06	D	59 - Exercice au comptant	(7 551)	25.4700	ON
Nelson, Gordon	5	O	2019-12-06	D	59 - Exercice au comptant	(5 111)	25.4700	ON
Nonis, Paul	5	O	2019-12-06	D	58 - Expiration de droits de souscription	(1 753)	25.4700	ON
Sautter, George	5	O	2019-12-06	D	59 - Exercice au comptant	(1 634)	25.4700	ON
Stanghieri, Fabrizio	5	O	2019-12-06	D	59 - Exercice au comptant	(1 698)	25.4700	ON
Clarke Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Staniloff, Marc Leslie Anwil Holdings Inc.	4 PI	O	2019-10-01	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		M	2019-10-01	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
Marc - RRSP	PI	O	2019-10-01	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		M	2019-10-01	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
Cogeco Communications Inc.								
<i>Actions à droit de vote subalterne actions subalternes à droit de vote</i>								
Cogeco Communications Inc.	1	O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	109.1470	QC
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	109.5457	QC
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	100	109.6900	QC
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	100	109.7300	QC
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	100	109.8900	QC
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	100	109.9900	QC
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	110.0000	QC
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	4 900	118.4530	QC
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	4 500	118.2898	QC
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	6 400	118.6094	QC
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	2 900	118.9462	QC
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	4 200	119.8238	QC
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	5 100	118.1575	QC
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	7 400	115.3361	QC
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(41 600)		QC
Cogeco Inc.								
<i>Actions à droit de vote subalterne actions subalternes à droit de vote</i>								
Cogeco Inc.	1	O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	97.9100	QC
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	200	97.9800	QC
		M	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	97.9800	QC
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	97.9900	QC
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	98.0000	QC
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	98.1000	QC
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	98.4300	QC
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	98.5750	QC
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	11	98.6300	QC
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	98.6900	QC
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	98.8100	QC
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	99.2500	QC
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	99.4700	QC
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	99.7600	QC
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	111	99.8000	QC
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	99.9700	QC
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	300	100.0000	QC
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	100	99.5700	QC
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	211	99.9200	QC
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	100	99.9800	QC
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	100	99.9900	QC
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	100	100.0000	QC
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	200	106.6500	QC
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	300	106.7000	QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	100	106.7100	QC
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	100	107.0950	QC
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	100	107.1500	QC
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	100	107.2300	QC
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	211	107.3100	QC
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	200	105.8900	QC
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	211	105.9800	QC
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	100	105.7800	QC
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	100	105.9000	QC
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	211	106.0300	QC
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	100	106.2000	QC
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	100	106.4400	QC
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	100	106.6400	QC
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	200	106.9600	QC
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	100	106.5000	QC
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	100	106.9300	QC
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	100	106.2200	QC
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	11	107.8000	QC
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	100	107.8700	QC
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	100	107.8800	QC
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	100	104.3800	QC
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	100	104.6600	QC
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	100	104.6700	QC
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	100	104.7800	QC
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	211	105.8100	QC
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	100	102.1300	QC
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	100	102.1400	QC
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	200	102.2400	QC
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	100	102.8500	QC
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	100	103.3700	QC
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	200	103.5600	QC
	O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	11	103.7200	QC	
	O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	100	103.8200	QC	
	O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(6 799)		QC	
COLLIERS INTERNATIONAL GROUP INC.								
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
Michaud, Zachary	5	O	2019-12-10	D	51 - Exercice d'options	30 000	43.5700USD	ON
<i>Options</i>								
Michaud, Zachary	5	O	2019-12-10	D	51 - Exercice d'options	(30 000)	43.5700USD	ON
Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada								
<i>Actions ordinaires</i>								
Madigan, Kimberley A.	5	O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	13 120	47.1750USD	QC
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(13 120)	88.6152USD	QC
		O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	13 060	52.9300USD	QC
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(13 060)	88.6158USD	QC
		O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	12 621	88.6150USD	QC
		M	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	12 621	52.7800USD	QC
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(12 621)	88.6150USD	QC
		O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	12 594	67.0000USD	QC
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(12 594)	88.6151USD	QC
<i>Options</i>								
Madigan, Kimberley A.	5	O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	(13 120)	47.1750USD	QC
		O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	(13 060)	52.9300USD	QC
		O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	(12 621)	88.6150USD	QC
		M	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	(12 621)	52.7800USD	QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit		O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	(12 594)	67.0000USD	QC
Compagnie Pétrolière Impériale Ltée								
<i>Actions ordinaires</i>								
Exxon Mobil Corporation Roytor & Co.	3 PI	O	2019-12-02	I	38 - Rachat ou annulation	(108 551)	33.1500	AB
		O	2019-12-03	I	38 - Rachat ou annulation	(108 550)	32.1000	AB
		O	2019-12-04	I	38 - Rachat ou annulation	(108 551)	32.3800	AB
		O	2019-12-05	I	38 - Rachat ou annulation	(108 550)	32.2800	AB
		O	2019-12-06	I	38 - Rachat ou annulation	(108 550)	33.3900	AB
Imperial Oil Limited	1	O	2019-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	47 413	33.1887	AB
		O	2019-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	(47 413)	33.1887	AB
		O	2019-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	108 550	33.0800	AB
		O	2019-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	(108 550)	33.0800	AB
		O	2019-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	47 413	33.6029	AB
		O	2019-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	(47 413)	33.6029	AB
		O	2019-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	108 551	33.7600	AB
		O	2019-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	(108 551)	33.7600	AB
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	47 413	34.6035	AB
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	(47 413)	34.6035	AB
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	108 550	34.8400	AB
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	(108 550)	34.8400	AB
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	47 413	34.8492	AB
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	(47 413)	34.8492	AB
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	108 551	34.8500	AB
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	(108 551)	34.8500	AB
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	47 413	35.3298	AB
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	(47 413)	35.3298	AB
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	108 550	35.3600	AB
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	(108 550)	35.3600	AB
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	47 413	35.2677	AB
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	(47 413)	35.2677	AB
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	108 551	35.3100	AB
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	(108 551)	35.3100	AB
		O	2019-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	47 413	35.3297	AB
		O	2019-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	(47 413)	35.3297	AB
		O	2019-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	108 550	35.4200	AB
		O	2019-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	(108 550)	35.4200	AB
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	47 413	34.9130	AB
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	(47 413)	34.9130	AB
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	108 550	34.2400	AB
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	(108 550)	34.2400	AB
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	47 413	33.7361	AB
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(47 413)	33.7361	AB
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	108 551	33.6700	AB
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(108 551)	33.6700	AB
		O	2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	47 413	33.1581	AB
		O	2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	(47 413)	33.1581	AB
		O	2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	108 550	33.0900	AB
		O	2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	(108 550)	33.0900	AB
		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	47 413	33.9419	AB
		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	(47 413)	33.9419	AB
		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	108 551	34.0600	AB
		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	(108 551)	34.0600	AB
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	47 413	33.3331	AB
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	(47 413)	33.3331	AB

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	108 550	33.1300	AB
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	(108 550)	33.1300	AB
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	47 413	33.0949	AB
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	(47 413)	33.0949	AB
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	108 551	33.0200	AB
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	(108 551)	33.0200	AB
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	47 413	33.0878	AB
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(47 413)	33.0878	AB
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	108 550	33.0800	AB
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(108 550)	33.0800	AB
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	47 413	33.2858	AB
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	(47 413)	33.2858	AB
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	108 551	33.4600	AB
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	(108 551)	33.4600	AB
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	47 413	33.3713	AB
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	(47 413)	33.3713	AB
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	108 550	33.2100	AB
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	(108 550)	33.2100	AB
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	47 413	33.4043	AB
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	(47 413)	33.4043	AB
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	108 550	33.5500	AB
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	(108 550)	33.5500	AB
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	47 413	33.5810	AB
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	(47 413)	33.5810	AB
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	108 551	33.6100	AB
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	(108 551)	33.6100	AB
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	47 413	33.5943	AB
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(47 413)	33.5943	AB
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	108 550	33.8600	AB
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(108 550)	33.8600	AB
		O	2019-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	47 413	33.7197	AB
		O	2019-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(47 413)	33.7197	AB
		O	2019-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	108 551	33.7400	AB
	O	2019-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(108 551)	33.7400	AB	
	O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	47 413	33.4028	AB	
	O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(47 413)	33.4028	AB	
	O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	108 550	33.2600	AB	
	O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(108 550)	33.2600	AB	
<i>Droits</i>								
Cornhill, David Wallace	4	O	2019-12-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 000		AB
Corson, Bradley William	4, 5	O	2019-09-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2019-12-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	39 100		AB
		O	2019-12-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	39 100		AB
Dinnick, Peter	5	O	2019-12-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 400		AB
Gemmell, Constance Dawn	5	O	2019-12-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 000		AB
		O	2019-12-04	D	59 - Exercice au comptant	(1 750)		AB
		O	2019-12-05	D	59 - Exercice au comptant	(1 300)		AB
Giglio, Amy Michelle	7	O	2019-12-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 300		AB
		O	2019-12-04	D	59 - Exercice au comptant	(1 475)		AB
		O	2019-12-05	D	59 - Exercice au comptant	(2 200)		AB
Hoeg, Krystyna	4	O	2019-12-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 000		AB
		O	2019-12-04	D	59 - Exercice au comptant	(1 000)		AB
Hubbs, Miranda C.	4	O	2019-12-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 000		AB
Hughes, Denise Helen	5	O	2019-12-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 200		AB
		O	2019-12-04	D	59 - Exercice au comptant	(3 950)		AB

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Jolly, Bruce	7	O	2019-12-05	D	59 - Exercice au comptant	(5 200)		AB
		O	2019-12-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	13 200		AB
		O	2019-12-04	D	59 - Exercice au comptant	(2 600)		AB
		O	2019-12-05	D	59 - Exercice au comptant	(5 200)		AB
Kruger, Richard Michael	5	O	2019-12-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	49 500		AB
		O	2019-12-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	49 500		AB
		O	2019-12-04	D	59 - Exercice au comptant	(45 700)		AB
Laing, Ian Robert	5	O	2019-12-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 600		AB
		O	2019-12-04	D	59 - Exercice au comptant	(1 475)		AB
		O	2019-12-05	D	59 - Exercice au comptant	(3 000)		AB
Lyons, Daniel Edward	5	O	2019-12-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 200		AB
MINTZ, JACK MAURICE	4	O	2019-12-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 000		AB
		O	2019-12-04	D	59 - Exercice au comptant	(1 000)		AB
Noble, Peter Craig	7	O	2019-12-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	800		AB
		O	2019-12-04	D	59 - Exercice au comptant	(650)		AB
		O	2019-12-05	D	59 - Exercice au comptant	(300)		AB
Peterson, Glenn	5	O	2019-12-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 400		AB
		O	2019-12-04	D	59 - Exercice au comptant	(650)		AB
		O	2019-12-05	D	59 - Exercice au comptant	(300)		AB
Redburn, Theresa B.	7	O	2019-12-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	22 000		AB
		O	2019-12-04	D	59 - Exercice au comptant	(6 800)		AB
		O	2019-12-05	D	59 - Exercice au comptant	(8 100)		AB
Sutherland, David Stewart	4	O	2019-12-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 000		AB
		O	2019-12-04	D	59 - Exercice au comptant	(1 000)		AB
Wetmore, Jonathan	5	O	2019-12-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	11 800		AB
		O	2019-12-04	D	59 - Exercice au comptant	(5 600)		AB
		O	2019-12-05	D	59 - Exercice au comptant	(4 500)		AB
Whelan, John Ronald	7	O	2019-12-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	22 000		AB
Conic Metals Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Cochrane, Justin	5	O	2019-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	0.4200	ON
Vydra, Martin	5							
NONOC VENTURES INC.	PI	O	2019-12-06	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	78 500	0.4200	ON
		O	2019-12-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	30 000	0.4200	ON
		O	2019-12-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	70 000	0.4200	ON
Constellation Software Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
McFeeters, Paul Joseph	4	O	2019-12-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	68	1148.0100	ON
Converge Technology Solutions Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Reid, Cory	5	O	2019-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 900	1.1200	ON
Copper North Mining Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Coyne, Howard James	3							
Kluane Drilling Ltd	PI	O	2019-12-05	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(7 813 004)	0.0259	BC
Coyne, James Allan	3	O	2019-12-05	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(2 692 228)	0.0259	BC
RRSP	PI	O	2019-12-05	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(292 500)	0.0259	BC
TFSA	PI	O	2019-12-05	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(842 774)	0.0259	BC
Granite Creek Copper Ltd.	3	O	2019-12-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
CORPORATION AURIFÈRE ORIGIN (anciennement Corporation d'Investissements OneCap)								
<i>Options</i>								
Gosselin, Réjean	4, 5	O	2019-12-05	D	50 - Attribution d'options	430 000		QC
Corporation Cott								
<i>Actions ordinaires</i>								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Ausher, Jason	5	O	2019-12-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	656	13.7600USD	ON
		O	2019-12-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	389	13.7600USD	ON
Fowden, Jeremy Stephen Gary	5	O	2019-12-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	19 438	13.7600USD	ON
		O	2019-12-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	12 996	13.7600USD	ON
Harrington, Thomas	5	O	2019-12-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	8 486	13.7600USD	ON
		O	2019-12-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 043	13.7600USD	ON
Kitching, Steven	5	O	2019-12-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	424	13.7600USD	ON
		O	2019-12-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	100	13.7600USD	ON
Poe, Marni Morgan	5	O	2019-12-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 065	13.7600USD	ON
		O	2019-12-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 949	13.7600USD	ON
Wells, Jay	5	O	2019-12-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 624	13.7600USD	ON
		O	2019-12-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 570	13.7600USD	ON
Restricted Share Units								
Ausher, Jason	5	O	2019-12-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(656)	13.7600USD	ON
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(426)		ON
		O	2019-12-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(389)	13.7600USD	ON
		O	2019-12-07	D	38 - Rachat ou annulation	(254)		ON
Fowden, Jeremy Stephen Gary	5	O	2019-12-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(19 438)	13.7600USD	ON
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(12 613)		ON
		O	2019-12-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(12 996)	13.7600USD	ON
		O	2019-12-07	D	38 - Rachat ou annulation	(8 432)		ON
Harrington, Thomas	5	O	2019-12-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(8 486)	13.7600USD	ON
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(2 732)		ON
		O	2019-12-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 043)	13.7600USD	ON
		O	2019-12-07	D	38 - Rachat ou annulation	(1 624)		ON
Kitching, Steven	5	O	2019-12-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(424)	13.7600USD	ON
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(377)		ON
		O	2019-12-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(100)	13.7600USD	ON
		O	2019-12-07	D	38 - Rachat ou annulation	(90)		ON
Poe, Marni Morgan	5	O	2019-12-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 065)	13.7600USD	ON
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(1 341)		ON
		O	2019-12-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 949)	13.7600USD	ON
		O	2019-12-07	D	38 - Rachat ou annulation	(1 265)		ON
Wells, Jay	5	O	2019-12-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 624)	13.7600USD	ON
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(1 703)		ON
		O	2019-12-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 570)	13.7600USD	ON
		O	2019-12-07	D	38 - Rachat ou annulation	(1 668)		ON
Corporation Fiera Capital (anciennement Fiera Sceptre Inc.)								
<i>Actions à droit de vote subalterne Class A</i>								
Quigley, Michael David Joseph	5	O	2019-08-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	11.1500	QC
Corporation Lithium Éléments Critiques								
<i>Actions ordinaires</i>								
Stames, Matthew Lauriston	4	O	2014-08-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2019-07-29	D	51 - Exercice d'options	200 000	0.2750	QC
Corporation Métaux Précieux du Québec								
<i>Actions ordinaires</i>								
Goldcorp Inc.	3	O	2018-06-28	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	64 447		QC
		O	2019-11-29	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(6 133 234)		QC
Newmont Goldcorp Corporation	3							
Goldcorp Inc.	PI	O	2019-11-29	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2019-11-29	I	90 - Changements relatifs à la propriété	6 133 234		QC
		O	2019-11-29	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	4 407 808	0.2200	QC
<i>Bons de souscription</i>								
Goldcorp Inc.	3	O	2019-11-29	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(3 034 393)		QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
Newmont Goldcorp Corporation Goldcorp Inc.	3 PI	O	2019-11-29	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2019-11-29	I	90 - Changements relatifs à la propriété	3 034 393		QC
Corus Entertainment Inc.								
<i>Actions sans droit de vote Class B</i>								
Corus Entertainment Inc.	1	O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		ON
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	5.6782	ON
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	5.7013	ON
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	12 200	5.7389	ON
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	5.7814	ON
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	192 500	5.8193	ON
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	(212 200)		ON
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	5.7448	ON
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	5.7090	ON
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	14 900	5.7500	ON
		O	2019-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	5.7318	ON
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	5.7377	ON
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(312 400)		ON
CT Real Estate Investment Trust								
<i>Parts</i>								
Salsberg, Kevin Mark TD Waterhouse	5 PI	O	2019-11-26	I	57 - Exercice de droits de souscription	4 337	15.1260	ON
<i>Restricted Units</i>								
Salsberg, Kevin Mark	5	O	2019-11-15	D	35 - Dividende en actions	373	14.1018	ON
		O	2019-11-26	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 775)	15.1260	ON
Denison Mines Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Cates, David Daniel	4, 5	O	2019-12-06	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	220 000	0.6800	ON
Dengler, W. Robert	4							
W.R. Dengler Limited	PI	O	2019-12-06	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	75 000	0.6800	ON
Gabruch, Timothy Stephen	5	O	2019-12-06	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	30 000	0.6800	ON
McDonald, Gabriel Ernst	5	O	2019-12-06	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	15 000	0.6800	ON
Stefan, Catherine Jean Garrett	4	O	2019-12-06	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	20 000	0.6800	ON
DHX Media Ltd.								
<i>Actions privilégiées Preferred Variable Voting Shares</i>								
Ames, Aaron	5	O	2019-12-04	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	400 000 000		NS
<i>Common Voting Shares</i>								
Colville, David Cameron	4							
DC Communications Consulting Ltd.	PI	O	2019-12-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 767	1.4800	NS
<i>Droits (Variable Voting)</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2018-12-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2019-10-17	C	56 - Attribution de droits de souscription	21 229 817		NS
		O	2019-11-11	C	97 - Autre	(476 000)	0.0617	NS
		O	2019-11-12	C	97 - Autre	(33 000)	0.0100	NS
		O	2019-11-13	C	97 - Autre	(1 066 000)	0.0200	NS
		O	2019-11-15	C	97 - Autre	(2 000 000)	0.0050	NS
		O	2019-11-15	C	58 - Expiration de droits de souscription	(17 654 817)		NS
Fine Capital Partners, L.P. Adom Partners, LP	3 PI	O	2019-11-29	C	57 - Exercice de droits de souscription	(21 296 417)	1.6700	NS

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit Dekel Partners, LP	PI	O	2019-11-29	C	57 - Exercice de droits de souscription	(17 051 533)	1.6700	NS
Fine, Debra	6, 3							
Fine Capital Management, LLC	PI	O	2019-11-29	I	57 - Exercice de droits de souscription	(450 000)	1.6700	NS
Droits Deferred Share Units (Common Voting)								
Hibben, Alan Roy	4	O	2019-12-04	D	46 - Contrepartie de services	19 432	1.6340	NS
Swap sur actions - Position acheteur (1,000,000 common shares - expires April 24, 2019)								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2017-10-24	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		M	2017-10-24	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
Swap sur actions - Position acheteur (100,000 common shares - expires February 18, 2021)								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2018-12-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2019-02-28	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		O	2019-06-28	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		M	2019-06-28	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
Swap sur actions - Position acheteur (100,000 common shares - expires November 2, 2020)(12/10/18)								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Focus Fund, LP	PI	O	2019-03-12	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
Swap sur actions - Position acheteur (100,000 common shares - expires November 3, 2027)(12/18/18)								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2018-12-18	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		M	2018-12-18	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
Swap sur actions - Position acheteur (100,000 common shares - expires November 6, 2020)(12/10/18)								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2018-12-10	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		M	2018-12-10	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
Swap sur actions - Position acheteur (100,000 common shares - expires November 6, 2020)(12/17/18)								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2018-12-17	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		M	2018-12-17	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
Swap sur actions - Position acheteur (100,000 common shares - expires June 10, 2022)								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Focus Fund, LP	PI	O	2019-04-01	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
Swap sur actions - Position acheteur (104,600 common shares - expires March 16, 2020)								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2018-12-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2019-03-12	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (110,000 common shares - expires November 6, 2020)(12/04/18)</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2018-12-04	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		M	2018-12-04	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (118,000 common shares - expires August 15, 2029)</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2018-12-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2019-03-12	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (12,300 common shares - expires November 2, 2020)</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Focus Fund, LP	PI	O	2019-03-12	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (120,000 common shares - expires February 18, 2021)</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2018-12-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2019-03-04	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (120,000 common shares - expires November 6, 2020)</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2019-03-01	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		M	2019-03-01	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (125,000 common shares - expires February 18, 2021)</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2018-12-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2019-03-01	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (130,000 common shares - expires Feb 18, 2021) 03/06/2019</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2018-12-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2019-03-06	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (130,000 common shares - expires Feb 18, 2021) 03/08/2019</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2018-12-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2019-03-08	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (130,000 common shares - expires Feb 18, 2021) 03/11/2019</i>								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2018-12-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2019-03-11	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (130,000 common shares - expires Feb 18, 2021) 03/14/2019</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2018-12-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2019-03-14	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (130,000 common shares - expires February 18, 2021)</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2018-12-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2019-03-05	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (150,000 common shares - expires June 9, 2020)</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2018-12-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2019-04-01	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (150,000 common shares - expires November 6, 2020)</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2019-03-01	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		M	2019-03-01	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		O	2019-03-01	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		O	2019-03-04	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		M	2019-03-04	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		O	2019-03-04	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		O	2019-03-05	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		M	2019-03-05	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (150,000 common shares - expires November 6, 2020)(10/26/17)</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2019-03-06	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		M	2019-03-06	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		O	2019-03-06	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		O	2019-03-08	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		M	2019-03-08	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (150,000 common shares - expires</i>								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
<i>November 6, 2020)(10/27/17)</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2019-03-08	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		M	2019-03-08	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		O	2019-03-08	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		O	2019-03-11	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		M	2019-03-11	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (150,000 common shares - expires November 6, 2020)(10/30/17)</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2019-03-11	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		M	2019-03-11	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		O	2019-03-11	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		O	2019-03-14	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		M	2019-03-14	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		O	2019-03-14	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		O	2019-04-01	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		M	2019-04-01	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (150,000 common shares - expires November 6, 2020)(12/04/18)</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2018-12-04	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		M	2018-12-04	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (180,000 common shares - expires November 6, 2020)</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2019-03-05	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		M	2019-03-05	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		O	2019-03-05	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		O	2019-03-06	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		M	2019-03-06	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (180,700 common shares - expires November 2, 2020)(11/02/18)</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Focus Fund, LP	PI	O	2019-03-12	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis	(1)		NS

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
					par un tiers			
<i>Swap sur actions - Position acheteur (184,000 common shares - expires November 3, 2027)(10/31/17)</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2017-10-31	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		M	2017-10-31	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		O	2019-07-09	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		M	2019-07-09	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		O	2019-07-09	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		O	2019-07-09	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		M	2019-07-09	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		O	2019-07-09	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (200,000 common shares - expires November 2, 2020)(11/01/18)</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Focus Fund, LP	PI	O	2019-03-12	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (200,000 common shares - expires November 3, 2027)(12/11/18)</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2018-12-11	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		M	2018-12-11	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (200,000 common shares - expires November 6, 2020)(11/27/18)</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2019-04-01	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		M	2019-04-01	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		O	2019-04-01	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		O	2019-07-30	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		M	2019-07-30	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (203,000 common shares - expires February 18, 2021)</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2018-12-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2019-04-01	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (250,000 common shares - expires June 9, 2020)</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Focus Fund, LP	PI	O	2018-12-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS

Émetteur	Relation	État	Date	Em-	Opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre	tion	opé-	de	prise	Description			
Initié		ration	l'opération		de l'opération			
Porteur inscrit								
		O	2019-11-20	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (250,000 common shares - expires November 6, 2020)(12/07/18)</i>								
EastBay Asset Management, LLC		3						
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2018-12-07	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		M	2018-12-07	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (250,000 common shares - expires October 31, 2019)</i>								
EastBay Asset Management, LLC		3						
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2017-10-24	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		M	2017-10-24	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (300,000 common shares - expires November 6, 2020)(11/30/18)</i>								
EastBay Asset Management, LLC		3						
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2018-11-30	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		M	2018-11-30	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (300,000 common shares - expires November 6, 2020)(12/11/18)</i>								
EastBay Asset Management, LLC		3						
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2018-12-11	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		M	2018-12-11	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (300,000 common shares - expires October 31, 2019)</i>								
EastBay Asset Management, LLC		3						
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2017-10-23	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		M	2017-10-23	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (315,000 common shares - expires August 15, 2029)</i>								
EastBay Asset Management, LLC		3						
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2018-12-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2019-07-30	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (322,412 common shares - expires May 26, 2020)</i>								
EastBay Asset Management, LLC		3						
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2019-07-30	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		M	2019-07-30	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		O	2019-07-30	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		O	2019-07-31	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		M	2019-07-31	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS

Émetteur	Relation	État	Date	Em- prise	Opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre		opé- ration	de l'opération		Description de l'opération	acquis ou aliénés		
Initié Porteur inscrit								
		O	2019-07-31	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (350,000 common shares - expires November 6, 2020)(11/28/18)</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2019-07-30	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		M	2019-07-30	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		O	2019-07-30	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		O	2019-07-31	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		M	2019-07-31	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		O	2019-07-31	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		O	2019-11-20	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		M	2019-11-20	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (350,000 common shares - expires November 6, 2020)(12/06/18)</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2018-12-06	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		M	2018-12-06	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (360,000 common shares - expires November 6, 2020)(11/29/18)</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2018-11-29	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		M	2018-11-29	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		O	2019-11-20	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		M	2019-11-20	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		O	2019-11-20	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (400,000 common shares - expires Feb 18, 2021) 7/31/2019</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2018-12-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2019-07-31	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (400,000 common shares - expires Febraury 18, 2021)</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2018-12-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2019-03-12	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (400,000 common shares - expires</i>								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
<i>November 6, 2020)(12/03/18)</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2018-12-03	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		M	2018-12-03	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (50,000 common shares - expires June 10, 2022)</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Focus Fund, LP	PI	O	2019-04-01	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (61,200 common shares - expires November 2, 2020)(11/06/18)</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Focus Fund, LP	PI	O	2019-03-12	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (66,300 common shares - expires November 6, 2020)(12/07/18)</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2018-12-07	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		M	2018-12-07	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (68,400 common shares - expires November 2, 2020)(11/05/18)</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Focus Fund, LP	PI	O	2019-03-12	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (698,900 common shares - expires October 31, 2019)</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2017-10-20	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		M	2017-10-20	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		O	2019-07-15	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		M	2019-07-15	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		O	2019-07-15	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		O	2019-07-15	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		M	2019-07-15	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		O	2019-07-15	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		O	2019-07-18	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		M	2019-07-18	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		O	2019-07-18	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		O	2019-07-18	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit		M	2019-07-18	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		O	2019-07-18	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		O	2019-07-30	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		M	2019-07-30	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		O	2019-07-30	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		O	2019-07-31	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		M	2019-07-31	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		O	2019-07-31	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (75,000 common shares - expires November 3, 2027)(12/17/18)</i>								
EastBay Asset Management, LLC		3						
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2018-12-17	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		M	2018-12-17	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (85,000 common shares - expires November 6, 2020)(12/10/18)</i>								
EastBay Asset Management, LLC		3						
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2018-12-10	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		M	2018-12-10	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (950,000 common shares - expires October 31, 2019)</i>								
EastBay Asset Management, LLC		3						
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2017-10-25	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		M	2017-10-25	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
<i>Swap sur actions - Position vendeur (42,000 common shares - expires September 9, 2019)</i>								
EastBay Asset Management, LLC		3						
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2018-12-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2019-07-09	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		O	2019-07-15	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		M	2019-07-15	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		O	2019-07-15	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		O	2019-07-18	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		M	2019-07-18	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
<i>Swap sur actions - Position vendeur (58,000 common shares - expires September 9, 2019)</i>								

Émetteur	Relation	État	Date	Em-	Opération	Nombre de titres	Prix	Autorité
Titre	tion	opé-	de	prise	Description	ou valeur nominale	unitaire	principale
Initié		ration	l'opération		de l'opération	acquis		
Porteur inscrit						ou aliénés		
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2018-12-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NS
		O	2019-07-09	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		O	2019-07-15	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		M	2019-07-15	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		O	2019-07-15	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		O	2019-07-18	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		M	2019-07-18	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
<i>Variable Voting Shares</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Focus Fund, LP	PI	O	2019-02-26	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	2.2638	NS
		O	2019-02-26	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	2.2623	NS
		O	2019-02-27	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	2.2551	NS
		O	2019-02-27	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	2.3160	NS
		O	2019-02-27	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	2.2861	NS
		O	2019-02-28	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	2.5180	NS
		O	2019-03-13	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500 000)	2.4300	NS
		O	2019-04-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(203 000)	2.1600	NS
		O	2019-07-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 200 000	1.9100	NS
		O	2019-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400 000	1.8800	NS
		O	2019-11-20	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 100	1.2500USD	NS
		O	2019-11-21	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	1.2500USD	NS
		O	2019-11-22	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 695	1.2500USD	NS
		O	2019-11-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	1.2602USD	NS
		O	2019-11-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	1.2600USD	NS
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2019-02-19	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	2.2385	NS
		O	2019-02-20	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	2.1858	NS
		O	2019-02-22	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	2.1554	NS
		O	2019-02-25	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	2.1859	NS
		O	2019-02-27	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	124 446	2.2500	NS
		O	2019-02-28	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	2.5561	NS
		O	2019-02-28	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	2.5054	NS
		O	2019-03-06	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	39 000	2.4034	NS
		O	2019-03-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	2.4039	NS
		O	2019-03-11	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	2.4154	NS
		O	2019-03-11	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	1.7650USD	NS
		O	2019-03-11	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	13 900	1.7600USD	NS
		O	2019-03-13	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500 000	2.4300	NS
		O	2019-03-15	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	40 000	2.3559	NS
		O	2019-03-15	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	42 901	1.7773USD	NS
		O	2019-03-15	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 997	1.7779USD	NS
		O	2019-03-20	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	2.3621	NS
		O	2019-03-20	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 231	1.7598USD	NS
		O	2019-03-22	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 500	1.6169USD	NS
		O	2019-03-22	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	1.7095USD	NS
		O	2019-03-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	1.5733USD	NS
		O	2019-04-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	203 000	2.1600	NS
		O	2019-04-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 216 154	2.0800	NS
		O	2019-04-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 367	1.5300USD	NS

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale	
LMA SPC		O	2019-06-28	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	1.8600	NS	
		O	2019-06-28	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	1.9000	NS	
		O	2019-07-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 200 000)	1.9100	NS	
		O	2019-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400 000)	1.8800	NS	
		O	2019-11-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	19 500	1.2600USD	NS	
		O	2019-11-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	75 000	1.6827	NS	
		PI	O	2019-02-27	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 554	2.2500	NS
		O	2019-03-15	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 370	1.7779USD	NS	
		O	2019-03-20	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 997	1.7598USD	NS	
		O	2019-04-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 216 154)	2.0800	NS	
	O	2019-04-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 367)	1.5300USD	NS		
Fine Capital Partners, L.P. Adom Partners, LP	3 PI	O	2019-11-29	C	57 - Exercice de droits de souscription	5 667 504	1.6700	NS	
	O	2019-11-29	C	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	4 583 467	1.6700	NS		
Dekel Partners, LP	PI	O	2019-11-29	C	57 - Exercice de droits de souscription	4 537 835	1.6700	NS	
	O	2019-11-29	C	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	3 669 523	1.6700	NS		
Fine, Debra Fine Capital Management, LLC	6, 3 PI	O	2019-11-29	I	57 - Exercice de droits de souscription	119 756	1.6700	NS	
	O	2019-11-29	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	96 853	1.6700	NS		
Diagnos Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Hébert, Georges	4	O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	75 000	0.1500	QC	
	O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.1500	QC		
Danie Clerk	PI	O	2019-12-06	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 000	0.1600	QC	
	O	2019-12-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 000	0.1500	QC		
Dream Office Real Estate Investment Trust									
<i>Parts de fiducie Series A</i>									
Cooper, Michael Dream Asset Management Corporation	4, 7, 5 PI	O	2019-12-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	199 200	30.4674	ON	
	O	2019-12-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 100	30.4688	ON		
	O	2019-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 300	30.7249	ON		
	O	2019-12-06	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	237 300	30.9000	ON		
	O	2019-12-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	75 000	30.5000	ON		
	O	2019-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	143 600	30.9000	ON		
Dream Asset Management Corporation	5	O	2019-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	199 200	30.4674	ON	
	O	2019-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 100	30.4688	ON		
	O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 300	30.7249	ON		
	O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	237 300	30.9000	ON		
Dream Unlimited Corp.	PI	O	2019-12-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	75 000	30.5000	ON	
	O	2019-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	143 600	30.9000	ON		
DREAM Unlimited Corp.									
<i>Actions à droit de vote subalterne Class A</i>									
LESTER, JASON	5	O	2019-05-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	7.1600	ON	
	O	2019-06-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	7.0300	ON		
<i>Performance Share Units</i>									
Alimchandani, Pauline	5	O	2018-02-27	D	56 - Attribution de droits de souscription	28 410	7.4400	ON	
Cooper, Michael	4, 7, 5	O	2018-02-27	D	56 - Attribution de droits de souscription	210 200	7.4400	ON	
GAVAN, JANE	4, 5	O	2018-02-27	D	56 - Attribution de droits de souscription	28 410	7.4400	ON	
LESTER, JASON	5	O	2018-02-27	D	56 - Attribution de droits de souscription	24 500	7.4400	ON	
Marinovic, Daniel Izidor	5	O	2018-02-27	D	56 - Attribution de droits de souscription	28 410	7.4400	ON	
Dundee Corporation									
<i>Retained Bonus Plan</i>									

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
McIntyre, Richard	5	O	2019-12-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(23 665)		ON
Sellars, Robert	7, 5	O	2019-12-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(39 483)		ON
Dundee Precious Metals Inc.								
Actions ordinaires								
Hristov, Nikolay	7	O	2019-12-06	D	51 - Exercice d'options	24 000	2.2100	ON
		O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(24 000)	6.0000	ON
Options								
Hristov, Nikolay	7	O	2019-12-06	D	51 - Exercice d'options	(24 000)	2.2100	ON
East Coast Investment Grade Income Fund								
Parts								
Arrow Capital Management Inc.								
Arrow Global Advantage Alternative Class	PI	O	2019-12-06	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	9.0100	ON
		O	2019-12-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 600	9.0100	ON
		O	2019-12-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 900	9.0000	ON
Arrow Global Growth Fund	PI	O	2019-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	9.0100	ON
		O	2019-12-06	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	9.0100	ON
		O	2019-12-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	9.0100	ON
		O	2019-12-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	9.0000	ON
E-L Financial Corporation Limited								
Actions ordinaires								
Dominion and Anglo Investment Corporation Limited 1707541 Ontario Limited	3 PI	O	2019-12-04	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	17 000	785.2000	ON
Jackman, Henry Newton Rowell Hal Jackman Foundation	4, 6 PI	O	1968-11-13	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-04	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	7 100	785.2000	ON
Eldorado Gold Corporation								
Options								
Dick, Joseph Dennis	5	O	2019-12-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2019-12-02	D	50 - Attribution d'options	152 941	10.4000	BC
Elixer Ltée.								
Actions ordinaires								
Zalt, Ferras	4	O	2019-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	199 318	0.0360USD	QC
		O	2019-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	682	0.0300USD	QC
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300 000	0.0400	QC
		O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	264 000	0.0400	QC
Equitable Group Inc.								
Actions ordinaires								
Beutel, Eric Marshall	4, 6							
Emberwood Glen Enterprises Ltd.	PI	O	2019-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(65 400)	110.8908	ON
Farella, Isabelle	5	O	2019-12-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(200)	111.3600	ON
Moor, Andrew	5	O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)	112.3600	ON
		O	2019-12-10	D	51 - Exercice d'options	6 000	36.1100	ON
Options Options granted								
Moor, Andrew	5	O	2019-12-10	D	51 - Exercice d'options	(6 000)	36.1100	ON
Erdene Resource Development Corporation								
Actions ordinaires								
Akerley, Peter	4, 5	O	2019-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.1700	NS
European Focused Dividend Fund								
Parts de fiducie								
European Focused Dividend Fund	1	O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	700	7.9029	AB
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	3 300	7.8745	AB
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	7.8645	AB
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	300	7.9100	AB
		O	2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	7.8705	AB
exactEarth Ltd.								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Droits DSU								
Matheson, Joseph Lee Grant	4	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	18 682		ON
Panadero, Miguel Angel Panduro	4	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	18 692		ON
Primo, Miguel Angel Garcia	4	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	18 692		ON
EXFO Inc. (anciennement EXFO Ingénierie Électro-Optique Inc.)								
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
EXFO Inc.	1	O	2019-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	400	5.3700	QC
		O	2019-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	(400)	5.3700	QC
		O	2019-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	2 400	5.3875	QC
		O	2019-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	(2 400)	5.3875	QC
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	258	5.4800	QC
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	(258)	5.4800	QC
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	2 258	5.6159	QC
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	(2 258)	5.6159	QC
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	2 158	5.6519	QC
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	(2 158)	5.6519	QC
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	1 558	5.7205	QC
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	(1 558)	5.7205	QC
		O	2019-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	3 658	5.6397	QC
		O	2019-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	(3 658)	5.6397	QC
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	3 600	5.6197	QC
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	(3 600)	5.6197	QC
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	3 300	5.7361	QC
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(3 300)	5.7361	QC
		O	2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	3 658	5.8167	QC
		O	2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	(3 658)	5.8167	QC
		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	2 758	5.8800	QC
		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	(2 758)	5.8800	QC
Exploration Midland Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Archer, Paul	4	O	2019-12-04	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	40 000	1.1000	QC
Branchaud, René	4, 5	O	2019-12-04	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	25 000	1.1000	QC
Carrière, Germain	4	O	2019-12-04	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	10 000	1.1000	QC
Janson, Jean-Pierre	4	O	2019-12-04	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	35 000	1.1000	QC
MARTIN, INGRID	5	O	2019-12-04	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	20 000	1.1000	QC
Masson, Mario	5	O	2019-12-04	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	10 000	1.1000	QC
Roger, Gino	4, 5	O	2019-12-04	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	19 000	1.1000	QC
Exploration Minière MacDonald Ltée								
<i>Actions ordinaires Class A</i>								
Adair, Stuart Adair	4	O	2019-12-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
<i>Bons de souscription</i>								
Adair, Stuart Adair	4	O	2019-12-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Exploration Puma Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Robillard, Marcel	4, 5	O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	0.1400	QC
Exploration Typhon Inc.								
<i>Actions ordinaires catégorie "A"</i>								
patry, leo	4	O	2019-11-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 875)	0.0500	QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Fairfax Africa Holdings Corporation								
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
Fairfax Africa Holdings Corporation	1	O	2019-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	2 079	6.1457USD	ON
		O	2019-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	2 079	5.9904USD	ON
		O	2019-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	2 079	6.0000USD	ON
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	15 300	5.9500USD	ON
		O	2019-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(21 537)		ON
Financière Sun Life inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Connor, Dean	4, 5	O	2019-12-03	D	51 - Exercice d'options	28 103	21.5300	ON
		O	2019-12-03	D	51 - Exercice d'options	28 435	26.7000	ON
		O	2019-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(28 103)	60.6100	ON
		O	2019-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(28 435)	60.6100	ON
Kennedy, Melissa Jane	5	O	2019-12-03	D	51 - Exercice d'options	15 377	39.0200	ON
		O	2019-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(11 971)	60.6100	ON
<i>Options</i>								
Connor, Dean	4, 5	O	2019-12-03	D	51 - Exercice d'options	(28 103)	21.5300	ON
		O	2019-12-03	D	51 - Exercice d'options	(28 435)	26.7000	ON
Kennedy, Melissa Jane	5	O	2019-12-03	D	51 - Exercice d'options	(15 377)	39.0200	ON
Finning International Inc.								
<i>Restricted Share Unit (RSU)</i>								
Reber, Jordan Fox	5	O	2019-12-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 185)	24.3100	BC
		M	2019-12-02	D	59 - Exercice au comptant	(5 185)		BC
First Majestic Silver Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Arias, Jill Anne	5	O	2019-12-03	D	51 - Exercice d'options	3 000	6.1400	BC
		O	2019-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)	15.0300	BC
Lillico, Connie	5	O	2019-12-04	D	51 - Exercice d'options	5 000	6.1400	BC
		O	2019-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	14.9500	BC
		O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	25 000	6.1400	BC
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	14.7500	BC
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	14.8000	BC
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	14.8500	BC
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	14.9000	BC
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	14.9500	BC
McCallum, Robert A.	4	O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	15.0000	BC
Poon, Andrew Winston	5	O	2019-12-04	D	51 - Exercice d'options	6 000	6.1400	BC
		O	2019-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	14.8000	BC
		O	2019-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	14.9300	BC
		O	2019-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	15.0500	BC
		O	2019-12-06	D	51 - Exercice d'options	4 000	6.1400	BC
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	14.8700	BC
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	15.0800	BC
<i>Options</i>								
Arias, Jill Anne	5	O	2019-12-03	D	51 - Exercice d'options	(3 000)	6.1400	BC
Lillico, Connie	5	O	2019-12-04	D	51 - Exercice d'options	(5 000)	6.1400	BC
		O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	(25 000)	6.1400	BC
Poon, Andrew Winston	5	O	2019-12-04	D	51 - Exercice d'options	(6 000)	6.1400	BC
		O	2019-12-06	D	51 - Exercice d'options	(4 000)	6.1400	BC
First National Financial Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
First National Securities Corporation	3	O	2018-10-17	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(1 887)	26.5000	ON
		O	2018-10-17	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(11 321)	26.5000	ON
		O	2018-11-20	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(172 000)	28.7500	ON
FNSC Holdings Inc.	3	O	2018-10-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 887	26.5000	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2018-10-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	11 321	26.5000	ON
		O	2018-11-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	172 000	28.7600	ON
Smith, Stephen	4, 7, 5							
First National Securities Corporation	PI	O	2018-10-17	I	47 - Acquisition ou aliénation par don	(1 887)	26.5000	ON
		O	2018-10-17	I	47 - Acquisition ou aliénation par don	(11 321)	26.5000	ON
		O	2018-11-20	I	47 - Acquisition ou aliénation par don	(172 000)	28.7500	ON
FNSC Holdings Inc.	PI	O	2018-10-17	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 887	26.5000	ON
		O	2018-10-17	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	11 321	26.5000	ON
		O	2018-11-20	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	172 000	28.7500	ON
Flaherty & Crumrine Investment Grade Preferred Income Fund								
<i>Parts de fiducie</i>								
Flaherty & Crumrine Investment Grade Preferred Income Fund	1	O	2019-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.8100	ON
		O	2019-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	12.8100	ON
		O	2019-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.7300	ON
		O	2019-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	12.7300	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.6000	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	12.6000	ON
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	700	12.6500	ON
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	(700)	12.6500	ON
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.8000	ON
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	12.8000	ON
		O	2019-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.7200	ON
		O	2019-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	12.7200	ON
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	800	12.7300	ON
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	(800)	12.7300	ON
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	200	12.7400	ON
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	12.7400	ON
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	700	12.7700	ON
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(700)	12.7700	ON
		O	2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.7600	ON
		O	2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	12.7600	ON
		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.7600	ON
		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	12.7600	ON
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.7100	ON
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	12.7100	ON
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	400	12.7100	ON
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	(400)	12.7100	ON
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	200	12.7200	ON
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	12.7200	ON
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	800	12.7500	ON
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(800)	12.7500	ON
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	700	12.7900	ON
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	(700)	12.7900	ON
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.8500	ON
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	12.8500	ON
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.8200	ON
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	12.8200	ON
		O	2019-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.8200	ON
		O	2019-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	12.8200	ON
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.8500	ON
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	12.8500	ON
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.7000	ON
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	12.7000	ON
Fonds de placement immobilier BTB								
<i>Parts de fiducie</i>								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit Charbonneau, Etienne	5	O	2019-12-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Fonds de placement immobilier Cominar								
<i>Parts différées</i>								
Dufour, Brigitte	5	O	2019-11-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	268	13.3900	QC
		M	2019-11-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	383	13.3900	QC
Poliquin, Bernard	5	O	2019-11-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		M	2019-11-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Fonds de placement immobilier PRO								
<i>Parts</i>								
Lawlor, Gordon G. GDRJL Holdings Inc.	5 PI	O	2019-12-06	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 700	7.4000	QC
FONDS D'OBLIGATIONS CANADIENNES DE QUALITÉ SUPÉRIEURE RIDGEWOOD								
<i>Parts</i>								
Ridgewood Capital Asset Management Managed Accounts	3 PI	O	2019-12-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	587	16.7400	ON
		O	2019-12-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(597)	16.7400	ON
		O	2019-12-06	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	178	16.3100	ON
		O	2019-12-06	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(81)	16.3100	ON
Fonds mondial de dividendes des secteurs de l'immobilier et du commerce électronique								
<i>Parts de fiducie</i>								
Global Real Estate & E-Commerce Dividend Fund	1	O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	10.9222	AB
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	10.9067	AB
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	10.9921	AB
		O	2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	200	11.0950	AB
Fortis Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Amaimo, Stephanie Ann	5	O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	15	52.2277	NF
Duke, Nora	5	O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	328	52.2277	NF
		O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	695	51.1831	NF
Ernst, Albert	7	O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	84	52.2277	NF
Holloway, Gretchen	7	O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	21	52.2277	NF
Hutchens, David Gerard	7	O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5	52.2277	NF
McCarthy, Karen	5	O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	10	52.2277	NF
Hugo McCarthy	PI	O	2019-12-02	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1	51.1831	NF
Investors Group	PI	O	2019-12-02	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2	51.1831	NF
Reid, James	5	O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 316	52.2277	NF
		O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	25	51.1831	NF
		O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3	51.1831	NF
Jennifer Bradley Reid	PI	O	2019-12-02	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6	51.1831	NF
Roberts, Jamie	7	O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	91	52.2277	NF
		O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	363	51.1831	NF
		O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	77	51.1831	NF
<i>Performance Share Unit</i>								
Amaimo, Stephanie Ann	5	O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	55	52.2277	NF
Duke, Nora	5	O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	435	52.2277	NF
Hutchens, David Gerard	7	O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	176	52.2277	NF
McCarthy, Karen	5	O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	7	52.2277	NF
Reid, James	5	O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	250	52.2277	NF
Roberts, Jamie	7	O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	81	52.2277	NF
<i>Performance Share Units (ITC)</i>								
Amaimo, Stephanie Ann	5	O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5	52.2277	NF
<i>Performance Share Units (UNS)</i>								
Hutchens, David Gerard	7	O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	831	52.2277	NF

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Restricted Share Units								
Amaimo, Stephanie Ann	5	O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	18	52.2277	NF
Duke, Nora	5	O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	58	52.2277	NF
Hutchens, David Gerard	7	O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	28	52.2277	NF
McCarthy, Karen	5	O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4	52.2277	NF
Reid, James	5	O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	58	52.2277	NF
Roberts, Jamie	7	O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	41	52.2277	NF
Restricted Share Units (ITC)								
Amaimo, Stephanie Ann	5	O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	5	52.2277	NF
Restricted Share Units (UNS)								
Hutchens, David Gerard	7	O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	416	52.2277	NF
Freehold Royalties Ltd.								
PSU								
Hendry, David Warren	5	O	2019-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2019-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 719	6.6800	AB
RSU								
Hendry, David Warren	5	O	2019-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2019-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 906	6.6800	AB
Freshii Inc.								
Deferred Share Units								
Briant, Heather	4	O	2018-01-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	35 000		ON
Burchell, Jeffrey John	4	O	2017-01-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	36 667		ON
Kielburger, Marc Frederick	4	O	2017-01-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	25 000		ON
Romanow, Michele	4	O	2017-01-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	28 334		ON
Schultz, William	4	O	2019-08-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 084		ON
Restricted Share Units								
Berry, Sean William	4	O	2019-12-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 917		ON
Frontera Energy Corporation								
Actions ordinaires								
Andersen, Grayson Martin	5	O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	9.1500	ON
Burgos Diaz, Rene Roberto	4	O	2019-12-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
ETrade	PI	O	2019-12-04	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Galaxy Digital Holdings Ltd.								
Actions ordinaires								
Galaxy Digital Holdings Ltd.	1	O	2019-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	40 865	1.3125	ON
		O	2019-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	(40 865)		ON
		O	2019-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	55 409	1.3024	ON
		O	2019-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	(55 409)		ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	14 379	1.2676	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	(14 379)		ON
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	48 720	1.2861	ON
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	(48 720)		ON
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	12 400	1.2001	ON
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	(12 400)		ON
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	17 860	1.2435	ON
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	(17 860)		ON
		O	2019-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	1.2060	ON
		O	2019-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)		ON
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	50 840	1.1862	ON
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	(50 840)		ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	12 900	1.1710	ON
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(12 900)		ON
		O	2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	16 434	1.1439	ON
		O	2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	(16 434)		ON
		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	24 911	1.1476	ON
		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	(24 911)		ON
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	21 200	1.0884	ON
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	(21 200)		ON
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	70 470	1.0431	ON
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	(70 470)		ON
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	32 900	1.1056	ON
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(32 900)		ON
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	49 720	1.1046	ON
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	(49 720)		ON
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	64 921	1.2032	ON
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	(64 921)		ON
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	59 600	1.3147	ON
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	(59 600)		ON
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	22 440	1.3146	ON
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	(22 440)		ON
	O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	5 900	1.2510	ON	
	O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(5 900)		ON	
	O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	11 510	1.2276	ON	
	O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(11 510)		ON	
Gestion Des Communications DATA Corp.								
<i>Droits 2019</i>								
Albino, William	4	O	2012-08-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	30 100		ON
Cochrane, Gregory James	4	O	2016-06-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	55 000		ON
Jive.com	PI	O	2016-06-01	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-03	C	56 - Attribution de droits de souscription	828 781		ON
		O	2019-12-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	19 500	0.0250	ON
		O	2019-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	244 800	0.0270	ON
		O	2019-12-06	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 400	0.0291	ON
Coté, Michael John	5	O	2017-09-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	197 047		ON
Jones, Merri	4	O	2018-06-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	20 000		ON
Lorimer, James Edward RRSP Account	5 PI	O	2015-06-09	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-03	I	56 - Attribution de droits de souscription	75 000		ON
Lund, Christopher Gerald	7	O	2018-05-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	87 500		ON
Marina Lund	PI	O	2018-05-08	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-03	C	56 - Attribution de droits de souscription	1 394 856		ON
Lund, Kevin Joseph	5	O	2019-05-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	201 010		ON
8892814 Canada Ltd.	PI	O	2019-05-09	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-03	I	56 - Attribution de droits de souscription	2 700		ON
Misale, Ralph Joseph 1967248 Ontario Inc.	5 PI	O	2019-05-09	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-03	C	56 - Attribution de droits de souscription	367 131		ON
Murray, James John	4	O	2016-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 154		ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Commsite Realty Corp.	PI	O	2016-06-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-03	I	56 - Attribution de droits de souscription	19 200		ON
TFSA	PI	O	2016-06-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-03	I	56 - Attribution de droits de souscription	50		ON
Sifton, Michael	4, 5, 3	O	2015-04-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 654 783		ON
RRSP	PI	O	2015-04-16	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-03	I	56 - Attribution de droits de souscription	32 721		ON
Ward, J. R. Kingsley	4							
Convergent Health Care	PI	O	2014-06-17	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-03	I	56 - Attribution de droits de souscription	54 100		ON
RRSP	PI	O	2014-06-17	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-03	I	56 - Attribution de droits de souscription	189 673		ON
VRG Investment Corporation	PI	O	2014-06-17	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-03	I	56 - Attribution de droits de souscription	193 334		ON
		O	2019-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	19 500	0.0250	ON
		O	2019-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	224 800	0.0270	ON
		O	2019-12-06	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 400	0.0291	ON
Watchorn, Derek John	4	O	2016-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	107 143		ON
Glacier Media Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
BURGUNDY ASSET MANAGEMENT LTD.	3							
Burgundy Asset Management Ltd	PI	O	2019-11-30	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2019-12-06	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	315 000	0.6000	BC
Global Dividend Growers Income Fund								
<i>Parts de fiducie</i>								
Global Dividend Growers Income Fund	1	O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	800	12.9875	AB
Global Innovation Dividend Fund								
<i>Parts de fiducie</i>								
Global Innovation Dividend Fund	1	O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	2 400	10.4350	AB
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	2 400	10.3579	AB
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	900	10.3767	AB
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	2 200	10.5000	AB
		O	2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	10.4807	AB
goeasys Ltd. (formerly, easyhome Ltd.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Khouri, Halim	5	O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 200	68.8925	ON
TFSA - Halim Khouri	PI	O	2019-08-12	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	68.9950	ON
Gold X Mining Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Barnes, Phillip Gregory	4, 5	O	2019-12-02	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(173 029)		ON
Beharry, Suresh Edward	4	O	2019-12-02	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(49 000)		ON
Giustra, Frank	3	O	2019-12-02	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(9 341 500)		ON
Domenica Fiore Corporation	PI	O	2019-12-02	I	37 - Division ou regroupement d'actions	(1 531 250)		ON
Fiore Aviation	PI	O	2019-12-02	I	37 - Division ou regroupement d'actions	(437 500)		ON
Fiore Financial Corporation	PI	O	2019-12-02	I	37 - Division ou regroupement d'actions	(6 798 750)		ON
Radcliffe Corporation	PI	O	2019-12-02	I	37 - Division ou regroupement d'actions	(1 933 750)		ON
Radcliffe Foundation	PI	O	2019-12-02	I	37 - Division ou regroupement d'actions	(587 562)		ON
Gran Colombia Gold Corp.	3	O	2019-12-02	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(51 187 500)		ON
Keep, Gordon	4	O	2019-12-02	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(3 187 625)		ON
GBK Investments Inc.	PI	O	2019-12-02	I	37 - Division ou regroupement d'actions	(271 250)		ON
Laing, David Charles	4	O	2019-12-02	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(392 656)		ON
Therese Laing	PI	O	2019-12-02	C	37 - Division ou regroupement d'actions	(13 125)		ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
Munson, Richard Allen	4, 6, 5	O	2019-12-02	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(539 583)		ON
<i>Bons de souscription</i>								
Barnes, Phillip Gregory	4, 5	O	2019-12-02	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(102 375)		ON
Beharry, Suresh Edward	4	O	2019-12-02	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(49 000)		ON
Giustra, Frank	3	O	2019-12-02	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(6 541 500)		ON
Domenica Fiore Corporation	PI	O	2019-12-02	I	37 - Division ou regroupement d'actions	(1 531 250)		ON
Fiore Aviation	PI	O	2019-12-02	I	37 - Division ou regroupement d'actions	(437 500)		ON
Fiore Financial Corporation	PI	O	2019-12-02	I	37 - Division ou regroupement d'actions	(2 187 500)		ON
Radcliffe Corporation	PI	O	2019-12-02	I	37 - Division ou regroupement d'actions	(1 925 000)		ON
Gran Colombia Gold Corp.	3	O	2019-12-02	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(32 375 000)		ON
Keep, Gordon	4	O	2019-12-02	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(413 125)		ON
GBK Investments Inc.	PI	O	2019-12-02	I	37 - Division ou regroupement d'actions	(615 000)		ON
Laing, David Charles	4	O	2019-12-02	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(245 000)		ON
Munson, Richard Allen	4, 6, 5	O	2019-12-02	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(539 583)		ON
<i>Débitures convertibles</i>								
Wheaton Precious Metals Corp.	3	O	2019-12-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-03	D	97 - Autre	\$ 1.00	10000000.0000USD	ON
<i>Options</i>								
Barnes, Phillip Gregory	4, 5	O	2019-12-02	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(2 012 500)		ON
Beharry, Suresh Edward	4	O	2019-12-02	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(1 487 500)		ON
Giustra, Frank	3	O	2019-12-02	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(350 000)		ON
Keep, Gordon	4	O	2019-12-02	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(1 640 625)		ON
Fiore Management & Advisory Corp.	PI	O	2019-12-02	C	37 - Division ou regroupement d'actions	(1 478 750)		ON
The Kinderdream Foundation	PI	O	2019-12-02	C	37 - Division ou regroupement d'actions	(118 125)		ON
Laing, David Charles	4	O	2019-12-02	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(1 487 500)		ON
Munson, Richard Allen	4, 6, 5	O	2019-12-02	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(2 450 000)		ON
Paredes Arenas, Lombardo	4, 6	O	2019-12-02	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(918 750)		ON
Restrepo, Federico	4	O	2019-12-02	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(918 750)		ON
Golden Share Resources Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Zeng, Nick Nianqing	4, 5	O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	0.1000	ON
Golden Star Resources Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
LA MANCHA HOLDING S.A.R.L.	3							
La Mancha Star Investments S.à.r.l.	PI	O	2019-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	18 230	3.3726USD	ON
Great Canadian Gaming Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Great Canadian Gaming Corporation	1	O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	100	39.6300	BC
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	300	39.6400	BC
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	300	39.6700	BC
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	100	39.6900	BC
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	400	39.8800	BC
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	39.9000	BC
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	700	39.9300	BC
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	100	40.0000	BC
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	100	40.0100	BC
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	40.0300	BC
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	100	40.0400	BC
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	400	40.0500	BC
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	400	40.0600	BC
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	300	40.0700	BC
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	600	40.0900	BC
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	200	40.1100	BC
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	40.1400	BC
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	400	40.2900	BC

Émetteur	Relation	État	Date	Em- prise	Opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre	tion	opé- ration	de l'opération		Description de l'opération	acquis ou aliénés		
Initié Porteur inscrit								
	O		2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	400	40.3000	BC
	O		2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	40.3200	BC
	O		2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	3 100	40.3300	BC
	O		2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	300	40.3400	BC
	O		2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	3 200	40.3500	BC
	O		2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	2 600	40.3900	BC
	O		2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	40.4200	BC
	O		2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	700	40.4400	BC
	O		2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	11 700	40.4500	BC
	O		2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	15 200	40.4600	BC
	O		2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	3 100	40.4700	BC
	O		2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	8 700	40.4800	BC
	O		2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	40.4900	BC
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	40.6500	BC
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	40.6600	BC
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	100	40.6800	BC
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	40.6900	BC
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	100	40.7300	BC
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	4 639	40.7500	BC
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	40.7600	BC
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	600	40.7700	BC
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	40.7800	BC
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	400	40.7900	BC
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	100	40.8000	BC
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	300	40.8100	BC
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	5 100	40.8200	BC
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	100	40.8300	BC
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	40.8500	BC
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	400	40.8900	BC
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	5 800	40.9000	BC
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	100	40.9200	BC
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	40.9400	BC
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	400	40.9700	BC
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	800	40.9900	BC
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	2 400	41.0000	BC
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	41.0100	BC
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	100	41.0200	BC
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	2 900	41.0300	BC
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	41.0500	BC
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	3 800	41.0600	BC
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	41.0700	BC
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	5 300	41.0800	BC
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	3 400	41.0900	BC
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	41.1000	BC
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	5 100	41.1100	BC
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	300	40.7400	BC
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	40.8200	BC
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	200	40.9500	BC
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	700	40.9800	BC
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	2 400	41.0500	BC
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	400	41.0700	BC
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	100	41.1000	BC
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	200	41.1100	BC
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	41.1300	BC
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	41.1400	BC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	100	41.1500	BC
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	400	41.1600	BC
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	800	41.1700	BC
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	600	41.1800	BC
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	41.2000	BC
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	300	41.2100	BC
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	41.2200	BC
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	41.2400	BC
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	700	41.2500	BC
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	41.2600	BC
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	300	41.2700	BC
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	2 600	41.2800	BC
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	41.2900	BC
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	900	41.3000	BC
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	41.3100	BC
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	200	41.3300	BC
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	800	41.3400	BC
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	41.3500	BC
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	41.3700	BC
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	41.3800	BC
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	300	41.4000	BC
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	400	41.4200	BC
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	41.4300	BC
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	400	41.4400	BC
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	41.4500	BC
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	41.4600	BC
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	41.4700	BC
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	41.4800	BC
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	41.4900	BC
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	23 300	41.5000	BC
	O		2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	300	41.4300	BC
	O		2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	200	41.3900	BC
	O		2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	200	41.4400	BC
	O		2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	300	41.5000	BC
	O		2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	104 400	42.0000	BC
	O		2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	100	42.0000	BC
	O		2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	600	41.6000	BC
	O		2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	300	41.6100	BC
	O		2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	100	41.6300	BC
	O		2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	400	41.6400	BC
	O		2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	100	41.6600	BC
	O		2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	100	41.6700	BC
	O		2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	500	41.6900	BC
	O		2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	300	41.7000	BC
	O		2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	700	41.7300	BC
	O		2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	700	41.7400	BC
	O		2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	8 400	41.7500	BC
	O		2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	200	41.7600	BC
	O		2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	5 500	41.7800	BC
	O		2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	10 200	41.7900	BC
	O		2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	6 839	41.8000	BC
	O		2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	3 100	41.8100	BC
	O		2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	8 700	41.8200	BC
	O		2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	400	41.8300	BC
	O		2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	5 500	41.8400	BC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	41.8400	BC
		M	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	41.8700	BC
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	300	41.8800	BC
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	41.8900	BC
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	41.9000	BC
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	100	41.9100	BC
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	200	41.9300	BC
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	100	41.9500	BC
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	100	41.9600	BC
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	200	41.9700	BC
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	500	41.9900	BC
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	3 400	42.0000	BC
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	41.9400	BC
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(360 278)		BC
Group Forage Major Drilling Group International Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Ross, Ian	5	O	2019-03-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NB
		O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	825	5.9200	NB
Tennant, David Buchanan David B Tennant Professional Corporation	4 PI	O	2019-12-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 200	5.7900	NB
Group ADF Inc.								
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
BOURSIER, Jean-François	5	O	2019-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	1.2300	QC
Group Aecon Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Borgatti, Adam	5	O	2019-12-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	299	17.8800	ON
Servranckx, Jean-Louis Robert Georges	4, 5	O	2019-12-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 080	17.8800	ON
<i>Restricted Share Units</i>								
Beck, John Michael	4, 5	O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(97 862)	18.2500	ON
Borgatti, Adam	5	O	2019-12-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(661)	17.8800	ON
Fushman, Yonni David	5	O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(12 646)	18.2500	ON
MacCallum, Alistair	5	O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(13 044)	18.2500	ON
Servranckx, Jean-Louis Robert Georges	4, 5	O	2019-12-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 584)	17.8800	ON
Smales, David Andrew	5	O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(48 261)	18.2500	ON
Groupe BMTC Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Groupé BMTC Inc.	1	O	2019-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	800	12.1400	QC
		O	2019-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	(800)		QC
		O	2019-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.1400	QC
		O	2019-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		QC
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.0900	QC
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		QC
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.2500	QC
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		QC
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.3500	QC
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		QC
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	12.3500	QC
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)		QC
		O	2019-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.2700	QC
		O	2019-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		QC
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.3100	QC
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		QC
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.3100	QC
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		QC
		O	2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.2000	QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit		O	2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		QC
		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.2100	QC
		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		QC
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.2500	QC
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		QC
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.2000	QC
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		QC
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.1400	QC
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		QC
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	11.7400	QC
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		QC
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	11.6700	QC
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		QC
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	11.7700	QC
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		QC
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	11.4500	QC
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		QC
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	5 100	11.4500	QC
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	(5 100)		QC
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	11.3600	QC
	O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		QC	
	O	2019-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	400	10.5700	QC	
	O	2019-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(400)		QC	
Groupe Colabor Inc.								
<i>Options</i>								
Frenette, Louis	5	O	2019-11-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2019-11-25	D	50 - Attribution d'options	1 000 000		QC
Groupe d'Alimentation MTY Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Brading, Jason	5	O	2019-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	198	56.2800	QC
Groupe Santé Devonian Inc.								
<i>Options</i>								
Bernier, Jacques	4	O	2019-12-03	D	50 - Attribution d'options	50 000	0.1500	QC
Groupe Sportscene Inc.								
<i>Actions ordinaires SPS.MV.A</i>								
Poulin, Marc	4	O	2019-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 700	6.0000	QC
Groupe Stingray Inc.								
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
Stingray Group Inc.	1	O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	16 004	6.8616	QC
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	16 004	6.6814	QC
		O	2019-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	16 004	6.8348	QC
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	16 004	6.8348	QC
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	16 004	6.8113	QC
		O	2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	5 699	6.7465	QC
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	16 004	6.7064	QC
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	16 004	6.8071	QC
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	2 704	6.6710	QC
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	16 004	6.6597	QC
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	16 004	6.6418	QC
		O	2019-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(149 143)		QC
H2O INNOVATION INC.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Caisse de dépôt et placement du Québec	3	O	2016-07-26	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	3 167 000	1.2000	QC
		O	2018-11-28	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	602 410	0.8300	QC
		O	2019-11-14	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	2 304 762	1.0500	QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
<i>Bons de souscription</i>								
Caisse de dépôt et placement du Québec	3	O	2013-09-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2019-11-14	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 152 381	1.4000	QC
<i>Options</i>								
HOEL, Richard	4, 3	O	2019-11-27	D	52 - Expiration d'options	(8 000)		QC
Hardwoods Distribution Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Hardwoods Distribution Inc.	1	O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	14.1820	BC
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	800	15.1900	BC
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	4 200	15.1152	BC
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	3 500	14.4104	BC
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	2 900	15.8089	BC
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	150	15.7100	BC
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	100	15.5900	BC
		O	2019-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	2 400	15.5238	BC
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	700	15.5614	BC
HEXO Corp.								
<i>Débtentures convertibles 8 Unsecured Convertible debentures</i>								
Bourque, Nathalie	4	O	2017-10-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2019-12-06	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	\$ 100 000.00	3.1600	QC
Chiara, Vincent	4							
SMA Trust	PI	O	2017-03-17	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2019-12-06	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	\$ 5 000 000.00	3.1600	QC
Miron, Adam	4, 5							
No. 2 Mission Row Inc.	PI	O	2017-03-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2017-03-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2019-12-06	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	\$ 50 000.00	3.1600	QC
Munzar, Michael R.	4							
159927 Canada Inc.	PI	O	2017-03-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2017-03-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2019-12-06	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	\$ 316 000.00	3.1600	QC
St-Louis, Sebastien G.	5							
8375739 Canada Inc.	PI	O	2017-03-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2017-03-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2019-12-06	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	\$ 2 554 000.00	3.1600	QC
Home Capital Group Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Katchen, Benjamin	5	O	2019-12-04	D	51 - Exercice d'options	3 000	29.4300	ON
		O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)	34.9500	ON
		O	2019-12-04	D	51 - Exercice d'options	5 532	15.2500	ON
		O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 532)	34.8700	ON
<i>Droits Performance Share Units</i>								
Henderson, Dinah	5	O	2018-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(3 086)	28.8400	ON
		O	2019-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(2 046)	34.5400	ON
		O	2019-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	(511)	34.5400	ON
Katchen, Benjamin	5	O	2019-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(2 350)	34.5400	ON
		O	2019-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	(587)	34.5400	ON
<i>Droits Restricted Share Units</i>								
Cluff, David	5	O	2019-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(179)	34.5400	ON
Hong, John	5	O	2019-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(659)	34.5400	ON
Stilo, Anthony	5	O	2019-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(488)	34.5400	ON
Xu, Yan	5	O	2019-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(501)	34.5400	ON
<i>Options</i>								
Katchen, Benjamin	5	O	2019-12-04	D	51 - Exercice d'options	(3 000)	29.4300	ON
		O	2019-12-04	D	51 - Exercice d'options	(5 532)	15.2500	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
IA Société financière inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Martin, Jacques	4, 5	O	2019-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	68.5170	QC
Potvin, Jacques	5	O	2019-12-10	D	51 - Exercice d'options	3 000	38.4800	QC
		O	2019-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)	68.7500	QC
<i>Options</i>								
Potvin, Jacques	5	O	2019-12-10	D	51 - Exercice d'options	(3 000)	38.4800	QC
IMAX Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
IMAX Corporation	1	O	2019-12-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(44 608)		ON
Vance, Jeff	5	O	2019-12-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	848		ON
		O	2019-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(454)	21.2453USD	ON
WEISSMAN, KENNETH	5	O	2019-12-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	848		ON
		O	2019-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(288)	21.2453	ON
		M	2019-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(288)	21.2453USD	ON
Welton, Mark	5	O	2019-12-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 298		ON
		O	2019-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 831)	21.2453USD	ON
<i>Droits Restricted Share Unit</i>								
Vance, Jeff	5	O	2019-12-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(848)		ON
WEISSMAN, KENNETH	5	O	2019-12-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(848)		ON
Welton, Mark	5	O	2019-12-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 298)		ON
Inca One Gold Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Kelly, Edward John	4							
EKELLY Investments	PI	O	2019-12-06	I	47 - Acquisition ou aliénation par don	(400 000)	0.0250	BC
Innergex énergie renouvelable Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Beaty, Ross J.	4	O	2019-12-06	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(1 200 000)	17.3400	QC
Sitka Foundation	PI	O	2019-12-06	I	47 - Acquisition ou aliénation par don	1 200 000	17.3400	QC
Input Capital Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Input Capital Corp.	1	O	2019-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	150 000	0.7213	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	27 500	0.7391	ON
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	46 500	0.7254	ON
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	51 000	0.7198	ON
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	14 000	0.7300	ON
		O	2019-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	29 000	0.7200	ON
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	0.7200	ON
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	12 000	0.7500	ON
		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	0.7500	ON
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	0.7400	ON
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	15 500	0.7500	ON
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	70 500	0.7500	ON
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	49 500	0.7498	ON
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	14 500	0.7500	ON
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	3 500	0.7500	ON
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	16 000	0.7400	ON
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	109 500	0.7464	ON
		O	2019-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	9 500	0.7400	ON
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	9 500	0.7500	ON
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(656 500)		ON
Intema Solutions Inc.								
<i>Options</i>								
PLOURDE, SEBASTIEN	5	O	2019-11-28	D	50 - Attribution d'options	300 000	0.1100	QC
		M	2019-11-28	D	50 - Attribution d'options	300 000	0.1100	QC

Émetteur	Relation	État	Date	Em- prise	Opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre	tion	opé- ration	de l'opération		Description de l'opération			
Intermap Technologies Corporation								
<i>Restricted Share Units</i>								
Blott, Patrick	5	O	2016-07-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2019-12-06	D	46 - Contrepartie de services	150 000		AB
Frappier, Philippe	4	O	2017-01-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2019-12-06	D	46 - Contrepartie de services	50 000		AB
Hines, Andrew	4	O	2016-09-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2019-12-06	D	46 - Contrepartie de services	50 000		AB
<i>Restricted Stock Units</i>								
Bakken, Jennifer	8	O	2019-12-06	D	46 - Contrepartie de services	100 000		AB
Griffiths, Stephen Charles	5	O	2019-12-06	D	46 - Contrepartie de services	50 000		AB
Maddox, Ivan Pierre	5	O	2019-12-06	D	46 - Contrepartie de services	50 000		AB
Zapata, Michael	4	O	2019-12-06	D	46 - Contrepartie de services	50 000		AB
Invesque Inc. (formerly, Mainstreet Health Investments Inc.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Invesque, Inc.	1	O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	5 700	6.8637	ON
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	10 100	6.8972	ON
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	10 900	6.8197	ON
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	8 400	6.8882	ON
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	10 927	6.8594	ON
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(46 027)		ON
IOU Financial Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
IOU Financial Inc.	1	O	2019-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	72 500	0.2350	QC
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	19 500	0.2320	QC
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	0.2150	QC
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	97 500	0.2200	QC
Ivanhoe Mines Ltd.								
<i>Actions ordinaires Class A</i>								
CITIC Metal Africa Investments Limited	3	O	2019-12-04	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(35 752 011)	3.9800	BC
Friedland, Robert Martin	4, 6, 5, 3	O	2019-12-03	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(12 900 271)	3.9800	BC
		O	2019-12-08	D	51 - Exercice d'options	1 700 000	0.9900	BC
Vincelli, Mary	5	O	2019-12-04	D	51 - Exercice d'options	50 000	0.9900	BC
Zijin Mining Group Co., Ltd. Gold Mountains (H.K.) International Mining Company Limited	3 PI	O	2019-12-03	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
<i>Options</i>								
Chen, Jinghe	4	O	2019-06-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2019-12-05	D	50 - Attribution d'options	1 000 000		BC
Friedland, Robert Martin	4, 6, 5, 3	O	2019-12-08	D	51 - Exercice d'options	(1 700 000)	0.9900	BC
MA, Manfu	4, 7	O	2019-08-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2019-12-05	D	50 - Attribution d'options	1 000 000		BC
Vincelli, Mary	5	O	2019-12-04	D	51 - Exercice d'options	(50 000)	0.9900	BC
Josemaria Resources Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Lorito Holdings S.à.r.l.	3	O	2019-12-06	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	32 533		BC
Zebra Holdings and Investments S.à.r.l.	3	O	2019-12-06	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	150 000		BC
K-Bro Linen Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Utahara, Ryo	5	O	2019-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(825)	40.1500	AB
Kew Media Group Inc.								
<i>Bons de souscription</i>								
The K2 Principal Fund L.P. Variable Voting Shares and Common Voting Shares	3	O	2019-12-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON

Émetteur	Relation	État	Date	Em- prise	Opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre	tion	opé- ration	de l'opération		Description de l'opération			
Initié Porteur inscrit The K2 Principal Fund L.P.	3	O	2019-12-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Kinaxis Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Carreiro, Paul	5	O	2019-12-02	D	51 - Exercice d'options	10 000	72.5100	ON
		O	2019-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	105.8155	ON
<i>Options</i>								
Carreiro, Paul	5	O	2019-12-02	D	51 - Exercice d'options	(10 000)	72.5100	ON
Klinik Health Ventures Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Macnee, Walter Minnes	4	O	2019-11-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
<i>Options</i>								
Macnee, Walter Minnes	4	O	2019-11-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-03	D	50 - Attribution d'options	232 500		ON
Kure Technologies, Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Naughty, Blair Lawrence Canal Front Investments Inc.	3 PI	O	2019-12-05	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600 000	0.0300	ON
La Banque de Nouvelle - Ecosse								
<i>Actions ordinaires</i>								
Bank of Nova Scotia, The	1	O	2019-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	75 000	75.7959	ON
		O	2019-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	11 600	75.9993	ON
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	26 700	75.9961	ON
		O	2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	60 300	75.9873	ON
		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	48 400	75.9911	ON
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	47 800	75.9631	ON
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	75 000	75.7668	ON
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	75 000	75.7058	ON
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	75 000	75.3986	ON
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	200 000	75.2523	ON
		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	(113 300)		ON
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(581 500)		ON
Moore, Daniel	5	O	2019-12-11	D	51 - Exercice d'options	57 852	47.7500	ON
		O	2019-12-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(57 852)	74.7200	ON
Rees, Daniel Llewellyn	5	O	2019-12-09	D	51 - Exercice d'options	2 616	47.7500	ON
		O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 616)	74.9000	ON
<i>Options</i>								
Moore, Daniel	5	O	2019-12-11	D	51 - Exercice d'options	(57 852)	47.7500	ON
Rees, Daniel Llewellyn	5	O	2019-12-09	D	51 - Exercice d'options	(2 616)	47.7500	ON
La Banque Toronto-Dominion								
<i>Actions ordinaires CUSIP 891160 50 9</i>								
Chauvin, Mark Russell	7	O	2019-12-09	D	51 - Exercice d'options	1 400	73.4300	ON
		O	2019-12-09	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(1 400)	73.4300	ON
<i>Options</i>								
Chauvin, Mark Russell	7	O	2019-12-09	D	51 - Exercice d'options	(1 400)	73.4300	ON
La Societe Canadian Tire Limitee								
<i>Actions sans droit de vote Class A</i>								
Canadian Tire Corporation, Limited	1	O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	3 276	152.5976	ON
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	(3 276)		ON
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	6 855	145.8765	ON
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	(6 855)		ON
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	20 832	146.2293	ON
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	(20 832)		ON
La Societe de Gestion AGF Limitee								
<i>Actions ordinaires Class B</i>								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit AGF EMPLOYEE BENEFIT PLAN TRUST	2	O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(255 261)	6.2000	ON
Le Fonds de dividendes du secteur des produits de consommation numériques								
<i>Parts de fiducie</i>								
Digital Consumer Dividend Fund	1	O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	6 400	9.4372	AB
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	2 700	9.5067	AB
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.5730	AB
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	4 800	9.6323	AB
		O	2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	9.6342	AB
Le Fonds de revenu du secteur financier des États-Unis								
<i>Parts de fiducie Class A (CAD \$)</i>								
World Financial Split Corp.	8	O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 600)	7.1400	ON
		O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(60 000)	7.1872	ON
		O	2019-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	7.2400	ON
Le Groupe Intertape Polymer Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Pantelidis, James	4	O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	15.8000	QC
Pantelidis Trust	PI	O	2019-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	15.8000	QC
Violet Jean Pantelidis	PI	O	2019-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	15.8000	QC
		O	2019-12-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 100	15.7500	QC
Les Aliments Maple Leaf Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Maple Leaf Foods Inc.	1	O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	24.2648	ON
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	(40 000)	24.2648	ON
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	24.1140	ON
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	(40 000)	24.1140	ON
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	24.6840	ON
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(40 000)	24.6840	ON
		O	2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	24.8245	ON
		O	2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	(40 000)	24.8245	ON
		O	2019-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	25.4108	ON
		O	2019-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	(40 000)	25.4108	ON
Radhakrishnan, Vivek	5	O	2019-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	25.4500	ON
Les Compagnies Loblaw Limitee								
<i>Actions ordinaires</i>								
Loblaw Companies Limited	1	O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	147 500	69.7404	ON
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	147 500	70.1947	ON
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	147 500	70.1913	ON
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	147 500	70.5491	ON
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	147 500	70.8471	ON
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	147 500	70.3800	ON
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	147 500	71.1065	ON
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	147 500	70.8053	ON
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	147 500	71.8448	ON
		O	2019-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	147 500	72.0152	ON
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	147 500	71.5076	ON
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(885 000)		ON
Les Industries Dorel Inc.								
<i>Droits Executive Deferred Share Units</i>								
Duran, Nicolas Fernando	5	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	681	34.9500	QC
<i>Performance Share Units</i>								
Braunstein, Norman	5	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 299	34.9500	QC
Duran, Nicolas Fernando	5	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 922	34.9500	QC
Rana, Franco	5	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 974	34.9500	QC
Schwartz, Alan	4, 5, 3	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	11 439	34.9500	QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Initié								
Porteur inscrit								
Schwartz, Jeffrey	4, 5, 3	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	11 439	34.9500	QC
Schwartz, Martin	4, 5, 3	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	11 439	34.9500	QC
Segel, Jeffrey	4, 5, 3	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	11 439	34.9500	QC
Woods, Peter	5	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 394	34.9500	QC
Wyse, Edward	5	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 676	34.9500	QC
RESTRICTED SHARE UNIT								
Braunstein, Norman	5	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 797	31.6100	QC
Duran, Nicolas Fernando	5	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 495	31.6100	QC
Rana, Franco	5	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 570	31.6100	QC
Schwartz, Alan	4, 5, 3	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 216	31.6100	QC
Schwartz, Jeffrey	4, 5, 3	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 216	31.6100	QC
Schwartz, Martin	4, 5, 3	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 216	31.6100	QC
Segel, Jeffrey	4, 5, 3	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 216	31.6100	QC
Woods, Peter	5	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 393	31.6100	QC
Wyse, Edward	5	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	913	31.6100	QC
Les Vêtements de Sport Gildan Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Gildan Activewear Inc.	1	O	2019-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	136 754	33.9299	QC
		O	2019-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	135 534	25.8017USD	QC
		O	2019-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	136 754	34.9379	QC
		O	2019-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	93 485	26.6087USD	QC
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	136 754	35.2390	QC
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	77 976	26.7932USD	QC
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	136 200	35.3779	QC
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	92 976	26.8415USD	QC
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	136 754	35.2535	QC
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	46 136	26.7563USD	QC
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	136 754	35.7368	QC
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	56 563	27.0771USD	QC
		O	2019-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	136 754	35.6174	QC
		O	2019-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	70 347	26.9569USD	QC
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	136 754	35.8600	QC
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	107 668	27.0900USD	QC
		O	2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	(1 774 163)		QC
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	136 754	36.0110	QC
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	81 337	27.1635USD	QC
		O	2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	136 754	36.3558	QC
		O	2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	130 900	27.4397USD	QC
		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	136 600	36.0920	QC
		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	72 000	27.2703USD	QC
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	136 600	35.5232	QC
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	53 293	26.8590USD	QC
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	136 500	35.5893	QC
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	144 334	26.8973USD	QC
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	136 754	35.6842	QC
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	92 700	26.8050USD	QC
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	136 700	36.0616	QC
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	137 633	27.1701USD	QC
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	136 754	36.4131	QC
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	69 500	27.3911USD	QC
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	136 754	36.8060	QC
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	101 854	27.6884USD	QC
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	136 754	37.2698	QC
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	102 000	28.0485USD	QC
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	136 754	37.7939	QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	101 500	28.0485USD	QC
		O	2019-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	136 300	37.9223	QC
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	136 754	38.8203	QC
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	82 700	29.1116USD	QC
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(2 590 729)		QC
Liberty Gold Corp. (formerly Pilot Gold Inc.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Tetzlaff, Sean Allan	4	O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 800	0.8800	BC
Liminal BioSciences Inc. (auparavant Prometic Sciences de la Vie inc.)								
<i>Options</i>								
Daniels, Moira	5	O	2019-12-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2019-12-03	D	50 - Attribution d'options	100 000	7.8600	QC
Lithium Americas Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Evans, Jonathan David	4	O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	2.9100USD	BC
Ireland, George R.	4, 6	O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	2.9875USD	BC
Kanellitsas, John	4	O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	2.9400USD	BC
Madison Pacific Properties Inc.								
<i>Actions sans droit de vote Class C</i>								
Heung, Raymond	3							
YP Heung Foundation	PI	O	2019-12-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	3.1400	BC
		O	2019-12-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 300)	3.1300	BC
		O	2019-12-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(11 900)	3.0700	BC
Magna International Inc.								
<i>Droits Restricted Stock Units (Cash)</i>								
McCarthy, Aaron David	5	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	45		ON
Martinrea International Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Martinrea International Inc.	1	O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	900	12.3400	ON
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	100	12.3500	ON
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	2 200	12.3600	ON
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	12.3700	ON
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	12.3800	ON
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	6 100	12.3900	ON
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	9 200	12.4000	ON
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	3 500	12.4100	ON
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	4 500	12.4200	ON
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	12.4300	ON
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	12.4400	ON
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	12.4500	ON
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	12.4600	ON
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	2 800	12.4700	ON
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	4 700	12.4800	ON
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	300	12.4900	ON
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	200	12.5000	ON
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	(49 600)		ON
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	300	12.1900	ON
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	600	12.2000	ON
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	12.2100	ON
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	200	12.2300	ON
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	700	12.2400	ON
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	2 800	12.2500	ON
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	3 200	12.2600	ON
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	400	12.2700	ON

Émetteur	Relation	État	Date	Em- prise	Opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre	tion	opé- ration	de l'opération		Description de l'opération	acquis ou aliénés		
Initié Porteur inscrit								
	O		2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	12.2800	ON
	O		2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.2900	ON
	O		2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	397	12.3000	ON
	O		2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	3 500	12.3100	ON
	O		2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	3 500	12.3200	ON
	O		2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	5 200	12.3300	ON
	O		2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	5 300	12.3400	ON
	O		2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	6 600	12.3500	ON
	O		2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	12.3600	ON
	O		2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	3 100	12.3700	ON
	O		2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	12.3800	ON
	O		2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	2 200	12.3900	ON
	O		2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	12.4000	ON
	O		2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	800	12.4100	ON
	O		2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	12.4200	ON
	O		2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	400	12.4300	ON
	O		2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	500	12.4500	ON
	O		2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	(50 497)		ON
	O		2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	500	12.5100	ON
	O		2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	5 800	12.5300	ON
	O		2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	200	12.5350	ON
	O		2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	2 800	12.5400	ON
	O		2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	1 597	12.5500	ON
	O		2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	12.5550	ON
	O		2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	3 200	12.5600	ON
	O		2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	8 900	12.5700	ON
	O		2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	11 400	12.5800	ON
	O		2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	8 400	12.5900	ON
	O		2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	4 900	12.6000	ON
	O		2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	12.6100	ON
	O		2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	200	12.6200	ON
	O		2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	800	12.6300	ON
	O		2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(50 497)		ON
	O		2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	200	12.3800	ON
	O		2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	2 200	12.4200	ON
	O		2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	600	12.4400	ON
	O		2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	300	12.4500	ON
	O		2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	12.4700	ON
	O		2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	500	12.4800	ON
	O		2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	12.4900	ON
	O		2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	4 700	12.5000	ON
	O		2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	12.5100	ON
	O		2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	3 500	12.5200	ON
	O		2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	100	12.5250	ON
	O		2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	5 200	12.5300	ON
	O		2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	12.5400	ON
	O		2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	4 900	12.5500	ON
	O		2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	300	12.5550	ON
	O		2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	12.5600	ON
	O		2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	2 700	12.5700	ON
	O		2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.5800	ON
	O		2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	3 300	12.5900	ON
	O		2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	12.6100	ON
	O		2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	600	12.6200	ON
	O		2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	12.6300	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit								
		O	2019-12-09	D 38	- Rachat ou annulation	800	12.6500	ON
		O	2019-12-09	D 38	- Rachat ou annulation	100	12.6600	ON
		O	2019-12-09	D 38	- Rachat ou annulation	800	12.6700	ON
		O	2019-12-09	D 38	- Rachat ou annulation	4 400	12.6900	ON
		O	2019-12-09	D 38	- Rachat ou annulation	100	12.7000	ON
		O	2019-12-09	D 38	- Rachat ou annulation	(50 000)		ON
		O	2019-12-10	D 38	- Rachat ou annulation	700	12.6500	ON
		O	2019-12-10	D 38	- Rachat ou annulation	100	12.6600	ON
		O	2019-12-10	D 38	- Rachat ou annulation	1 200	12.6700	ON
		O	2019-12-10	D 38	- Rachat ou annulation	3 000	12.6800	ON
		O	2019-12-10	D 38	- Rachat ou annulation	600	12.6900	ON
		O	2019-12-10	D 38	- Rachat ou annulation	1 100	12.7000	ON
		O	2019-12-10	D 38	- Rachat ou annulation	3 700	12.7100	ON
		O	2019-12-10	D 38	- Rachat ou annulation	8 100	12.7200	ON
		O	2019-12-10	D 38	- Rachat ou annulation	9 800	12.7300	ON
		O	2019-12-10	D 38	- Rachat ou annulation	5 000	12.7400	ON
		O	2019-12-10	D 38	- Rachat ou annulation	3 400	12.7500	ON
		O	2019-12-10	D 38	- Rachat ou annulation	3 500	12.7600	ON
		O	2019-12-10	D 38	- Rachat ou annulation	1 200	12.7700	ON
		O	2019-12-10	D 38	- Rachat ou annulation	900	12.7900	ON
		O	2019-12-10	D 38	- Rachat ou annulation	300	12.8000	ON
		O	2019-12-10	D 38	- Rachat ou annulation	1 300	12.8100	ON
		O	2019-12-10	D 38	- Rachat ou annulation	1 200	12.8200	ON
		O	2019-12-10	D 38	- Rachat ou annulation	1 000	12.8300	ON
		O	2019-12-10	D 38	- Rachat ou annulation	1 300	12.8400	ON
		O	2019-12-10	D 38	- Rachat ou annulation	1 200	12.8500	ON
		O	2019-12-10	D 38	- Rachat ou annulation	700	12.8600	ON
		O	2019-12-10	D 38	- Rachat ou annulation	600	12.8800	ON
		O	2019-12-10	D 38	- Rachat ou annulation	200	12.9000	ON
		O	2019-12-10	D 38	- Rachat ou annulation	(50 100)		ON
Olson, Fred Donald	4	O	2019-12-11	D 10	- Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(860)	12.7000	ON
MAYA OR & ARGENT INC. <i>Actions ordinaires</i>								
Maya Or & Argent Inc.	1	O	2019-11-05	D 38	- Rachat ou annulation	300	1.8100	QC
		O	2019-11-05	D 38	- Rachat ou annulation	(300)		QC
		O	2019-11-06	D 38	- Rachat ou annulation	3 000	1.7600	QC
		O	2019-11-06	D 38	- Rachat ou annulation	(3 000)		QC
		O	2019-11-07	D 38	- Rachat ou annulation	2 291	1.7431	QC
		O	2019-11-08	D 38	- Rachat ou annulation	1 000	1.7600	QC
		O	2019-11-07	D 38	- Rachat ou annulation	(2 291)		QC
		O	2019-11-08	D 38	- Rachat ou annulation	(1 000)		QC
		O	2019-11-11	D 38	- Rachat ou annulation	600	1.7600	QC
		O	2019-11-11	D 38	- Rachat ou annulation	(600)		QC
		O	2019-11-13	D 38	- Rachat ou annulation	100	1.7300	QC
		O	2019-11-13	D 38	- Rachat ou annulation	(100)		QC
		O	2019-11-18	D 38	- Rachat ou annulation	4 891	1.8300	QC
		O	2019-11-18	D 38	- Rachat ou annulation	(4 891)		QC
		O	2019-11-20	D 38	- Rachat ou annulation	2 600	1.7900	QC
		O	2019-11-20	D 38	- Rachat ou annulation	(2 600)		QC
Mazarin Inc. <i>Actions ordinaires</i>								
Huppé, Serge	4	O	2019-12-09	D 10	- Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.0450	QC
MBN Corporation <i>Actions ordinaires Equity Shares</i>								
MBN Corporation	1	O	2019-12-03	D 38	- Rachat ou annulation	4 000	6.5183	AB

Émetteur	Relation	État	Date	Em- prise	Opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre	tion	opé- ration	de l'opération		Description de l'opération	acquis ou aliénés		
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	(4 000)		AB
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	3 100	6.5094	AB
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	(3 100)		AB
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	4 300	6.4905	AB
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	(4 300)		AB
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	6.5511	AB
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(1 900)		AB
		O	2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	6.4621	AB
		O	2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	(1 400)		AB
Medexus Pharmaceuticals Inc.(formerly Pediapharm Inc.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Medexus Pharmaceuticals Inc.	1	O	2019-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	3.9800	QC
		O	2019-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	400	3.9800	QC
		O	2019-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	3.9900	QC
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	3.9700	QC
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	3.9600	QC
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	3 900	3.9500	QC
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	2 600	3.9500	QC
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	400	3.9000	QC
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	3.9500	QC
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	3.9500	QC
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	7 000	3.9000	QC
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	3.8500	QC
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	3.8000	QC
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	4 500	3.8500	QC
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	900	3.7500	QC
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	6 200	3.8000	QC
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	600	3.8900	QC
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	2 400	3.9000	QC
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	8 000	3.7500	QC
		O	2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	3.9000	QC
		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	2 200	3.8900	QC
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	3.8900	QC
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	400	3.8800	QC
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	600	3.8800	QC
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	4 500	3.8800	QC
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	3.8700	QC
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	3.8600	QC
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	3.8600	QC
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	10 500	3.8500	QC
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	3.8500	QC
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	400	3.8400	QC
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	3.9000	QC
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	600	3.8400	QC
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	3 200	3.9000	QC
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	4.0500	QC
		O	2019-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	500	4.2400	QC
		O	2019-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	700	4.0000	QC
		O	2019-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	4.2100	QC
		O	2019-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	500	4.2000	QC
		O	2019-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	4.1000	QC
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	4.1000	QC
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	4 800	4.0500	QC
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(97 100)		QC
<i>Droits Restricted Share Units</i>								

Émetteur	Relation	État	Date	Em- prise	Opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre	tion	opé- ration	de l'opération		Description de l'opération	acquis ou aliénés		
Initié								
Porteur inscrit								
Gulfo, Adele Madelyn	4	O	2019-06-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2019-12-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 602		QC
Medicure Inc								
<i>Actions ordinaires</i>								
Friesen, Albert David	4, 5	O	2019-12-04	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(40 000)	5.2400	MB
MEG Energy Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Gizen, Jeremy James	5	O	2019-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 909)	5.4300	AB
		O	2019-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	5.4400	AB
MÉTAUX GENIUS INC.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Booth, John Geoffrey	4	O	2018-10-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		M	2018-10-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Metaux Russel Inc.								
<i>Droits Restricted Share Units (cash settled)</i>								
Britton, Marion Eleanor	5	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	86		ON
		O	2019-12-05	D	59 - Exercice au comptant	(5 174)	22.4950	ON
Bryant, Gregg Edward	5	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	9		ON
		O	2019-12-05	D	59 - Exercice au comptant	(564)	22.4950	ON
Coleman, Lesley Margaret Seppings	5	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	27		ON
		O	2019-12-05	D	59 - Exercice au comptant	(1 581)	22.4950	ON
Halcrow, David	5	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	31		ON
		O	2019-12-05	D	59 - Exercice au comptant	(1 808)	22.4950	ON
Kelly, Maureen Ann	5	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	38		ON
		O	2019-12-05	D	59 - Exercice au comptant	(2 259)	22.4950	ON
MacDermid, Ryan Wallace	5	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	27		ON
		O	2019-12-05	D	59 - Exercice au comptant	(1 581)	22.4950	ON
MacLean, John	5	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	26		ON
		O	2019-12-05	D	59 - Exercice au comptant	(1 581)	22.4950	ON
McKelvey, Sherri Lynn	5	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	5		ON
		O	2019-12-05	D	59 - Exercice au comptant	(271)	22.4950	ON
Reid, John Gregory	5	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	194		ON
		O	2019-12-05	D	59 - Exercice au comptant	(11 692)	22.4950	ON
Robb, Lloyd Bruce	5	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	39		ON
		O	2019-12-05	D	59 - Exercice au comptant	(2 259)	22.4950	ON
Vaillancourt, Michel	5	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	23		ON
		O	2019-12-05	D	59 - Exercice au comptant	(1 356)	22.4950	ON
Wallewein, Kenneth Gilbert	5	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	19		ON
		O	2019-12-05	D	59 - Exercice au comptant	(1 129)	22.4950	ON
Methanex Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Floren, John	4, 5	O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	32 000	45.6450	BC
Metro inc.								
<i>Unités d'actions différées/Deferred Stock Units</i>								
Bertrand, Maryse	4	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	28	57.4800	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	237	58.1800	QC
Boivin, Pierre	4	O	2019-09-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	34	58.1800	QC
Coutu, François Jean	4	O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	414	58.1800	QC
Coutu, Michel	4	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	9	57.4800	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	435	58.1800	QC
Coyles, Stephanie	4	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	39	57.4800	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	435	58.1800	QC
DESERRES, MARC	4	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	153	57.4800	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	217	58.1800	QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Initié								
Porteur inscrit								
Dussault, Claude	4	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	136	57.4800	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	257	58.1800	QC
Goodman, Russell Andrew	4	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	38	57.4800	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	267	58.1800	QC
GUAY, Marc	4	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	25	57.4800	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	119	58.1800	QC
HAUB, Christian W.E.	4	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	192	57.4800	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	435	58.1800	QC
Magee, Christine	4	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	30	57.4800	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	435	58.1800	QC
Nadeau, Marie-Jose	4	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	131	57.4800	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	119	58.1800	QC
Raymond, Réal	4	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	134	57.4800	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	494	58.1800	QC
Rivard, Line	4	O	2019-12-06	D	35 - Dividende en actions	56	57.4800	QC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	474	58.1800	QC
Meubles Leon Ltee								
<i>Actions ordinaires</i>								
Leon's Furniture Limited	1	O	2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	1 178	15.2252	ON
		O	2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	(1 178)	15.2252	ON
		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	4 678	15.1864	ON
		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	(4 678)	15.1864	ON
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	4 678	15.1600	ON
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	(4 678)	15.1600	ON
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	4 600	15.1328	ON
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	(4 600)	15.1328	ON
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	25 500	15.2298	ON
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(25 500)	15.2298	ON
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	25 300	15.6677	ON
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	(25 300)	15.6677	ON
		O	2019-11-22	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	24 300	15.9095	ON
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	(24 300)	15.9095	ON
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	16 000	15.9821	ON
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	(16 000)	15.9821	ON
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	68 700	16.0000	ON
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	(68 700)	16.0000	ON
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	11 100	16.0000	ON
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(11 100)	16.0000	ON
		O	2019-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	22 900	16.0247	ON
		O	2019-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(22 900)	16.0247	ON
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	7 300	16.0500	ON
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(7 300)	16.0500	ON
Millrock Resources Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Beischer, Gregory Allan	5	O	2019-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.0923USD	BC
Mines d'Or Dynacor Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Martineau, Jean	4, 5	O	2019-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 300	1.7000	QC
Mines d'Or Dynacor inc.	1	O	2019-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	1.6400	QC
		O	2019-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)		QC
Miniere Osisko Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Labbé, Pierre	6	O	2019-12-05	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	10 000	3.4000	ON

Émetteur	Relation	État	Date	Em- prise	Opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre	tion	opé- ration	de l'opération		Description de l'opération	acquis ou aliénés		
Initié Porteur inscrit								
Lévesque, Elif	6	O	2019-12-05	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	5 900	3.4000	ON
OSISKO GOLD ROYALTIES LTD	3	O	2019-12-05	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 154 000	2.6000	ON
Roosen, Sean	4, 3	O	2019-12-05	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	44 100	3.4000	ON
Satov, Amy Joy	4	O	2019-12-05	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	18 900	3.4000	ON
		M	2019-12-05	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	3 675	3.4000	ON
Savard, Mathieu	5	O	2019-12-05	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	20 000	3.4000	ON
Wares, Robert	5	O	2019-12-05	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	100 000	3.4000	ON
Minière Osisko Inc. (formerly Oban Mining Corporation)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Vizquerra, Jose	5	O	2017-12-12	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	5 200	4.8000	ON
		M	2017-12-12	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	5 200	6.1400	ON
		O	2018-03-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	2.5700	ON
		M	2018-03-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	2.5700	ON
		O	2018-03-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	2.5650	ON
		M	2018-03-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	2.5650	ON
		O	2018-03-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	2.5630	ON
		M	2018-03-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	2.5630	ON
		O	2018-03-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	2.5633	ON
		M	2018-03-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	2.5633	ON
		O	2018-03-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 100	2.5642	ON
		M	2018-03-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 100	2.5642	ON
		O	2018-03-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	16 600	2.5599	ON
		M	2018-03-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	16 600	2.5599	ON
		O	2018-03-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	2.5500	ON
		M	2018-04-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	2.5500	ON
		O	2018-03-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 300	2.5500	ON
		M	2018-04-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 300	2.5500	ON
		O	2018-03-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	2.5450	ON
		M	2018-04-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	2.5450	ON
		O	2018-03-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	77 000	2.5445	ON
		M	2018-04-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	77 000	2.5445	ON
		O	2018-03-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 700	2.5273	ON
		M	2018-04-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 700	2.5273	ON
		O	2018-03-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 900	2.5346	ON
		M	2018-04-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 900	2.5346	ON
		O	2018-03-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	77 900	2.4975	ON
		M	2018-04-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	77 900	2.4975	ON
		O	2018-03-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	29 600	2.4949	ON
		M	2018-04-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	29 600	2.4949	ON
		O	2018-03-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 300	2.4752	ON
		M	2018-04-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 300	2.4752	ON
		O	2018-03-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 200	2.5205	ON
		M	2018-04-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 200	2.5205	ON
		O	2018-03-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 300	2.5085	ON
		M	2018-04-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 300	2.5085	ON
		O	2018-03-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 800	2.4576	ON
		M	2018-04-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 800	2.4576	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale	
Titre Initié Porteur inscrit		O	2018-03-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	2.4890	ON	
		M	2018-04-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	2.4890	ON	
		O	2018-03-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	24 600	2.4493	ON	
		M	2018-04-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	24 600	2.4493	ON	
		O	2018-03-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	36 600	2.4548	ON	
		M	2018-04-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	36 600	2.4548	ON	
		O	2018-03-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	19 400	2.4649	ON	
		M	2018-04-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	19 400	2.4649	ON	
		O	2018-03-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	2.5500	ON	
		M	2018-04-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	2.5500	ON	
		O	2018-03-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	24 000	2.5500	ON	
		M	2018-04-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	24 000	2.5500	ON	
		O	2018-03-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	2.5470	ON	
		M	2018-04-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	2.5470	ON	
		O	2018-03-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 500	2.5500	ON	
		M	2018-04-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 500	2.5500	ON	
		O	2018-03-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	155 500	2.5500	ON	
		M	2018-04-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	155 500	2.5500	ON	
		O	2018-04-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	2.4900	ON	
		M	2018-04-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	2.4900	ON	
		O	2018-04-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	2.4897	ON	
		M	2018-04-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	2.4897	ON	
		O	2018-04-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	2.4900	ON	
		M	2018-04-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	2.4900	ON	
		O	2018-04-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 800	2.4900	ON	
		M	2018-04-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 800	2.4900	ON	
	Mercedes Juliana Benavides	PI	O	2017-07-27	C	97 - Autre	2 169 941	4.4700	ON
			M	2017-07-27	C	97 - Autre	2 179 541	4.4700	ON
			M'	2018-03-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	2.5700	ON
			M'	2018-03-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	2.5650	ON
			M'	2018-03-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	2.5630	ON
			M'	2018-03-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	2.5633	ON
			M'	2018-03-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 100	2.5642	ON
		M'	2018-03-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	16 600	2.5599	ON	
		M'	2018-04-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	2.5500	ON	
		M'	2018-04-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 300	2.5500	ON	
		M'	2018-04-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	2.5450	ON	
		M'	2018-04-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	77 000	2.5445	ON	
		M'	2018-04-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 700	2.5273	ON	
		M'	2018-04-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 900	2.5346	ON	
		M'	2018-04-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	77 900	2.4975	ON	
		M'	2018-04-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	29 600	2.4949	ON	
		M'	2018-04-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 300	2.4752	ON	
		M'	2018-04-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 200	2.5205	ON	
		M'	2018-04-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 300	2.5085	ON	
		M'	2018-04-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 800	2.4576	ON	
		M'	2018-04-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	2.4890	ON	
		M'	2018-04-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	24 600	2.4493	ON	
		M'	2018-04-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	36 600	2.4548	ON	
		M'	2018-04-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	19 400	2.4649	ON	
		M'	2018-04-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	2.5500	ON	
		M'	2018-04-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	24 000	2.5500	ON	
		M'	2018-04-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	2.5470	ON	
		M'	2018-04-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 500	2.5500	ON	
		M'	2018-04-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	155 500	2.5500	ON	

Émetteur	Relation	État	Date	Em- prise	Opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre	tion	opé- ration	de l'opération		Description de l'opération	acquis ou aliénés		
Initié Porteur inscrit								
		M'	2018-04-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	2.4900	ON
		M'	2018-04-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	2.4897	ON
		M'	2018-04-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	2.4900	ON
		M'	2018-04-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 800	2.4900	ON
MINT Income Fund								
<i>Parts de fiducie</i>								
MINT Income Fund	1	O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	700	6.0071	AB
		O	2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	700	6.0529	AB
Mistango River Resources Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Ananthanarayanan (also known under name of Narayanan), Gautam 2630319 Ontario Inc.	4	PI	2019-10-21	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-09	C	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	333 333	0.0300	ON
Beaudry, Charles	6	O	2019-05-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-09	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	666 667	0.0300	ON
Stewart, Stephen Alexander Nelson	6	O	2019-12-09	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	1 866 667	0.0300	ON
<i>Bons de souscription</i>								
Ananthanarayanan (also known under name of Narayanan), Gautam 2630319 Ontario Inc.	4	PI	2019-10-21	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-09	C	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	166 667		ON
Beaudry, Charles	6	O	2019-05-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-09	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	333 333		ON
Stewart, Stephen Alexander Nelson	6	O	2019-05-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Mogo Inc. (formerly, Difference Capital Financial Inc.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Mohamed, Minhas	4	O	2019-11-30	D	97 - Autre	299		BC
Van Winters, Kees Cornelis	4	O	2019-06-21	D	97 - Autre	84 660		BC
		O	2019-12-02	D	97 - Autre	88		BC
Spouse	PI	O	2017-11-29	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2019-06-21	C	97 - Autre	152 639		BC
		O	2019-09-18	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 600	4.0200	BC
		O	2019-12-02	C	97 - Autre	810		BC
<i>Débetures convertibles June 2017</i>								
Van Winters, Kees Cornelis	4	O	2017-11-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Spouse	PI	O	2017-11-29	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
MONETA PORCUPINE MINES INC.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Bates, Warren Ross	4	O	2019-11-11	D	51 - Exercice d'options	200 000	0.0600	ON
Vejvoda, Josef K2 & Associates	4	PI	2019-12-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	139 000	0.1180	ON
		O	2019-12-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	235 500	0.1160	ON
		O	2019-12-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	164 500	0.1230	ON
		O	2019-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	153 500	0.1240	ON
		O	2019-12-06	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	243 000	0.1210	ON
<i>Options</i>								
Bates, Warren Ross	4	O	2019-11-11	D	51 - Exercice d'options	(200 000)		ON
Morneau Shepell Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Chamberland, Pierre	5	O	2019-11-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 356	32.6680	ON
		O	2019-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(6 356)	32.6680	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2019-11-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	11 658	32.6680	ON
		O	2019-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(11 658)	32.6680	ON
Fridella, Rita Elena	5	O	2019-11-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 982	32.6680	ON
		O	2019-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(4 982)	32.6680	ON
		O	2019-11-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	7 494	32.6680	ON
		O	2019-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(7 494)	32.6680	ON
Liptrap, Stephen	5	O	2011-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-11-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	28 560	32.6680	ON
		O	2019-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(28 560)	32.6680	ON
		O	2019-11-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	17 130	32.6680	ON
		O	2019-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(17 130)	32.6680	ON
Milligan, Scott	5	O	2019-11-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 718	32.6680	ON
		O	2019-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(5 718)	32.6680	ON
		O	2019-11-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	10 704	32.6680	ON
		O	2019-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(10 704)	32.6680	ON
<i>Droits 2017 RSU</i>								
Chamberland, Pierre	5	O	2019-11-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(11 658)	32.6680	ON
Fridella, Rita Elena	5	O	2019-11-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 494)	32.6680	ON
Liptrap, Stephen	5	O	2019-11-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(17 130)	32.6680	ON
Milligan, Scott	5	O	2019-11-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(10 704)	32.6680	ON
<i>Droits PSU</i>								
Chamberland, Pierre	5	O	2019-11-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 356)	32.6680	ON
Fridella, Rita Elena	5	O	2019-11-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 982)	32.6680	ON
Liptrap, Stephen	5	O	2019-11-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(28 560)	32.6680	ON
Milligan, Scott	5	O	2019-11-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 718)	32.6680	ON
Mount Logan Capital Inc. (formerly, Marret Resource Corp.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Ederer, Matthias	5	O	2019-10-15	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	144 041		ON
		O	2019-12-03	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(301 036)		ON
Wang, Henry Han-Wei	5	O	2019-10-15	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	144 041		ON
		O	2019-12-03	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(301 036)		ON
Mullen Group Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Tibbatts, Sonia Gae	4	O	2019-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 200	8.0000	AB
Murchison Minerals Ltd.								
<i>Options</i>								
Arsenault, Denis	4	O	2019-12-02	D	52 - Expiration d'options	(73 400)		ON
Pyper, David James	4	O	2019-12-02	D	52 - Expiration d'options	(80 100)		ON
NanoXplore Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Nazarpour, Soroush	4, 5, 3	O	2019-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	1.2550	QC
		O	2019-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	1.2900	QC
Neovasc Inc.								
<i>Restricted Stock Units</i>								
Little, William Reed	5	O	2019-11-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2019-12-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	94 406		BC
		M	2019-12-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	94 406		BC
		O	2019-12-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	58 550		BC
Neptune Solutions Bien-Être Inc. (anciennement Neptune Technologies & Bioressources Inc.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Cammarata, Michael Taylor	4	O	2019-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	2.7000USD	QC
Moretz, John Morris	4	O	2019-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	2.7400USD	QC
		O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	2.6900USD	QC
Timperio, Michel	5	O	2019-12-02	D	51 - Exercice d'options	29 298		QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2019-12-03	D	51 - Exercice d'options	12 000		QC
		O	2019-12-04	D	51 - Exercice d'options	18 000		QC
		O	2019-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(29 298)	3.6960	QC
		O	2019-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(12 000)	3.6900	QC
		O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(18 000)	3.6900	QC
<i>Options</i>								
Timperio, Michel	5	O	2019-12-02	D	51 - Exercice d'options	(29 298)	1.6300	QC
		O	2019-12-03	D	51 - Exercice d'options	(12 000)	1.3600	QC
		O	2019-12-04	D	51 - Exercice d'options	(18 000)	1.3600	QC
Nevada Exploration Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Buskard, James Livingstone	5	O	2019-12-05	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	182 000	0.2000	BC
<i>Bons de souscription \$0.50 - Issued Dec 2019 - Expire June 4, 2022</i>								
Buskard, James Livingstone	5	O	2007-06-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2019-12-05	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	91 000		BC
New Pacific Metals Corp.								
<i>Droits Restricted Share Units</i>								
Austin, Jacob (Jack)	4	O	2008-04-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2019-12-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	31 900		BC
CRUISE, MARK DANIEL	5	O	2019-11-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2019-12-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	300 000		BC
Feng, Rui	4, 6, 5	O	2004-05-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2019-12-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	150 000		BC
Hawkins, Thomas Gregory	4	O	2011-07-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2019-12-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	31 900		BC
Kim, Yong-Jae	5	O	2018-12-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2019-12-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	20 000		BC
Kong, David TokPay	4	O	2010-11-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2019-12-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	31 900		BC
Liu, Derek Zhihua	6	O	2015-02-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2019-12-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	15 000		BC
Neal, Gordon	6	O	2016-09-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2019-12-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	100 000		BC
Wafforn, Martin	4	O	2017-11-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2019-12-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	31 900		BC
Yuan, Jialiang	5	O	2015-02-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2019-12-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	30 000		BC
ZHANG, YONGMING	5	O	2017-06-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2019-12-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	50 000		BC
Newfoundland Power Inc.								
<i>Actions privilégiées First Preference Series A</i>								
Fortis Inc.	3	O	2019-12-11	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	85	8.2500	QC
<i>Actions privilégiées First Preference Series B</i>								
Fortis Inc.	3	O	2019-12-11	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	100	8.0000	QC
NGEx Minerals								
<i>Actions ordinaires</i>								
O'Brien, Neil Patrick Matthew	4	O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	40 000	0.2800	BC
		O	2019-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	30 000	0.2893	BC
Norbord Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Houston, Paul	4							
RESP Kyle, Summer and Chase Houston	PI	O	2019-12-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	34.5000	ON
North American Construction Group Ltd.								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Ferron, Martin Robert	4, 5	O	2019-12-09	D	51 - Exercice d'options	17 000	2.7900	AB
		O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 042)	14.2596	AB
<i>Options</i>								
Ferron, Martin Robert	4, 5	O	2019-12-09	D	51 - Exercice d'options	(17 000)	2.7900	AB
Northern Shield Resources Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Richards, Russell Montgomery	4	O	2019-12-09	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	2 175 926	0.0500	ON
<i>Bons de souscription</i>								
Richards, Russell Montgomery	4	O	2019-12-09	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	1 087 963	0.1000	ON
NOVAGOLD RESOURCES INC.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Ottewell, David	5	O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	216 614	4.5800USD	BC
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	(138 003)	7.1900USD	BC
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(78 611)	7.1900USD	BC
<i>Droits Deferred Share Unit</i>								
Kaplan, Thomas	4	O	2019-12-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 294	8.9813	BC
<i>Options</i>								
Ottewell, David	5	O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	(216 614)	4.5800USD	BC
Novelion Therapeutics Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Stonepine Capital Management, LLC	3							
Stonepine Capital, LP	PI	O	2019-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 160	0.7000USD	BC
		M	2019-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 160	0.7000USD	BC
		O	2019-12-06	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	40	0.7000USD	BC
		M	2019-12-06	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	40	0.7000USD	BC
		O	2019-12-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 500	0.7000USD	BC
		M	2019-12-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 500	0.7000USD	BC
		M'	2019-12-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 500	0.7000USD	BC
Nutrien Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Frank, Michael John	5	O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	16 000	46.9500USD	SK
JONES, SUSAN C.	5	O	2019-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 150	61.3138	SK
OceanaGold Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Whipperman, Cody	5	O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	13 500	2.3600	ON
Oncolytics Biotech Inc.								
<i>Options</i>								
Coffey, Matthew	4, 5	O	2019-12-08	D	52 - Expiration d'options	(3 157)	29.0700	AB
Look, Kirk	5	O	2019-12-08	D	52 - Expiration d'options	(1 052)	29.0700	AB
Orbit Garant Drilling Inc.								
<i>Options</i>								
Alexandre, Eric	4, 5	O	2019-12-04	D	50 - Attribution d'options	150 000		QC
Alexandre, Pierre	4, 5, 3	O	2019-12-04	D	50 - Attribution d'options	75 000		QC
Carmel, Paul Raymond	4	O	2019-12-04	D	50 - Attribution d'options	30 000		QC
Gula, William	4	O	2019-12-04	D	50 - Attribution d'options	30 000		QC
Laliberté, Jean-Yves	4	O	2019-12-04	D	50 - Attribution d'options	30 000		QC
Laplante, Alain	5	O	2019-12-04	D	50 - Attribution d'options	75 000		QC
Orsu Metals Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Rhodes, David John	4							
Endeavour Financial AG	PI	O	2019-12-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	77 000	0.2600	BC
		O	2019-12-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	0.2600	BC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit								
		O	2019-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	0.2600	BC
Pan American Silver Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Andrews, Matthew Robert	5	O	2019-12-06	D	46 - Contrepartie de services	3 652	26.5400	BC
Busby, Steven	5	O	2019-12-06	D	46 - Contrepartie de services	8 202	26.5400	BC
Couturier, Ignacio Llerena	5	O	2019-11-29	D	51 - Exercice d'options	2 892	18.5300	BC
		O	2019-11-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 892)	25.0000	BC
		O	2019-12-06	D	46 - Contrepartie de services	1 720	26.5400	BC
Dasso, Andres Antonio	5	O	2019-12-06	D	46 - Contrepartie de services	7 001	26.5400	BC
Doyle, Alun Robert	5	O	2019-12-06	D	46 - Contrepartie de services	6 645	26.5400	BC
Emerson, Christopher	5	O	2019-12-06	D	46 - Contrepartie de services	4 192	26.5400	BC
Fisekci, Siren	5	O	2019-12-06	D	46 - Contrepartie de services	926	26.5400	BC
Fisher, Delaney Joseph	5	O	2019-12-06	D	46 - Contrepartie de services	3 110	26.5400	BC
Lemon, Christopher	5	O	2019-12-06	D	46 - Contrepartie de services	4 450	26.5400	BC
Paterson, Cameron	5	O	2019-12-06	D	46 - Contrepartie de services	1 638	26.5400	BC
Steinmann, Michael	5	O	2019-12-06	D	46 - Contrepartie de services	9 044	26.5400	BC
Vincent, Wayne	5	O	2019-12-06	D	46 - Contrepartie de services	3 383	26.5400	BC
Wafforn, Martin	5	O	2019-12-06	D	46 - Contrepartie de services	5 175	26.5400	BC
<i>Droits Performance Share Units</i>								
BERGERON, BRENT	5	O	2019-11-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 773	24.8800	BC
Busby, Steven	5	O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 832	24.8800	BC
Dasso, Andres Antonio	5	O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 956	24.8800	BC
Doyle, Alun Robert	5	O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 725	24.8800	BC
Greer, Georges	5	O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 943	24.8800	BC
Lemon, Christopher	5	O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 746	24.8800	BC
McAleer, Sean	5	O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 861	24.8800	BC
Steinmann, Michael	5	O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	32 795	24.8800	BC
Wafforn, Martin	5	O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 680	24.8800	BC
<i>Droits Restricted Share Units ("RSUs")</i>								
Andrews, Matthew Robert	5	O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 435	26.5400	BC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 435	26.5400	BC
BERGERON, BRENT	5	O	2019-11-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	11 933	26.5400	BC
Busby, Steven	5	O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 468	26.5400	BC
Couturier, Ignacio Llerena	5	O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 720	26.5400	BC
Dasso, Andres Antonio	5	O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 668	26.5400	BC
Doyle, Alun Robert	5	O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 430	26.5400	BC
Emerson, Christopher	5	O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 795	26.5400	BC
Fisekci, Siren	5	O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 555	26.5400	BC
Fisher, Delaney Joseph	5	O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 074	26.5400	BC
Greer, Georges	5	O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	14 788	26.5400	BC
Lemon, Christopher	5	O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 899	26.5400	BC
McAleer, Sean	5	O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	20 964	26.5400	BC
Paterson, Cameron	5	O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 276	26.5400	BC
Steinmann, Michael	5	O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	18 088	26.5400	BC
Vincent, Wayne	5	O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 256	26.5400	BC
Wafforn, Martin	5	O	2019-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 450	26.5400	BC
<i>Options</i>								
Couturier, Ignacio Llerena	5	O	2019-11-29	D	51 - Exercice d'options	(2 892)	18.5300	BC
		O	2019-12-06	D	50 - Attribution d'options	5 472	26.5400	BC
Papiers Tissu KP Inc.								
<i>Deferred Share Units (DSU)</i>								
Letellier, Michel	4	O	2019-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	145	9.0400	ON
Paramount Resources Ltd.								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Options								
Bell, James Geral	4	O	2019-12-04	D	50 - Attribution d'options	15 000	5.9300	AB
Gobert, Wilfred Arthur	4	O	2019-12-04	D	50 - Attribution d'options	15 000	5.9300	AB
Gorman, John C.	4	O	2019-12-04	D	50 - Attribution d'options	15 000	5.9300	AB
Jungé, Dirk	4	O	2019-12-04	D	50 - Attribution d'options	15 000	5.9300	AB
MacDonald, Robert M.	4	O	2019-12-04	D	50 - Attribution d'options	15 000	5.9300	AB
MacLeod, Roderick Keith	4	O	2019-12-04	D	50 - Attribution d'options	15 000	5.9300	AB
Riddell Rose, Susan L.	4, 3	O	2019-12-04	D	50 - Attribution d'options	15 000	5.9300	AB
Roy, John B.	4	O	2019-12-04	D	50 - Attribution d'options	15 000	5.9300	AB
Parex Resources Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Bartlett, Curtis Darrell	4							
Skeena Capital Limited (formerly, Auxilium Group Inc.)	PI	O	2019-12-06	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(90 000)	20.0500	AB
Miller, Ronald Douglas	4	O	2019-12-04	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(5 265)	19.9170	AB
Walt Grace Holdings Limited	PI	O	2019-12-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 265	19.9170	AB
Partners Value Split Corp.								
<i>Actions privilégiées Class AA Series 7</i>								
ZARBONI, RALPH	6	O	2019-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	25.6400	ON
Pason Systems Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Hill, James Douglas	4, 5, 3							
J.D.Hill Investments	PI	O	2019-12-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500 000)	12.8519	AB
<i>common share options</i>								
Fenez, Natalie	5	O	2019-05-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2019-11-30	D	50 - Attribution d'options	7 800	12.9000	AB
<i>Power Token</i>								
Wuntke, Reid Cameron	5	O	2019-05-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2019-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	300 000		AB
<i>RSU</i>								
Fenez, Natalie	5	O	2019-05-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		M	2019-05-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2019-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 549		AB
		O	2019-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(377)		AB
		O	2019-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(610)		AB
Plastiques IPL Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Marcoux, Christian	5	O	2019-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 200	8.0230	QC
McAusland, David L.	4	O	2019-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	7.9500	QC
		O	2019-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 200	7.9600	QC
		O	2019-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	7.9700	QC
		O	2019-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	700	7.9800	QC
		O	2019-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	17 600	8.0000	QC
Walsh, Alan	4, 5	O	2019-12-06	D	51 - Exercice d'options	150 000		QC
		O	2019-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(27 292)	7.9010	QC
<i>Options</i>								
Walsh, Alan	4, 5	O	2019-12-06	D	51 - Exercice d'options	(150 000)	1.0000EUR	QC
Platinum Group Metals Ltd.								
<i>Bons de souscription</i>								
Hosken Consolidated Investments Limited	3							
Deepkloof Limited	PI	O	2019-11-15	C	55 - Expiration de bons de souscription	(3 742 999)		BC
<i>Options</i>								
Copelyn, John	4, 6	O	2019-12-02	D	50 - Attribution d'options	12 000	1.8100	BC
Plaza Retail REIT								
<i>Parts de fiducie</i>								
Plaza Retail REIT	1	O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(4 900)		NB

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit								
		O	2019-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	4 700	4.4700	NB
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(4 700)		NB
		O	2019-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	4 700	4.4600	NB
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(4 700)		NB
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	4 900	4.4600	NB
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(4 900)		NB
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	4.5000	NB
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(100)		NB
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	4 900	4.5300	NB
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(4 900)		NB
		O	2019-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	4 900	4.5600	NB
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(4 900)		NB
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	4 800	4.5600	NB
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(4 800)		NB
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	4 500	4.5800	NB
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(4 500)		NB
		O	2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	4.5900	NB
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(3 700)		NB
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	4.6000	NB
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(1 200)		NB
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	200	4.6000	NB
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(200)		NB
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	100	4.6000	NB
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(100)		NB
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	400	4.6000	NB
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(400)		NB
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	200	4.6000	NB
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(200)		NB
Points International Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Points International Ltd.	1	O	2019-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	10.9800USD	ON
		O	2019-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	10.9700USD	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	10.9000USD	ON
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	10.8700USD	ON
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	10.8000USD	ON
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	10.9100USD	ON
		O	2019-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	10.9200USD	ON
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	10.8500USD	ON
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	10.9500USD	ON
		O	2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	11.3700USD	ON
		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	12.0300USD	ON
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	12.1600USD	ON
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	12.1600USD	ON
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	3 470	12.1000USD	ON
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	3 656	12.1400USD	ON
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	3 490	12.1300USD	ON
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	12.3100USD	ON
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	12.6900USD	ON
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	12.9900USD	ON
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	13.0900USD	ON
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(73 516)		ON
Pollard Banknote Limited								
<i>Actions ordinaires</i>								
Young, Robert Brock	5	O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	20.6104	MB
Precision Drilling Corporation								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Precision Drilling Corporation	1	O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	117 000	1.3972	AB
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	115 000	1.3982	AB
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	80 000	1.4038	AB
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	115 000	1.3884	AB
		O	2019-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	1.4060	AB
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	81 600	1.4074	AB
		O	2019-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	77 067	1.0983USD	AB
		O	2019-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	74 444	1.1382USD	AB
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	74 219	1.1412USD	AB
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	76 231	1.1101USD	AB
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	76 635	1.1071USD	AB
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	78 700	1.0765USD	AB
		O	2019-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	78 401	1.0798USD	AB
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	78 898	1.0733USD	AB
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	80 400	1.0515USD	AB
		O	2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	82 300	1.0271USD	AB
		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	80 200	1.0554USD	AB
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	82 000	1.0311USD	AB
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	76 950	1.0165USD	AB
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	80 000	1.0119USD	AB
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	80 000	1.0358USD	AB
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	62 763	1.0538USD	AB
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	80 000	1.0426USD	AB
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	80 000	1.0590USD	AB
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	80 000	1.0469USD	AB
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	80 000	1.0580USD	AB
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(3 952 453)		AB
Produits Naturels Mondias Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Rancourt, André 9206-8618 Quebec Inc.	4, 5, 3	PI	2019-11-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	32 500	0.1500	QC
		O	2019-11-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	30 000	0.1480	QC
		O	2019-11-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.1450	QC
		O	2019-11-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.1450	QC
		O	2019-11-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.1500	QC
		O	2019-11-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	30 000	0.1550	QC
		O	2019-11-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	0.1550	QC
		O	2019-11-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.1400	QC
		O	2019-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 000	0.1550	QC
		O	2019-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.1530	QC
		O	2019-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	0.1450	QC
		O	2019-11-27	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	47 000	0.1450	QC
		O	2019-11-27	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	19 000	0.1440	QC
		O	2019-11-28	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.1400	QC
		O	2019-11-28	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.1400	QC
		O	2019-11-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	0.1450	QC
		O	2019-12-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	13 000	0.1450	QC
		O	2019-12-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 000	0.1450	QC
		O	2019-12-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	0.1500	QC
		O	2019-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	0.1450	QC
Quarterhill Inc. (formerly, Wi-LAN Inc.)								
<i>Restricted Share Unit</i>								
CORTENS, David A.	5	O	2019-10-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Quinsam Captial Corporation								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
<i>Actions ordinaires</i>								
Dent, Roger	4, 5							
Theresa Dent	PI	O	2019-12-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	0.0900	ON
REDEVANCES AURIFÈRES OSISKO LTÉE								
<i>Actions ordinaires</i>								
Coates, Bryan A.	5	O	2019-12-05	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	44 000	3.4000	QC
Ressources Cartier inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Cloutier, Philippe	4, 5	O	2019-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	115 000	0.1150	QC
<i>Options</i>								
Lavallière, Gaétan	5	O	2019-12-11	D	52 - Expiration d'options	(200 000)		QC
RESSOURCES CERRO DE PASCO INC. (anciennement Les propriétés Genius Ltée)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Goulet, Guy	4, 5	O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 500	0.3860	QC
Ressources KWG inc.								
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
Hodgman, Bruce Ronald	5	O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(160 000)	0.0050	ON
Ressources Minières Vanstar Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Plouffe, Sébastien	4, 5	O	2019-12-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
<i>Bons de souscription</i>								
Plouffe, Sébastien	4, 5	O	2019-12-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
<i>Options</i>								
Plouffe, Sébastien	4, 5	O	2019-12-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2019-12-02	D	50 - Attribution d'options	300 000		QC
Ressources Sirios Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Cloutier, Luc	4	O	2019-12-09	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(56 500)		QC
Carmen Cloutier	PI	O	2019-12-09	I	90 - Changements relatifs à la propriété	56 500		QC
		O	2019-12-10	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(56 500)		QC
Celi Carmen Cloutier	PI	O	2019-12-10	I	90 - Changements relatifs à la propriété	56 500		QC
Doucet, Dominique	4, 5	O	2019-12-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.1800	QC
		O	2019-12-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.1550	QC
Ressources Sphinx Itée								
<i>Bons de souscription</i>								
Gauthier, Michel	4	O	2019-11-07	D	55 - Expiration de bons de souscription	80 000	0.1000	QC
		M	2019-11-07	D	55 - Expiration de bons de souscription	(80 000)	0.1000	QC
Ressources Teck Limitée								
<i>Class B Subordinate Voting Shares</i>								
Teck Resources Limited	1	O	2019-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	(379 884)		BC
		O	2019-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	176 131	15.9261USD	BC
		O	2019-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	177 700	20.9703	BC
		O	2019-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	17 400	16.1814USD	BC
		O	2019-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	16 100	21.3112	BC
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	53 200	16.8850USD	BC
		M	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	53 200	16.8850USD	BC
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	53 400	22.2411	BC
		M	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	53 400	22.2411	BC
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	17.3886USD	BC
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	22.9127	BC
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	55 000	17.0157USD	BC
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	22.5161	BC
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	(787 531)		BC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit		O	2019-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	16.7759USD	BC
		O	2019-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	22.1917	BC
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	16.7998USD	BC
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	22.2011	BC
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	302 170	16.0220USD	BC
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	349 830	21.2085	BC
		O	2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	100 000	15.8564USD	BC
		O	2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	100 000	21.0087	BC
		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	100 000	16.3068USD	BC
		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	100 000	21.5859	BC
		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	(1 057 000)		BC
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	160 200	15.9303USD	BC
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	150 400	21.0351	BC
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	16.1626USD	BC
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	21.3886	BC
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	76 266	15.8933USD	BC
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	74 900	21.1562	BC
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	152 700	15.6659USD	BC
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	152 700	20.8083	BC
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	102 700	15.8196USD	BC
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	102 700	21.0155	BC
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	(961 766)		BC
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	15.9248USD	BC
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	21.1962	BC
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	15.7761USD	BC
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	20.9603	BC
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	15.8204USD	BC
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	21.0055	BC
		O	2019-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	100 000	20.9908	BC
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	15.6656USD	BC
	O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	20.8108	BC	
	O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(760 800)		BC	
Return Energy Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Morozoff, Lorne Andrew	5	O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(666 333)	0.0500	AB
Ritchie Bros. Auctioneers Incorporated								
<i>Options</i>								
Watt, Darren	5	O	2018-03-01	D	50 - Attribution d'options	16 325	32.1600USD	BC
		M	2018-03-01	D	50 - Attribution d'options	15 665	32.1600USD	BC
Rogers Communications Inc.								
<i>Actions sans droit de vote Class B</i>								
Hartling, Philip	7							
Employee Share Accumulation Plan	PI	O	2019-12-09	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	155	68.2900	ON
		O	2019-12-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(145)	64.1300	ON
Rogers Communications Inc.	1	O	2019-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	32 339	61.8445	ON
		O	2019-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	32 389	61.7479	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	32 323	61.8754	ON
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	32 033	62.4349	ON
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	31 722	63.0476	ON
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	31 830	62.8330	ON
		O	2019-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	31 821	62.8503	ON
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	31 901	62.6939	ON
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	667 376	63.7057	ON
		O	2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	157 871	63.3427	ON
		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	157 075	63.6635	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit								
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	157 213	63.6078	ON
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	157 930	63.3188	ON
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	158 031	63.2785	ON
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	159 041	62.8767	ON
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	158 088	63.2556	ON
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	157 381	63.5397	ON
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	158 396	63.1328	ON
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	157 365	63.5462	ON
		O	2019-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	156 820	63.7672	ON
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	155 687	64.2313	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	(32 339)		ON
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	(32 389)		ON
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	(32 323)		ON
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	(32 033)		ON
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	(31 722)		ON
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(31 830)		ON
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(31 821)		ON
		O	2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	(31 901)		ON
		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	(667 376)		ON
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	(157 871)		ON
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	(157 075)		ON
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(157 213)		ON
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	(157 930)		ON
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	(158 031)		ON
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	(159 041)		ON
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	(158 088)		ON
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(157 381)		ON
		O	2019-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(158 396)		ON
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(157 365)		ON
		O	2019-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	(156 820)		ON
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	(155 687)		ON
Rogers Sugar Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Lacroix, Manon	5	O	2019-12-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 200	4.9500	BC
Rogers Sugar Inc	1	O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	24 900	4.7739	BC
		O	2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	22 200	4.8695	BC
		O	2019-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	8 000	4.8940	BC
Royal Nickel Corporation dba as RNC Minerals								
<i>Droits Restricted Share Units</i>								
Goudie, Peter James	4	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	238 095		ON
Hand, Scott McKee	4, 5	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	309 524		ON
Hollaar, Timothy Lee	5	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	428 571		ON
Huet, Paul André	4	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 117 250		ON
Kei, Wendy Wai Ting	4	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	238 095		ON
Marzoli, Frank	4	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	238 095		ON
Morley-Jepson, Warwick	4	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	238 095		ON
Muinonen, Johnna Louise	5	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	526 786		ON
Sloan, Graeme John	7	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	771 257		ON
St-Jean, Joseph Alger Raymond	5	O	2019-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	428 571		ON
<i>Options</i>								
Marzoli, Frank	4	O	2017-03-08	D	52 - Expiration d'options	(110 000)		ON
St-Jean, Joseph Alger Raymond	5	O	2017-03-22	D	52 - Expiration d'options	(250 000)		ON
		O	2017-07-09	D	52 - Expiration d'options	(50 000)		ON
Rusoro Mining Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Agapov, Andre Vladimir	4, 5, 3	O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	184 000	0.0500	BC
Secure Energy Services Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Secure Energy Services Inc.	1	O	2019-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	4.2000	AB
		O	2019-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	4.3500	AB
		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	49 992	4.4300	AB
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	4.4000	AB
Senvest Capital Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Malikotsis, George	5	O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	166.5100	QC
		O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	166.5200	QC
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	167.0100	QC
Seven Generations Energy Ltd.								
<i>Actions ordinaires Class A</i>								
Seven Generations Energy Ltd.	1	O	2019-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	200 000	7.6400	AB
		O	2019-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	193 443	8.3400	AB
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(793 443)		AB
SHAW COMMUNICATIONS INC.								
<i>Actions sans droit de vote Class "B"</i>								
Shaw Communications Inc.	1	O	2019-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	919 731	27.1800	AB
		O	2019-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(919 731)		AB
Yuill, Willard	4	O	2019-12-09	D	90 - Changements relatifs à la propriété	624		AB
		O	2019-12-10	D	90 - Changements relatifs à la propriété	707		AB
RRSP (Willard Yuill)	PI	O	2019-12-09	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(624)		AB
		O	2019-12-10	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(707)		AB
ShawCor Ltee								
<i>Actions ordinaires</i>								
Cillis, Laura Ann	4							
RRSP	PI	O	2019-12-04	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Shopify Inc.								
<i>Actions à droit de vote multiple Class B Multiple Voting Shares</i>								
Finkelstein, Harley Michael	5	O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	1 466	0.1520USD	ON
		O	2019-12-05	D	36 - Conversion ou échange	(1 466)		ON
		O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	456	6.2200USD	ON
		O	2019-12-05	D	36 - Conversion ou échange	(456)		ON
Miller, Craig Stuart	5	O	2019-12-04	D	51 - Exercice d'options	6 315	6.2200USD	ON
		O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	2 916	6.2200USD	ON
		O	2019-12-05	D	36 - Conversion ou échange	(2 916)		ON
Phillips, John	4							
Klister Credit Corp.	PI	O	2019-12-03	I	36 - Conversion ou échange	(108 000)		ON
<i>Actions à droit de vote subalterne Class A Subordinate Voting Shares</i>								
Finkelstein, Harley Michael	5	O	2019-12-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 221		ON
		O	2019-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(674)	318.9972USD	ON
		O	2019-12-03	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 178		ON
		O	2019-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 306)	337.6705USD	ON
		O	2019-12-05	D	36 - Conversion ou échange	1 466		ON
		O	2019-12-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1 466)	369.5355USD	ON
		O	2019-12-05	D	36 - Conversion ou échange	456		ON
		O	2019-12-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(456)	369.5355USD	ON
		O	2019-12-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(537)	370.0000USD	ON
		O	2019-12-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1 838)	365.1800USD	ON
Forsyth, Brittany Jean	5	O	2019-12-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(268)	370.0000USD	ON
		M	2019-12-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(268)	370.0000USD	ON
		O	2019-12-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(460)	365.1800USD	ON
Frasca, Joseph Andrew	5	O	2019-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(253)	318.9973USD	ON

Émetteur	Relation	État	Date	Em- prise	Opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre	tion	opé- ration	de l'opération		Description de l'opération	acquis ou aliénés		
Initié Porteur inscrit								
		M	2019-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(253)	318.9973USD	ON
Lutke, Tobias Albin	4, 5	O	2019-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 347)	318.9972USD	ON
		O	2019-12-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(1 074)	370.0000USD	ON
		M	2019-12-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(1 074)	370.0000USD	ON
7910240 Canada Inc.	PI	O	2019-12-02	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(4 000)	328.6467USD	ON
Miller, Craig Stuart	5	O	2019-12-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 831		ON
		O	2019-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 009)	318.9972USD	ON
		O	2019-12-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(951)	349.5100USD	ON
		O	2019-12-05	D	36 - Conversion ou échange	2 916		ON
		O	2019-12-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(2 916)	370.0000USD	ON
		M	2019-12-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(2 916)	370.0000USD	ON
Phillips, John Klister Credit Corp.	4 PI	O	2019-12-03	I	36 - Conversion ou échange	108 000		ON
		M	2019-12-03	I	36 - Conversion ou échange	108 000		ON
Weiser, Jeffrey Kane	5	O	2019-12-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 312		ON
		O	2019-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(631)	318.9972USD	ON
		O	2019-12-03	D	51 - Exercice d'options	2 532	136.5500USD	ON
		O	2019-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 532)	340.7530USD	ON
		O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(681)	367.2700USD	ON
		M	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(681)	367.2700USD	ON
<i>Options</i>								
Finkelstein, Harley Michael	5	O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	(1 466)	0.1520USD	ON
		O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	(456)	6.2200USD	ON
Miller, Craig Stuart	5	O	2019-12-04	D	51 - Exercice d'options	(6 315)	6.2200USD	ON
		O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	(2 916)	6.2200USD	ON
Weiser, Jeffrey Kane	5	O	2019-12-03	D	51 - Exercice d'options	(2 532)	136.5500USD	ON
<i>RSU</i>								
Finkelstein, Harley Michael	5	O	2019-12-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 221)		ON
		O	2019-12-03	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 178)		ON
Miller, Craig Stuart	5	O	2019-12-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 831)		ON
Weiser, Jeffrey Kane	5	O	2019-12-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 312)		ON
Sierra Metals Inc. (formerly Exploration Dia Bras Inc.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Sierra Metals Inc.	1	O	2019-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	4 214	1.8547	ON
		O	2019-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	4 214	1.8364	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	4 214	1.8384	ON
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	1.7600	ON
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	4 214	1.7619	ON
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	4 214	1.7462	ON
		O	2019-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	4 214	1.7500	ON
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	1.7732	ON
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	400	1.7400	ON
		O	2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	4 214	1.9285	ON
		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	3 714	1.9591	ON
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	4 214	1.9899	ON
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	4 214	1.9557	ON
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	4 214	1.9247	ON
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	600	1.9200	ON
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	4 214	1.9095	ON
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	4 214	1.9198	ON
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	3 400	1.8679	ON
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	1.8225	ON
		O	2019-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(169 182)		ON
SILVERCORP METALS INC.								
<i>Actions ordinaires without par value</i>								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Liu, Yikang	4	O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	7.1130	BC
		O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	7.0000	BC
		O	2019-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	7.0000	BC
Slate Retail REIT								
<i>Parts de fiducie Class U Units</i>								
Slate Retail REIT	1	O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	1 192 000	13.0300	ON
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	(1 192 000)		ON
Sleep Country Canada Holdings Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Friesema, David	4	O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	170	19.4900	ON
Howcroft, Dave	5	O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	41	19.4900	ON
Sleep Country Canada Holdings Inc.	1	O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	100	18.5600	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	400	18.6000	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	100	18.6100	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	100	18.6500	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	400	18.7200	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	200	18.7300	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	200	18.7400	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	300	18.7500	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	400	18.7600	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	600	18.7700	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	18.7800	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	300	18.7900	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	300	18.8000	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	200	18.8600	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	600	18.8700	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	100	18.9000	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	600	18.9100	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	500	18.9200	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	100	18.9300	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	100	18.9400	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	200	18.9500	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	500	18.9600	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	19.0000	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	19.0100	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	600	19.0200	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	200	19.0500	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	500	19.0600	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	800	19.0700	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	400	19.0900	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	19.1100	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	800	19.1200	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	5 500	19.1300	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	300	19.1400	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	6 300	19.1500	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	3 300	19.1600	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	300	19.1700	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	500	19.1800	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	2 600	19.2000	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	104	19.2100	ON
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	600	19.0700	ON
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	204	19.1200	ON
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	300	19.1500	ON
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	200	19.1800	ON
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	19.2700	ON

Émetteur	Relation	État	Date	Em- prise	Opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre	tion	opé- ration	de l'opération		Description de l'opération	acquis ou aliénés		
Initié Porteur inscrit								
	O		2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	400	19.3200	ON
	O		2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	19.5300	ON
	O		2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	600	19.5500	ON
	O		2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	19.5700	ON
	O		2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	200	19.5900	ON
	O		2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	400	19.6000	ON
	O		2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	19.6100	ON
	O		2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	500	19.6200	ON
	O		2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	3 296	19.6300	ON
	O		2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	3 304	19.6400	ON
	O		2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	19.6500	ON
	O		2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	5 400	19.6600	ON
	O		2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	19.6700	ON
	O		2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	200	19.6800	ON
	O		2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	3 200	19.6900	ON
	O		2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	3 200	19.7000	ON
	O		2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	800	19.7100	ON
	O		2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	19.7200	ON
	O		2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	500	19.7400	ON
	O		2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	900	19.8400	ON
	O		2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	2 600	19.5700	ON
	O		2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	2 200	19.5800	ON
	O		2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	5 700	19.5900	ON
	O		2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	19.6000	ON
	O		2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	900	19.6100	ON
	O		2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	3 200	19.6200	ON
	O		2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	900	19.6300	ON
	O		2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	500	19.6400	ON
	O		2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	19.6500	ON
	O		2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	400	19.6600	ON
	O		2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	200	19.6700	ON
	O		2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	500	19.6800	ON
	O		2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	19.6900	ON
	O		2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	1 504	19.7000	ON
	O		2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	200	19.7100	ON
	O		2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	4 600	19.7200	ON
	O		2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	19.7300	ON
	O		2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	500	19.7400	ON
	O		2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	600	19.7500	ON
	O		2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	500	19.7600	ON
	O		2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	2 600	19.7800	ON
	O		2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	2 700	19.7900	ON
	O		2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	300	19.2600	ON
	O		2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	300	19.2700	ON
	O		2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	800	19.2800	ON
	O		2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	100	19.2900	ON
	O		2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	2 700	19.3000	ON
	O		2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	2 600	19.3100	ON
	O		2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	100	19.3200	ON
	O		2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	300	19.3300	ON
	O		2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	3 200	19.3400	ON
	O		2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	7 700	19.3500	ON
	O		2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	4 700	19.3600	ON
	O		2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	19.3700	ON
	O		2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	700	19.3800	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
	O		2019-11-08	D 38	- Rachat ou annulation	300	19.3900	ON
	O		2019-11-08	D 38	- Rachat ou annulation	1 700	19.4000	ON
	O		2019-11-08	D 38	- Rachat ou annulation	400	19.4100	ON
	O		2019-11-08	D 38	- Rachat ou annulation	600	19.4200	ON
	O		2019-11-08	D 38	- Rachat ou annulation	100	19.4300	ON
	O		2019-11-08	D 38	- Rachat ou annulation	100	19.4400	ON
	O		2019-11-08	D 38	- Rachat ou annulation	300	19.4600	ON
	O		2019-11-08	D 38	- Rachat ou annulation	800	19.4700	ON
	O		2019-11-08	D 38	- Rachat ou annulation	200	19.4900	ON
	O		2019-11-08	D 38	- Rachat ou annulation	100	19.5000	ON
	O		2019-11-08	D 38	- Rachat ou annulation	200	19.5100	ON
	O		2019-11-08	D 38	- Rachat ou annulation	2 300	19.5300	ON
	O		2019-11-08	D 38	- Rachat ou annulation	104	19.5500	ON
	O		2019-11-08	D 38	- Rachat ou annulation	2 000	19.6000	ON
	O		2019-11-11	D 38	- Rachat ou annulation	1 300	19.1600	ON
	O		2019-11-11	D 38	- Rachat ou annulation	1 600	19.2000	ON
	O		2019-11-11	D 38	- Rachat ou annulation	100	19.2100	ON
	O		2019-11-11	D 38	- Rachat ou annulation	200	19.2500	ON
	O		2019-11-11	D 38	- Rachat ou annulation	4 800	19.2800	ON
	O		2019-11-11	D 38	- Rachat ou annulation	604	19.2900	ON
	O		2019-11-11	D 38	- Rachat ou annulation	6 100	19.3000	ON
	O		2019-11-11	D 38	- Rachat ou annulation	2 500	19.3200	ON
	O		2019-11-11	D 38	- Rachat ou annulation	1 700	19.3600	ON
	O		2019-11-11	D 38	- Rachat ou annulation	5 100	19.3800	ON
	O		2019-11-11	D 38	- Rachat ou annulation	1 300	19.3900	ON
	O		2019-11-11	D 38	- Rachat ou annulation	5 800	19.4000	ON
	O		2019-11-11	D 38	- Rachat ou annulation	200	19.4300	ON
	O		2019-11-11	D 38	- Rachat ou annulation	3 700	19.4500	ON
	O		2019-11-11	D 38	- Rachat ou annulation	200	19.4600	ON
	O		2019-11-12	D 38	- Rachat ou annulation	100	19.2100	ON
	O		2019-11-12	D 38	- Rachat ou annulation	100	19.2300	ON
	O		2019-11-12	D 38	- Rachat ou annulation	900	19.2400	ON
	O		2019-11-12	D 38	- Rachat ou annulation	2 000	19.2500	ON
	O		2019-11-12	D 38	- Rachat ou annulation	1 000	19.2600	ON
	O		2019-11-12	D 38	- Rachat ou annulation	400	19.2700	ON
	O		2019-11-12	D 38	- Rachat ou annulation	200	19.2800	ON
	O		2019-11-12	D 38	- Rachat ou annulation	904	19.2900	ON
	O		2019-11-12	D 38	- Rachat ou annulation	13 800	19.3000	ON
	O		2019-11-12	D 38	- Rachat ou annulation	700	19.3100	ON
	O		2019-11-12	D 38	- Rachat ou annulation	400	19.3200	ON
	O		2019-11-12	D 38	- Rachat ou annulation	200	19.3300	ON
	O		2019-11-12	D 38	- Rachat ou annulation	5 000	19.3400	ON
	O		2019-11-12	D 38	- Rachat ou annulation	300	19.3700	ON
	O		2019-11-12	D 38	- Rachat ou annulation	100	19.3800	ON
	O		2019-11-12	D 38	- Rachat ou annulation	200	19.4200	ON
	O		2019-11-12	D 38	- Rachat ou annulation	1 400	19.4600	ON
	O		2019-11-12	D 38	- Rachat ou annulation	100	19.4700	ON
	O		2019-11-12	D 38	- Rachat ou annulation	300	19.4800	ON
	O		2019-11-12	D 38	- Rachat ou annulation	7 100	19.5000	ON
	O		2019-11-13	D 38	- Rachat ou annulation	100	19.3400	ON
	O		2019-11-13	D 38	- Rachat ou annulation	100	19.3500	ON
	O		2019-11-13	D 38	- Rachat ou annulation	1 000	19.4000	ON
	O		2019-11-13	D 38	- Rachat ou annulation	400	19.4300	ON
	O		2019-11-13	D 38	- Rachat ou annulation	100	19.4500	ON
	O		2019-11-13	D 38	- Rachat ou annulation	3 900	19.4600	ON

Émetteur	Relation	État	Date	Em- prise	Opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre	tion	opé- ration	de l'opération		Description de l'opération	acquis ou aliénés		
Initié Porteur inscrit								
	O		2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	300	19.4900	ON
	O		2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	300	19.5200	ON
	O		2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	200	19.5300	ON
	O		2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	500	19.5600	ON
	O		2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	100	19.5900	ON
	O		2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	100	19.6000	ON
	O		2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	4 200	19.6400	ON
	O		2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	19.6600	ON
	O		2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	200	19.6700	ON
	O		2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	900	19.6800	ON
	O		2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	400	19.6900	ON
	O		2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	19.7000	ON
	O		2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	400	19.7100	ON
	O		2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	5 100	19.7300	ON
	O		2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	4	19.7500	ON
	O		2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	19.7800	ON
	O		2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	19.7900	ON
	O		2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	3 900	19.8500	ON
	O		2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	400	20.0400	ON
	O		2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	100	20.1400	ON
	O		2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	500	20.1600	ON
	O		2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	400	20.1700	ON
	O		2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	300	20.1800	ON
	O		2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	300	20.1900	ON
	O		2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	100	20.2000	ON
	O		2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	300	20.2100	ON
	O		2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	10 200	20.2200	ON
	O		2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	1 404	20.2300	ON
	O		2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	4 400	20.2400	ON
	O		2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	8 800	20.2500	ON
	O		2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	300	20.2600	ON
	O		2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	300	20.2700	ON
	O		2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	100	20.2800	ON
	O		2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	100	20.2900	ON
	O		2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	400	20.3100	ON
	O		2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	2 700	20.3500	ON
	O		2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	100	20.4300	ON
	O		2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	20.4600	ON
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	100	19.0500	ON
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	300	19.0700	ON
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	3 200	19.0900	ON
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	4 500	19.1000	ON
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	19.1200	ON
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	19.1400	ON
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	19.2000	ON
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	6 500	19.2100	ON
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	900	19.2200	ON
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	2 200	19.2300	ON
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	4 300	19.2400	ON
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	300	19.2500	ON
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	19.2600	ON
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	19.2700	ON
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	800	19.2800	ON
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	300	19.2900	ON
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	300	19.3000	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	400	19.3100	ON
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	100	19.3600	ON
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	4	19.3800	ON
	O		2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	100	19.4000	ON
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	200	18.9100	ON
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	204	19.0200	ON
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	200	19.0400	ON
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	200	19.0700	ON
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	2 700	19.1000	ON
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	100	19.1100	ON
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	200	19.1200	ON
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	100	19.1300	ON
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	100	19.1700	ON
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	700	19.2100	ON
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	100	19.2500	ON
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	19.2800	ON
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	100	19.2900	ON
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	100	19.3800	ON
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	200	19.3900	ON
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	19.4000	ON
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	700	19.4600	ON
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	800	19.4800	ON
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	4 600	19.4900	ON
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	3 600	19.5000	ON
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	700	19.5100	ON
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	100	19.5200	ON
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	200	19.5600	ON
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	9 100	19.5800	ON
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	3 800	19.5900	ON
	O		2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	2 900	19.6000	ON
	O		2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	100	19.4500	ON
	O		2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	500	19.4600	ON
	O		2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	304	19.5100	ON
	O		2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	500	19.5600	ON
	O		2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	2 200	19.5800	ON
	O		2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	400	19.5900	ON
	O		2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	300	19.6100	ON
	O		2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	500	19.6200	ON
	O		2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	400	19.6300	ON
	O		2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	19.6400	ON
	O		2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	19.6500	ON
	O		2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	19.6600	ON
	O		2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	800	19.6700	ON
	O		2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	19.6800	ON
	O		2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	200	19.6900	ON
	O		2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	3 200	19.7000	ON
	O		2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	200	19.7300	ON
	O		2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	100	19.7400	ON
	O		2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	19.7500	ON
	O		2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	100	19.7600	ON
	O		2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	13 200	19.7700	ON
	O		2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	100	19.8000	ON
	O		2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	100	19.8200	ON
	O		2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	200	19.8300	ON
	O		2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	500	19.8400	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	300	19.8500	ON
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	300	19.8900	ON
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	300	19.9000	ON
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	200	19.9500	ON
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(379 244)		ON
Will, Sieg	5	O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	68	19.4900	ON
Société d'exploration minière Vior inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Fedosiewich, Mark Brian	5	O	2019-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.0900	QC
		O	2019-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 000	0.0900	QC
		O	2019-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	0.0950	QC
		O	2019-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	0.1000	QC
		O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 000	0.0900	QC
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	0.0900	QC
		O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	0.1000	QC
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 000	0.0950	QC
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 500	0.1000	QC
L'Heureux, Marc	4, 5	O	2019-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	0.1000	QC
		O	2019-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	0.1050	QC
		O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.0950	QC
Société Financière Manuvie								
<i>Actions ordinaires</i>								
Forbes, Cindy Lou	5	O	2019-12-06	D	51 - Exercice d'options	72 300	18.9100	ON
		O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	25.4550	ON
		O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(13 600)	25.4500	ON
		O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(17)	25.4528	ON
		O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 539)	25.4461	ON
		O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(26 031)	25.4400	ON
		O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(27 232)	25.4300	ON
		O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 681)	25.4323	ON
		O	2019-12-10	D	51 - Exercice d'options	21 000	12.6400	ON
		O	2019-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 100)	25.6000	ON
		O	2019-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	25.5950	ON
		O	2019-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 700)	25.5900	ON
		O	2019-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(12 500)	25.5800	ON
		O	2019-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	25.5850	ON
<i>Options</i>								
Forbes, Cindy Lou	5	O	2019-12-06	D	51 - Exercice d'options	(72 300)	18.9100	ON
		O	2019-12-10	D	51 - Exercice d'options	(21 000)	12.6400	ON
Stakeholder Gold Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Berlet, Christopher James	5	O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	0.0350	BC
Stantec Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Fleck, Steve Marvin	7, 5	O	2016-11-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	10 000	20.8750	AB
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	35.3168	AB
Jang, Theresa	7, 5	O	2019-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 768	36.1199	AB
<i>Options</i>								
Fleck, Steve Marvin	7, 5	O	2019-12-05	D	51 - Exercice d'options	(10 000)	20.8750	AB
Stella-Jones Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Zeegers, Ronald Leo	7							
Computershare Trust Company of Canada	PI	O	2019-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(334)	36.6400	QC
STEP Energy Services Ltd.								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
<i>Actions ordinaires</i>								
Burvill, Michael Edward	5	O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 552	0.9718	AB
		M	2019-12-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 552	0.9718	AB
		M'	2019-12-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 552	11.9904	AB
		O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(832)	0.9718	AB
Duhon, Brock	5	O	2019-12-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 565		AB
		O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 139)	0.9718	AB
Thompson, Rory John Will	5	O	2019-12-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 753		AB
		O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 918)	0.9718	AB
<i>Performance Share Units - Business Unit</i>								
Burvill, Michael Edward	5	O	2019-12-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 552)		AB
		M	2019-12-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 552)	11.9904	AB
Duhon, Brock	5	O	2019-12-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 565)		AB
		M	2019-12-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 565)	11.9904	AB
Thompson, Rory John Will	5	O	2019-12-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 753)		AB
		M	2019-12-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 753)	11.9904	AB
Storm Resources Ltd.								
<i>Options</i>								
Briester, Matthew	4	O	2019-12-08	D	52 - Expiration d'options	(33 000)		AB
		O	2019-12-10	D	50 - Attribution d'options	42 000		AB
Brussa, John Albert	4	O	2019-12-08	D	52 - Expiration d'options	(33 000)		AB
		O	2019-12-10	D	50 - Attribution d'options	42 000	1.4800	AB
Butler, Mark	4	O	2019-12-08	D	52 - Expiration d'options	(33 000)		AB
		O	2019-12-10	D	50 - Attribution d'options	42 000		AB
Clark, Stuart George	4	O	2019-12-08	D	52 - Expiration d'options	(33 000)		AB
		O	2019-12-10	D	50 - Attribution d'options	42 000		AB
Conboy, Jamie Peter	5	O	2019-12-08	D	52 - Expiration d'options	(120 000)	3.3500	AB
Hearn, Michael James	5	O	2019-12-10	D	50 - Attribution d'options	150 000	1.4800	AB
Lavergne, Brian	4, 5	O	2019-12-08	D	52 - Expiration d'options	(120 000)		AB
Tiberio, Robert S	5	O	2019-12-09	D	52 - Expiration d'options	(150 000)		AB
Turnbull, Gregory George	4	O	2019-12-08	D	52 - Expiration d'options	(33 000)		AB
		O	2019-12-10	D	50 - Attribution d'options	42 000		AB
Wilson, James Kenneth	4	O	2019-12-08	D	52 - Expiration d'options	(33 000)	3.3500	AB
		O	2019-12-10	D	50 - Attribution d'options	42 000	1.4800	AB
Suncor Energie Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
MacSween, Michael Roderick	5	O	2019-12-09	D	51 - Exercice d'options	10 000	32.4600	AB
		O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	42.1160	AB
Suncor Energy Inc.	1	O	2019-11-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	248 151	30.6600USD	AB
		O	2019-11-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(248 151)		AB
		O	2019-11-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	116 268	31.4041USD	AB
		O	2019-11-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(116 268)		AB
		O	2019-11-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	115 393	31.6423USD	AB
		O	2019-11-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(115 393)		AB
		O	2019-11-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	116 322	31.3169USD	AB
		O	2019-11-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(116 322)		AB
		O	2019-11-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	85 560	31.9042USD	AB
		O	2019-11-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(85 560)		AB
		O	2019-11-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	84 879	32.1800USD	AB
		O	2019-11-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(84 879)		AB
		O	2019-11-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	84 679	32.1595USD	AB
		O	2019-11-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(84 679)		AB
		O	2019-11-12	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	84 790	32.1090USD	AB
		O	2019-11-12	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(84 790)		AB
		O	2019-11-13	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	85 229	31.9314USD	AB

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit								
		O	2019-11-13	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(85 229)		AB
		O	2019-11-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	84 776	32.0704USD	AB
		O	2019-11-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(84 776)		AB
		O	2019-11-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	83 875	32.3895USD	AB
		O	2019-11-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(83 875)		AB
		O	2019-11-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	84 917	32.0464USD	AB
		O	2019-11-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(84 917)		AB
		O	2019-11-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	115 467	31.4687USD	AB
		O	2019-11-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(115 467)		AB
		O	2019-11-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	115 914	31.2918USD	AB
		O	2019-11-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(115 914)		AB
		O	2019-11-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	114 122	31.5825USD	AB
		O	2019-11-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(114 122)		AB
		O	2019-11-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	114 652	31.5325USD	AB
		O	2019-11-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(114 652)		AB
		O	2019-11-25	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	114 409	31.5579USD	AB
		O	2019-11-25	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(114 409)		AB
		O	2019-11-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	114 655	31.4464USD	AB
		O	2019-11-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(114 655)		AB
		O	2019-11-27	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	114 893	31.4497USD	AB
		O	2019-11-27	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(114 893)		AB
		O	2019-11-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	114 849	31.4558USD	AB
		O	2019-11-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(114 849)		AB
<i>Options - Suncor Energy Option Plan (Post August 1, 2009)</i>								
MacSween, Michael Roderick	5	O	2019-12-09	D	51 - Exercice d'options	(10 000)	32.4600	AB
Symphony Floating Rate Senior Loan Fund								
<i>Parts Class A</i>								
Symphony Floating Rate Senior Loan Fund	1	O	2019-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.0500	ON
		O	2019-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.0500	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.0000	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.0000	ON
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	7.9900	ON
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	7.9900	ON
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	8.0000	ON
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	(1 400)	8.0000	ON
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	900	7.9900	ON
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	(900)	7.9900	ON
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	600	8.0000	ON
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	(600)	8.0000	ON
		O	2019-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	900	7.9600	ON
		O	2019-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	(900)	7.9600	ON
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	7.9600	ON
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	7.9600	ON
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.0000	ON
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.0000	ON
		O	2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	500	7.9700	ON
		O	2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	7.9700	ON
		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	7.9700	ON
		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	7.9700	ON
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	7.9800	ON
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	7.9800	ON
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.0000	ON
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.0000	ON
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	7.9800	ON
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	7.9800	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.0000	ON
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.0000	ON
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.0000	ON
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.0000	ON
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	7.9700	ON
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	7.9700	ON
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	7.9700	ON
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	7.9700	ON
	Tamarack Valley Energy Ltd.							
<i>Actions ordinaires</i>								
Christensen, David Keith	5	O	2019-12-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	85 990	1.8100	AB
		O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(41 989)	1.8100	AB
Cruikshank, Ken	5	O	2019-12-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	76 700	1.8000	AB
		O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(37 440)	1.8000	AB
Currie, Ian Robert	4	O	2019-12-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	7 036	1.8900	AB
Hozjan, Ronald Steve	5	O	2019-12-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	138 470	1.8100	AB
		O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(67 587)	1.8100	AB
		O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(16 000)	1.8200	AB
Malek, Martin	5	O	2019-12-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	24 563	1.8100	AB
		O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(11 992)	1.8100	AB
Michelle Malek	PI	O	2019-12-04	I	57 - Exercice de droits de souscription	6 000	1.8400	AB
		O	2019-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 955	1.8400	AB
		M	2019-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 955)	1.8400	AB
Reimond, Scott William	5	O	2019-12-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	76 700	1.8100	AB
		O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(76 700)	1.8100	AB
Screen, Kevin	5	O	2019-12-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	85 990	1.8200	AB
		O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(85 990)	1.8200	AB
Tamarack Valley Energy Ltd.	1	O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	60 000	1.8042	AB
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	30 000	1.8183	AB
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(1 249 000)		AB
<i>Droits Restricted Stock Units</i>								
Christensen, David Keith	5	O	2019-12-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(85 990)	1.8100	AB
Cruikshank, Ken	5	O	2019-12-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(76 700)	1.8000	AB
Currie, Ian Robert	4	O	2019-12-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 036)	1.8400	AB
Hozjan, Ronald Steve	5	O	2019-12-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(138 470)	1.8100	AB
Malek, Martin	5	O	2019-12-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(24 563)	1.8100	AB
Michelle Malek	PI	O	2019-08-08	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2019-12-04	I	57 - Exercice de droits de souscription	(6 000)	1.8400	AB
Reimond, Scott William	5	O	2019-12-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(76 700)	1.8100	AB
Screen, Kevin	5	O	2019-12-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(85 990)	1.8200	AB
Teal Valley Health Inc. (formerly Radiant Health Care Inc.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Folk, Trevor	4	O	2019-12-05	D	36 - Conversion ou échange	4 833 334		BC
Technologies Interactives Mediagrif Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Mousseau, Louis	5	O	2019-12-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
TECHNOLOGIES ORTHO RÉGÉNÉRATIVES INC.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Mainville, Luc	5	O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.2425	QC
TELUS Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
French, Douglas	5	O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	70		BC
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	14 063	50.3000	BC
Geheran, Tony Computershare	5 PI	O	2019-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 704		BC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit		O	2019-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	23 140	50.3000	BC
		O	2019-12-05	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	98		BC
Senko, Jim Computershare	5 PI	O	2019-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	822		BC
		O	2019-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 194	50.3000	BC
		O	2019-12-05	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	703		BC
<i>Restricted Share Units</i>								
Blair, Joshua Andrew	5	O	2019-11-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 363		BC
		O	2019-11-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	22 809		BC
		O	2019-11-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(2 115)	50.0033	BC
		O	2019-11-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(113 142)	50.2713	BC
French, Douglas	5	O	2019-11-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 760		BC
		O	2019-11-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	5 539		BC
		O	2019-11-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(488)	50.0033	BC
		O	2019-11-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(27 545)	50.2713	BC
		O	2019-12-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	5 538		BC
		O	2019-12-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(488)	50.0033	BC
		O	2019-12-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(27 545)	50.2713	BC
Geheran, Tony	5	O	2019-11-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 650		BC
		O	2019-11-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	3 345		BC
		O	2019-11-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(1 450)	50.0033	BC
		O	2019-11-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(8 829)	50.2713	BC
		O	2019-12-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	7 733		BC
		O	2019-12-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(46 121)	50.2713	BC
Gratton, Francois	5	O	2019-11-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 523		BC
		O	2019-11-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	10 427		BC
		O	2019-11-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(1 548)	50.0033	BC
		O	2019-11-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(51 720)	50.2713	BC
Lewis, Stephen Flynn	5	O	2019-12-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	216		BC
		O	2019-12-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(7 162)	50.2713	BC
Mawji, Zainul	5	O	2019-12-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	570		BC
		O	2019-12-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(5 565)	50.2713	BC
McIntosh, Sandy	5	O	2019-11-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 580		BC
		O	2019-11-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	11 731		BC
		O	2019-11-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(1 434)	50.0033	BC
		O	2019-11-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(58 192)	50.2713	BC
Senko, Jim	5	O	2019-12-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	741		BC
		O	2019-12-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(18 354)	50.2713	BC
Spadotto, Eros	7	O	2019-11-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 841		BC
		O	2019-11-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	13 034		BC
		O	2019-11-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(1 908)	50.0330	BC
		M	2019-11-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(1 908)	50.0330	BC
		M'	2019-11-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(1 908)	50.0033	BC
		O	2019-11-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(64 653)	50.2713	BC
WOOD, ANDREA LOUISE	5	O	2019-12-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	383		BC
		O	2019-12-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(7 126)	50.2713	BC
TeraGo Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Buckner, Laurel	4	O	2019-12-09	D	46 - Contrepartie de services	728		ON
Gerber, Matthew	4	O	2019-12-09	D	46 - Contrepartie de services	2 287		ON
Martin, Michael James	4	O	2019-12-09	D	46 - Contrepartie de services	884		ON
Second Alpha Partners I(A), L.P.	4	O	2019-12-09	D	46 - Contrepartie de services	1 274		ON
Second Alpha Partners I(B), L.P.	4	O	2019-12-09	D	46 - Contrepartie de services	494		ON
Sherlock, Gary Neil	4	O	2019-12-09	D	46 - Contrepartie de services	1 040		ON
Tervita Corporation								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Actions ordinaires								
Tervita Corporation	1	O	2019-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	29 798	7.1880	AB
		O	2019-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	30 398	7.2110	AB
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	31 498	7.1990	AB
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	24 100	7.1973	AB
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	31 498	7.1976	AB
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	31 498	7.4424	AB
		O	2019-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	31 498	7.6361	AB
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	7 000	7.5668	AB
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	19 398	7.6100	AB
		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	3 900	7.4892	AB
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	18 198	7.4943	AB
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	18 198	7.4868	AB
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	9 400	7.4986	AB
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	31 400	7.4992	AB
		O	2019-11-22	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	22 098	7.4992	AB
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	31 498	7.4990	AB
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	13 100	7.4834	AB
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	7.4760	AB
		O	2019-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	500	7.5000	AB
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	7.5000	AB
		O	2019-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(444 074)		AB
Thomson Reuters Corporation								
Actions ordinaires								
The Woodbridge Company Limited	3							
Thomfam Nominees	PI	O	2019-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(468 340)	91.6500	ON
Thomson Reuters Corporation	1	O	2019-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	40 900	88.8633	ON
		O	2019-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	38 127	67.6243USD	ON
		O	2019-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	72 700	88.3768	ON
		O	2019-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	54 748	67.2233USD	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	91 500	87.7239	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	78 639	66.6562USD	ON
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	79 400	88.2657	ON
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	66 735	66.9048USD	ON
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	69 900	87.9889	ON
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	50 877	667154.0000USD	ON
		M	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	50 877	66.7154USD	ON
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	52 700	89.2362	ON
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	36 309	67.4631USD	ON
		O	2019-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	76 000	91.3153	ON
		O	2019-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	71 555	69.0089USD	ON
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	102 000	90.4911	ON
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	41 699	68.3830USD	ON
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	64 700	91.5960	ON
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	50 123	69.2098USD	ON
		O	2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	63 700	92.1136	ON
		O	2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	42 019	69.5127USD	ON
		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	71 800	92.7396	ON
		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	34 127	70.1321USD	ON
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	67 900	93.5936	ON
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	40 896	70.8741USD	ON
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	71 900	94.5839	ON
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	46 400	71.4489USD	ON
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	(522 749)		ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	(615 863)		ON
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	(438 742)		ON
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	53 500	94.6758	ON
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	48 617	71.2772USD	ON
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	99 500	95.6388	ON
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	67 003	72.0290USD	ON
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	54 100	94.5855	ON
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	37 356	71.1657USD	ON
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	58 600	95.3289	ON
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	31 873	71.6760USD	ON
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	74 400	95.3803	ON
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	45 680	71.7266USD	ON
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	119 600	94.3327	ON
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	102 405	71.0243USD	ON
		O	2019-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	23 200	93.7017	ON
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	53 400	93.8715	ON
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	23 183	70.7047USD	ON
	O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(690 229)		ON	
	O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(202 188)		ON	
ThreeD Capital Inc. (formerly Brownstone Energy Inc.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
MYERS, ALAN	4	O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	0.0250	ON
		O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(151 000)	0.0300	ON
		O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(77 000)	0.0300	ON
		O	2019-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(72 000)	0.0250	ON
<i>Bons de souscription</i>								
Inwentash, Sheldon	4, 6, 5	O	2019-12-08	D	55 - Expiration de bons de souscription	(83 333)		ON
Tidewater Midstream and Infrastructure Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Colcleugh, Robert	4	O	2019-12-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	10 000	1.0600	AB
		O	2019-12-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	8 408	1.0600	AB
		O	2019-12-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	142	1.0600	AB
<i>Restricted Share Units</i>								
Colcleugh, Robert	4	O	2019-12-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(10 000)	1.0600	AB
		O	2019-12-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(8 408)	1.0600	AB
		O	2019-12-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(142)	1.0600	AB
Toromont Industries Ltd.								
<i>Droits Deferred Share Units (cash settled)</i>								
Blake, Peter James	4	O	2019-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	237		ON
Chisholm, Jeffrey Scott	4	O	2019-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	237		ON
Cranston, Cathryn Elizabeth	4	O	2019-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	237		ON
Franklin, Robert	4	O	2019-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	237		ON
Gill, James Wendell	4	O	2019-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	237		ON
Hill, Wayne S.	4	O	2019-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	237		ON
Hodgson, Sharon	4	O	2019-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	237		ON
Ogilvie, Robert M.	4	O	2019-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	584		ON
		M	2019-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	584		ON
Rethy, Katherine Anne	4	O	2019-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	237		ON
Roy, Richard G	4	O	2019-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	237		ON
Total Energy Services Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Halyk, Daniel Kim	4, 5	O	2019-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	900	5.3000	AB
Touchstone Exploration Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Baay, Paul Raymond	4, 5	O	2019-12-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	15 500	0.2500	AB

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Budau, Christopher Scott	5	O	2019-12-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	8 000	0.2500	AB
Shipka, James	5	O	2019-12-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	12 000	0.2500	AB
Tourmaline Oil Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Rose, Mike	5	O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	13.8650	AB
		O	2019-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	13.8398	AB
Tourmaline Oil Corp.	1	O	2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	25 000	13.8421	AB
TransAlta Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
TransAlta Corporation	1	O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(352 800)		AB
Tree Island Steel Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Doman, Amar	4, 3							
The Futura Corporation	PI	O	2019-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 100	1.6900	BC
Trilogy International Partners Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Horwitz, Brad	7	O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 400	1.4460USD	ON
		O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 900	1.4670USD	ON
		O	2019-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	1.5360USD	ON
Trisura Group Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Sekine, Chris Yoshio	7	O	2019-03-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
<i>Actions privilégiées Cumulative Preference Shares, Series 1</i>								
Sekine, Chris Yoshio	7	O	2019-03-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Troilus Gold Corp. (formerly Pitchblack Resources Ltd.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Bergeron, Daniel	5	O	2019-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	90 000	0.5400	ON
		O	2019-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 500	0.5600	ON
		O	2019-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.5800	ON
Hylands, Blake	5	O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 000	0.5400	ON
Pint, Paul	5	O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.5800	ON
		O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.5900	ON
		O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 000	0.5400	ON
Stretch, Catherine	5	O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.5500	ON
TWC Enterprises Limited								
<i>Actions ordinaires</i>								
TWC Enterprises Limited	1	O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	13.1000	ON
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		ON
		O	2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	13.0500	ON
		O	2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		ON
Unigold Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Corporation Aurifère Monarques	3	O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 500 000)	0.2000	ON
Urbana Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Caldwell, Thomas Scott	4	O	2019-12-03	D	90 - Changements relatifs à la propriété	4 100	2.8100	ON
Dorothy Caldwell	PI	O	2019-12-03	C	90 - Changements relatifs à la propriété	3 100	2.8100	ON
Dorothy Caldwell, RRSP	PI	O	2019-12-03	C	90 - Changements relatifs à la propriété	(3 100)	2.8100	ON
Thomas S. Caldwell, RRSP	PI	O	2019-12-03	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(4 100)	2.8100	ON
<i>Actions sans droit de vote Class A</i>								
Urbana Corporation	1	O	2019-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	2.6600	ON
		O	2019-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	2.6972	ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	2.7300	ON
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	2.7200	ON
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	2.7100	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	2.7100	ON
		O	2019-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	2.7100	ON
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	2.7100	ON
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	2.7300	ON
		O	2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	2.7500	ON
		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	2.7600	ON
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	2.7643	ON
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	2.7700	ON
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	2.7600	ON
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	2.7600	ON
		O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	3 600	2.7900	ON
		O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	2.8000	ON
		O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	2.8351	ON
		O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	2.2800	ON
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	2.8500	ON
		O	2019-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	(3 700)		ON
		O	2019-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	(3 700)		ON
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	(3 700)		ON
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	(3 700)		ON
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	(3 700)		ON
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	(3 700)		ON
		O	2019-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	(3 700)		ON
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	(3 700)		ON
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(3 700)		ON
		O	2019-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	(3 700)		ON
		O	2019-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	(3 700)		ON
		O	2019-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	(3 700)		ON
		O	2019-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	(3 700)		ON
		O	2019-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(3 700)		ON
		O	2019-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	(2 300)		ON
	O	2019-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	(3 600)		ON	
	O	2019-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	(3 700)		ON	
	O	2019-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	(3 700)		ON	
	O	2019-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(3 700)		ON	
	O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(3 700)		ON	
Val-d'Or Mining Corporation (formerly Nunavik Nickel Mines Ltd.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Golden Valley Mines Ltd.	3	O	2019-12-10	D	45 - Contrepartie d'un bien	4 166 667	0.0600	QC
VALEO PHARMA INC.								
<i>Actions ordinaires Class A</i>								
Mainville, Luc	5	O	2019-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.2900	QC
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.2925	QC
<i>Bons de souscription</i>								
Trudeau, Michel Claude	4	O	2019-09-24	D	53 - Attribution de bons de souscription	200 000		QC
<i>Options</i>								
Trudeau, Michel Claude	4	M	2019-09-24	D	50 - Attribution d'options	200 000		QC
		O	2019-09-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Velan Inc.								
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
Kernaghan, Edward Hume	3							
Kernwood Limited	PI	O	2019-12-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 100	7.0000	QC
		O	2019-12-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	18 900	6.9500	QC
Velan Inc.	1	O	2019-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	7.0300	QC
		O	2019-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	7.1125	QC
		O	2019-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	900	7.1178	QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2019-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	7.0338	QC
		O	2019-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	7.0100	QC
		O	2019-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	7.0022	QC
		O	2019-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	6.9994	QC
		O	2019-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	800	6.9300	QC
		O	2019-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	6.9580	QC
		O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(14 800)		QC
Vermilion Energy Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Glemser, Lars William	5	O	2019-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	239	19.5752	AB
Hatcher, Dion	5	O	2019-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	217	19.5752	AB
Hergott, Terrance Gerald	5	O	2019-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	245	19.5752	AB
Jasinski, Mona Jean	5	O	2019-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	247	19.5752	AB
Kaluza, Michael Sam	5	O	2019-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 215	19.5752	AB
Marino, Anthony William	5	O	2019-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	767	19.5752	AB
RRSP	PI	O	2019-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	55	19.5752	AB
Preston, Kyle	5	O	2019-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	214	19.5752	AB
Schut, Gerard	5	O	2019-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	487	19.7974	AB
Tan, Jenson Jit-Chang	5	O	2019-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	222	19.5752	AB
VersaBank								
<i>Actions ordinaires</i>								
Hale, Barbara Ethel May	5							
IA-Cash	PI	O	2019-11-26	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Oliver, Paul G.	4							
Raymond James - non reg	PI	O	2019-12-03	I	90 - Changements relatifs à la propriété	548		ON
RLIF - Raymond James	PI	O	2019-12-03	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(548)		ON
TAYLOR, DAVID ROY	4, 5							
Scotia - Avstar	PI	O	2019-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	7.3800	ON
		O	2019-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	7.3900	ON
		O	2019-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 600	7.4200	ON
		O	2019-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	7.4500	ON
		O	2019-12-06	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 500	7.4500	ON
<i>Actions privilégiées Series 1</i>								
Hale, Barbara Ethel May	5							
IA-Cash	PI	O	2019-11-26	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Victoria Gold Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Ayranto, Mark	5	O	2019-11-20	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(1 992 772)		ON
George, Anthony Paul	5	O	2019-11-20	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(84 000)		ON
Gray, Paul Dunstan	5	O	2019-11-20	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(355 880)		ON
Harvey, T. Sean	4	O	2019-11-20	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(4 200 000)		ON
Heather Mary Mills	PI	O	2019-11-20	C	37 - Division ou regroupement d'actions	(93 333)		ON
Hill, Christopher Thomas	4	O	2019-11-20	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(1 614 774)		ON
MacLachlan, Letha	4	O	2019-11-20	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(42 933)		ON
McConnell, John Charles	4, 5	O	2019-11-20	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(6 025 726)		ON
Dawn McConnell	PI	O	2019-11-20	C	37 - Division ou regroupement d'actions	(93 333)		ON
Tara Christie	PI	O	2019-11-20	C	37 - Division ou regroupement d'actions	(583 553)		ON
McInnis, Michael D.	4	O	2019-11-20	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(1 663 667)		ON
Orion Mine Finance Management II Limited	3							
Orion Co-VI Ltd.	PI	O	2019-11-20	I	37 - Division ou regroupement d'actions	(362 650 736)		ON
Perron, Jacques	5	O	2019-11-20	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(140 000)		ON
Rendall, Marty	6	O	2019-11-20	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(2 146 667)		ON
Roosen, Sean	4	O	2019-11-21	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(933 333)		ON
Rouleau, David Kenneth	5	O	2019-11-20	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(252 000)		ON
<i>Bons de souscription</i>								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Initié								
Porteur inscrit								
Orion Mine Finance Management II Limited Orion Co-VI Ltd.	3 PI	O	2019-11-20	I	37 - Division ou regroupement d'actions	(23 333 333)		ON
Options								
Ayranto, Mark	5	O	2019-11-20	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(2 499 817)		ON
George, Anthony Paul	5	O	2019-11-20	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(1 680 000)	8.0500	ON
Gray, Paul Dunstan	5	O	2019-11-20	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(1 250 667)	8.0500	ON
Harvey, T. Sean	4	O	2019-11-20	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(2 128 000)	8.0500	ON
Hill, Christopher Thomas	4	O	2019-11-20	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(1 614 667)	8.0500	ON
MacLachlan, Letha	4	O	2019-11-20	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(326 667)	8.0500	ON
McConnell, John Charles	4, 5	O	2019-11-20	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(3 929 333)	8.0500	ON
McInnis, Michael D.	4	O	2019-11-20	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(2 063 000)	8.0500	ON
Perron, Jacques	6	O	2019-11-20	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(728 000)	8.0500	ON
Rendall, Marty	5	O	2019-11-20	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(2 708 000)	8.0500	ON
Roosen, Sean	4	O	2019-12-09	D	50 - Attribution d'options	29 000	8.0500	ON
Rouleau, David Kenneth	5	O	2019-11-20	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(560 000)	8.0500	ON
		O	2019-12-09	D	50 - Attribution d'options	40 000	8.0500	ON
Wallbridge Mining Company Limited								
Actions ordinaires								
Day, Everett	6	O	2019-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.6700	ON
Day, Shawn	4							
Julie Beaudoin-Day	PI	O	2019-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	0.7100	ON
Kord-Gharachorloo, Faramarz	5	O	2019-12-02	D	51 - Exercice d'options	500 000	0.0750	ON
		O	2019-12-02	D	51 - Exercice d'options	250 000	0.1550	ON
		O	2019-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200 000)	0.7100	ON
		O	2019-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	0.7200	ON
Montgomery, Mary Irene	5	O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400 000)	0.7550	ON
		O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(150 000)	0.7700	ON
Pentek, Attila	5	O	2019-12-09	D	51 - Exercice d'options	75 000	0.0500	ON
Soever, Alar	4, 5	O	2019-12-09	D	51 - Exercice d'options	150 000	0.1550	ON
		O	2019-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(60 000)	0.8400	ON
		M	2018-09-24	D	51 - Exercice d'options	250 000	0.0750	ON
		O	2018-09-24	D	51 - Exercice d'options	125 000	0.0750	ON
		O	2019-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300 000)	0.7200	ON
		O	2019-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(220 000)	0.7500	ON
Wilkinson, Janet Claire Wilkinson	4 PI	O	2018-07-23	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	53 400	0.7300	ON
Options								
Farsangi, Parviz	4	O	2018-03-31	D	52 - Expiration d'options	(300 000)		ON
HOLMES, WILLIAM WARREN	4	O	2018-03-31	D	52 - Expiration d'options	(325 000)		ON
Kord-Gharachorloo, Faramarz	5	O	2019-12-02	D	51 - Exercice d'options	(500 000)		ON
		O	2019-12-02	D	51 - Exercice d'options	(250 000)		ON
		O	2018-03-31	D	52 - Expiration d'options	(450 000)		ON
Montgomery, Mary Irene	5	O	2019-12-09	D	51 - Exercice d'options	(75 000)		ON
		O	2018-03-31	D	52 - Expiration d'options	(200 000)		ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
Pentek, Attila	5	O	2019-12-09	D	51 - Exercice d'options	(150 000)		ON
		O	2018-03-31	D	52 - Expiration d'options	(75 000)		ON
Soever, Alar	4, 5	O	2018-09-24	D	51 - Exercice d'options	(250 000)	0.0750	ON
		M	2018-09-24	D	51 - Exercice d'options	(125 000)	0.0750	ON
		O	2018-03-31	D	52 - Expiration d'options	(400 000)		ON
Zubal, Linda	5	O	2018-03-31	D	52 - Expiration d'options	(100 000)		ON
Western Energy Services Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
MacAusland, Alexander Roland Neil	4, 5							
RSP	PI	O	2019-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	56 500	0.2050	AB
		O	2019-12-06	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 500	0.2050	AB
Whitecap Resources Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Fagerheim, Grant Bradley	4, 5	O	2019-12-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	4.5700	AB
Windfall Geotek Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Kandanchatha, Dinesh	5	O	2019-11-26	D	54 - Exercice de bons de souscription	526 320	526320.0000	QC
		M	2019-12-04	D	54 - Exercice de bons de souscription	526 320	0.0950	QC
<i>Bons de souscription</i>								
Kandanchatha, Dinesh	5	O	2019-11-26	D	54 - Exercice de bons de souscription	(526 320)	0.0950	QC
		M	2019-12-04	D	54 - Exercice de bons de souscription	(526 320)	0.0950	QC
Xebec Adsorption Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
RAO, PRABHU KRUTHYVEMTI	4, 5	O	2019-12-02	D	51 - Exercice d'options	200 000	0.0500	QC
		O	2019-12-02	D	51 - Exercice d'options	200 000	0.1800	QC
<i>Options</i>								
RAO, PRABHU KRUTHYVEMTI	4, 5	O	2019-12-02	D	51 - Exercice d'options	(200 000)	0.0500	QC
		O	2019-12-02	D	51 - Exercice d'options	(200 000)	0.1800	QC

ANNEXE 3 LISTE DES OPÉRATIONS D'INITIÉS DÉCLARÉES HORS DÉLAI (FORMAT ÉLECTRONIQUE - SEDI)

L'information publiée dans cette annexe provient du Système électronique de déclaration des initiés (SEDI). Vous y trouverez une liste des opérations d'initiés assujettis déclarées hors délai pour lesquels l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») agit à titre d'autorité principale. Ces opérations sont codifiées « R ». Veuillez accéder à SEDI (www.sedi.ca) pour consulter les opérations d'initiés assujettis déclarées hors délai pour lesquels l'Autorité n'agit pas à titre d'autorité principale.

L'Autorité rappelle aux initiés assujettis qu'ils doivent, en vertu de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (« LVM »), déclarer en format SEDI leur emprise ou une modification à leur emprise sur les titres d'un émetteur assujetti de façon exacte et claire, et ce, dans un délai de **cinq jours**, sauf dans certains cas précis.

L'initié assujetti qui ne respecte pas le délai prescrit pour déposer une déclaration d'initié peut être tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire. La sanction administrative pécuniaire est prévue à l'article 274.1 de la LVM et à l'article 271.14 du *Règlement sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1, r. 50. Une sanction administrative pécuniaire est imposée aux initiés assujettis pour lesquels l'Autorité agit à titre d'autorité principale.

L'Autorité rappelle qu'elle prendra les mesures appropriées envers les initiés récidivistes, notamment au moyen de poursuites pénales à l'égard de ces derniers. Un initié qui ne dépose pas sa déclaration en temps opportun commet une faute grave, puisqu'il prive ainsi les investisseurs de renseignements pouvant influencer leur décision d'investissement.

Opérations d'initiés déclarées hors délai				
Initié	Émetteur	Date de l'opération	Date de réception	Autorité principale
Frenette, Louis	Groupe Colabor Inc.	2019-11-25	2019-12-10	QC
Goldcorp Inc.	Corporation Métaux Précieux du Québec	2018-06-28	2019-12-04	QC
patry, leo	Exploration Typhon Inc.	2019-11-27	2019-12-05	QC
PLOURDE, SEBASTIEN	Intema Solutions Inc.	2019-11-28	2019-12-04	QC
Rancourt, André	Produits Naturels Mondias Inc.	2019-11-25	2019-12-05	QC
	Produits Naturels Mondias Inc.	2019-11-26	2019-12-05	QC
	Produits Naturels Mondias Inc.	2019-11-27	2019-12-05	QC
	Produits Naturels Mondias Inc.	2019-11-28	2019-12-05	QC
	Produits Naturels Mondias Inc.	2019-11-29	2019-12-05	QC
RAO, PRABHU KRUTHYVEMTI	Xebec Adsorption Inc.	2019-12-02	2019-12-10	QC

7.

Bourses, chambres de compensation, organismes d'autorégulation et autres entités réglementées

- 7.1 Avis et communiqués
 - 7.2 Réglementation de l'Autorité
 - 7.3 Réglementation des bourses, des chambres de compensation, des OAR et d'autres entités réglementées
 - 7.4 Autres consultations
 - 7.5 Autres décisions
-

7.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

7.2 RÉGLEMENTATION DE L'AUTORITÉ

Aucune information.

7.3. RÉGLEMENTATION DES BOURSES, DES CHAMBRES DE COMPENSATION, DES OAR ET D'AUTRES ENTITÉS RÉGLEMENTÉES

7.3.1 Consultation

Aucune information

7.3.2 Publication

Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières Approbation de modifications concernant les soldes créditeurs disponibles détenus en dépôt fiduciaire pour des clients

Vu la demande déposée le 28 août 2019 par l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (l'« OCRCVM ») afin d'obtenir l'approbation par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») du projet de modifications concernant les soldes créditeurs disponibles détenus en dépôt fiduciaire pour des clients (le « projet de modifications »);

Vu l'objectif du projet de modifications qui vise principalement à éliminer les différences entre le libellé utilisé pour décrire la même convention de fiducie dans l'article 3 de la Règle 1200 des courtiers membres et les Notes de l'État D du Formulaire 1 et à s'assurer que la convention de fiducie est identifiée de façon appropriée à l'institution agréée;

Vu la déclaration de l'OCRCVM selon laquelle le projet de modifications a été dûment approuvé par son conseil d'administration le 25 juin 2019;

Vu la démarche consultative suivie par l'OCRCVM pour le projet de modification;

Vu l'article 74 de la Loi sur l'encadrement du secteur financier, RLRQ, c. E-6.1 (la « Loi »);

Vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la Loi;

Vu l'analyse effectuée par la Direction de l'encadrement des bourses et des OAR et sa recommandation d'approuver le projet de modifications du fait qu'il favorise la protection des investisseurs et qu'il n'est pas contraire à l'intérêt public.

En conséquence, l'Autorité approuve le projet de modifications.

Fait le 19 novembre 2019.

Élaine Lanouette
Directrice principale de l'encadrement des structures de marché

Décision n°: 2019-DPESM-0018

7.4 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

7.5 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

8.

Entreprises de services monétaires

- 8.1 Avis et communiqués
 - 8.2 Réglementation
 - 8.3 Permis d'exploitation d'entreprises de services monétaires
 - 8.4 Autres décisions
-

8.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

8.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

8.3 PERMIS D'EXPLOITATION D'ENTREPRISES DE SERVICES MONÉTAIRES

La *Loi sur les entreprises de services monétaires*, RLRQ, c. E-12.000001 (la « LESM ») prévoit à son article 3 que toute personne ou entité qui exploite une entreprise de services monétaires contre rémunération (une « ESM ») doit être titulaire d'un permis d'exploitation délivré par l'Autorité des marchés financiers (le « permis »). L'Autorité peut délivrer un permis pour l'une ou plusieurs des catégories suivantes :

- le change de devises
- le transfert de fonds
- l'émission ou le rachat de chèques de voyage, de mandats ou de traites
- l'encaissement de chèques
- l'exploitation de guichets automatiques

L'Autorité tient et met à jour sur son site Web, un registre public des entreprises de services monétaires (ESM) à qui elle délivre le droit d'exercer des activités au Québec. Si vous souhaitez vérifier si une ESM dispose d'un droit d'exercer des activités au Québec, veuillez consulter ce registre. Les sous-sections ci-dessous contiennent l'information sur les décisions prises par l'Autorité ou les circonstances qui amènent une modification à ce registre.

La sous-section 8.3.1 contient l'information relative à la décision d'octroyer un nouveau permis. La sous-section 8.3.2 vise la cessation volontaire d'une ou plusieurs activités visées par le permis. La sous-section 8.3.3 contient les décisions prononcées par l'Autorité en vertu du premier alinéa de l'article 17 de la LESM, de suspendre ou de révoquer un permis pour un motif visé aux articles 11 et 13 de la LESM.

Il est à noter que les décisions rendues par le Bureau de décision et de révision à l'égard d'une ESM en vertu du deuxième alinéa de l'article 17 de la LESM et les avis d'audiences de ce tribunal se retrouvent à la section 2 du bulletin.

8.3.1 Nouveaux permis d'exploitation

Nom de l'entreprise	Catégories	Date d'émission
9022-5848 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2019-11-28
9096-6672 QUÉBEC INC	Exploitation de guichets automatiques	2019-11-28
9131-2561 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2019-12-06
9312-5581 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2019-12-06
9343-2904 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2019-12-06
9401-9825 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2019-11-28
CÉLINE LAUZON	Exploitation de guichets automatiques	2019-11-28
NANOPAY X-BORDER CORPORATION	Transfert de fonds	2019-11-28
PLASTIQ CANADA INC.	Transfert de fonds	2019-11-28

Nom de l'entreprise	Catégories	Date d'émission
RESTAURANT/BAR FOCACCIO INC.	Exploitation de guichets automatiques	2019-11-28
WAGADU TRANSFERT INC.	Change de devises Transfert de fonds	2019-11-28

8.3.2 Cessations volontaires d'activités

Nom de l'entreprise	Catégories	Date du retrait
BRÛLERIE CAFFUCCINO INC.	Exploitation de guichets automatiques	2019-11-28

8.3.3 Suspensions ou révocations par l'Autorité

Aucune information.

8.4 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

9.

Régimes volontaires d'épargne-retraite

- 9.1 Avis et communiqués
 - 9.2 Réglementation
 - 9.3 Autorisation d'agir comme administrateur d'un régime volontaire
d'épargne-retraite
 - 9.4 Autres décisions
-

9.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

9.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

9.3 AUTORISATION D'AGIR COMME ADMINISTRATEUR D'UN RÉGIME VOLONTAIRE D'ÉPARGNE-RETRAITE

Aucune information.

9.4 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.